

Rapport annuel Jahresbericht

—

2019



**POUVOIR JUDICIAIRE
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Conseil de la magistrature CM
Justizrat JR**

Table des matières

1	Conseil de la magistrature	7
1.1	Conseil et secrétariat	7
1.2	Activités	7
1.2.1	Séances	7
1.2.2	Règlement du Conseil	7
1.2.3	Elections	8
1.2.4	Pouvoir de surveillance	8
1.2.5	Nominations	18
1.2.6	Communication	19
1.2.7	Divers	19
2	Les autorités judiciaires	38
2.1	Tribunal cantonal	38
2.1.1	Partie générale	38
2.1.2	Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2019 (état au 31.12.2019)	61
2.1.3	Partie statistique	65
2.2	Ministère public	97
2.2.1	Partie générale	97
2.2.2	Tableaux statistiques	108
2.3	Tribunal pénal économique	123
2.3.1	Partie générale	123
2.3.3	Partie statistique	127
2.4	Tribunaux d'arrondissement	129
2.4.1	Partie générale	129
2.3.3	Partie statistique	127
2.5	Cellule judiciaire itinérante	199
2.5.1	Partie générale	199
2.6	Tribunal des mesures de contrainte	205
2.6.1	Partie générale	205
2.6.2	Partie statistique	213
2.7	Justices de paix	217
2.7.1	Partie générale	217
2.7.2	Partie statistique	253

2.8	Tribunal pénal des mineurs	266
2.8.1	Partie générale	266
2.8.2	Partie statistique	274
2.9	Commissions et autres autorités	285
2.9.1	Préfectures	285
2.9.2	Commission de recours de l'Université	314
2.9.3	Commission de recours en matière d'améliorations foncières	316
2.9.4	Commission de recours en matière de premier relevé	319
2.9.5	Commission d'expropriation	321
2.9.6	Autorité de surveillance du registre foncier	324
2.9.7	Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents	327
2.9.8	Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail	329
2.9.9	Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine	332
2.9.10	Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac	335
2.9.11	Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse	337
1	Justizrat	24
1.1	Rat und Sekretariat	24
1.2	Tätigkeit	24
1.2.1	Sitzungen	24
1.2.2	Reglement des Justizrates	24
1.2.3	Wahlen	25
1.2.4	Aufsicht	25
1.2.5	Ernennungen	35
1.2.6	Mitteilungen	36
1.2.7	Verschiedenes	36
2	Die Gerichtsbehörden	49
2.1	Kantonsgericht	49
2.1.1	Allgemeiner Teil	49
2.1.2	Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2019 (Stand 31.12.2019)	61
2.1.3	Statistischer Teil	65
2.2	Staatsanwaltschaft	110
2.2.1	Allgemeines	110
2.2.2	Statistischer Teil	121

2.3	Wirtschaftsstrafgericht	125
2.3.1	Allgemeiner Teil	125
2.3.3	Statistischer Teil	127
2.4	Bezirksgerichte	156
2.4.1	Allgemeiner Teil	156
2.4.2	Statistischer Teil	181
2.5	Gerichtsunabhängige RichterIn	202
2.5.1	Allgemeiner Teil	202
2.6	Zwangsmassnahmengericht	209
2.6.1	Allgemeiner Teil	209
2.6.2	Statistischer Teil	213
2.7	Friedensgerichte	235
2.7.1	Allgemeiner Teil	235
2.7.2	Statistischer Teil	253
2.8	Jugendstrafgericht	270
2.8.1	Allgemeiner Teil	270
2.8.2	Statistischer Teil	274
2.9	Kommissionen und andere Behörden	285
2.9.1	Oberämter	299
2.9.2	Rekurskommission der Universität	314
2.9.3	Rekurskommission für Bodenverbesserungen	316
2.9.4	Rekurskommission für die Ersterhebung	319
2.9.5	Enteignungskommission	321
2.9.6	Aufsichtsbehörde über das Grundbuch	324
2.9.7	Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung	327
2.9.8	Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben	329
2.9.9	Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks	332
2.9.10	Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks	335
2.9.11	Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks	337

Avant-Propos

D'une manière générale, en 2019, la justice fribourgeoise a bien travaillé. Ce constat est partagé par l'entreprise Ecoplan dans son rapport d'analyse du fonctionnement du pouvoir judiciaire dont le Conseil de la magistrature a pris connaissance en fin d'année.

Le Tribunal cantonal doit faire face à un nombre croissant de nouvelles entrées (3249 en 2019, 2868 en 2015, soit une augmentation de 13.3% au cours des cinq dernières années). La situation des cours des assurances sociales est particulièrement critique malgré un taux de liquidation des dossiers plus élevé rendu possible grâce aux mesures internes entreprises au cours de ces dernières années. Sur demande du Tribunal cantonal, et pour éviter un allongement de la durée moyenne de liquidation, la Direction de la sécurité et de la justice, avec le soutien du Conseil de la magistrature, a pu libérer un équivalent plein-temps supplémentaire de greffier en sureffectif pour une année, en 2020.

L'année 2019 a été particulièrement éprouvante pour le Ministère public, dont la charge de travail est importante. L'augmentation du nombre de procédures, l'accroissement des requêtes et une jurisprudence toujours plus exigeante conduisent cette autorité à la limite de ses capacités.

Les tribunaux d'arrondissement demeurent chargés. En matière civile, prud'homale et de bail, le nombre de nouvelles entrées enregistre une légère baisse et se situe à un niveau comparable à 2017 (2019 : 10395, 2018 : 10605, 2017 : 10341). Les liquidations sont stables (2019 : 10565, 2018 : 10576, 2017 : 10505).

En ce qui concerne la conciliation, le programme de gestion de dossiers Tribuna ne permet pas en son état actuel de savoir combien de procédures civiles au fond se liquident par la conclusion d'un accord entre les parties. S'agissant des dossiers soumis à la procédure de conciliation des art. 197ss CPC, le taux de réussite de la conciliation est de 26.8%, respectivement 60,2 % avec les jugements et autres (2018 : 28.7% et 65.4% ; 2017 : 31.7% et 65.5%, cf. tableau p. 185). En matière prud'homale, 32% des affaires liquidées l'ont été par conciliation/transaction.

Sur le plan pénal, le nombre de personnes jugées par ces autorités est en augmentation (2019 : 1080 personnes jugées, 2018 : 1001).

A relever que le Tribunal de la Gruyère, sous-doté et lourdement chargé, réclame des renforts depuis plusieurs années.

La Cellule itinérante, dont le fonctionnement a été progressivement amélioré, a fait la preuve de son efficacité. Compte tenu de la surcharge actuelle des tribunaux, elle est un instrument incontournable du Pouvoir judiciaire.

Après une forte augmentation du nombre d'affaires du Tribunal des mesures de contrainte en 2016 et 2017 et une nette baisse en 2018, le nombre d'affaires s'est stabilisé en 2019 (2019 : 688 ; 2018 : 672 ; 2017 : 897, 2016 : 915). La charge des trois magistrats (1.5 EPT) demeure néanmoins importante compte tenu de la particularité de l'activité de ce Tribunal (délais légaux de traitement très courts).

Avec 8600 nouveaux dossiers enregistrés, la charge de travail des justices de paix continue d'augmenter (2018 : 8222 ; 2017:7834). Cette hausse s'accompagne d'une augmentation des liquidations (2019 : 7995 ; 2018 : 7768). A relever que la partie statistique des justices de paix s'est étoffée de rubriques complémentaires et détaillées, reflétant mieux l'activité de ces autorités.

De 2018 à 2019, l'augmentation du nombre d'affaires du Tribunal pénal des mineurs se monte à 11.38% (elle est de 42.14% entre 2015 et 2019) et celle du nombre de mineurs dénoncés à 21.55% (29.47% entre 2015 et 2019). Cette hausse a engendré une charge de travail massive pour l'ensemble des collaborateurs du Tribunal des mineurs, à tous les niveaux de fonction. En dépit de ce contexte de surcharge, cette autorité a liquidé un très important nombre d'affaires durant cet exercice.

La baisse des nouvelles affaires enregistrées par les commissions de conciliation en matière de bail observée l'an dernier se confirme (2019 : 662, 2018 : 835, 2017 : 892). Avec un taux de conciliation moyens de 83.5% en Sarine, 83% dans le sud du canton et de 67% en Singine et Lac, ces autorités contribuent activement à décharger les autorités judiciaires en matière de bail.

Le Conseil de la magistrature tient à remercier ici tous les acteurs du pouvoir judiciaire pour leur travail et leur engagement qui garantissent que justice soit rendue dans notre canton.

Introduction

L'article 127 alinéa 3 de la Constitution du canton dispose que le Conseil de la magistrature renseigne annuellement le Grand Conseil sur son activité. Le présent rapport comporte deux parties. La première est consacrée à l'activité proprement dite du Conseil de la magistrature, la seconde porte sur l'administration de la justice dans le canton.

Les lecteurs sont rendus attentifs au fait que les rapports figurant aux pages 38 ss. sont ceux rédigés par les autorités judiciaires elles-mêmes.

1 Conseil de la magistrature

1.1 Conseil et secrétariat

Au cours des deux premiers mois de cet exercice, le Conseil a été présidé par M. Adrian Urwyler, Juge cantonal. Démissionnaire à la fin février, il a été remplacé par M. Johannes Frölicher, élu à sa succession en qualité de représentant du Tribunal cantonal. Ce dernier a été porté à la présidence par ses pairs le 11 suivant. Il est en outre devenu membre de la commission des élections.

Le Conseil sait gré à M. Adrian Urwyler de sa présidence compétente, dynamique et engagée. Projeté vers l'avenir, visionnaire, il a œuvré pour l'amélioration des conditions d'exercice de la justice, notamment dans le domaine informatique et en matière organisationnelle, contribuant ainsi au rayonnement de l'institution qu'il a présidée. Le Conseil l'en remercie vivement et lui souhaite plein succès pour les nouveaux défis professionnels qu'il s'est lancés.

Hormis ce changement à sa présidence, la composition du Conseil est restée stable en 2019 avec MM. Raphaël Bourquin (Procureur général adjoint), Damien Colliard (Syndic de Châtel-Saint-Denis, élu sur proposition du Conseil de la magistrature), Nicolas Charrière (Avocat), Maurice Ropraz (Conseiller d'Etat), Philippe Vallet (Président du Tribunal de la Gruyère) ainsi que de Mmes Nadine Gobet (Députée) et Wanda Suter (Juge de paix, élue sur proposition du Conseil de la magistrature). En mai, à l'issue d'un premier mandat de cinq ans, M. Walter Stoffel a été reconduit dans sa fonction, sur proposition de l'Université.

Mmes Christine Keller, Secrétaire générale et Yolande Brünisholz, Secrétaire, occupent toujours leur poste au secrétariat.

Le Président du Conseil, Johannes Frölicher, fait partie du comité de pilotage de l'analyse du pouvoir judiciaire. Il est également co-mandant, avec le Directeur de la sécurité et de la justice, du programme e-justice qui vise à digitaliser progressivement la justice. A ce titre, il a prononcé une allocution lors du kick-off de ce programme le 29 août 2019. Enfin, à l'occasion de la traditionnelle rencontre du Conseil d'Etat et des membres du Pouvoir judiciaire au début de la législature, il s'est adressé aux magistrates et magistrats aux côtés du Président du Conseil d'Etat.

Quant à Mme Christine Keller, elle représente le Conseil au sein de la Commission informatique des autorités judiciaires.

1.2 Activités

1.2.1 Séances

En 2019, le Conseil a tenu 12 séances plénières. Les commissions se sont réunies en fonction des besoins et des délégations ont été formées pour les inspections. Comme par le passé, la commission des élections a procédé aux auditions des candidats aux fonctions judiciaires à titre professionnel. Elle a également auditionné une candidate pour un poste de juge suppléant au Tribunal cantonal, afin de s'assurer de sa disponibilité pour la fonction, ainsi que les candidats à la présidence de la Commission d'expropriation.

Suivant le processus de digitalisation, le Conseil a instauré une plateforme interne d'échange de documents, ce qui lui permet de rationaliser sa façon de travailler.

1.2.2 Règlement du Conseil

Le Conseil a validé au début de l'année les modifications de son règlement engagées en 2018 (toiletage et clarification de sa procédure en matière disciplinaire et de récusation, cf. rapport 2018 point 1.2.2.).

1.2.3 Elections

Cette année, le Conseil a préavisé 35 élections, dont 7 pour des postes à titre professionnel. Les candidats aux postes professionnels continuent à être en principe soumis à des tests de personnalité effectués par un consultant externe.

Comme déjà relevé par le passé (cf. rapport 2018 pt 1.2.4.1.16), les fonctions non professionnelles nécessitant des qualifications spécifiques sont difficiles à repourvoir compte tenu de l'étroitesse du bassin de recrutement fribourgeois. Cette situation a conduit le Conseil à préavisé favorablement la candidature d'une personne domiciliée hors canton et à demander à la Commission de justice d'envisager l'assouplissement de la condition de domicile dans le canton (art. 7 al. 1 LJ). Cet assouplissement concerne uniquement les postes de juges non professionnels et de membres d'autorités dont la juridiction s'étend à l'ensemble du territoire. A la fin de l'année, la Commission de justice a déposé une motion dans ce sens.

Dans l'ensemble, les préavis du Conseil ont largement été suivis par le Grand Conseil. Seule l'élection d'un procureur en septembre a donné lieu à discussion.

Quant à la digitalisation de la procédure de candidature pour des postes judiciaires, le Conseil a initié le changement du processus qui devrait être effectif en 2020.

1.2.4 Pouvoir de surveillance

L'art. 127 de la Constitution (Cst.) charge le Conseil de la surveillance administrative et disciplinaire du pouvoir judiciaire et du Ministère public (al.1). Le Conseil est autorisé à déléguer au Tribunal cantonal la surveillance administrative des autorités judiciaires de première instance (al. 2).

1.2.4.1 Surveillance administrative

Outre l'inspection du Tribunal cantonal qui lui revient d'office, le Conseil a inspecté les Tribunaux d'arrondissement de la Singine, du Lac, de la Broye et de la Veveyse ainsi que les présidents civils du Tribunal de la Sarine et les Justices de paix du Lac, de la Glâne et de la Veveyse. Il a également procédé aux inspections du Procureur général et de ses deux adjoints, de la Juge itinérante, de toutes les Préfectures, de la Commission de recours en matière de 1^{er} relevé, ainsi que de la Commission d'expropriation.

L'inspection des autres autorités a été déléguée au Tribunal cantonal comme l'autorise l'art. 127 al. 2 Cst. (cf. Partie II, Tribunal cantonal, point 2.1.1.2.1.3).

1.2.4.1.1 Tribunal cantonal

Charge de travail – organisation

Le Tribunal cantonal en général et ses cours en particulier fonctionnent bien, en dépit d'une lourde charge de travail. La liquidation des dossiers se poursuit avec la plus grande célérité possible, quand bien même, malgré l'EPT supplémentaire de greffier accordé cette année, les forces rédactionnelles devraient encore être renforcées.

Si les cours civiles, pénales ainsi que la majorité des cours administratives n'appellent pas de remarques particulières, la situation des deux cours des assurances sociales est préoccupante. Les mesures internes prises au cours des dernières années et l'implication régulière des juges suppléants n'ont pas permis, malgré un rythme de liquidation élevé, d'absorber l'augmentation massive et inattendue des nouvelles affaires survenue en 2019. Face à cette situation critique, le Tribunal cantonal a, lors du dernier trimestre, sollicité de la Direction de la sécurité et de la justice un crédit extraordinaire pour l'engagement d'1,5 EPT de greffier supplémentaire. Pour parer au plus urgent et écarter une propagation du retard susceptible de se répercuter sur l'ensemble du Tribunal, une solution temporaire a pu être dégagée pour 2020 avec l'octroi d'un EPT de greffier en sureffectif. Inquiet de la surcharge manifeste de ces cours et de la nécessité d'une augmentation de leurs ressources, le Conseil suivra avec attention l'évolution de la situation en

2020. Il s'agit d'éviter que les cours des assurances sociales accumulent des retards préjudiciables aux justiciables et soient confrontées à des risques de recours pour déni de justice avec frais à la charge du canton.

A côté de son activité purement juridictionnelle, le Tribunal cantonal a continué de s'impliquer activement dans l'analyse du Pouvoir judiciaire ainsi que dans le processus de mise en place d'e-justice.

Au niveau des locaux, cette autorité ne dispose plus de place de travail en réserve.

Juges et juges suppléant-e-s

M. Laurent Schneuwly est entré en fonction en qualité de juge cantonal le 1er janvier, suivi le 1er mars suivant par M. Markus Ducret. Ce dernier a succédé au Juge Adrian Urwyler qui, après vingt-huit ans au service de la justice fribourgeoise, dont dix-neuf comme juge cantonal, a quitté sa fonction à la fin février pour donner à sa carrière professionnelle une orientation nouvelle.

Conformément à l'art. 10b al. 2 LJ, le Conseil a autorisé la réduction du taux d'activité de 100% à 50% sollicitée par la Juge Dominique Gross avec effet au 1er juillet 2019. Le nouveau poste de juge cantonal à mi-temps résultant de cette réduction a été pourvu en juin avec l'élection de M. Yann Hofmann, ce qui porte à 16 le nombre de juges cantonaux. Le Juge Hofmann est entré en fonction le 1er septembre suivant. Pour combler la vacance de deux mois et ne pas perdre de précieuses ressources, le Conseil a approuvé l'augmentation du taux d'activité de la Juge Daniela Kiener de 25% pendant cette période. Le solde de 25% sera assumé par le Juge Yann Hofmann en janvier et février 2020.

Afin de faire évoluer la fonction de juge cantonal dans un cadre moins rigide et permettre une meilleure conciliation entre activité professionnelle et vie familiale, le Tribunal cantonal a sollicité une modification de l'art. 37 al. 2 LJ visant à autoriser l'exercice de la fonction de juge cantonal à temps partiel (mais au moins à mi-temps). Il entend ainsi gagner en flexibilité dans la répartition interne des pourcentages de taux d'activité des juges cantonaux. Considérant qu'une telle mesure s'inscrit dans une politique du personnel progressiste, durablement favorable à la famille et à l'égalité entre femmes et hommes, le Conseil de la magistrature soutient la motion déposée dans ce sens à la fin de l'année par la Commission de justice. Il est à relever que le nombre total de juges cantonaux n'est pas modifié (art. 37 al. 1 LJ) et que le taux d'activité de ces magistrats ne peut être inférieur à 50%.

Comme déjà relevé dans le précédent rapport, le Tribunal cantonal est contraint de recourir régulièrement aux juges suppléants pour pallier son manque de forces rédactionnelles. En décembre 2019, il a demandé l'élection d'un juge suppléant supplémentaire, afin de renforcer les cours des assurances sociales surchargées. Le Conseil de la magistrature a soutenu cette demande, l'art. 37 al. 1 LJ ne fixant pas de limite supérieure au nombre de juges suppléants de cette autorité.

Au cours de cet exercice les Juges suppléants Caroline Gehring, Susanne Genner et M. Hans-Jürg Schläppi ont démissionné. Pour les remplacer, le Grand Conseil a élu Mme Susanne Fankhauser, entrée en fonction en mai, ainsi que Mmes Jenny Castella, Debora Friedli, Mélanie Maillard Russier et M. Michel Heinzmann, qui prendront leur fonction le 1er janvier 2020.

1.2.4.1.2 Ministère public

La charge de travail du Ministère public est importante. L'augmentation du nombre de procédures, l'accroissement des requêtes et une jurisprudence toujours plus exigeante conduisent cette autorité à la limite de ses capacités. La situation de la cellule économique, fortement sous pression, est particulièrement difficile. En 2019, l'organisation du Ministère public a de plus été compliquée par de nombreuses absences pour cause de maternité et de santé. Cela étant, le grand engagement des procureurs et collaborateurs lui ont permis de continuer à bien fonctionner.

Arrivée au terme de sa carrière judiciaire, la Procureure Yvonne Gendre a quitté sa fonction le 31 décembre 2019. Le Conseil de la magistrature remercie cette magistrate qui s'est engagée sans compter dans des domaines aussi sensibles du droit pénal que les infractions à l'intégrité sexuelle et les violences commises contre des enfants et lui sait gré de sa fidélité durant plus de seize années au sein de la justice du canton. Pour la remplacer dès le 1er janvier 2020, le Grand Conseil a élu Mme Stéphanie Amara.

Au cours de cet exercice, les Procureurs ad hoc Delphine Maradan et Pierre Aubert ont terminé les dossiers pour lesquels ils ont été nommés procureurs ad hoc en 2018.

Enfin, à la mi-novembre, le Conseil a nommé la Greffière Sonja Hurni Procureure ad hoc à 60% pour remplacer la Procureure Catherine Christinaz en arrêt de travail.

1.2.4.1.3 Tribunal pénal économique

Cette autorité fonctionne bien et n'appelle pas de remarques particulières.

1.2.4.1.4 Tribunaux d'arrondissement

En 2019, ont quitté leur fonction judiciaire à titre accessoire les personnes suivantes :

- > Pierre André Tissot, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Judith Berger, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Sarine
- > Caroline Wiman Gilardi, Assesseure (représentant les locataires) au Tribunal des baux de la Sarine
- > Anne Morand, Assesseure au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère
- > Daniel Magnin, Assesseur suppléant (représentant les travailleurs) au Tribunal des prud'hommes de la Gruyère
- > Rémy Raymond, Assesseur suppléant (représentant les travailleurs) au Tribunal des prud'hommes de la Gruyère
- > Anne Kleinwerfers Lehner, Assesseure au Tribunal d'arrondissement du Lac
- > Andreas Von Känel, Assesseur au Tribunal d'arrondissement du Lac
- > Daniel Lüthi, Assesseur (représentant les travailleurs) au Tribunal des prud'hommes de la Glâne
- > Guy-Pierre Ducrot, Assesseur au Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

1. Tribunal d'arrondissement de la Sarine

a) Tribunal civil

Non seulement la charge de travail de ce tribunal est importante mais la complexité des affaires augmente.

En février, le Grand Conseil a choisi Mme Adeline Corpataux, déjà présidente ad hoc depuis le 1^{er} janvier, pour remplacer le Président Laurent Schneuwly, désormais juge cantonal. En incapacité de travail pendant quelques semaines au début de l'année, elle a été remplacée par ses collègues ainsi que par la Juge itinérante.

Egalement élue présidente (50%) lors de la session de février, Mme Rebecca Jutzet a rejoint le Tribunal de la Sarine le 1^{er} juin suivant. Si la création de ce nouveau poste à 50% permet de résorber l'augmentation des affaires, l'attribution à la Présidente Jutzet des unités volantes (greffe et secrétariat), sans nouvelle dotation, met l'ensemble du greffe dans une situation plus tendue et le prive de forces rédactionnelles et administratives nécessaires en cas de surcharge passagère de travail.

b) Tribunal pénal

La charge de travail de la section pénale est stable à un niveau élevé. L'augmentation de la compétence du juge de police a entraîné une diminution des dossiers du Tribunal pénal.

Au cours de cet exercice sont entrées en fonction en qualité d'assesseures Mmes Anne de Steiger, Sandra Herren Schwab et Cécile Thiémard.

c) Tribunal des prud'hommes et Tribunal des baux

La Présidente Rebecca Jutzet assume depuis le 1^{er} juin la suppléance du Tribunal des Prud'hommes et du Tribunal des baux.

Au vu de l'augmentation des affaires du Tribunal des baux et sur demande de sa présidente, l'effectif des assesseurs de cette autorité a été renforcé de deux personnes, ce qu'autorise l'art. 57 al. 1 LJ. Sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs de cette autorité Mmes Marie-Jeanne Piccand et Isabelle Sob (représentant les locataires) ainsi que M. Claude Terrapon (représentant les propriétaires). En outre, afin de permettre à une assesseure démissionnaire de terminer des dossiers de bail en cours, le Conseil a prolongé son mandat (art. 6 al. 2 LJ).

Les locaux du Tribunal de la Sarine sont utilisés au maximum de leurs possibilités. Une solution devra être trouvée pour le stockage de ses archives.

2. Tribunal d'arrondissement de la Singine

Quand bien même le fonctionnement de ce tribunal n'appelle pas de remarque particulière, il convient de relever que sa charge de travail est lourde. Si pour l'heure les juges parviennent encore à la gérer, le Président sortant Reinold Raemy déplore toutefois que cela se fasse désormais au détriment de la formation, de l'examen et de l'analyse de la jurisprudence, des tâches essentielles auxquelles il pouvait par le passé davantage se consacrer.

Ce président a fait valoir son droit à la retraite au 31 décembre 2019. Le Conseil de la magistrature le remercie pour son remarquable engagement au service de la justice fribourgeoise qui a ainsi pu bénéficier, trente et un ans durant, de ses grandes compétences personnelles et professionnelles.

Sa succession sera assurée par le tandem formé par Mmes Pascale Vaucher Mauron et Caroline Gauch. Si la première entrera en fonction le 1^{er} janvier 2020, la seconde rejoindra le Tribunal en avril suivant, le temps que sa succession en tant que juge de paix de la Singine soit effective. L'intérim sera assuré par la Présidente Vaucher Mauron nommée par le Conseil Présidente ad hoc à 50% pour cette durée.

3. Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

Ce tribunal, lourdement chargé, est sous-doté à tous les niveaux. Les nombreuses mesures de réorganisation entreprises pour rationaliser et accélérer les processus ne peuvent pallier le manque de forces de travail. Depuis plusieurs années, cette autorité réclame des renforts de manière réitérée sans toutefois être entendue. Quant aux Présidentes Frédérique Bütikofer Repond et Camille Perroud Sugnaux qui sollicitent une augmentation de leur taux d'activité respectif de 10% de longue date, elles n'ont toujours pas obtenu de réponse.

A la fin de l'été, la Présidente Perroud Sugnaux a requis de l'aide pour lui permettre de se consacrer entièrement au traitement d'un volumineux et complexe dossier pénal. Le Conseil a par conséquent nommé M. Michel Morel Président ad hoc du Tribunal de la Gruyère (50%) du 1^{er} octobre 2019 au 31 janvier 2020 pour s'occuper du rôle ordinaire de la magistrate précitée. Si les appuis de la Cellule itinérante tout au long de cet exercice ainsi que du Président Morel au cours du dernier trimestre se sont avérés essentiels à son bon fonctionnement, l'allocation de ressources supplémentaires à cette autorité doit être sérieusement envisagée pour éviter tant des retards préjudiciables au bon fonctionnement de la justice qu'un épuisement et une démotivation de l'ensemble des collaborateurs de cette autorité.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs Mme Barbara Progin et M. Christian Wyssmüller. Le Conseil a en outre prolongé le mandat d'un assesseur, afin de lui permettre de terminer un dossier en cours, (art. 6 al. 2 LJ).

4. Tribunal d'arrondissement du Lac

En dépit d'un léger recul de son volume d'affaires, notamment en français, ce tribunal reste très chargée. Dans ce contexte, l'appui de la Cellule itinérante s'est avéré hautement appréciable.

Au terme de près de vingt ans d'activité au sein de cette autorité, le Président Markus Ducret a quitté sa fonction pour revêtir le 1^{er} mars 2019 la robe de juge cantonal. Il a été remplacé par M. Peter Stoller, d'abord en tant que président ad hoc puis suite à son élection à la fin mars, en tant que président titulaire. Sa longue expérience de greffier-chef au sein de cette autorité lui a permis d'assurer cette succession sans aucun problème.

Pour l'heure, le poste de Président du Tribunal des prud'hommes à 10% laissé vacant par M. Stoller suite à son élection n'a pas été repourvu, conformément à la demande de cette autorité.

Au cours de cette année, Mme Aline Wälti et M. Patrick Zehnder sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs.

5. Tribunal d'arrondissement de la Glâne

L'augmentation très sensible de la charge de travail de ce tribunal exige de son personnel et des magistrats un travail accru. Leur grand engagement a certes permis d'augmenter les liquidations par rapport à l'exercice précédent. Toutefois, le Conseil a encouragé cette autorité à solliciter l'appui de la Cellule itinérante en cas de besoin.

6. Tribunal d'arrondissement de la Broye

Le nombre d'affaires est en augmentation, mais pour l'instant ce tribunal arrive à y faire face avec son personnel.

En septembre, le Conseil a nommé M. Ludovic Farine Président ad hoc à 50% pour remplacer la Présidente Virginie Sonney durant son congé maternité annoncé pour janvier 2020.

Au cours de cette année, MM. Guy Biland et Marcel Godel sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs.

7. Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

L'augmentation du nombre d'affaires liée à l'évolution démographique en Veveyse nécessite un rythme de travail soutenu. Le Tribunal parvient à y faire face avec son personnel, mais toute absence de l'un de ses membres, pour raison de santé par exemple, se fait immédiatement ressentir sur l'ensemble de l'équipe.

L'exiguïté des locaux signalée depuis plusieurs années, et les inconvénients qu'elle génère, perdure. Ce tribunal attend avec impatience son futur déménagement prévu au plus tard en 2023.

1.2.4.1.5 Tribunal des mesures de contrainte

Le Tribunal des mesures de contrainte est une autorité chargée qui, en dépit des renforts de 0,5 EPT de greffier et 0,2 EPT de secrétariat octroyés cette année, s'avère encore insuffisamment dotée. La charge de travail ainsi que les nouvelles compétences qui lui ont été attribuées exigent, de l'avis de cette autorité, une dotation supplémentaire à tous les niveaux. Les juges ressentent tout particulièrement la fatigue induite notamment par le service de permanence en semaine et les week-ends. Dans ce contexte, l'aide que peuvent lui apporter les suppléants est primordiale pour lui permettre de respecter les délais de traitement très brefs auxquels elle est astreinte, notamment en cas d'absence de l'un de ses titulaires. Malheureusement, les suppléants francophones, tous présidents de tribunaux, sont peu disponibles, raison pour laquelle cette autorité aurait souhaité en augmenter le nombre. La loi, en son état actuel, ne le permet toutefois pas (art. 73 al. 1 LJ).

Suite à la démission de la Présidente Rossi Carré de la suppléance, le Tribunal des mesures de contrainte a demandé au Conseil de la magistrature de nommer à cette fonction un greffier, plus disponible qu'un magistrat. Interprétant l'art. 73 LJ comme une *lex specialis* par rapport à l'art. 22 LJ, et après avoir pris l'avis du Président de la Commission de justice, le Conseil a désigné en novembre M. Ludovic Farine, Greffier-rapporteur au Tribunal cantonal, Juge suppléant de cette autorité. Cela étant, il a suggéré à la Commission de justice de réexaminer la teneur de l'art. 73 LJ dont la formulation n'est plus adéquate. Il lui a également proposé de fixer le nombre des suppléants à quatre au minimum, afin d'assurer plus de souplesse et de soulager sensiblement cette autorité.

Absente pour raison de maternité à compter du début septembre, la Juge Géraldine Pontelli-Barras a été remplacée par ses collègues Delphine Maradan et Félix Baumann qui ont augmenté leur taux d'activité respectif de 25% pendant quatre mois.

Quant aux locaux, ils ne donnent pas satisfaction, leur situation dans un immeuble locatif n'étant pas idéale. De plus, ils ne comptent pas de salle d'audience et deviennent trop exigus.

1.2.4.1.6 Tribunal pénal des mineurs

L'augmentation des affaires déjà signalée l'an dernier se poursuit. La charge de travail est lourde et implique l'accomplissement d'heures supplémentaires. Cet exercice a de plus été marqué par plusieurs absences au niveau du greffe et du secrétariat, ce qui a compliqué encore le travail de cette autorité. Cette situation affecte tant les juges que le personnel qui est soumis à une grande pression.

Ce tribunal a demandé et obtenu des postes supplémentaires pour le greffe et le secrétariat pour l'an prochain.

1.2.4.1.7 Justices de paix

En 2019 a quitté sa fonction judiciaire à titre accessoire la personne suivante :

- > Véronique Colliard, Assesseure à la Justice de paix de la Veveyse

1. Justice de paix de la Sarine

Cette année, cette justice de paix a enregistré une légère baisse des affaires (au moment de l'inspection). Celle-ci n'équivaut pas pour autant à une diminution de la charge de travail qui reste lourde, en raison notamment de la complexification des dossiers. Le nombre de personnes suivies par chaque juge de paix est élevé et les problèmes rencontrés par le Service de l'Enfance et de la Jeunesse impactent négativement sur le travail de cette autorité. Les magistrats, qui accomplissent de nombreuses heures supplémentaires, souhaitent que leur effectif soit renforcé.

Au cours de cette année, Mme Beatrix Guillet est entrée en fonction en qualité d'assesseure.

2. Justice de paix de la Singine

Comme l'an dernier, la charge de travail de cette Justice de paix demeure élevée et contraint ses deux magistrates à accomplir des heures supplémentaires sans qu'il leur soit possible de les compenser.

Elue à la présidence du Tribunal d'arrondissement de la Singine au 1^{er} janvier 2020, la Juge de paix Caroline Gauch a proposé de différer son entrée en fonction le temps que sa succession soit effective. Le Conseil la remercie pour sa flexibilité qui permet d'éviter une vacance de poste préjudiciable au bon fonctionnement de cette autorité.

Pour la remplacer, le Grand Conseil a élu en décembre Mme Seraina Rohner Stulz qui entrera en fonction le 1^{er} avril 2020.

Au cours du 2^{ème} semestre 2019, la justice de paix a bénéficié d'un renfort de greffe à hauteur de 0,5 EPT qu'elle souhaite voir prorogé, respectivement pérennisé.

Quant aux locaux devenus trop exigus, aucune solution de remplacement ne se dessine pour le moment.

Au cours de cette année, Mme Ruth Schärli est entrée en fonction en qualité d'assesseur.

3. Justice de paix de la Gruyère

L'augmentation continue de la charge de travail de cette autorité oblige ses membres à travailler à flux tendu. Les juges de paix et la greffière-cheffe accumulent les heures supplémentaires. L'octroi d'un demi-EPT supplémentaire de secrétaire cette année ne lui a pas permis de pallier sa sous-dotation en personnel, notamment au niveau du greffe. L'aide de stagiaires et de jeunes demandeurs d'emploi est nécessaire à son fonctionnement. Quant aux difficultés rencontrées avec le Service de l'Enfance et de la Jeunesse, elles compliquent et alourdissent encore son travail.

Les problèmes de locaux, clairement insuffisants, évoqués dans le précédent rapport n'ont pas été solutionnés.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs Mme Sara Liliana Delamadeleine ainsi que MM. Daniel Bovigny et Pierre Morand.

4. Justice de paix du Lac

La charge de travail reste très élevée. Toutefois, cette justice de paix, qui est bien organisée, est à jour et son personnel est resté stable.

Le fonctionnement de cette autorité est également impacté par les problèmes de personnel du Service de l'Enfance et de la Jeunesse.

5. Justice de paix de la Glâne

La charge de travail de cette autorité, dont le greffe a été renforcé à hauteur de 20%, se maintient à un niveau élevé. La justice de paix, qui s'appuie beaucoup sur le travail de ses assesseurs, a sollicité l'élection de deux assesseurs supplémentaires pour renforcer son équipe, ce qui a été fait en décembre 2019.

Par ailleurs, cette autorité s'inquiète des difficultés rencontrées dans le suivi des dossiers confiés au Service de l'Enfance et de la Jeunesse en raison des nombreuses mutations au sein de ce service.

Au cours de cette année sont entrés en fonction en qualité d'assesseurs Mmes Claudine Codourey et Laetitia Reynaud ainsi que MM. Jean-Blaise Castella et Jean-François Girard.

6. Justice de paix de la Broye

La charge de travail de cette autorité non seulement augmente mais se complexifie. Si le travail tant de son greffe que de son secrétariat a été perturbé par plusieurs absences, cela n'a toutefois pas affecté le bon suivi de ses dossiers qui sont à jour.

Comme d'autres justices de paix, elle rencontre des difficultés avec le Service de l'Enfance et de la Jeunesse.

7. Justice de paix de la Veveyse

Après les turbulences de l'exercice précédent, cette autorité, dont le personnel est resté stable, a retrouvé la sérénité sous la houlette de la Juge de paix ad hoc Valentine Stucky. Le 1^{er} juin 2019, cette dernière a été remplacée par Mme Sophie Germond, Juge de paix élue en février 2019. Elle a été bien accueillie par ses collaborateurs qui se sont montrés ouverts aux changements. Cette autorité fonctionne bien, même si elle s'estime sous-dotée eu égard à sa charge de travail. L'aide d'un stagiaire est nécessaire au bon fonctionnement de son greffe. Quant aux 20% de secrétariat supplémentaire octroyés cette année, leur pérennisation est impérative pour assurer le bon fonctionnement de cette autorité.

1.2.4.1.8 Cellule judiciaire itinérante

Le nouveau système d'attribution des dossiers instauré en début d'année, dans le but de décharger avant tout les Tribunaux de la Gruyère et du Lac, donne entière satisfaction. La charge de travail de la Cellule itinérante est régulière, son greffe et son secrétariat fonctionnent bien.

Elue en mars 2018 pour une durée limitée au 31 décembre 2020, la magistrate en place depuis juillet suivant tire un bilan positif de son activité. Les dossiers sont variés, intéressants et prenants. Pour éviter des pertes de temps liées aux déplacements dans les diverses autorités, la juge essaie autant que possible de grouper les audiences. Le Conseil est d'avis que la Cellule itinérante, dont le fonctionnement a été progressivement amélioré, a fait la preuve de son efficacité. Elle a non seulement contribué activement à réduire les surcharges mais a également fait le pont lors de pénuries de personnel. De plus, elle assume désormais des tâches qui n'étaient pas prévues initialement (traitement des demandes d'entraide judiciaire internationale du Tribunal cantonal par vidéoconférence). Sa souplesse et sa rapidité d'intervention en font un instrument très apprécié des acteurs du pouvoir judiciaire. Compte tenu de la surcharge actuelle des tribunaux, ce dernier ne peut de toute évidence faire l'économie de la Cellule itinérante.

La question de la suppléance de la Juge itinérante (art. 22 al. 1 LJ) doit encore être réglée.

1.2.4.1.9 Préfectures

D'une manière générale, ces autorités, en tant que juridictions pénales, continuent de bien fonctionner. La charge de travail toujours élevée de la Préfecture de la Gruyère met fortement à contribution l'ensemble de son personnel. Cette autorité ainsi que celle de la Veveyse bénéficieront l'an prochain d'un renfort de juriste à hauteur respectivement de 0,1 et 0,2 EPT.

Après trois décennies d'activité au sein de la Préfecture de la Sarine, le Lieutenant de préfet Maurice Guillet a mis un terme à sa longue carrière. Le Conseil le remercie pour la qualité du travail accompli et lui souhaite une retraite sereine et épanouissante.

Il convient de souligner le taux de conciliation élevé obtenu par bon nombre de préfectures qui contribuent ainsi très concrètement à diminuer la charge de travail d'autres instances.

1.2.4.1.10 Commission de recours de l'Université

Le rôle de cette commission est à jour.

L'institution, par l'Université, d'une instance préalable de recours, a eu un effet bénéfique sur cette autorité dont elle a réduit le nombre de cas.

1.2.4.1.11 Commissions de conciliation en matière de bail

Sarine

Le fonctionnement de cette commission, dont la charge de travail est en constante diminution, n'appelle pas de commentaire particulier.

Elu juge cantonal, M. Yann Hofmann a démissionné de la vice-présidence au 31 août 2019. C'est Mme Sophie Dumartheray qui lui a succédé dès octobre suivant.

M. Sébastien Thorimbert a remplacé M. Jean-Marc Maradan en tant qu'assesseur représentant les propriétaires. Quant à Mme Laure Christ, son déménagement dans un autre district l'a contraint à démissionner de sa fonction d'assesseure représentant les locataires au 30 juin 2019. Le Conseil l'a toutefois autorisée à exercer son mandat jusqu'au 31 décembre 2019, afin de terminer des dossiers en cours. M. Ricardo Ramos lui a succédé.

Singine et Lac

La Commission fonctionne bien. Sa charge de travail reste stable, à un niveau plutôt bas.

Au cours de cet exercice, la Présidente suppléante Sarah Reitze a, à nouveau, largement suppléé le Président Marius Schnewly en incapacité de travail. En octobre, ce dernier a repris son activité mais sur requête de cette autorité, le Conseil a nommé Mme Cornelia Thalmann Présidente suppléante ad hoc avec effet immédiat pour une durée de six mois, la titulaire étant indisponible pendant cette période.

Une solution devra être trouvée à l'avenir pour l'archivage des dossiers.

Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse

Malgré la légère baisse du nombre de requêtes déposées en 2019, l'augmentation du nombre de dossiers constatée en 2018 a entraîné de nombreuses séances et heures supplémentaires. De plus, l'intervention d'avocats dans de nombreuses affaires a généré un surcroît de travail administratif. Cette commission a par conséquent réitéré le souhait de voir la dotation de son secrétariat augmentée de 10%. Elle n'a toutefois pas souhaité remplacer le Président suppléant Yann Hofmann, démissionnaire suite à son élection au Tribunal cantonal, considérant que les éventuels cas en allemand de la Commune de Jaun pourront, le cas échéant, être transmis à un magistrat d'une des deux autres commissions.

Mme Laure Gallay a succédé à Mme Franziska Waser, en tant qu'assesseure représentant les locataires dès septembre.

1.2.4.1.12 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail

Une seule nouvelle affaire a été enregistrée au cours de cet exercice. A l'avenir, la Commission pourrait voir ses compétences étendues par une révision de la loi sur la justice, ce qui augmenterait son volume de travail.

1.2.4.1.13 Commission d'expropriation

Afin notamment de faire le bilan de l'analyse de la gestion comptable et financière de cette commission effectuée par le Service de la justice et d'estimer la charge du président en vue de sa succession, le Conseil a procédé à une inspection intermédiaire dans le courant du printemps. Il a constaté que les dossiers étaient bien tenus et les affaires correctement suivies. A l'avenir, la Commission bénéficiera d'un nouveau système informatique en fonction duquel la gestion financière sera réorganisée.

Atteint par la limite d'âge, le Président José Kaelin a démissionné au 31 décembre 2019. Le Conseil l'a toutefois autorisé à exercer sa fonction au-delà de cette échéance pour terminer des dossiers en cours (art. 6 al. 2 LJ). Il exprime à ce magistrat toute sa reconnaissance pour le travail accompli au long des très nombreuses années d'activité à la tête de cette autorité.

Elue en septembre, Mme Anne Noël assumera la présidence de cette commission à compter du 1^{er} janvier 2020.

1.2.4.1.14 Commission de recours en matière d'améliorations foncières

L'activité de cette commission, qui fonctionne bien, n'appelle aucune remarque particulière. L'unique affaire à son rôle a été retirée et aucun nouveau dossier n'a été enregistré cette année.

1.2.4.1.15 Commission de recours en matière de premier relevé

Les inquiétudes suscitées par la gestion de cette commission, mentionnées dans le précédent rapport, ont été corroborées par l'intervention à la fin de l'hiver du Service du Cadastre soucieux de son bon fonctionnement. L'inspection extraordinaire à laquelle le Conseil a procédé à la fin mai a abouti à la démission avec effet immédiat de son Président Kurt Schwab et de sa Vice-présidente Danièle Mooser.

Dans l'attente de l'élection et de l'entrée en fonction de leurs successeurs, le Conseil a nommé, dès le 1^{er} juin 2019 pour six mois au maximum, Mmes Alice Reichmuth Pfammatter et Anna Noël, respectivement Présidente ad hoc et Vice-présidente ad hoc. Leur travail et leur grand engagement ont permis de rétablir la situation de cette commission qui fonctionne désormais à entière satisfaction.

En décembre, le Grand Conseil a élu Mme Alice Reichmuth Pfammatter à la présidence et M. Marc Zürcher à la Vice-présidence.

1.2.4.1.16 Autorité de surveillance du registre foncier

Le fonctionnement de cette autorité n'appelle aucune remarque.

Mme Maryse Pradevand-Kernen est entrée en fonction en tant que membre suppléante le 1^{er} janvier 2019.

1.2.4.1.17 Remerciements

Le Conseil exprime ici sa gratitude à toutes les personnes ayant œuvré pour le Pouvoir judiciaire au cours de cet exercice, en particulier celles mentionnées dans ce rapport. Il les remercie pour leur travail et leur engagement, indispensables au bon fonctionnement de la justice fribourgeoise.

1.2.4.1.18 Surveillance disciplinaire

	Nouveaux dossiers ouverts	Dossiers reportés de l'année précédente	Nombre total de dossiers	Dossiers transmis à autres autorités	Dossiers clos sans échange d'écritures	Dossiers clos après échange écrit ou enquête	Dossiers reportés à l'année suivante
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1
2018	29	1	30	1	15	8	6
2019	33	6	39	1	6	25	7

Suite à une modification de son règlement (art. 33 RCM), le Conseil transmet désormais systématiquement les interventions qui lui sont adressées au magistrat concerné. Celui-ci peut, s'il le souhaite, se déterminer dans un délai de vingt jours. Ce changement de pratique explique l'augmentation très nette des dossiers clos après échange d'écriture.

Au cours de cet exercice, plusieurs interventions contre un même magistrat ont donné lieu à l'ouverture d'une procédure disciplinaire. L'instruction étant toujours pendante, aucune information n'est communiquée à ce stade.

Outre les cas de surveillance disciplinaire, le Conseil a enregistré deux nouvelles dénonciations portant sur le fonctionnement administratif de certaines autorités. Il en a classé une ainsi que celle déposée en 2018 sans échange d'écriture. La troisième a été classée après échange d'écriture.

1.2.5 Nominations

Il est rappelé que dans des situations exceptionnelles et urgentes, le Conseil est habilité à nommer de sa propre autorité un juge pour une durée maximale de six mois (art. 91 al.1 let. d LJ). Lorsqu'il est vraisemblable qu'un magistrat sera empêché pour une période plus longue, il peut pourvoir à son remplacement pour douze mois maximum, moyennant approbation du Grand Conseil, sur préavis de la Commission de justice (art. 91 al. 1 let. d^{bis} LJ).

En 2019, le Conseil a nommé sept magistrats ad hoc. Ces nominations ayant déjà été évoquées précédemment, prière de se référer aux points 1.2.4.1.4/4. concernant M. Peter Stoller, 1.2.4.1.4/6. concernant M. Ludovic Farine, 1.2.4.1.4/2. concernant Mme Pascale Vaucher Mauron, 1.2.4.1.11 concernant Mme Cornelia Thalmann, 1.2.4.1.2 concernant Mme Sonja Hurni, et 1.2.4.1.15 concernant Mmes Alice Reichmuth Pfammatter et Anna Noël.

Il a par ailleurs fait usage de l'art. 22 LJ (qui traite de la suppléance des juges) à dix reprises. Il a ainsi nommé le Président Peter Stoller Suppléant du Président des Tribunaux d'arrondissement de la Sarine et de la Singine ainsi que du Tribunal des baux de la Singine et du Lac, la Présidente Adeline Corpataux Suppléante du Président du Tribunal des Prud'hommes et du Tribunal des mesures de contrainte, la Présidente Rebecca Jutzet Suppléante du Tribunal des prud'hommes et du Tribunal des baux de la Sarine, la Présidente Pascale Vaucher Mauron Suppléante des Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère et du Lac ainsi que du Tribunal des baux du sud du canton, la Présidente Caroline Gauch Suppléante des Tribunaux des prud'hommes de la Singine et de la Gruyère ainsi que du Tribunal des mesures de contraintes, enfin M. Ludovic Farine Suppléant du Tribunal des mesures de contrainte.

1.2.6 Communication

La parution du rapport annuel du Conseil a fait l'objet d'une conférence de presse le 19 juin 2019.

Comme le veut la loi (art. 198a de la loi sur le Grand Conseil), le Président du Conseil a assisté à la présentation du rapport annuel devant le Grand Conseil, lors de la session du mois de juin.

1.2.7 Divers

1.2.7.1 Consultation

Le Conseil a été consulté sur la révision de la planification pénitentiaire 2016-2026, la révision de la loi sur les communes et nouvelle loi sur les finances communales ainsi que sur l'avant-projet de loi modifiant la loi sur la Police cantonale. Il s'est également prononcé sur la question du Député Ruedi Schläfli concernant l'élection à vie des membres du pouvoir judiciaire et du Ministère public.

1.2.7.2 Enquête

Interpellé par les inquiétudes grandissantes des autorités judiciaires au sujet du Service de l'Enfance et de la Jeunesse (SEJ), le Conseil a, au cours de l'été, adressé un questionnaire au Tribunal cantonal, à tous les tribunaux d'arrondissement, aux justices de paix ainsi qu'au Tribunal des mineurs, afin de connaître les effets de la situation de ce service sur le fonctionnement de la justice. Si le professionnalisme et l'engagement du personnel du SEJ n'ont pas été remis en question par les instances judiciaires, il est apparu que toutes celles qui collaborent régulièrement avec le SEJ sont affectées par la situation de surcharge de ce service. En octobre, le Conseil en a informé le Conseil d'Etat en soulignant le nombre nettement trop important d'enfants suivis par intervenant du SEJ. Il a exprimé ses craintes qu'une telle situation nuisent aux principes de protection de l'enfant et se répercute négativement sur le fonctionnement de la justice.

1.2.7.3 Heures supplémentaires des magistrats

Ces dernières années, la multiplication du nombre d'affaires et l'augmentation de la charge des tribunaux a exigé de la part des magistrats un effort considérable pour assurer le bon fonctionnement des autorités judiciaires. Bon nombre d'entre eux ont ainsi été contraints d'accomplir des heures supplémentaires qui se sont accumulées au fil du temps. Le manque de clarté de la loi s'agissant notamment de la compétence pour autoriser, respectivement payer, ces heures supplémentaires, a entraîné la nécessité de repenser le système en vigueur (cf. rapports 2015 et 2016). L'analyse à laquelle ont participé tant la Commission de justice que la Direction des finances, le Service du personnel et d'organisation, la Direction de la sécurité et de la justice et le Conseil a abouti à l'instauration d'un nouveau système validé par le Conseil d'Etat. Reconnus cadres supérieurs au sens de l'art. 5 al. 2 RPer à partir du 1^{er} janvier 2019, les magistrats de première instance sont désormais soumis à la réglementation applicable à cette catégorie de personnel. Ceux amenés à faire des heures supplémentaires doivent en avertir systématiquement l'autorité de surveillance et impérativement saisir leur temps de travail au moyen du système idoine, faute de quoi aucun paiement ne peut être envisagé. En guise de reconnaissance pour leur dévouement et le travail accompli par le passé, un montant forfaitaire de 1'500 frs a été versé pour solde de tout compte à chaque magistrat.

A la fin de l'exercice 2019, plusieurs magistrats ont annoncé de nouvelles heures supplémentaires. Le Conseil leur a demandé de justifier par écrit l'accomplissement de ces heures, en rappelant qu'il leur appartient d'abord de les compenser en congé avant d'en solliciter le paiement.

1.2.7.4 Analyse du pouvoir judiciaire

A fin octobre, le Conseil a pris connaissance du rapport final d'analyse du pouvoir judiciaire mandatée par le Conseil d'Etat en lien avec la création en 2016 de la Cellule judiciaire itinérante. Cette analyse qui inclut les tribunaux d'arrondissement, la Cellule judiciaire itinérante, le Tribunal cantonal et le Ministère public, porte également sur le Conseil de la magistrature en tant qu'organe de surveillance. Le Conseil se déterminera au début 2020 sur les recommandations formulées à son sujet par l'entreprise Ecoplan. En substance, au vu tant de la législation actuellement en vigueur que des ressources à sa disposition et de sa composition, le Conseil se considère comme un organe de surveillance et non de gestion à proprement parler des autorités judiciaires.

1.2.7.5 Rémunération des assesseurs

Interpellé sur la question de la rémunération des assesseurs, insuffisante selon l'un d'entre eux, le Conseil a initié une analyse complète de la situation. Une fois les résultats de celle-ci connus, il se déterminera sur une éventuelle modification du règlement sur la justice sur ce point.

Vorwort

Die Freiburger Justiz hat im Jahr 2019 insgesamt gut gearbeitet. Diese Feststellung geht auch aus dem Bericht über die Analyse der Funktionsweise der Gerichtsbehörden der Firma Ecoplan hervor, der dem Justizrat Ende des Jahres vorgelegt wurde.

Das Kantonsgericht hat eine steigende Zahl von Neueingängen zu bewältigen (3249 im Jahr 2019, 2868 im Jahr 2015, d.h. ein Anstieg um 13.3 % in den letzten fünf Jahren). Die Situation der Sozialversicherungsgerichtshöfe ist besonders kritisch, obwohl die internen Massnahmen der letzten Jahre eine höhere Erledigungsrate ermöglicht haben. Um eine Verlängerung der durchschnittlichen Erledigungsdauer zu vermeiden, konnte die Sicherheits- und Justizdirektion auf Antrag des Kantonsgerichts und mit Unterstützung des Justizrats für 2020 eine auf ein Jahr befristete zusätzliche Gerichtsschreiber-Vollzeitstelle freigeben.

Die Staatsanwaltschaft verzeichnet eine hohe Arbeitslast. Das Jahr 2019 war eine besondere Herausforderung. Die Zunahme der Verfahren, die wachsende Zahl der Anträge und eine immer anspruchsvollere Rechtsprechung führen diese Behörde an die Grenzen ihrer Leistungsfähigkeit.

Die Arbeitslast der Bezirksgerichte bleibt allgemein hoch. Die Zahl der Neueingänge in Zivil-, Arbeitsgerichts- und Mietsachen ist leicht zurückgegangen und liegt auf einem mit 2017 vergleichbaren Stand (2019: 10395, 2018: 10605, 2017: 10341). Die Erledigungsrate bleibt stabil (2019: 10565, 2018: 10576, 2017: 10505).

Das derzeitige Verwaltungsprogramm Tribuna ermöglicht keine genauen Rückschlüsse in Bezug auf die einvernehmlich beigelegten Zivilverfahren. Bei den dem Schlichtungsverfahren nach Art. 197 ff. ZPO unterstellten Fällen beträgt die Erfolgsquote 26.8 %, bzw. 60.2 % unter Einschluss von Urteilen und anderen Erledigungen (2018: 28.7 % und 65.4 %; 2017: 31.7 % und 65.5 %, vgl. Tabelle S. 185). Bei den Arbeitsgerichten wurden 32 % der Fälle durch Schlichtung/Transaktion erledigt.

In Strafsachen nimmt die Zahl der durch diese Behörden abgeurteilten Personen zu (2019: 1080 abgeurteilte Personen, 2018: 1001).

Das Bezirksgericht Greyerz ist unterbesetzt und stark belastet und ersucht seit mehreren Jahren um Verstärkung.

Die gerichtsunabhängige Einheit, deren Funktionsweise schrittweise verbessert wurde, hat ihre Wirkungskraft bewiesen. Angesichts der gegenwärtigen Überlastung der Gerichte ist sie ein unverzichtbares Instrument.

Nach dem starken Anstieg der Fälle des Zwangsmassnahmengerichts in den Jahren 2016 und 2017 und einem deutlichen Rückgang im Jahr 2018 hat sich die Zahl der Fälle im Jahr 2019 stabilisiert (2019: 688, 2018: 672, 2017: 897, 2016: 915). Die Arbeitslast der drei Richter (1.5 VZÄ) ist jedoch angesichts der besonderen Tätigkeit dieses Gerichts (sehr kurze Bearbeitungsfristen) nach wie vor hoch.

Mit 8600 neuen Fällen nimmt die Arbeitslast der Friedensgerichte weiter zu (2018: 8222; 2017: 7834). Dieser Anstieg geht mit einer Zunahme der Erledigungen einher (2019: 7995, 2018: 7768). Der statistische Teil der Friedensgerichte wurde mit zusätzlichen und detaillierten Rubriken erweitert, die die Tätigkeit dieser Behörden besser widerspiegeln.

Zwischen 2018 und 2019 ist die Zahl der Fälle vor dem Jugendstrafgericht um 11.38 % gestiegen (zwischen 2015 und 2019 um 42.14 %); die Zahl der angezeigten Minderjährigen um 21.55 % (zwischen 2015 und 2019 um 29.47 %). Diese Zunahme hat für die Mitarbeitenden des Jugendgerichts in allen Bereichen zu einer massiven Arbeitsbelastung geführt. Trotz dieser Überlastung hat diese Behörde im Laufe dieses Jahres eine sehr grosse Zahl von Fällen erledigt.

Der im letzten Jahr bei den Schlichtungskommissionen für Mietsachen festgestellte Rückgang der neuen Fälle bestätigt sich (2019: 662, 2018: 835, 2017: 892). Mit einer durchschnittlichen Schlichtungsquote von 83.5 % im Saane-, 83 % im Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk und 67 % im Sense- und Seebezirk tragen diese Behörden aktiv dazu bei, die Justizbehörden in Mietsachen zu entlasten.

Der Justizrat dankt allen Akteuren der Justiz für ihre Arbeit und ihren Einsatz für die Gewährleistung der Rechtsprechung in unserem Kanton.

Einleitung

Gemäss Art. 127 Abs. 3 der Verfassung des Kantons Freiburg informiert der Justizrat den Grossen Rat jährlich über seine Tätigkeit. Der vorliegende Bericht beinhaltet zwei Teile. Der erste Teil betrifft die Tätigkeit des Justizrates, der zweite Teil umfasst diejenige der kantonalen Gerichte.

Die Jahresberichte der Gerichtsbehörden im zweiten Teil (Seite 49 ff.) sind in der durch die betroffenen Behörden selber verfassten Originalform wiedergegeben.

1 Justizrat

1.1 Rat und Sekretariat

Der Präsident des Justizrates, Kantonsrichter Adrian Urwyler, ist per Ende Februar zurückgetreten. Kantonsrichter Johannes Frölicher wurde als Vertreter des Kantonsgerichts zu seinem Nachfolger gewählt und am 11. März von seinen Ratskollegen zum Präsidenten ernannt. Er ist nunmehr auch Mitglied der Wahlkommission des Justizrates.

Der Rat dankt Adrian Urwyler für die kompetente, dynamische und engagierte Leitung des Rates. Als Visionär und zukunftsorientierter Justizratspräsident war er stets bestrebt, zur Verbesserung der Justiz beizutragen, insbesondere im Informatik- und Organisationsbereich. Der Rat dankt ihm ganz herzlich dafür und wünscht ihm viel Erfolg und Freude für seine neuen beruflichen Herausforderungen.

Nebst den hiervor genannten Änderungen setzt sich der Rat unverändert wie folgt zusammen: Raphaël Bourquin (Stellvertretender Generalstaatsanwalt), Damien Colliard (Gemeindeammann Châtel-Saint-Denis, gewählt auf Vorschlag des Justizrates), Nicolas Charrière (Rechtsanwalt), Nadine Gobet (Grossrätin), Maurice Ropraz (Staatsrat), Walter Stoffel (ordentlicher Professor rechtswissenschaftliche Fakultät der Universität), Wanda Suter (Friedensrichterin, gewählt auf Vorschlag des Justizrates), Philippe Vallet (Gerichtspräsident Greyerz). Professor Walter Stoffel wurde nach seiner ersten Amtszeit von fünf Jahren im Mai auf Vorschlag der Universität Freiburg für eine weitere Amtsperiode gewählt.

Christine Keller, Generalsekretärin, und Yolande Brünisholz, Sekretärin, sind nach wie vor für das Sekretariat zuständig.

Justizratspräsident Johannes Frölicher ist Mitglied des Steuerungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden und - zusammen mit dem Direktor der Sicherheits- und Justizdirektion - Mitauftraggeber des Projektes E-Justice, mit dem die Justiz schrittweise digitalisiert werden soll. Am 29. August 2019 hat er anlässlich der offiziellen Lancierung dieses Projektes eine Ansprache gehalten. Ferner hat er anlässlich des traditionellen Treffens des Staatsrates mit den Mitgliedern der Gerichtsbehörden zu Beginn der Legislaturperiode gesprochen.

Christine Keller, Generalsekretärin, vertritt den Rat in der Informatikkommission der Gerichtsbehörden.

1.2 Tätigkeit

1.2.1 Sitzungen

Im Jahr 2019 hat der Rat 12 Plenarsitzungen abgehalten. Die internen Kommissionen des Rates sind jeweils nach Bedarf zusammengekommen. Wie bereits in den vergangenen Jahren wurden Delegationen für die Inspektionen gebildet. Die Wahlkommission hat die Vorstellungsgespräche mit den Kandidatinnen und Kandidaten für die neu zu besetzenden Berufsrichterstellen vorgenommen. Sie hat ferner eine Kandidatin für das Amt als Ersatzrichterin beim Kantonsgericht angehört, um deren zeitliche Verfügbarkeit für das Amt zu prüfen, und Vorstellungsgespräche mit den Kandidatinnen und Kandidaten für das Amt als Präsident/in der Enteignungskommission durchgeführt.

Im Rahmen des Digitalisierungsprozesses hat der Rat eine interne Plattform für den Austausch von Dokumenten eingerichtet und dadurch verschiedene Arbeitsschritte vereinfacht.

1.2.2 Reglement des Justizrates

Zu Beginn des Jahres hat der Rat die 2018 veranlassten Anpassungen seines Reglements genehmigt (Anpassung und Klärung seiner Arbeitsweise im Bereich Disziplinar- und Ausstandsverfahren, vgl. Bericht 2018 Punkt 2.2).

1.2.3 Wahlen

2019 hat der Rat zu 35 Wahlen Stellung genommen, 7 davon betrafen Berufsrichterstellen. Die Bewerberinnen und Bewerber für eine Berufsrichterstelle müssen sich nach wie vor einem Persönlichkeitstest unterziehen. Dieser wird von einem externen Fachberater geleitet.

Wie bereits im vergangenen Jahr festgestellt (vgl. Bericht 2018 Punkt 1.2.4.1.16), sind nebenberufliche richterliche Funktionen, die spezifische Qualifikationen erfordern, aufgrund der einschränkenden kantonalen Anstellungsbedingungen schwer zu besetzen. Der Rat war deshalb veranlasst, eine positive Wahlempfehlung für eine ausserhalb des Kantons wohnhafte Person abzugeben. Er hat die Justizkommission ersucht, eine Lockerung der Wohnsitzpflicht im Kanton (Art. 7 Abs. 1 JG) in Betracht zu ziehen. Diese Lockerung betrifft nur die Ämter der nebenamtlichen Richter und die Mitglieder der Gerichtsbehörden, deren Gerichtskreis sich auf das gesamte Kantonsgebiet erstreckt. Die Justizkommission hat Ende des Jahres in diesem Sinne eine Motion eingereicht.

Der Grosse Rat ist den Wahlempfehlungen des Rates weitgehend gefolgt. Einzig die Wahl einer Staatsanwältin/eines Staatsanwaltes im September gab Anlass zu Diskussionen.

Der Rat hat die Digitalisierung des Bewerbungsverfahrens für die richterlichen Ämter eingeleitet. Das neue Verfahren wird ab 2020 zur Anwendung kommen.

1.2.4 Aufsicht

Gemäss Art. 127 KV übt der Rat die Administrativ- und Disziplinaufsicht über die richterliche Gewalt sowie die Staatsanwaltschaft aus (Abs. 1). Er ist befugt, die Administrativaufsicht über die erstinstanzlichen Gerichtsbehörden dem Kantonsgericht zu übertragen (Abs. 2).

1.2.4.1 Administrativaufsicht

Nebst der ihm von Amtes wegen obliegenden Inspektion des Kantonsgerichts hat der Rat die Bezirksgerichte Sense, See, Broje und Vivisbach sowie die Präsidenten des Zivilgerichts des Saanebezirks und die Friedensgerichte des See-Glane- und Vivisbachbezirks inspiziert. Er hat ferner den Generalstaatsanwalt und seine beiden Stellvertreter sowie die gerichtsunabhängige Richterin, sämtliche Oberämter, die Rekurskommission für die Ersterhebung und die Enteignungskommission geprüft.

Die Durchführung der Inspektion der übrigen Behörden wurde gemäss Art. 127 Abs. 2 KV dem Kantonsgericht übertragen (vgl. Teil II, Kantonsgericht, Punkt 2.1.1.2.1.3).

1.2.4.1.1 Kantonsgericht

Arbeitslast - Organisation

Das Kantonsgericht und seine Gerichtshöfe funktionieren trotz der erheblichen Arbeitslast allgemein gut.

Die Dossierabwicklung erfolgt möglichst termingerecht. Die Gerichtsschreiberei müsste jedoch trotz der in diesem Jahr zugesprochenen zusätzlichen VZÄ Gerichtsschreiberstelle mit weiteren Arbeitskräften verstärkt werden.

Während die zivil- und strafrechtlichen sowie die verwaltungsrechtlichen Höfe grösstenteils keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen geben, ist die Situation der beiden Sozialversicherungsgerichtshöfe besorgniserregend. Die in den vergangenen Jahren getroffenen internen Massnahmen, der regelmässige Beizug von Ersatzrichter/innen und die damit erzielte höhere Erledigungsrate vermochten es nicht, die massive und unerwartete Zunahme der im Jahr 2019 verzeichneten Neueingänge aufzufangen. Angesichts dieser kritischen Situation hat das Kantonsgericht im letzten Trimester bei der Sicherheits- und Justizdirektion einen ausserordentlichen Kredit von zusätzlich 1.5 VZÄ Gerichtsschreiberstelle beantragt. Um dem dringenden Bedarf gerecht zu werden und zu verhindern, dass Rückstände auf das gesamte Gericht übergreifen, konnte eine zusätzliche VZÄ genehmigt und damit eine vorläufige Lösung für das Jahr 2020 gefunden werden. Der Rat wird die Entwicklung an diesen Gerichtshöfen 2020 aufmerksam

weiterverfolgen. Es gilt zu vermeiden, dass sich bei den Sozialversicherungsgerichtshöfen Rückstände ansammeln, die sich abträglich für die Rechtsuchenden auswirken und zu Rechtsverweigerungsbeschwerden zu Lasten des Kantons führen könnten.

Nebst seiner richterlichen Tätigkeit beteiligt sich das Kantonsgericht aktiv an der Analyse der Gerichtsbehörden sowie am Einführungsprozess von E-Justice.

Die Räumlichkeiten des Gerichts sind maximal ausgelastet und verfügen über keinen freien Arbeitsraum mehr.

Richter/innen und Ersatzrichter/innen

Am 1. Januar hat Laurent Schneuwly seine Tätigkeit als Kantonsrichter aufgenommen. Ihm ist per 1. März Markus Ducret gefolgt. Er hat die Nachfolge von Kantonsrichter Adrian Urwyler angetreten, der sein Amt Ende Februar niedergelegt hat, um sich beruflich neu zu orientieren. Adrian Urwyler war achtundzwanzig Jahre im Dienst der Freiburger Justiz tätig, davon neunzehn Jahre als Kantonsrichter.

Der Rat hat die durch Kantonsrichterin Dominique Gross beantragte Reduktion ihres Arbeitspensums von 100 auf 50% gestützt auf Art. 10b Abs. 2 JG per 1. Juli 2019 gutgeheissen. Die sich daraus ergebende neue 50% Teilzeit-Kantonsrichterstelle wurde im Juni durch Yann Hofmann besetzt, womit das Kantonsgericht nunmehr sechzehn Kantonsrichter/innen zählt. Yann Hofmann hat seine Tätigkeit per 1. September aufgenommen. Um keine wertvollen Ressourcen zu verlieren, hat Kantonsrichterin Daniela Kiener während der zweimonatigen Vakanz ihr Arbeitspensum um 25% erhöht. Den verbleibenden Saldo von 25% wird Kantonsrichter Yann Hofmann im Januar und Februar 2020 ausgleichen.

Das Kantonsgericht hat beantragt, Art. 37 Abs. 2 JG dahingehend anzupassen, dass die Ausübung der Kantonsrichtertätigkeit auf Teilzeitbasis möglich ist (jedoch mindestens im Halbtagspensum). Mit der Lockerung dieser Rahmenbedingung soll die Kantonsrichtertätigkeit weiterentwickelt und eine bessere Vereinbarkeit zwischen Berufs- und Familienleben geschaffen werden. Das Gericht strebt damit auch mehr Flexibilität hinsichtlich der internen Aufteilung der Stellenprozente der Kantonsrichter/innen an. Diese Massnahme entspricht einer fortschrittlichen Personalpolitik, die sich langfristig vorteilhaft auf die Familie und die Gleichstellung zwischen Frau und Mann auswirkt. Der Rat unterstützt deshalb die Ende Jahr durch die Justizkommission in dieser Hinsicht eingereichte Motion, wobei die Gesamtzahl der Kantonsrichter/innen unverändert bleibt (Art. 37 Abs. 1 JG) und das Arbeitspensum dieser Magistratspersonen nicht unter 50% liegen darf.

Wie bereits im letzten Bericht erwähnt, muss das Kantonsgericht regelmässig die Hilfe der Ersatzrichter/innen in Anspruch nehmen, um die fehlenden Kräfte im Bereich der Gerichtsschreiber/innen auszugleichen. Im Dezember 2019 hat das Gericht zur Unterstützung der überlasteten Sozialversicherungsgerichtshöfe die Wahl einer zusätzlichen Ersatzrichterin oder eines Ersatzrichters beantragt. Der Rat unterstützte diesen Antrag. Art. 37 Abs. 1 JG legt keine Maximalzahl für die Ersatzrichter/innen an dieser Behörde fest.

In Laufe des Jahres sind die Ersatzrichterinnen Caroline Gehring und Susanne Genner sowie Ersatzrichter Hans-Jürg Schläppi zurückgetreten. Als Nachfolge hat der Grosse Rat Susanne Fankhauser, Jenny Castella, Debora Friedli, Mélanie Maillard Russier und Michel Heinzmann gewählt. Susanne Fankhauser hat ihre Tätigkeit im Mai aufgenommen. Die übrigen Neumitglieder treten ihr Amt am 1. Januar 2020 an.

1.2.4.1.2 Staatsanwaltschaft

Die Arbeitslast der Staatsanwaltschaft ist hoch. Die Zunahme der Verfahren, die wachsende Zahl der Strafanträge und eine immer anspruchsvollere Rechtsprechung führen diese Behörde an die Grenze ihrer Leistungsfähigkeit. Die Abteilung der Staatsanwaltschaft für Wirtschaftsdelikte steht besonders unter Druck und leidet unter der schwierigen Situation. 2019 musste die Staatsanwaltschaft verschiedene mutterschafts- und gesundheitsbedingte Ausfälle kompensieren, was die Organisation zusätzlich erschwert hat. Dank dem grossen Einsatz der Staatsanwältinnen und Staatsanwälte und ihrer Mitarbeitenden konnte diese Behörde weiterhin gut funktionieren.

Staatsanwältin Yvonne Gendre ist in den Ruhestand getreten und hat ihre richterliche Laufbahn per 31. Dezember 2019 beendet. Der Rat dankt ihr für ihren ausserordentlichen Einsatz und die Loyalität sowie die grossen Kompetenzen, die sie der Freiburger Justiz während mehr als sechzehn Jahren in so schwierigen Bereichen des Strafrechts wie Vergehen gegen die sexuelle Integrität und Gewalt gegen Kinder zur Verfügung gestellt hat. Als Nachfolgerin hat der Grosse Rat per 1. Januar 2020 Stéphanie Amara gewählt.

Im Verlauf dieses Jahres haben die ausserordentliche Staatsanwältin Delphine Maradan und der ausserordentliche Staatsanwalt Pierre Aubert die Dossiers abgeschlossen, für die der Rat sie 2018 ernannt hat.

Mitte November hat der Rat Gerichtsschreiberin Sonja Hurni für ein Beschäftigungsrat von 60% zur Staatsanwältin ad hoc ernannt (Maximaldauer sechs Monate), um die Stellvertretung von Staatsanwältin Catherine Christinaz für die Dauer ihrer Arbeitsunfähigkeit zu gewährleisten.

1.2.4.1.3 Wirtschaftsstrafgericht

Diese Behörde funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

1.2.4.1.4 Bezirksgerichte

Folgende Personen haben 2019 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Pierre André Tissot, Beisitzer beim Bezirksgericht Saane
- > Judith Berger, Beisitzerin beim Bezirksgericht Saane
- > Caroline Wiman Gilardi, Beisitzerin (Mietvertreterin) beim Mietgericht Saane
- > Anne Morand, Beisitzerin beim Bezirksgericht Greyerz
- > Daniel Magnin, Ersatzbeisitzer (Arbeitnehmervertreter) beim Arbeitsgericht Greyerz
- > Rémy Raymond, Ersatzbeisitzer (Arbeitnehmervertreter) beim Arbeitsgericht Greyerz
- > Anne Kleinwerfers Lehner, Beisitzerin beim Bezirksgericht See
- > Andreas von Känel, Beisitzer beim Bezirksgericht See
- > Daniel Lüthi, Beisitzer (Arbeitnehmervertreter) beim Arbeitsgericht Glane
- > Guy-Pierre Ducrot, Beisitzer beim Bezirksgericht Vivisbach

1. Bezirksgericht Saane

d) Zivilgericht

Die Arbeitslast dieses Gerichts ist beträchtlich und die Komplexität der Fälle nimmt zu.

Im Februar hat der Grosse Rat Adeline Corpataux, die bereits seit dem 1. Januar als Präsidentin ad hoc am Gericht tätig war, zur Nachfolgerin des an das Kantonsgericht wechselnden Gerichtspräsidenten Laurent Schneuwly gewählt. Zu Beginn des Jahres musste sie infolge Arbeitsunfähigkeit selber vertreten werden. Diese Aufgabe haben ihre Kollegen und die gerichtsunabhängige Richterin wahrgenommen.

Ferner wurde anlässlich der Februarsession des Grossen Rates Rebecca Jutzet zur Präsidentin (50%) des Bezirksgerichts Saane gewählt. Sie hat ihre Tätigkeit per 1. Juni aufgenommen. Mit der Schaffung dieser neuen 50%-Stelle kann die Zunahme der Fälle an diesem Gericht zwar aufgefangen werden, der Präsidentin musste jedoch für die Bildung eines Teams die am Gericht bestehende sogenannte « fliegende Einheit » (Gerichtsschreiberei und Sekretariat) zugeteilt werden, was die gesamte Gerichtsschreiberei aufgrund der in diesem Bereich nun fehlenden Dotierung in eine angespanntere Lage bringt, insbesondere in Überlastungssituationen.

a) Strafgericht

Die Arbeitslast des Strafgerichts ist hoch aber stabil geblieben. Die Ausweitung der Kompetenz des Polizeirichters hat zu einer Abnahme der Fälle am Strafgericht geführt.

2019 haben Anne de Steiger, Sandra Herren Schwab und Cécile Thiémard ihre Tätigkeit als Beisitzerin an dieser Gerichtsbehörde aufgenommen.

b) Arbeits- und Mietgericht

Seit dem 1. Juni nimmt Gerichtspräsidentin Rebecca Jutzet die Aufgabe als Stellvertretende Präsidentin des Arbeits- und Mietgerichts wahr.

Angesichts der zunehmenden Arbeitslast des Mietgerichts wurde die Zahl der Beisitzer/innen an dieser Behörde auf Ersuchen der Präsidentin um zwei Personen erhöht (Art. 57 Abs. 1 JG). 2019 haben Marie-Jeanne Piccand und Isabelle Sob (Mietervertreterinnen) und Claude Terrapon (Eigentümerversreter) ihre Tätigkeit als Beisitzerin und Beisitzer an diesem Gericht aufgenommen. Der Rat hat ferner das Mandat einer scheidenden Beisitzerin verlängert, damit diese ein laufendes Mietdossier abschliessen konnte (Art. 6 Abs. 2 JG).

Die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Saane sind voll ausgelastet. Für das Archiv muss eine Lösung gefunden werden.

2. Bezirksgericht Sense

Diese Behörde gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Dennoch muss die bedeutende Arbeitslast dieses Gerichts erwähnt werden. Im Moment vermögen es die Gerichtspräsidenten noch, diese zu bewältigen. Der abtretende Präsident Reinold Raemy bedauert jedoch, dass etwa die Prüfung und Analyse der Rechtsprechung und die Weiterbildung darunter leiden - essentielle Aufgaben, denen man sich früher mehr widmen konnte.

Gerichtspräsident Reinold Raemy ist per 31. Dezember 2019 in den Ruhestand getreten. Der Justizrat bedankt sich bei ihm für seinen bemerkenswerten Einsatz im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit, die während 30 Jahren von seinen ausserordentlichen persönlichen und beruflichen Qualitäten profitieren durfte.

Seine Nachfolge wird durch Pascale Vaucher Mauron und Caroline Gauch sichergestellt. Pascale Vaucher Mauron wird ihre Tätigkeit am 1. Januar 2020 aufnehmen. Caroline Gauch tritt ihr Amt im April an, sobald ihre Nachfolgerin am Friedensgericht Sense im Amt sein wird. Bis dahin wird Pascale Vaucher Mauron ihre Aufgaben interimistisch übernehmen. Der Rat hat Pascale Vaucher Mauron zu diesem Zweck für den betroffenen Zeitraum für zusätzliche 50% zur Präsidentin ad hoc ernannt.

3. Bezirksgericht Greyerz

Das Bezirksgericht Greyerz ist stark belastet und in allen Bereichen unterdotiert. Die zahlreichen Reorganisationsmassnahmen zur Straffung und Beschleunigung der Prozesse konnten die fehlenden Arbeitskräfte nicht ausgleichen. Seit mehreren Jahren bittet diese Behörde immer wieder um Verstärkung, ohne dass sie gehört wird. Ferner beantragen die Gerichtspräsidentinnen Frédérique Bütikofer Repond und Camille Perroud Sugnaux seit langem die Erhöhung ihres Arbeitspensums um 10%. Sie haben jedoch bislang keine Antwort erhalten.

Ende Sommer hat Gerichtspräsidentin Camille Perroud Sugnaux Hilfe beantragt, um sich vollumfänglich der Bearbeitung eines umfangreichen und komplexen Strafdossiers widmen zu können. Der Rat hat demzufolge Michel Morel für den Zeitraum vom 1. Oktober 2019 bis zum 31. Januar 2020 zum Präsidenten ad hoc des Bezirksgerichts Greyerz (50%) ernannt, damit dieser die ordentlichen Aufgaben der betroffenen Richterin wahrnehmen kann. Die Unterstützung, die diese Behörde während des gesamten Geschäftsjahres durch die gerichtsunabhängige Richterin und im letzten Trimester durch den Präsidenten Michel Morel erhalten hat, war unerlässlich für das ordnungsgemässe Funktionieren des Gerichts. Es müssen ernsthaft zusätzliche Ressourcen für dieses Gericht in Erwägung gezogen

werden, um Rückstände zum Schaden der Rechtsuchenden und das Risiko einer anhaltenden Überlastung und Demotivierung der Mitarbeitenden an dieser Behörde zu vermeiden.

Im Laufe dieses Jahres haben Barbara Progin und Christian Wyssmüller ihre Tätigkeit als Beisitzerin und Beisitzer an diesem Gericht aufgenommen. Der Rat hat ausserdem das Mandat eines scheidenden Beisitzers verlängert, damit dieser ein laufendes Dossier abschliessen konnte (Art. 6 Abs. 2 JG).

4. Bezirksgericht See

Trotz des leichten Rückgangs der Fälle, insbesondere der französischsprachigen Angelegenheiten, bleibt die Arbeitslast an diesem Gericht sehr hoch. Die Unterstützung durch die gerichtsunabhängige Richterin wurde deshalb überaus geschätzt.

Nach beinahe zwanzig Jahren Tätigkeit am Bezirksgericht See hat Gerichtspräsident Markus Ducret sein Amt niedergelegt und am 1. März 2019 seine neue Aufgabe als Kantonsrichter angetreten. Seine Nachfolge hat Peter Stoller sichergestellt, zunächst als Präsident ad hoc und nach seiner Wahl Ende März schliesslich als ordentlicher Gerichtspräsident. Seine langjährige Erfahrung als Chefgerichtsschreiber an dieser Behörde hat einen reibungslosen Übergang ermöglicht.

Das Amt des Präsidenten des Arbeitsgerichts 10%, das infolge der Wahl von Peter Stoller zum Gerichtspräsidenten vakant geworden ist, wird auf Wunsch des Gerichts vorläufig nicht neu besetzt.

2019 haben Aline Wälti und Patrick Zehnder ihre Tätigkeit als Beisitzerin und Besitzer an diesem Gericht aufgenommen.

5. Bezirksgericht Glane

Die bedeutende Zunahme der Arbeitslast an diesem Gericht fordert von den Mitarbeitenden und den Magistratspersonen einen immer grösseren Arbeitsaufwand. Dank ihrem grossen Einsatz konnte die Zahl der erledigten Fälle im Vergleich zum Vorjahr zwar erhöht werden, der Rat hat dieser Behörde jedoch geraten, bei Bedarf die Unterstützung der gerichtsunabhängigen Richterin in Anspruch zu nehmen.

6. Bezirksgericht Broye

Die Zahl der Fälle an diesem Gericht nimmt zu, kann jedoch im Moment noch bewältigt werden.

Im September hat der Rat Ludovic Farine zum Präsidenten ad hoc zu 50% ernannt, um die Vertretung der Präsidentin Virginie Sonney während ihres für Januar 2020 angekündigten Mutterschaftsurlaubs sicherzustellen.

2019 haben Guy Biland und Marcel Godel ihre Tätigkeit als Beisitzer an diesem Gericht aufgenommen.

7. Bezirksgericht Vivisbach

Die auf die Bevölkerungsentwicklung in diesem Bezirk zurückzuführende Zunahme der Fälle verlangt ein intensives Arbeitstempo. Das Gericht vermag diese Situation zwar zu bewältigen, ein allfälliger Arbeitsausfall (z.B. Krankheit eines Mitglieds) hat jedoch umgehend Auswirkungen auf das gesamte Team.

Diese Behörde beklagt bereits seit mehreren Jahren ihre zu kleinen Räumlichkeiten und die damit verbundenen Schwierigkeiten. Ein Umzug des Gerichts ist für spätestens 2023 geplant.

1.2.4.1.5 Zwangsmassnahmengericht

Das Zwangsmassnahmengericht ist belastet. Trotz den in diesem Jahr zugesprochenen zusätzlichen 0.5 VZÄ für die Gerichtsschreiberei und 0.2 VZÄ für das Sekretariat ist diese Behörde immer noch unterbesetzt. Die Arbeitslast sowie die dem Gericht neu übertragenen Zuständigkeiten erfordern nach Ansicht dieser Behörde in allen Bereichen zusätzliche Verstärkung. Die Richterinnen und Richter bekommen vor allem die Auswirkungen des Bereitschaftsdienstes zu spüren, der während sieben Tagen die Woche zu gewährleisten ist. In diesem Zusammenhang ist die Hilfe der Ersatzrichter/innen für die Einhaltung der an dieser Behörde geltenden kurzen Abwicklungsfristen unerlässlich, insbesondere bei einem allfälligen Ausfall einer ordentlichen Richterin/eines ordentlichen Richters. Leider sind die französischsprachigen Ersatzrichter, die alle als Gerichtspräsidenten tätig sind, nur beschränkt verfügbar. Das Gericht möchte die Zahl der Ersatzrichter/innen deshalb erhöhen. Aufgrund der aktuellen Gesetzesbestimmungen ist dies jedoch nicht möglich (Art. 73 Abs. 1 JG).

Nach dem Rücktritt der Gerichtspräsidentin Rossi Carré als Ersatzrichterin hat das Gericht den Rat ersucht, eine Gerichtsschreiberin oder einen Gerichtsschreiber als Nachfolge zu ernennen, die oder der zeitlich verfügbarer ist als eine ordentliche Richterin oder ein ordentlicher Richter. Nach Auslegung von Art. 73 JG als *lex specialis* im Vergleich zu Art. 22 JG und entsprechender Rücksprache mit dem Präsidenten der Justizkommission konnte der Rat im November Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht, zum Ersatzrichter des Zwangsmassnahmengerichts ernennen. Gleichzeitig hat der Rat die Justizkommission gebeten, den nicht mehr angemessenen Inhalt und Wortlaut von Art. 73 JG zu prüfen. Er hat ferner vorgeschlagen, die Zahl der Ersatzrichter/innen an dieser Behörde auf mindestens vier festzulegen, um mehr Flexibilität zu gewährleisten und diese Behörde zu entlasten.

Richterin Géraldine Pontelli-Barras wurde ab Anfang September während ihres Mutterschaftsurlaubes durch ihre Kollegen Delphine Maradan und Felix Baumann vertreten. Letztere haben ihr Arbeitspensum während vier Monaten je um 25% erhöht.

Die Räumlichkeiten des Gerichts sind nicht zufriedenstellend. Sie befinden sich in einer Mietliegenschaft mit Privatwohnungen, was nicht ideal ist. Die Räumlichkeiten sind zu eng und umfassen keinen Verhandlungssaal.

1.2.4.1.6 Jugendstrafgericht

Die bereits im Vorjahr festgestellte Zunahme der Fälle setzt sich fort. Die Arbeitslast ist hoch und verlangt Überstunden. 2019 war ausserdem gezeichnet von mehreren Ausfällen in der Gerichtsschreiberei und im Sekretariat, was die Arbeit dieser Behörde zusätzlich erschwert hat. Diese Situation betrifft sowohl die Magistratspersonen als auch ihre Mitarbeitenden, die unter grossem Druck stehen.

Das Gericht hat die Schaffung von zusätzlichen Stellen für die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat beantragt.

1.2.4.1.7 Friedensgerichte

Folgende Person hat 2019 ihr nebenberufliches Richteramt niedergelegt:

- > Véronique Colliard, Beisitzerin beim Friedensgericht des Vivisbachbezirks.

1. Friedensgericht des Saanebezirks

Dieses Gericht konnte 2019 einen leichten Rückgang der Fälle verzeichnen (zum Zeitpunkt der Inspektion), was allerdings keinen Einfluss auf die weiterhin grosse Arbeitslast hat, die insbesondere auf die immer komplexer werdenden Dossiers zurückzuführen ist. Die Zahl der durch die Richterinnen und den Richter zu betreuenden Personen ist hoch und die Probleme, mit denen das Jugendamt konfrontiert ist, wirken sich negativ auf die Arbeit des Friedensgerichts aus. Die Friedensrichterinnen und der Friedensrichter müssen zahlreiche Überstunden leisten und beantragen entsprechende Verstärkung.

2019 hat Beatrix Guillet ihre Tätigkeit als Beisitzerin an diesem Gericht aufgenommen.

2. Friedensgericht des Sensebezirks

Wie bereits im vergangenen Jahr ist die Arbeitslast an diesem Friedensgericht immer noch beträchtlich und zwingt die beiden Friedensrichterinnen Überstunden zu leisten, ohne diese kompensieren zu können.

Friedensrichterin Caroline Gauch, die per 1. Januar 2020 zur Präsidentin des Bezirksgerichts Sense gewählt wurde, hat sich bereit erklärt, ihren Amtsantritt zu verschieben, bis ihre Nachfolge wirksam wird. Der Rat dankt ihr für ihre Flexibilität, durch die eine sich für diese Behörde abträglich auswirkende Vakanz vermieden werden kann.

Als Nachfolgerin hat der Grosse Rat im Dezember Seraina Rohner Stulz zur Friedensrichterin gewählt. Sie wird ihre Tätigkeit am 1. April 2020 aufnehmen.

Während des zweiten Semesters hat das Friedensgericht 0.5 VZÄ Verstärkung für die Gerichtsschreiberei erhalten. Das Gericht möchte, dass diese verlängert bzw. in Form einer Festanstellung sichergestellt wird.

Hinsichtlich der zu kleinen Räumlichkeiten zeichnet sich vorerst keine Alternativlösung ab.

2019 hat Ruth Schärli ihre Tätigkeit als Beisitzerin an dieser Behörde aufgenommen.

3. Friedensgericht des Greyerzbezirks

Die ständig zunehmende Arbeitslast zwingt dieses Gericht, im « Just-in-time-Modus » zu arbeiten. Bei den Friedensrichterinnen, dem Friedensrichter und der Chefgerichtsschreiberin häufen sich Überstunden an. Die dem Gericht in diesem Jahr neu zugeteilten 0.5 VZÄ im Sekretariat konnten die Unterbesetzung im Personalbereich - insbesondere in der Gerichtsschreiberei - nicht ausgleichen. Die Behörde ist auf die Unterstützung von Praktikantinnen und jungen Arbeitssuchenden angewiesen, um funktionieren zu können. Die Schwierigkeiten mit dem Jugendamt erschweren und belasten die Arbeit zusätzlich.

Die im letzten Bericht erwähnten Probleme hinsichtlich der zu kleinen Räumlichkeiten konnten noch nicht gelöst werden.

2019 haben Sara Liliana Delamadeleine, Daniel Bovigny und Pierre Morand ihre Tätigkeit als Beisitzerin und Beisitzer an diesem Gericht aufgenommen.

4. Friedensgericht des Seebezirks

Die Arbeitslast an diesem Gericht bleibt sehr hoch. Nichtsdestotrotz ist dieses gut organisierte Gericht « à jour » und hat keine Wechsel im Personalbereich zu verzeichnen.

Auch die Tätigkeit dieser Behörde wird durch die Probleme des Jugendamtes beeinträchtigt.

5. Friedensgericht des Glanebezirks

Die Arbeitslast dieser Behörde, deren Gerichtsschreiberei durch ein zusätzliches 20%-Pensum verstärkt wurde, bleibt hoch. Die Beisitzer/innen bilden eine wichtige Stütze des Friedensgerichts. Das Gericht hat deshalb zur Verstärkung zwei zusätzliche Beisitzer/innen beantragt. Diese wurden im Dezember 2019 gewählt.

Diese Behörde zeigt sich ausserdem besorgt hinsichtlich der zahlreichen Wechsel beim Jugendamt und die damit verbundenen Schwierigkeiten hinsichtlich der Bearbeitung der Fälle, die an das Jugendamt überwiesen werden.

2019 haben Claudine Codourey, Laetitia Reynaud, Jean-Blaise Castella und Jean-François Girard ihre Tätigkeit als Beisitzerin und Beisitzer an dieser Behörde aufgenommen.

6. Friedensgericht des Broyebezirks

Die Arbeitslast dieser Behörde nimmt zu und die Fälle werden komplexer. 2019 ist es bei den Mitarbeitenden der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats zu mehreren Personalausfällen gekommen. Die Dossierabwicklung konnte dennoch entsprechend erfolgen und ist soweit « à jour ».

Wie die übrigen Friedensgerichte trifft auch diese Behörde auf Schwierigkeiten mit dem Jugendamt.

7. Friedensgericht des Vivisbachbezirks

Nach den Turbulenzen des Vorjahres ist an dieser Behörde unter der Leitung der Friedensrichterin ad hoc Valentine Stucky wieder Ruhe eingeleitet. Im Personalbereich hat es keine Wechsel gegeben. Am 1. Juni 2019 wurde Valentine Stucky durch die im Februar 2019 gewählte ordentliche Friedensrichterin Sophie Germond ersetzt. Letztere wurde von ihren Mitarbeitenden offen aufgenommen. Das Gericht funktioniert gut, sieht sich jedoch angesichts seiner Arbeitslast als unterbesetzt. Die Gerichtsschreiberei ist deshalb auf die Unterstützung eines Praktikanten angewiesen. Die in diesem Jahr zusätzlich erhaltenen 20 Stellenprozente für das Sekretariat müssen in Form einer Festanstellung sichergestellt werden, um das reibungslose Funktionieren dieser Behörde zu gewährleisten.

1.2.4.1.8 Gerichtsunabhängige Einheit

Das zu Beginn des Jahres eingeführte neue Zuteilungsverfahren, das in erster Linie die Bezirksgerichte See und Greyerz entlasten soll, funktioniert zur vollsten Zufriedenheit. Die Arbeitslast der gerichtsunabhängigen Richterin ist ausgeglichen. Die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat funktionieren gut.

Die im März 2018 für eine befristete Dauer bis zum 31. Dezember 2020 gewählte gerichtsunabhängige Richterin übt ihr Amt seit Anfang Juli 2018 aus. Sie zieht eine positive Bilanz ihrer Tätigkeit. Die Fälle sind vielseitig, interessant und anspruchsvoll. Die Verschiebung in die verschiedenen Behörden bringt einen Zeitverlust mit sich. Die Richterin versucht deshalb, die Verhandlungen möglichst zu bündeln. Nach Auffassung des Rates hat die gerichtsunabhängige Einheit, deren Funktionsweise schrittweise verbessert wurde, ihre Wirkungskraft bewiesen. Sie hat nicht nur aktiv zur Eindämmung von Überlastungen beigetragen, sondern auch in Fällen von Personalmangel überbrückt. Darüber hinaus nimmt diese Einheit nunmehr Aufgaben wahr, die ursprünglich nicht vorgesehen waren (Bearbeitung von internationalen Rechtshilfesuchen des Kantonsgerichts per Videokonferenz). Ihre Anpassungs- und rasche Einsatzfähigkeit machen aus dieser Gerichtseinheit ein wertvolles und bei den Akteuren der Justiz hoch geschätztes Instrument. In Anbetracht der aktuellen Überlastung der Gerichte bleibt die gerichtsunabhängige Einheit zweifellos unabdingbar.

Die Stellvertretung der gerichtsunabhängigen Richterin muss noch geregelt werden (Art. 22 Abs. 1 JG).

1.2.4.1.9 Oberämter

Diese Behörden funktionieren in ihrer Eigenschaft als Strafgerichte weiterhin gut. Die anhaltend hohe Arbeitslast des Oberamtes des Greyerzbezirks stellt eine schwere Belastung für alle Mitarbeitenden dar. Die Oberämter des Greyerz- und des Vivisbachbezirks erhalten im kommenden Jahr Verstärkung in Form von 0.1 VZÄ bzw. 0.2 VZÄ für eine Juristin/einen Juristen.

Nach drei Jahrzehnten Tätigkeit beim Oberamt des Saanebezirks ist Vize-Oberamtmann Maurice Guillet in den Ruhestand getreten. Der Rat dankt ihm für die ausgezeichnete Arbeit und wünscht ihm alles Gute für seinen neuen Lebensabschnitt.

Bemerkenswert ist die hohe Schlichtungsrate, die etliche Oberämter erzielt haben. Diese tragen konkret zur Entlastung anderer Instanzen bei.

1.2.4.1.10 Rekurskommission der Universität

Diese Kommission ist « à jour ».

Die Einrichtung einer Vorinstanz für Beschwerden durch die Universität hat sich positiv auf diese Behörde ausgewirkt, so dass eine Abnahme der Fälle verzeichnet werden kann.

1.2.4.1.11 Schlichtungskommissionen für Mietsachen

Saanebezirk

Diese Kommission, deren Arbeitslast kontinuierlich abnimmt, gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen.

Vizepräsident Yann Hofmann wurde zum Kantonsrichter gewählt und hat sein Amt per 31. August 2019 niedergelegt. Seine Nachfolge hat ab Oktober 2019 Sophie Dumartheray übernommen.

Sébastien Thorimbert ist als Nachfolger von Jean-Marc Maradan als Beisitzer und Eigentümerversorger in sein Amt getreten. Laure Christ musste ihr Amt als Beisitzerin und Mietervertreterin per 30. Juni 2019 niederlegen, weil sie in einen anderen Gerichtskreis gezogen ist. Der Rat hat sie dennoch ermächtigt, ihre Tätigkeit bis zum 31. Dezember 2019 auszuführen, damit sie anhängige Dossiers abschliessen konnte. An ihre Stelle ist Ricardo Ramos getreten.

Sense- und Seebezirk

Diese Kommission funktioniert gut. Ihre Arbeitslast wird als beständig und eher niedrig eingestuft.

2019 hat Vizepräsidentin Sarah Reitze wiederum weitgehend den arbeitsunfähig gemeldeten Präsidenten Marius Schneuwly vertreten. Im Oktober konnte dieser seine Tätigkeit wieder aufnehmen. Auf Antrag dieser Behörde hat der Rat für die Dauer von sechs Monaten und mit sofortiger Wirkung Cornelia Thalmann El Bachary zur Stellvertretenden Präsidentin ad hoc ernannt, weil Sarah Reitze im betroffenen Zeitraum nicht zur Verfügung stehen kann.

Für die Archivierung muss an dieser Behörde eine Lösung gefunden werden.

Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirk

Die Zunahme der Dossiers vom Vorjahr hat trotz des leichten Rückgangs der im Jahr 2019 eingereichten Anträge zu zahlreichen Sitzungen und Überstunden geführt. Ausserdem wurden die Parteien in vielen Fällen durch Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte vertreten, was einen zusätzlichen Verwaltungsaufwand mit sich gebracht hat. Die Kommission ersucht deshalb nach wie vor um die Aufstockung der Stellenprozente für ihr Sekretariat um 10%. Auf den Ersatz des infolge seiner Wahl ans Kantonsgericht scheidenden Stellvertretenden Präsidenten Yann Hofmann hat die Schlichtungskommission jedoch verzichtet. Hier besteht die Möglichkeit, allfällige deutschsprachige Fälle (Gemeinde Jaun) an eine Richterin oder einen Richter der beiden anderen Schlichtungskommissionen zu übertragen.

Laure Gallay hat im September die Nachfolge der scheidenden Franziska Waser als Beisitzerin und Mietervertreterin angetreten.

1.2.4.1.12 Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

Diese Behörde hat 2019 einen einzigen neuen Fall verzeichnet. Die Zuständigkeit dieser Kommission könnte mit der Revision des Justizgesetzes ausgedehnt werden, was ihre Arbeitslast künftig erhöhen würde.

1.2.4.1.13 Enteignungskommission

Das Amt für Justiz hat die buchhalterische und finanzielle Verwaltung dieser Behörde analysiert. Um Bilanz zu ziehen und die Arbeitslast des Präsidenten im Hinblick auf seine Nachfolge einzuschätzen, hat der Rat im Frühling eine Zwischeninspektion durchgeführt. Hierbei konnte festgestellt werden, dass die Akten gut geführt und die Fälle ordnungsgemäss bearbeitet wurden. Die Kommission kann nunmehr ein neues Informatiksystem nutzen, das eine Neuorganisation der Finanzverwaltung ermöglicht.

Kommissionspräsident José Kaelin hat die gesetzlich festgelegte Altersgrenze erreicht und sein Amt per 31. Dezember 2019 niedergelegt. Der Rat hat ihn ermächtigt, sein Amt über diese Frist hinaus auszuüben, um anhängige Fälle abzuschliessen (Art. 6 Abs. 2 JG). Er spricht José Kaelin seinen aufrichtigen Dank für die langjährige Arbeit in der Leitung dieser Behörde aus.

Als Nachfolgerin hat der Grosse Rat im September Anne Noël gewählt. Sie wird den Vorsitz dieser Kommission ab dem 1. Januar 2020 übernehmen.

1.2.4.1.14 Rekurskommission für Bodenverbesserungen

Diese Behörde funktioniert gut und gibt keinen Anlass zu besonderen Bemerkungen. Der einzige Fall an dieser Behörde wurde zurückgezogen. 2019 wurde kein neues Dossier verzeichnet.

1.2.4.1.15 Rekurskommission für die Ersterhebung

Die im letzten Jahresbericht erwähnten Bedenken hinsichtlich der Verwaltung dieser Kommission haben sich bestätigt. Das Amt für Vermessung und Geomatik hat Ende Winter interveniert und seine Besorgnis in Bezug auf das Funktionieren dieser Kommission vorgebracht. Die ausserordentliche Inspektion des Rates Ende Mai hat zum sofortigen Rücktritt des Kommissionspräsidenten Kurt Schwab und seiner Vizepräsidentin Danièle Mooser geführt.

Um die Vakanz bis zum Amtsantritt der entsprechenden Nachfolge zu überbrücken, hat der Rat per 1. Juni 2019 für eine Maximaldauer von sechs Monaten Alice Reichmuth Pfammatter zur Präsidentin ad hoc und Anna Noël zur Vizepräsidentin ad hoc ernannt. Dank der Arbeit und dem grossen Einsatz dieser Personen konnte die Situation der Behörde, die nunmehr zur vollsten Zufriedenheit funktioniert, wiederhergestellt werden.

Im Dezember hat der Grosse Rat Alice Reichmuth Pfammatter zur ordentlichen Präsidentin und Marc Zürcher zum Vizepräsidenten der Kommission gewählt.

1.2.4.1.16 Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

Die Tätigkeit dieser Behörde gibt keinen Anlass zu Bemerkungen.

Maryse Pradevand-Kernen hat ihre Tätigkeit als Ersatzmitglied am 1. Januar 2019 aufgenommen.

1.2.4.1.17 Verdankungen

Der Rat spricht an dieser Stelle allen, die in diesem Jahr im Dienst der Freiburger Justiz tätig waren, insbesondere den in diesem Bericht erwähnten Personen, seinen aufrichtigen Dank aus. Ihre Arbeit und ihr Einsatz sind für das gute Funktionieren der Freiburger Gerichtsbehörden unerlässlich.

1.2.4.1.18 Disziplinaraufsicht

	Neu erfasste Dossiers	Vom Vorjahr übertragene Dossiers	Total Dossiers	An andere Behörden weitergeleitete Dossiers	Ohne Schriftenwechsel abgeschlossene Dossiers	Nach Schriften- wechsel/Unter- suchung abgeschlossene Dossiers	Ins folg. Jahr übertragene Dossiers
2012	27	3	30	2	17	6	5
2013	21	5	26	0	14	8	4
2014	21	4	25	2	11	7	5
2015	28	5	33	0	19	8	6
2016	23	6	29	5	14	7	3
2017	24	3	27	3	19	4	1
2018	29	1	30	1	15	8	6
2019	33	6	39	1	6	25	7

Mit Anpassung seines Reglementes (Art. 33 JRR) teilt der Rat nunmehr systematisch die an ihn gerichteten Anzeigen den betroffenen Magistratspersonen mit. Letztere haben die Möglichkeit, innert zwanzig Tagen zur Klage Stellung zu nehmen, dies jedoch ohne dazu verpflichtet zu sein. Diese Praxisänderung erklärt den starken Anstieg der nach Schriftenwechsel abgeschlossenen Dossiers.

2019 führten mehrere Interventionen gegen dieselbe Magistratsperson zur Eröffnung eines Disziplinarverfahrens. Da die entsprechende Untersuchung noch nicht abgeschlossen ist, werden zum jetzigen Zeitpunkt keine weiteren Informationen bekanntgegeben.

Ferner sind beim Rat zwei neue Beschwerden betreffend die administrative Tätigkeit bestimmter Gerichtsbehörden eingegangen. Davon wurden eine sowie diejenige, die im Vorjahr eingegangen ist, ohne Schriftenwechsel, die andere nach Schriftenwechsel, klassiert.

1.2.5 Ernennungen

Der Rat kann ausnahmsweise in dringenden Fällen Richter/innen für eine Maximaldauer von sechs Monaten ernennen (Art. 91 Abs. 1 Bst. d JG). Bei einer voraussichtlich längeren Verhinderung einer Magistratsperson kann er eine Ersatzperson für eine Maximaldauer von zwölf Monaten ernennen. Letztere müssen vom Grossen Rat nach Stellungnahme der Justizkommission genehmigt werden (Art. 91 Abs. 1 Bst. d^{bis} JG).

2019 hat der Rat sieben Richter/innen ad hoc ernannt. Diese Ernennungen wurden bereits hiervoor erwähnt. Es wird deshalb betreffend die Ernennung von Peter Stoller auf Punkt 1.2.4.1.4/4., betreffend Ludovic Farine auf Punkt 1.2.4.1.4/6., betreffend Pascale Vaucher Mauron auf Punkt 1.2.4.1.4/2., betreffend Cornelia Thalmann El Bachary auf Punkt 1.2.4.1.11, betreffend Sonja Hurni auf Punkt 1.2.4.1.2 und betreffend Alice Reichmuth Pfammatter und Anna Noël auf Punkt 1.2.4.1.15 verwiesen.

Weiter hat der Rat in Anwendung von Art. 22 JG (Stellvertretung der Richter/innen) die folgenden zehn Ernennungen vorgenommen:

- > Gerichtspräsident Peter Stoller zum Stellvertretenden Präsidenten der Bezirksgerichte Saane und Sense sowie des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks;
- > Gerichtspräsidentin Adeline Corpataux zur Stellvertretenden Präsidentin des Arbeitsgerichts des Saanebezirks und Ersatzrichterin beim Zwangsmassnahmengericht;
- > Gerichtspräsidentin Rebecca Jutzet zur Stellvertretenden Präsidentin des Arbeits- und Mietgerichts des Saanebezirks;
- > Gerichtspräsidentin Pascale Vaucher Mauron zur Stellvertretenden Präsidentin der Bezirksgerichte Greyerz und See sowie des Mietgerichts des Greyerz-, Glane-, Broye- und Vivisbachbezirks;
- > Gerichtspräsidentin Caroline Gauch zur Stellvertretenden Präsidentin der Arbeitsgerichte des Sense- und Greyerzbezirks sowie Ersatzrichterin beim Zwangsmassnahmengericht;
- > Ludovic Farine zum Ersatzrichter beim Zwangsmassnahmengericht.

1.2.6 Mitteilungen

Am 19. Juni hat anlässlich der Veröffentlichung des Jahresberichts des Rates eine Medienkonferenz stattgefunden. Der Ratspräsident hat gemäss den gesetzlichen Bestimmungen (Art. 198a Grossratsgesetz) an der Präsentation des Jahresberichts anlässlich der Junisession des Grossen Rates teilgenommen.

1.2.7 Verschiedenes

1.2.7.1 Vernehmlassung

Der Rat hat zur Revision der Strafvollzugsplanung 2016-2026, zur Revision des Gesetzes über die Gemeinden und zum neuen Gesetz über die Gemeindefinanzen sowie zum Vorentwurf des Gesetzes zur Änderung des Gesetzes über die Kantonspolizei Stellung genommen. Er hat ausserdem die Frage des Grossratsmitgliedes Ruedi Schläfli hinsichtlich der Wahl auf Lebenszeit der Mitglieder der Gerichtsbehörden und der Staatsanwaltschaft beantwortet.

1.2.7.2 Untersuchungen

Die zunehmende Besorgnis der Gerichtsbehörden in Bezug auf das Jugendamt (JA) hat den Rat veranlasst, die Auswirkungen der Situation dieses Amtes auf die Tätigkeit der Gerichtsbehörden genauer zu ermitteln. Hierfür hat er dem Kantonsgericht, sämtlichen Bezirks- und Friedensgerichten sowie dem Jugendstrafgericht im Sommer einen entsprechenden Fragenkatalog unterbreitet. Aus dieser Umfrage geht hervor, dass alle Behörden, die regelmässig mit dem Jugendamt zusammenarbeiten, von der Überlastung dieses Amtes betroffen sind, wobei die Professionalität und der Einsatz der Mitarbeitenden des Jugendamtes von den Gerichtsinstanzen nicht in Frage gestellt wurde. Im Oktober hat der Rat den Staatsrat entsprechend über das Ergebnis seiner Umfrage informiert und diesen auf die deutlich zu hohe Zahl von Kindern, für die jede Fachperson des Jugendamtes verantwortlich ist, hingewiesen. Er hat ferner zum Ausdruck gebracht, dass eine solche Situation die Grundsätze des Kinderschutzes untergräbt und sich negativ auf die Tätigkeit der Gerichtsbehörden auswirkt.

1.2.7.3 Überstunden der Magistratspersonen

In den letzten Jahren haben die zunehmende Zahl der Fälle und die immer grösser werdende Arbeitslast der Gerichte von den Magistratspersonen große Anstrengungen gefordert. Viele waren gezwungen, Überstunden zu leisten, die sich im Laufe der Zeit angesammelt haben.

Da die Zuständigkeit für die Genehmigung und die Zahlung solcher Überstunden nicht klar aus dem Gesetz hervorgeht, musste das geltende System überdacht werden (vgl. Jahresberichte 2015 und 2016). Die Justizkommission, die Finanzdirektion, das Amt für Personal und Organisation, die Sicherheits- und Justizdirektion sowie der Justizrat haben eine entsprechende Analyse durchgeführt. Das daraus resultierende neue Verfahren wurde durch den Staatsrat genehmigt und eingeführt. Die erstinstanzlichen Magistratspersonen gehören seit dem 1. Januar 2019 zum höheren Kader im Sinne von Art. 5 Abs. 2 StPR und unterliegen nunmehr den Bestimmungen für diese Personalkategorie. Diejenigen, die Überstunden leisten müssen, müssen die Aufsichtsbehörde benachrichtigen und ihre Arbeitszeit umgehend mit geeignetem Erfassungssystem festhalten, ansonsten kann keine Zahlung erfolgen. Als Zeichen der Anerkennung für ihren Einsatz und die in der Vergangenheit geleistete Arbeit wurde jeder Magistratsperson per Saldo aller Ansprüche ein Pauschalbetrag von Fr. 1'500.- ausbezahlt.

Ende 2019 haben mehrere Magistratspersonen neue Überstunden angekündigt. Der Rat hat eine entsprechende schriftliche Begründung verlangt und daran erinnert, dass diese grundsätzlich zunächst zeitlich kompensiert werden müssen, bevor eine allfällige Zahlung beantragt werden kann.

1.2.7.4 Analyse der Gerichtsbehörden

Ende Oktober hat der Rat vom Schlussbericht der Analyse der Gerichtsbehörden Kenntnis genommen, die durch den Staatsrat im Zusammenhang mit der Einführung der gerichtsunabhängigen Einheit im Jahr 2016 in Auftrag gegeben wurde. Die Analyse umfasst die Bezirksgerichte, die gerichtsunabhängige Einheit, das Kantonsgericht sowie die Staatsanwaltschaft und bezieht sich auch auf den Justizrat als Aufsichtsbehörde. Der Rat wird Anfang 2020 zu den durch die Firma Ecoplan gemachten Empfehlungen Stellung nehmen. Angesichts der geltenden Gesetzgebung, der zur Verfügung stehenden Ressourcen und seiner Zusammensetzung versteht sich der Justizrat im Wesentlichen als Aufsichts- und nicht als Verwaltungsorgan der Gerichtsbehörden.

1.2.7.5 Entschädigung der Beisitzer/innen

Aus dem Kreis der Beisitzer/innen wurde vorgebracht, dass letztere unzureichend entschädigt werden. Der Rat hat eine umfassende Analyse der Situation in die Wege geleitet. Sobald die Ergebnisse vorliegen, wird er zu einer möglichen Anpassung des Justizreglementes in diesem Punkt Stellung nehmen.

2 Les autorités judiciaires

2.1 Tribunal cantonal

2.1.1 Partie générale

2.1.1.1 Remarques générales

En 2019, le Tribunal cantonal a rendu 3270 arrêts, soit 13.4 % d'arrêts supplémentaires sur les 5 dernières années (2018 : 3264; 2017 : 3363; 2016 : 3139; 2015 : 2883). Les collaborateurs et les juges suppléants, toujours autant sollicités, ont contribué à cette augmentation du taux de liquidation. Pour faire face au nombre croissant des nouvelles entrées judiciaires (3249 en 2019, 2868 en 2015, soit une augmentation de 13.3%), le Tribunal cantonal a en effet pu compter sur la forte implication de tous ses membres qui en sont vivement remerciés. Le Tribunal cantonal a par ailleurs bénéficié dès 2019 d'un équivalent plein-temps (EPT) supplémentaire de greffier. Cela dit, il a à nouveau constaté la forte augmentation d'entrées dans certaines de ses cours. Ainsi, le Tribunal cantonal a pris la décision en séance plénière d'octobre 2019 de déposer une demande urgente de soutien en forces rédactionnelles pour pallier la situation critique des Cours des assurances sociales. Les mesures internes entreprises au cours de ces dernières années (réorganisation des Cours et des attributions des dossiers entre les juges cantonaux et les greffiers-rapporteurs, simplification du processus de traitement des dossiers, accélération des procédures de circulation) ont certes permis d'atteindre un taux plus élevé de liquidation des dossiers; ces mesures ne se sont malheureusement pas avérées suffisantes : dans certaines Cours, la durée moyenne de liquidation se prolonge insidieusement, ce qui est naturellement préjudiciable aux intérêts des parties et au bon fonctionnement de la justice. En conséquence, à la suite de la décision de la Direction de la sécurité et de la justice, avec le soutien du Conseil de la magistrature, le Tribunal cantonal a pu bénéficier, en sureffectif, d'un équivalent plein-temps supplémentaire de greffier pour une année, en 2020, lequel sera attribué à la 1e Cour des assurances sociales.

2.1.1.1.1 Administration de la justice

Le Tribunal plénier s'est réuni à 9 reprises et la Commission administrative à 17 reprises. Plusieurs décisions ont en outre été prises par voie de circulation. Le Tribunal plénier et la Commission administrative se sont occupés des tâches générales de gestion relatives notamment au personnel et au budget, ont traité de questions concernant l'organisation du Tribunal et se sont déterminés dans le cadre de 18 consultations. Par ailleurs, le Tribunal cantonal a présenté son rapport annuel en conférence de presse. Il a participé à la neuvième Conférence de la justice suisse, aux Journées des Juges administratifs de Suisse, à la Journée des Tribunaux des assurances, à la Journée des Juges organisée par l'Association suisse des magistrats de l'ordre judiciaire (ASM) ainsi qu'à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal. Enfin, les Juges cantonaux ont procédé à diverses inspections annuelles.

Organisation et fonctionnement

L'organisation et le fonctionnement du Tribunal cantonal sont régis par le règlement du 22 novembre 2012 (RTC; RSF 131.11).

Sur le plan organisationnel, le Tribunal cantonal continue d'être impliqué dans **l'analyse du pouvoir judiciaire** du canton de Fribourg, projet initialisé par le Conseil d'Etat. L'objectif est d'étudier les pistes d'amélioration du fonctionnement du pouvoir judiciaire dans un but de rationalisation et de gain d'efficacité, tout en maintenant la qualité des prestations. Une entreprise privée, ECOPLAN, a été chargée de rendre un rapport. L'accent a été mis sur l'implication des acteurs directement concernés, à savoir les différentes instances judiciaires qui se sont exprimées dans le cadre d'enquêtes. Des pistes d'amélioration ont été proposées par ECOPLAN. Le rapport est en cours d'analyse et sera également complété par un rapport du comité de projet (COPRO) à l'attention du comité de pilotage (COPI), organes dans lesquels le Tribunal cantonal est directement impliqué. Les résultats de l'analyse devraient être connus en 2020.

Dite analyse a des implications directes sur le suivi du **plan directeur du Tribunal cantonal**, notamment en ce qui concerne l'analyse de la charge de travail.

Pour rappel, les cinq projets suivants ont été priorisés:

Plan directeur 2017-2021: Portefeuille de cinq projets priorisés

Projets	Brève description
1) Notification centralisée	Introduction d'une notification centralisée intégrant une impression centralisée. Premier pas vers le dossier électronique. Gain d'efficacité, en particulier pour le personnel administratif.
2) Organisation et exigences du personnel administratif	Avec l'introduction de la notification centralisée, les méthodes de travail du personnel administratif doivent être adaptées. Réflexions sur la structure et l'organisation de cette entité.
3) Dossier électronique	Amener graduellement le Tribunal cantonal vers le dossier électronique en mettant en œuvre plusieurs sous-projets tels que la numérisation de la bibliothèque et des archives.
4) Charge de travail	Analyse des tâches actuelles et des responsabilités dans le but de faciliter la répartition de la charge de travail.
5) Travail à temps partiel et télétravail	Clarification des conditions-cadre du travail à temps partiel et du télétravail à l'aide d'une directive interne.

Le Tribunal cantonal a exécuté et liquidé le point 5 en séance plénière du 11 avril 2019. Cet objet avait été élaboré avant l'adoption de l'ordonnance du 31 janvier 2017 concernant le télétravail effectué par le personnel de l'Etat. Il a dès lors été décidé de se référer à ladite législation. Il n'est plus nécessaire d'élaborer des directives internes puisque l'ensemble des points à régler par le Tribunal cantonal se trouve dans la législation. Actuellement plusieurs greffiers ont reçu l'autorisation du Tribunal cantonal d'exercer une partie de leur activité par du télétravail.

Les autres points du plan directeur sont suivis en relation avec le **programme e-Justice** qui a été formellement lancé en 2019 avec, en soutien, la mise à disposition de forces de travail. Ce programme réunit désormais des collaborateurs des autorités judiciaires et du Service informatique et des télécommunications (SITel), lesquels disposent désormais de locaux, à Beaugard. Le lancement officiel du programme cantonal a eu lieu le 29 août 2019. Pour rappel, ce programme est en lien direct avec le projet fédéral Justitia 4.0 qui a officiellement débuté le 14 février 2019. S'agissant des **questions informatiques plus générales**, la Commission informatique des autorités judiciaires (CIAJ), soutenue par le Bureau informatique des autorités judiciaires (BIAJ) poursuit ses travaux en collaboration avec le SITel. L'année 2019 a été marquée par le rachat de Delta Logic AG, fournisseur du logiciel de gestion d'affaires Tribuna, par le groupe canadien Volaris et la forte augmentation du prix des licences qui a suivi. Le comité

puis l'assemblée de « Tribuna Allianz » (réunissant les 14 cantons utilisant Tribuna) se sont réunis à plusieurs reprises pour négocier avec le fournisseur et faire face à la nouvelle situation. Le canton de Fribourg, tout comme la très grande majorité des cantons utilisant Tribuna, a trouvé un terrain d'entente avec le fournisseur, ce qui assure la mise à disposition et l'utilisation de Tribuna V3, à tout le moins jusqu'à fin 2022 et au-delà puisque Delta Logic AG s'est engagée contractuellement à garantir au moins jusqu'au 31.12.2024 l'offre d'une mise à jour annuelle de Tribuna V3. Pour la suite et en parallèle, l'analyse et la mise à disposition de Tribuna V4 (nouvelle version) ou d'un éventuel autre logiciel de gestion d'affaires se font d'ores et déjà dans le cadre du programme e-Justice. En tout état de cause, l'accent est mis, et le sera à l'avenir, sur le fait que les autorités judiciaires doivent dans tous les cas bénéficier d'un logiciel de gestion d'affaires performant qui répond à leurs besoins.

En ce qui concerne **la bibliothèque du Tribunal cantonal**, qui est affiliée à la Bibliothèque cantonale universitaire (BCU), le Tribunal plénier a dû décider de la mise à disposition d'un nouveau système de gestion pour celle-ci (moteur de recherches, catalogage, rattachage, prêt, etc.). Jusqu'à présent, ce système fonctionnait avec RERO, soit le Réseau ROMand / réseau des bibliothèques de suisse occidentale (RERO) qui regroupait la plupart des bibliothèques universitaires, publiques, patrimoniales et spécialisées des cantons de Genève, Fribourg, Jura, Neuchâtel et Valais, ainsi que celles des Tribunaux de la Confédération. Les universités et les hautes écoles suisses ont décidé de se mettre en réseau afin de rendre l'accès et la disponibilité à leurs catalogues plus aisés dans le but de faire progresser la recherche. La volonté est de rendre consultables, disponibles et accessibles de manière centralisée toutes les informations publiées issues des bibliothèques scientifiques. Ainsi est née **SLSP (Swiss Library Service Platform / système de gestion de bibliothèques)**, soit une interface vers toutes les bibliothèques membres du réseau ou, en d'autres termes, un accès centralisé aux informations scientifiques. La BCU, comme l'immense majorité des bibliothèques universitaires, a décidé de migrer de RERO vers SLSP. L'Institut suisse de droit comparé (ISDC) et le Tribunal fédéral (TF) ont aussi décidé de rejoindre SLSP. En séance plénière du 12 décembre 2019, le Tribunal cantonal a pris la décision de rejoindre SLSP, sa bibliothèque restant ainsi affiliée à la BCU.

S'agissant du **bâtiment**, des démarches sont toujours en cours pour améliorer la sécurité du Tribunal cantonal et les conditions de travail. L'octroi d'un poste de greffier a eu des incidences sur la gestion des bureaux et des places de travail, le Tribunal cantonal ne disposant plus de place en réserve.

2.1.1.1.2 Volume des affaires

Comme relevé dans les remarques générales, **la charge de travail globale du Tribunal cantonal reste très importante**. La Commission administrative l'évalue régulièrement sur la base des statistiques. Elle a ainsi pu constater, pour l'ensemble du Tribunal, que le nombre des nouvelles entrées est stable par rapport à 2018 mais que l'augmentation sur les 5 dernières années reste importante (2019 : 3294; 2018 : 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868, soit pour 2019 une augmentation d'environ 15% par rapport à 2015). La pression sur le Tribunal cantonal est constante et très conséquente. Le taux de liquidation des affaires est élevé et la situation de certaines Cours reste stable. Il faut souligner que les Juges cantonaux siègent dans différentes Cours dont certaines ont un volume d'affaires qui augmente d'année en année. De manière globale, la situation reste ainsi préoccupante et des mesures d'urgence ont dû être prises pour 2020 en ce qui concerne les Cours des assurances sociales.

Pour des explications complémentaires, il convient de se référer aux données statistiques (chiffes ci-après et explications pour chacune des cours).

2.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.1.1.2.1 En général

2.1.1.2.1.1 Statistiques générales pour l'ensemble du Tribunal cantonal et les différentes cours

Tribunal cantonal	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*1296	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) affaires enregistrées	3249	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) affaires liquidées	3270	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) affaires pendantes au 31 décembre	1275	*1295	1251	1325	1287	1302	1323

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Le Tribunal cantonal a rendu 2823 décisions en français et 429 en allemand, sans compter les 18 consultations législatives sur lesquelles le Tribunal plénier a pris position.

Cours civiles	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	224	177	183	163	192	216	200
b) affaires enregistrées	1279	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) affaires liquidées	1285	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) affaires pendantes au 31 décembre	218	224	177	183	163	192	216

Langue des affaires liquidées

Les cours civiles ont rendu 1133 décisions en français et 152 en allemand.

Cours pénales	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	*182	179	154	156	134	155	145
b) affaires enregistrées	534	528	574	551	483	450	459
c) affaires liquidées	568	526	549	553	461	471	449
d) affaires pendantes au 31 décembre	148	*181	179	154	156	134	155

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques.

Langue des affaires liquidées

Les cours pénales ont rendu 499 décisions en français et 69 en allemand.

Cours administratives	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) affaires pendantes au 1 ^{er} janvier	888	890	986	965	974	949	862
b) affaires enregistrées	1417	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) affaires liquidées	1399	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) affaires pendantes au 31 décembre	906	888	890	986	965	974	949

Langue des affaires liquidées

Les cours administratives ont rendu 1191 décisions en français et 208 en allemand.

2.1.1.2.1.2 Durée de la procédure

Le tableau suivant rend compte de la durée des procédures dans les principales Cours/Chambres.

	1 à 30 jours	1 à 3 mois	3 à 6 mois	6 à 12 mois	1 à 2 ans	Plus de 2 ans
I ^e Cour d'appel civil	163	90	66	70	2	1
II ^e Cour d'appel civil et Président	358	146	22	41	4	2
Chambre des poursuites et faillites	167	45	4	5	0	0
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte	47	31	19	2	0	0
Cour d'appel pénal	48	27	28	62	28	4
Chambre pénale	135	143	56	20	7	0
I ^e Cour administrative	33	37	57	59	48	8
II ^e Cour administrative	41	27	47	34	11	5
III ^e Cour administrative	56	86	31	9	11	4
Cour fiscale	20	28	32	59	1	0
I ^e Cour des assurances sociales	26	28	28	83	147	1
II ^e Cour des assurances sociales	19	58	63	120	79	3

2.1.1.2.1.3 Surveillance déléguée

Sur délégation du Conseil de la magistrature (art. 127 al. 2 Cst. cant.), le Tribunal cantonal a inspecté le Ministère public (tous les procureurs à l'exception du Procureur général, de ses adjoints et de la Procureure Gendre), le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (les 4 présidents pénaux et la Greffière-chef); les Tribunaux d'arrondissement de la Glâne, de la Gruyère, de la Singine, et de la Veveyse; les Justices de paix de la Broye, de la Gruyère, de la Sarine et de la Singine; le Tribunal des mineurs et le Tribunal des mesures de contraintes; l'Autorité de surveillance du Registre foncier; les Commissions de recours de l'Université, de conciliation en matière de bail à loyer (de la Singine et du Lac, des districts du Sud et de la Sarine); de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail et de recours en matière d'améliorations foncières.

En sa propre qualité d'autorité de surveillance, le Tribunal cantonal a aussi inspecté l'Office cantonal des faillites et les sept Offices des poursuites.

2.1.1.2.2 I^e Cour d'appel civil

En 2019, le nombre d'entrées au rôle de la Ire Cour d'appel civil est resté stable. Le taux de liquidation a légèrement augmenté; toutefois, le nombre de dossiers pendants reste supérieur à la centaine. La situation de la Cour demeure délicate.

2.1.1.2.3 II^e Cour d'appel civil

La Iie Cour d'appel civil traite les appels et recours en matière de droit de la poursuite pour dettes et faillite, de bail à loyer et à ferme, de droit du travail, ainsi que les procédures en instance cantonale unique, principalement en matière de concurrence déloyale et de propriété intellectuelle. Les affaires enregistrées dans ces différents domaines sont passées de 345 à 318, soit une diminution légère du nombre de nouvelles affaires, celles-ci restant néanmoins équivalentes à la moyenne des cinq dernières années (319). La Cour a certes réduit le nombre d'affaires en suspens de 90 à 47 en fin d'année puisqu'elle a fortement augmenté son taux de liquidation de 323 à 361. Il convient néanmoins de relever que, bien que la grande majorité des procédures sont liquidées en moins de trois mois, les procédures en instance cantonale unique restent parfois plusieurs années sur le rôle de la Cour. Leur examen exige en effet un temps qui fait défaut aux juges de la Cour, ceux-ci siégeant également dans d'autres Cours, en particulier en Cour d'appel pénal, où les procédures sont particulièrement chronophages et portent régulièrement sur des prévenus en détention, de sorte que la procédure doit être traitée en priorité. A moyen terme, cette situation pourrait conduire à une impasse et il convient d'y rester attentif.

La Cour traite également les requêtes d'entraide judiciaire provenant de l'étranger, qui ont passé de 184 en 2018 à 223 en 2019.

2.1.1.2.4 Chambre des poursuites et faillites

Un rapport séparé sur l'activité de la Chambre en sa qualité d'autorité de surveillance des offices des poursuites et faillites sera déposé auprès de l'Office fédéral de la justice et du Conseil d'Etat.

Le traitement des affaires de la Chambre n'appelle pas de remarques particulières.

2.1.1.2.5 Cour de protection de l'enfant et de l'adulte

En 2019, si le nombre de dossiers entrés a quelque peu diminué (119 en 2018, 99 en 2019), la complexité et l'urgence des dossiers sont restées très élevées. La charge de travail demeure ainsi importante, ces dossiers devant être traités prioritairement. La Cour s'est en outre déplacée à 6 reprises au Centre de soins hospitaliers de Marsens pour procéder à des auditions.

2.1.1.2.6 Cour d'appel pénal

La diminution des nouvelles affaires enregistrées durant l'année 2019 a permis de réduire le nombre d'affaires pendantes. Compte tenu notamment de la nature, du volume et de la complexité des dossiers, la charge de travail de la Cour reste toutefois élevée.

2.1.1.2.7 Chambre pénale

Quand bien même le nombre d'affaires enregistrées en 2019 a augmenté de près de 12% (309 en 2018, 343 en 2019), le taux de liquidation s'est élevé de plus de 20% (301 en 2018, 361 en 2019), notamment en raison de la connexité de certains dossiers. La charge est élevée, ce d'autant que ces affaires nécessitent pour la plupart d'être traitées avec célérité. Si cela devait perdurer, la situation pourrait devenir délicate. Les membres de la Chambre pénale fonctionnent toujours dans les cas de révision dont est saisie la Cour d'appel pénal.

2.1.1.2.8 I^e Cour administrative

L'activité de la I^e Cour administrative pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières. Il y a lieu cependant de souligner qu'après une augmentation constante et très importante du nombre des affaires ces cinq dernières années – passant de 140 en 2013 à 328 en 2018 – les nouvelles entrées ont nettement diminué en 2019 (232). Cette diminution est à mettre en lien, en partie, avec les nouvelles compétences en matière d'expulsion judiciaire dévolues au juge pénal.

2.1.1.2.9 II^e Cour administrative

Suite à l'adoption du nouveau Plan directeur cantonal (PDCant) le 2 octobre 2018, de nouvelles règles déterminent l'aménagement du territoire dans le canton et impliquent un changement fondamental de système par rapport à ce qui existait précédemment. Après s'être formée à cette nouvelle réglementation, la Cour a rendu en automne 2019 ses premières décisions en la matière. Un des arrêts (602 2019 3 du 3 septembre 2019), actuellement contesté devant le Tribunal fédéral, a imposé l'application immédiate du PDCant aux révisions en cours des plans d'aménagement locaux et a provoqué une prise de conscience des enjeux de la nouvelle planification directrice, désormais en force.

Pour le surplus, l'activité de la Cour ne suscite aucune remarque particulière.

2.1.1.2.10 III^e Cour administrative

L'activité de la III^e Cour administrative pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.11 Cour fiscale

L'activité de la Cour fiscale pour l'année 2019 n'amène pas de remarques particulières.

2.1.1.2.12 I^e et II^e Cour des assurances sociales

En 2019, la durée moyenne de liquidation des dossiers se situe toujours dans l'année, contre toute attente vue l'entrée toujours aussi massive des nouvelles affaires. En 2018, on relevait une augmentation de presque 50% des affaires sur les 5 dernières années. En 2019, bien loin de baisser, le nombre d'entrée des nouvelles affaires a à nouveau augmenté, passant de 676 à 688. Or, le personnel fixe (8.15 EPT) ne peut à lui seul en liquider en moyenne qu'environ 550 par an.

Les deux Cours, aidées par des Juges suppléants ainsi que par certains de leurs collègues des autres Cours, sont parvenues malgré tout à améliorer encore leur taux de liquidation faisant mieux que l'année dernière (655 dossiers liquidés contre 612, la majorité par arrêt de Cour). L'année 2019 a été le deuxième meilleur exercice depuis la création des Cours des assurances sociales, juste derrière l'année exceptionnelle de 2017, ce qui demeure toutefois insuffisant devant le nombre des entrées. Les chiffres laissent ainsi apparaître une situation qui confine au mythe de Sisyphe : en 2019, la I^e Cour a augmenté son taux de liquidation de 27 dossiers... ce qui n'a pas moins empêché une hausse de 32 dossiers de son stock d'affaires pendantes ! Et si la II^e Cour a pour sa part su maintenir son propre stock, c'est en augmentant son taux de liquidation de 16 dossiers.

Pour voir le bon côté des choses, cela prouve au moins une motivation préservée en dépit des circonstances extérieures. Dans le domaine de l'assurance-invalidité, l'augmentation constante des dossiers de révision s'accompagne d'une augmentation moyenne constante de la taille des dossiers, lesquels contiennent un nombre croissant d'avis médicaux divergents complexifiant ainsi le traitement des affaires. L'on constate à côté de cela une recrudescence des cas plus simples d'assurance-chômage mais en revanche beaucoup plus complexes d'assurance-accidents.

Les deux Cours se sont dès lors vu contraintes, comme elles l'avaient annoncé, de demander de manière urgente des renforts cet automne à raison de 1,5 EPT de greffier. Elles ont pu obtenir un EPT de plus pour une durée limitée d'une année. Il sera attribué à la Ie Cour, au stock de dossiers plus élevé. La nomination de deux nouvelles juges suppléantes expérimentées dans le domaine des assurances sociales devrait aussi être un atout supplémentaire sur le moyen terme. Mais si le très élevé taux d'entrée devait à l'avenir se maintenir, il y aurait lieu d'engager, cette fois-ci, du personnel fixe supplémentaire.

Quoi qu'il en soit et d'ici là, les deux Présidents ne peuvent encore et toujours que remercier, pour leur très appréciée contribution, les greffiers et les greffiers-rapporteurs et leurs collègues juges (ordinaires ou suppléants), ainsi que le précieux personnel du greffe. Ils les encouragent, toutes et tous, à persévérer sans se décourager.

2.1.1.3 Personnel

2.1.1.3.1 Juges

Hubert Bugnon et Adrian Urwyler ont terminé leur activité, respectivement le 31 décembre 2018 et le 28 février 2019. Ils ont été remplacés par Laurent Schneuwly depuis le 1er janvier 2019 et Markus Ducret depuis le 1er mars 2019. A la suite de la réduction du taux d'activité de Dominique Gross de 100% à 50% depuis le mois de juillet, Yann Hofmann est entré en fonction depuis le 1er septembre 2019 à hauteur 50%. Pour pallier la vacance de poste (2 mois à 100%) et la charge de travail y relative, Daniela Kiener et Yann Hofmann ont augmenté temporairement leur taux d'activité. Le Tribunal cantonal a par ailleurs pu remplacer une des ses juges, absente pour maladie par l'augmentation temporaire d'un de ses membres. Enfin, le Tribunal cantonal a pallié l'absence d'une juge en congé maternité par l'engagement de Susanne Fankhauser, Juge cantonale ad hoc jusqu'à fin janvier 2019. Celle-ci a par la suite été élue Juge suppléante en mai 2019 à la suite de la démission de la Juge Susanne Genner. En ce qui concerne les autres Juges suppléants, en remplacement de Madame Gehring et de Messieurs Schläppi et Hofmann, démissionnaires, quatre nouveaux juges ont été élus en décembre 2019, soit Jenny Castella, Mélanie Maillard Russier, Michel Heinzmann et Debora Friedli.

S'agissant des activités accessoires des juges, Dina Beti est membre de la Commission du barreau et de la Commission des examens du barreau, et membre suppléante de la Commission du notariat. Marc Boivin est membre suppléant de la Commission du barreau. Il est en outre chargé de cours de droit auprès de la HEG Fribourg, pour la formation de postgrade CAS (public management). Jérôme Delabays est membre suppléant de l'Autorité de surveillance du registre foncier. Michel Favre est membre suppléant de la Commission du barreau. Johannes Frölicher continue d'œuvrer en tant que Juge de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale et est toujours membre du comité de direction du service éducatif itinérant (SEI) et du centre de thérapie et traitement spécialisés (CTTS) de la fondation "les Buissonnets". Yann Hofmann est Juge fédéral suppléant depuis le 18 décembre 2019, Vice-président de la Commission fédérale d'expropriation – 5ème arrondissement -, Président de la Commission arbitrale instituée par la Convention collective de travail INFRI/FOPIS et chargé de cours auprès du Centre forestier de formation CEFOR/BZW. Dominique Gross est membre suppléante de la Commission des examens du barreau. Marianne Jungo est membre de la Commission de recours du Gymnase intercantonal de la Broye (GYB). Daniela Kiener fonctionne comme Juge pour les affaires en allemand de la Commission de recours des Hautes écoles spécialisées de la Suisse occidentale. Depuis le 1er juillet 2019, elle officie en qualité de Présidente-suppléante de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Catherine Overney est membre de l'Autorité de surveillance du registre foncier et membre de la Commission du contentieux de la commune d'Ependes. Anne-Sophie Peyraud est Présidente du Tribunal arbitral cantonal en matière d'assurance-maladie et accidents, Vice-présidente de la Commission fédérale d'estimation, 2ème arrondissement, ainsi que membre de la Commission de recours du GYB. Elle est Vice-présidente de l'Association St-Camille, à Marly. Christian Pfammatter préside la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité. Il est également Président de la Fondation sociale de la caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois. Laurent Schneuwly préside la Commission cantonale de la transparence et de la protection des données. Il est Président remplaçant du Tribunal militaire de cassation. Marc Sugnaux est membre de la Commission des examens du barreau et membre suppléant de la Commission de la

médiation en matière civile, pénale et pénale pour les mineurs. Il préside le comité des associations Le Bosquet, à Givisiez. Il est membre des comités de direction de la Fondation pour la formation continue des juges suisses et de l'Académie suisse de la magistrature. Depuis le 1er juillet 2019, il officie en qualité de Président de l'Organe de conciliation et d'arbitrage en matière de conflits collectifs de travail impliquant le personnel de l'Etat (OCA). Sandra Wohlhauser est membre de la Commission du barreau. En outre, elle préside la Commission informatique des autorités judiciaires ainsi que le Comité de pilotage du programme e-Justice. Elle est également membre de la Commission informatique de l'Etat de Fribourg.

2.1.1.3.2 Greffe

Etat de situation (31.12.2019)

Fonction	Nombre de personnes
Juges cantonaux	16
Secrétaire général	1
Greffiers	25
Collaborateurs au sein du personnel administratif	19
Greffiers-stagiaires	5
Apprentis employés de commerce	2
Total	68

S'agissant de l'EPT de greffier accordé au Tribunal cantonal dès 2019 (de 24 à 25 greffiers), il a été décidé de procéder à la répartition suivante : 40% civil/pénal; 40% administratif; 20% services centraux. Sur cette base et en lien avec la démission de la greffière Jessica Koller et les discussions internes avec des greffières qui ont souhaité modifier leur taux d'activité (Aleksandra Bjedov -20%; Angelika Spiess +20%; Cornelia Thalman El Bachary -10%; et Séverine Zehnder +10%), différentes mesures ont été prises quant à la répartition des forces de travail. S'agissant des services centraux, Cédric Steffen officie désormais à hauteur de 20% en qualité d'adjoint du secrétaire général.

En 2019, sans compter les Juges cantonaux (14 EPT) et les engagements de durée déterminée des stagiaires et apprentis, l'effectif du greffe du Tribunal cantonal est constitué de 34.05 postes d'équivalents plein temps (EPT) (situation en 2018 : 33.05 EPT; à relever qu'un 20% de poste de greffier sur budget du Tribunal cantonal est rattaché à la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité présidée par le Juge cantonal Christian Pfammatter; poste de travail situé au Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation).

Le Tribunal cantonal a remercié le Conseil d'Etat de l'octroi d'un EPT de greffier dans le cadre du budget 2019. S'agissant du budget 2020, il a toutefois maintenu sa demande d'octroi du 2^{ème} EPT de greffier demandé précédemment. En effet, comme cela ressort des rapports adressés au Conseil de la magistrature et de ses interventions répétées dans le cadre budgétaire, le Tribunal cantonal a été contraint de réitérer sa demande de soutien en ressources rédactionnelles au vu de sa surcharge manifeste et notoire.

S'agissant des Cours des assurances sociales, le Tribunal cantonal a pris la décision en séance plénière d'octobre 2019 de déposer une demande urgente de soutien en forces rédactionnelles pour pallier leur situation critique. Lors de l'inspection du 10 octobre 2019 par le Conseil de la magistrature, les Présidents des Cours des assurances sociales ont en effet produit des statistiques démontrant une nouvelle augmentation inquiétante des entrées de dossiers (723 nouvelles affaires entre le 31 août 2018 et le 31 août 2019). Comme relevé en introduction, les mesures internes entreprises au cours de ces dernières années n'ont malheureusement pas suffi.

Départs-arrivées

Greffiers

Le nouvel EPT de greffier a donné lieu à l'engagement de Daniela Herren, en fonction depuis le 15 février 2019. En remplacement de Mirjam Brodbeck et de Jessica Koller, greffières alémaniques, qui ont résilié leur contrat d'engagement pour la fin 2018, Frédérique Jungo a été engagée depuis le 1er janvier 2019 pour une durée indéterminée (auparavant au Tribunal cantonal sur un engagement de durée déterminée) et Silvia Gerber a été engagée depuis le 1er mars. Pour pallier la vacance de poste de Jessica Koller, le Tribunal cantonal a pu compter sur l'engagement de durée déterminée de Linda Rodriguez. Pauline Volery a entamé le 1^{er} octobre son activité de greffière à 80 %. Elle remplace Maude Favarger (50%), en congé sabbatique jusqu'à l'été prochain, et Philippe Tena (40%), lequel est engagé en qualité de coordinateur administratif au sein du programme e-Justice à hauteur de 40 % jusqu'en 2022. Mme Volery terminera son remplacement le 15 novembre 2021. Pour pallier l'absence pour congé maternité d'Aleksandra Bjedov, Isabelle Löfgren a été engagé temporairement depuis le 1^{er} décembre 2019. Enfin, Ludovic Farine a été nommé Président ad hoc auprès du Tribunal de la Broye à 50%, durant le congé maternité à venir de Virginie Sonney. Il continuera son activité à 30% au TC pour le traitement des appels contre les mesures provisionnelles (MP) et les mesures protectrices de l'union conjugale (MPUC). Ludovic Menoud a été engagé pour le remplacement des 50% à compter du 1er novembre 2019.

Personnel administratif

Lauriane Berset a été engagée depuis le 1er mars 2019 en qualité de collaboratrice administrative pour remplacer Christiane Becar qui est partie à la retraite.

Suivi du personnel

Le personnel du greffe est évalué chaque année conformément à la législation sur le personnel.

2.1.1.4 Autres activités

Le Président et le Secrétaire général ont assisté à la présentation du rapport annuel des autorités judiciaires genevoises, en présence de délégations étrangères ainsi que du Tribunal fédéral et de cantons romands.

Le Vice-Président a participé à la neuvième Conférence de la justice suisse organisée par le Tribunal fédéral, à Lucerne, le 18 octobre 2019.

Michel Favre, Markus Ducret et Cédric Steffen ont reçu des candidats de l'Ecole nationale française de la Magistrature de Bordeaux dans le cadre de leur voyage d'étude organisé par l'Académie suisse de la magistrature.

Le 2 mai 2019, Sandra Wohlhauser a pris part à la 9^{ème} rencontre « Dialogue santé-justice », à Granges-Paccot.

Les 14 mai et 17 octobre 2019, elle a participé aux rencontres DigiScoop, à Givisiez.

Les Juges et greffiers de la Cour d'appel pénal ont participé à Lausanne à la rencontre annuelle des Cours d'appel pénal des cantons de Neuchâtel, Vaud et Fribourg (INTERCAP).

Michel Favre ainsi que des greffiers des Cours pénales ont participé à l'Assemblée annuelle de la Société suisse de droit pénal, à Lucerne.

Des Juges administratifs ont participé à la Journée des Tribunaux des assurances ainsi qu'à la rencontre des Juges administratifs de Suisse.

Le Président, d'autres Juges cantonaux et le Secrétaire général ont participé aux diverses manifestations auxquelles le Tribunal cantonal a été invité.

Formations suivies par les juges

Les différentes formations suivies par les Juges au cours de l'année 2019 figurent dans les formulaires envoyés séparément au Conseil de la Magistrature.

Activités scientifiques des juges/greffiers

Jérôme Delabays, Dominique Gross et Frédéric Oberson sont membres du Comité de rédaction de la RFJ.

Jérôme Delabays donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur la procédure civile et a participé à un cours destiné aux étudiants de l'Université de Fribourg sur la procédure civile dans la pratique. Il collabore au Code de procédure civile annoté on-line, ainsi qu'aux futures éditions du Commentaire romand du Code civil et du Petit Commentaire du Code de procédure pénale.

Michel Favre est chargé de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale, donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires et a donné une conférence sur la jurisprudence récente en matière de procédure pénale dans le cadre de la journée annuelle de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

Dominique Gross a publié dans le Basler Kommentar, ZGB II, 6^{ème} édition, le commentaire des articles 779 à 779 I CC (droit de superficie).

Christian Pfammatter a donné une conférence le 18 septembre 2019 à la Faculté de droit de l'Université de Fribourg dans le cadre du Cours bloc d'approfondissement en droit de l'aménagement du territoire. Il a tenu une autre conférence lors de la Journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois le 6 décembre 2019 sur le thème du nouveau Plan directeur cantonal.

Laurent Schneuwly a collaboré à la future édition du Petit commentaire du Code de procédure civile. Il donne des cours dans le cadre de la formation mise sur pied par l'OAF pour les avocats-stagiaires (procédure civile de première instance).

Dans le cadre du Certificat d'études approfondies (CAS) en magistrature mis en place par l'Académie suisse de la magistrature, Marc Sugnaux a donné un cours sur la communication dans le processus d'élaboration des décisions. Pour la Fondation pour la formation continue des juges suisses, il a coorganisé un séminaire et coanimé un atelier en lien avec la thématique de la preuve dans le procès civil, à Gerzensee. Pour la même fondation, il a également codirigé la troisième Biennale du droit administratif, à Morat, lors de laquelle il a coanimé un atelier sur le thème de la direction de la procédure.

Catherine Faller donne des cours aux avocats-stagiaires portant sur le recours (art. 393 à 397 CPP) et la révision (art. 410 à 415 CPP) en matière pénale. Elle est chargée de cours à la Haute école ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) dans le cadre du CAS en magistrature pénale.

2 Die Gerichtsbehörden

2.1 Kantonsgericht

2.1.1 Allgemeiner Teil

2.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

2019 fällte das Kantonsgericht 3270 Urteile und somit 13,4 % mehr als vor fünf Jahren (2018: 3264; 2017: 3363; 2016: 3139; 2015: 2883). Zu verdanken ist diese Zunahme der Erledigungen dem Einsatz der Mitarbeitenden und der Ersatzrichter, deren Arbeitslast unverändert stark geblieben ist. Tatsächlich konnte das Kantonsgericht zur Bewältigung der wachsenden Zahl an Neueingängen (3249 im Jahr 2019, 2868 im Jahr 2015, also eine Zunahme von 13,3 %) auf das starke Engagement all seiner Mitglieder zählen, denen an dieser Stelle herzlich gedankt sei. Das Kantonsgericht verfügte im Übrigen ab 2019 über ein zusätzliches Gerichtsschreiber-Vollzeitäquivalent (VZÄ). Allerdings stellte es in bestimmten Höfen wieder eine starke Zunahme der Neueingänge fest. Deshalb beschloss es an der Sitzung des Gesamtgerichts von Oktober 2019, einen dringlichen Antrag auf Zusprechung zusätzlicher redaktioneller Ressourcen zu stellen, um der kritischen Situation in seinen Sozialversicherungsgerichtshöfen beizukommen. Die internen Massnahmen, die in den letzten Jahren getroffen wurden (Neuorganisation der Höfe und der Dossierzuteilung zwischen Kantonsrichtern und Gerichtsschreiber-Berichterstattern, Erleichterung des Dossierbearbeitungsprozesses, Beschleunigung der Zirkulationsverfahren), haben die Erledigungsquote zwar erhöht, haben sich aber als unzureichend erwiesen: In einigen Höfen zieht sich die durchschnittliche Erledigungsdauer unauffällig in die Länge, was den Interessen der Parteien und dem guten Funktionieren der Justiz schadet. Folglich wurde dem Kantonsgericht mit Beschluss der Sicherheits- und Justizdirektion und mit der Unterstützung des Justizrates für das Jahr 2020 über den ordentlichen Bestand hinaus für ein Jahr ein zusätzliches Gerichtsschreiber-VZÄ gewährt, das dem I. Sozialversicherungsgerichtshof zugeteilt wird.

2.1.1.1.1 Verwaltung der Justiz

Das Gesamtgericht trat zu 9 und die Verwaltungskommission zu 17 Sitzungen zusammen. Mehrere Beschlüsse wurden ausserdem auf dem Zirkulationsweg gefällt. Das Gesamtgericht und die Verwaltungskommission befassten sich mit allgemeinen Verwaltungsaufgaben, namentlich in Bezug auf das Personal und den Voranschlag, und mit Fragen der Gerichtsorganisation und nahmen in 18 Vernehmlassungen Stellung. Ausserdem stellte das Kantonsgericht anlässlich einer Medienkonferenz seinen Jahresbericht vor. Darüber hinaus nahm es durch eine Delegation an folgenden Anlässen teil: an der neunten Schweizerischen Justizkonferenz, an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung, an der Tagung der schweizerischen Sozialversicherungsgerichte, an dem von der Schweizerischen Vereinigung der Richterinnen und Richter (SVR) organisierten Tag der Richterinnen und Richter und an der Jahresversammlung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft. Schliesslich führten die Kantonsrichter verschiedene jährliche Inspektionen durch.

Organisation und Arbeitsweise

Die Organisation und die Arbeitsweise des Kantonsgerichts sind im Reglement des Kantonsgerichts vom 22. November 2012 (RKG; SGF 131.11) geregelt.

Auf organisatorischer Ebene befasst sich das Kantonsgericht weiterhin mit der **Analyse der Gerichtsbehörden** des Kantons Freiburg, einem Projekt, das vom Staatsrat initiiert wurde. Zweck ist es, Wege zu prüfen, um die Arbeits- und Funktionsweise der Gerichtsbehörden im Sinne einer Rationalisierung und eines Effizienzgewinns zu verbessern und gleichzeitig die Qualität der Leistungen aufrechtzuerhalten. Die Privatfirma ECOPLAN wurde mit der Erstellung

eines Berichtes beauftragt. Der Schwerpunkt wurde auf den Einbezug der direkt betroffenen Akteure, d. h. der verschiedenen Gerichtsbehörden gelegt, die sich im Rahmen von Erhebungen geäußert haben. ECOPLAN hat mehrere Verbesserungsansätze vorgeschlagen. Der Bericht wird gegenwärtig analysiert und wird noch durch einen Bericht des Projektausschusses (COPRO) zuhanden des Steuerungsausschusses (COPIL) ergänzt, an denen das Kantonsgericht direkt beteiligt ist. Die Ergebnisse der Analyse sollten 2020 bekanntgegeben werden.

Die Analyse hat direkte Auswirkungen auf die Weiterverfolgung des **Leitplans des Kantonsgerichts**, namentlich was die Analyse der Arbeitslast angeht.

Zur Erinnerung: Folgende fünf Projekte wurden priorisiert:

Leitplan 2017–2021: Portfolio von fünf priorisierten Projekten

Projekte	Kurzbeschreibung
1) Zentralisierte Zustellung	Einführung einer zentralisierten Zustellung mit integriertem zentralem Druck. Erster Schritt zum elektronischen Dossier. Effizienzgewinn, vor allem beim Verwaltungspersonal.
2) Organisation und Anforderungen des Verwaltungspersonals	Die Einführung der zentralisierten Zustellung erfordert eine Anpassung der Arbeitsmethoden des Verwaltungspersonals. Überlegungen zur diesbezüglichen Struktur und Organisation.
3) Elektronisches Dossier	Schrittweise Heranführung des Kantonsgerichts an das elektronische Dossier durch verschiedene Unterprojekte wie die Digitalisierung der Bibliothek und des Archivs.
4) Arbeitslast	Analyse der gegenwärtigen Aufgaben und Verantwortlichkeiten mit dem Ziel, die Aufteilung der Arbeitslast zu erleichtern.
5) Teilzeit- und Telearbeit	Klärung der Rahmenbedingungen der Teilzeit- und Telearbeit mit Hilfe einer internen Richtlinie.

Das Kantonsgericht hat Punkt 5 in der Sitzung des Gesamtgerichts vom 11. April 2019 umgesetzt und erledigt. Dieser Gegenstand war vor der Annahme der Verordnung vom 31. Januar 2017 über die Telearbeit des Staatspersonals vorgesehen worden. Es wurde beschlossen, diese Regelung zu übernehmen. Es müssen somit keine internen Richtlinien mehr ausgearbeitet werden, weil alle vom Kantonsgericht zu regelnden Fragen in der genannten Verordnung enthalten sind. Gegenwärtig haben mehrere Gerichtsschreibende die Bewilligung des Kantonsgerichts erhalten, einen Teil ihrer Arbeit in Telearbeit zu verrichten.

Die übrigen Punkte des Leitplans werden im Zusammenhang mit dem **Programm E-Justice** weiterverfolgt, das 2019 formell gestartet wurde und für welches Arbeitskräfte zur Verfügung gestellt wurden. Dieses Programm vereint nunmehr Mitarbeitende der Gerichtsbehörden und des Amtes für Informatik und Telekommunikation (ITA), die nun über Räume im Beauregard-Quartier verfügen. Der offizielle Start des kantonalen Programms erfolgte am 29. August 2019. Zur Erinnerung sei erwähnt, dass dieses Programm in direktem Zusammenhang mit dem Projekt Justitia 4.0 des Bundes steht, das offiziell am 14. Februar 2019 gestartet wurde. Was die **allgemeineren Fragen zur Informatik** anbelangt, führt die Informatikkommission der Gerichtsbehörden (IKGB) mit Unterstützung des Informatikbüros der Gerichtsbehörden (IBGB) ihre Arbeiten mit dem ITA weiter. Das Jahr 2019 war geprägt durch die Übernahme der Delta Logic AG, der Anbieterin der Geschäftsverwaltungssoftware Tribuna, durch die kanadische Gruppe Volaris und der starken Verteuerung der Lizenzen, die damit einhergegangen ist. Der Vorstand und die Versammlung der «Tribuna-Allianz» (deren Mitglieder die 14 Kantone sind, die Tribuna verwenden) sind mehrmals zusammengekommen, um mit der Anbieterin zu verhandeln und die neue Situation zu besprechen. Der Kanton

Freiburg hat wie die grosse Mehrheit der Kantone, die mit Tribuna arbeiten, mit der Anbieterin eine Verständigungsgrundlage gefunden. Damit ist die Bereitstellung und Verwendung von Tribuna V3 mindestens bis Ende 2022 und auch nachher sichergestellt, weil die Delta Logic AG sich vertraglich verpflichtet hat, die jährliche Aktualisierung von Tribuna V3 bis mindestens am 31.12.2024 zu gewährleisten. Für die Zeit danach und parallel dazu erfolgt die Analyse und Bereitstellung von Tribuna V4 (neue Version) oder eventuell einer anderen Geschäftsverwaltungssoftware bereits jetzt im Rahmen des Programms E-Justice. Der Schwerpunkt wird jetzt und in Zukunft auf die Tatsache gelegt, dass die Gerichtsbehörden auf jeden Fall eine leistungsfähige Geschäftsverwaltungssoftware brauchen, die ihren Bedürfnissen entspricht.

Bezüglich der **Bibliothek des Kantonsgerichts**, die der Kantons- und Universitätsbibliothek (KUB) angeschlossen ist, musste das Gesamtgericht über die Einrichtung eines neuen Verwaltungssystems entscheiden (Suchmaschine, Katalogisierung, Anbindung, Ausleihe usw.). Bislang funktionierte dieses System mit RERO, dem Westschweizer Bibliothekennetz («RÉseau ROMand»), dem die meisten universitären, öffentlichen, historischen und spezialisierten Bibliotheken der Kantone Genf, Freiburg, Jura, Neuenburg und Wallis sowie die Bibliotheken der Eidgenössischen Gerichte angeschlossen waren. Nun haben die schweizerischen Universitäten und Hochschulen beschlossen, sich zu vernetzen, um den Zugang zu ihren Katalogen zu erleichtern und dadurch die Forschung zu fördern. Der Zweck ist, alle publizierten Informationen aus wissenschaftlichen Bibliotheken zentral konsultierbar, verfügbar und zugänglich zu machen. So entstand das Bibliothekssystem **SLSP (Swiss Library Service Platform)**, eine Schnittstelle zu allen vernetzten Bibliotheken bzw. ein zentraler Zugang zu den wissenschaftlichen Informationen. Die KUB beschloss wie die Mehrheit der Universitätsbibliotheken, von RERO auf SLSP zu wechseln. Auch das Schweizerische Institut für Rechtsvergleichung (SIR) und das Bundesgericht (BGer) haben für einen Anschluss an SLSP optiert. Das Kantonsgericht seinerseits beschloss an der Plenarsitzung vom 12. Dezember 2019, auf SLSP zu wechseln, womit seine Bibliothek der KUB angeschlossen bleibt.

Bezüglich des **Gebäudes** laufen die Vorkehrungen für die Verbesserung der Sicherheit des Kantonsgerichts und der Arbeitsbedingungen weiter. Die Zusprennung einer zusätzlichen Gerichtsschreiberstelle wirkte sich auf die Büro- und Arbeitsplatzverwaltung aus, weil das Kantonsgericht keine Platzreserven hat.

2.1.1.1.2 Arbeitsvolumen

Wie in den allgemeinen Bemerkungen hervorgehoben wurde, bleibt die **Arbeitslast des Kantonsgerichts insgesamt sehr hoch**. Die Verwaltungskommission beurteilt sie regelmässig gestützt auf die Statistiken. Sie konnte für das Gesamtgericht mithin feststellen, dass die Zahl der Neueingänge gegenüber 2018 stabil geblieben, die Zunahme über die letzten fünf Jahre aber hoch ist (2019: 3294; 2018: 3308; 2017: 3289; 2016: 3177; 2015: 2868; somit verzeichnet 2019 eine Zunahme von rund 15 % gegenüber 2015). Der Druck auf dem Kantonsgericht ist konstant und beträchtlich. Die Erledigungsquote ist hoch und die Lage einiger Höfe bleibt stabil. Zu betonen ist, dass die Kantonsrichter verschiedenen Höfen zugeteilt sind, von denen einige ein Geschäftsvolumen haben, das von Jahr zu Jahr zunimmt. Insgesamt betrachtet bleibt die Lage mithin besorgniserregend und für 2020 mussten bezüglich der Sozialversicherungsgerichtshöfe dringliche Massnahmen getroffen werden.

Für weitere Erläuterungen wird auf die Statistiken verwiesen (Zahlen hiernach und Bemerkungen für die einzelnen Höfe).

2.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.1.1.2.1 Allgemeines

2.1.1.2.1.1 Allgemeine Statistik für das ganze Kantonsgericht und die verschiedenen Höfe

Kantonsgericht	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*1296	1251	1325	1287	1302	1323	1207
b) eingetragene Angelegenheiten	3249	3308	3289	3177	2868	2957	2933
c) erledigte Angelegenheiten	3270	3264	3363	3139	2883	2978	2817
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	1275	*1295	1251	1325	1287	1302	1323

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Das Kantonsgericht hat 2823 Urteile in französischer und 429 in deutscher Sprache gefällt. Hinzu kommen die 18 Vernehmlassungen im Gesetzgebungsbereich, bei denen das Gesamtgericht eine Stellungnahme abgegeben hat.

Zivilrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	224	177	183	163	192	216	200
b) eingetragene Angelegenheiten	1279	1261	1263	1170	1099	1218	1143
c) erledigte Angelegenheiten	1285	1214	1269	1150	1128	1242	1127
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	218	224	177	183	163	192	216

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die zivilrechtlichen Höfe haben 1133 Urteile in französischer und 152 in deutscher Sprache gefällt.

Strafrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	*182	179	154	156	134	155	145
b) eingetragene Angelegenheiten	534	528	574	551	483	450	459
c) erledigte Angelegenheiten	568	526	549	553	461	471	449
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	148	*181	179	154	156	134	155

*Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die strafrechtlichen Höfe haben 499 Urteile in französischer und 69 in deutscher Sprache gefällt.

Verwaltungsrechtliche Höfe	2019	2018	2017	2016	2015	2014	2013
a) am 1. Januar hängige Angelegenheiten	888	890	986	965	974	949	862
b) eingetragene Angelegenheiten	1417	1499	1419	1441	1270	1272	1300
c) erledigte Angelegenheiten	1399	1501	1515	1420	1279	1247	1213
d) am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	906	888	890	986	965	974	949

Verfahrenssprache der erledigten Angelegenheiten

Die verwaltungsrechtlichen Höfe haben 1191 Urteile in französischer und 208 in deutscher Sprache gefällt.

2.1.1.2.1.2 Dauer der Verfahren

Die nachfolgende Tabelle gibt Auskunft über die Dauer der Verfahren in den wichtigsten Höfen bzw. Kammern.

	1 - 30 Tage	1- 3 Monate	3 - 6 Monate	6 - 12 Monate	1 -2 Jahre	Mehr als 2 Jahre
I. Zivilappellationshof	163	90	66	70	2	1
II. Zivilappellationshof und Präsident	358	146	22	41	4	2
Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	167	45	4	5	0	0
Kindes- und Erwachsenenschutzhof	47	31	19	2	0	0
Strafappellationshof	48	27	28	62	28	4
Strafkammer	135	143	56	20	7	0
I. Verwaltungsgerichtshof	33	37	57	59	48	8
II. Verwaltungsgerichtshof	41	27	47	34	11	5
III. Verwaltungsgerichtshof	56	86	31	9	11	4
Steuergerichtshof	20	28	32	59	1	0
I. Sozialversicherungsgerichtshof	26	28	28	83	147	1
II. Sozialversicherungsgerichtshof	19	58	63	120	79	3

2.1.1.2.1.3 Delegierte Aufsicht

Das Kantonsgericht inspizierte im Auftrag des Justizrates (Art. 127 Abs. 2 KV) die Staatsanwaltschaft (alle Staatsanwälte mit Ausnahme des Generalstaatsanwalts, seiner Stellvertreter und von Staatsanwältin Gendre), die Bezirksgerichte der Saane (die 4 Strafgerichtspräsidenten und die Chef-Gerichtsschreiberin), der Glane, des Greyerz, der Sense und des Vivisbachs, die Friedensgerichte der Broye, des Greyerz, der Saane und der Sense, das Jugendgericht und das Zwangsmassnahmengericht, die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch, die Rekurskommission der Universität, die Schlichtungskommission für Missbräuche im Mietwesen (der Sense und des Sees, der Bezirke des Südens und der Saane), jene für die Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben und die Rekurskommission für Bodenverbesserungen.

In seiner Eigenschaft als Aufsichtsbehörde inspizierte es ebenfalls das Kantonale Konkursamt und die sieben Betreibungsämter.

2.1.1.2.2 I. Zivilappellationshof

2019 ist die Zahl der beim I. Hof eingetragenen Neueingänge stabil geblieben. Die Erledigungsquote ist leicht gestiegen. Jedoch bleibt die Zahl der hängigen Geschäfte bei über 100. Die Situation des Hofes bleibt heikel.

2.1.1.2.3 II. Zivilappellationshof

Der II. Zivilappellationshof behandelt die Berufungen und Beschwerden im Bereich des Schuldbetreibungs- und Konkursrechts, des Miet- und Pachtrechts, des Arbeitsrechts sowie Verfahren als einzige kantonale Instanz, hauptsächlich auf dem Gebiet des unlauteren Wettbewerbs und des geistigen Eigentums. In diesen Bereichen sind die eingetragenen Angelegenheiten von 345 auf 318, also zahlenmässig leicht zurückgegangen; dennoch erreichen diese Eingänge den Durchschnitt der letzten 5 Jahre (319). Der Hof hat die Zahl der hängigen Angelegenheiten per Ende Jahr von 90 auf 47 reduziert, da er die Erledigungsquote von 323 auf 361 erhöhen konnte. Auch wenn die Mehrheit der Verfahren innert weniger als drei Monaten abgeschlossen wird, bleiben die Verfahren, die er als einzige kantonale Instanz behandelt, manchmal mehrere Jahre hängig. Ihre Behandlung erfordert Zeit, die den Richtern des Hofes fehlt, weil sie auch anderen Höfen zugeteilt sind, namentlich dem Strafappellationshof, in dem die Verfahren besonders zeitaufwändig sind und oftmals inhaftierte Beschuldigte betreffen, sodass sie vorrangig behandelt werden müssen. Diese Situation könnte mittelfristig zu Schwierigkeiten führen und sie ist deshalb weiterhin aufmerksam zu verfolgen.

Der Hof befasst sich ebenfalls mit ausländischen Rechtshilfesuchen, die von 184 im Jahr 2018 auf 223 im Jahr 2019 gestiegen sind.

2.1.1.2.4 Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Über die Tätigkeit der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer in ihrer Eigenschaft als Aufsichtsbehörde über die Betreibungsämter und das Kantonale Konkursamt ergeht ein separater Bericht an das Bundesamt für Justiz und an den Staatsrat.

Die Geschäftsführung der Kammer gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.5 Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Auch wenn 2019 die Zahl der Dossiers leicht rückläufig war (119 Dossiers im Jahr 2018, 99 im Jahr 2019), sind die Komplexität und die Dringlichkeit der Geschäfte sehr hoch geblieben. Die Arbeitslast bleibt somit hoch, müssen diese Dossiers doch rasch behandelt werden. Der Hof hat sich ausserdem 6-mal ins Stationäre Behandlungszentrum in Marsens begeben, um Anhörungen durchzuführen.

2.1.1.2.6 Strafappellationshof

Dank des leichten Rückgangs der Zahl der Neueingänge im Jahr 2019 konnte die Zahl der hängigen Angelegenheiten reduziert werden. In Anbetracht der Art, des Umfangs und der Komplexität der Fälle bleibt die Arbeitslast des Hofes hingegen hoch.

2.1.1.2.7 Strafkammer

Auch wenn die Zahl der eingetragenen Angelegenheiten 2019 um nahezu 12 % zugenommen hat (309 im Jahr 2018, 343 im Jahr 2019), ist die Erledigungsquote namentlich wegen der Konnexität einiger Dossiers um über 20 % gestiegen (301 im Jahr 2018, 361 im Jahr 2019). Die Arbeitslast ist hoch, weil die meisten dieser Angelegenheiten rasch behandelt werden müssen. Sollte die Situation andauern, könnte es heikel werden. Die Mitglieder der Strafkammer behandeln nach wie vor die Revisionsgesuche, die beim Strafappellationshof eingereicht werden.

2.1.1.2.8 I. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des I. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass. Zu betonen ist dennoch, dass nach einer konstanten und sehr starken Zunahme der Zahl der Angelegenheiten während der letzten fünf Jahre – mit einem Anstieg von 140 im Jahr 2013 auf 328 im Jahr 2019 – die Neueingänge 2019 (232) deutlich zurückgegangen sind. Dieser Rückgang hängt zum Teil mit den neuen Kompetenzen im Bereich der gerichtlichen Landesverweisungen zusammen, für die der Strafrichter zuständig ist.

2.1.1.2.9 II. Verwaltungsgerichtshof

Im Anschluss an die Annahme des neuen Kantonalen Richtplans (PDCant) am 2. Oktober 2018 wird die Raumplanung im Kanton durch neue Regelungen bestimmt, die eine grundlegende Änderung des Systems im Vergleich zu vorher mit sich bringen. Nachdem sich der Hof in diese Neuregelung eingearbeitet hat, fällte er im Herbst 2019 seine ersten Urteile in diesem Bereich. Eines dieser Urteile (602 2019 3 vom 3. September 2019), das gegenwärtig vor Bundesgericht bestritten wird, schrieb die unmittelbare Anwendung des PDCant auf die laufenden Revisionen der lokalen Raumpläne vor und weckte das Bewusstsein für die Herausforderungen der neuen, nunmehr rechtskräftigen Richtplanung.

Im Übrigen gibt die Geschäftsführung des Hofes zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.10 III. Verwaltungsgerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des III. Verwaltungsgerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.11 Steuergerichtshof

Die Geschäftsführung 2019 des Steuergerichtshofs gibt zu keinen besonderen Bemerkungen Anlass.

2.1.1.2.12 I. und II. Sozialversicherungsgerichtshof

2019 betrug die durchschnittliche Erledigungsdauer immer noch rund ein Jahr. Dies entgegen den Erwartungen, wenn man die weiterhin massiven Neueingänge betrachtet. 2018 wurde im Fünfjahresvergleich eine Zunahme von fast 50 % verzeichnet. Auch 2019 ist die Zahl der Neueingänge mit einem erneuten Anstieg von 676 auf 688 von einer Abnahme weit entfernt. Das fest angestellte Personal (8,15 VZÄ) selbst kann durchschnittlich nur rund 550 Fälle erledigen.

Dennoch konnten die beiden Höfe mit Hilfe von Ersatzrichtern und einiger ihrer Kollegen aus anderen Höfen die Erledigungsquote gegenüber dem Vorjahr noch verbessern (655 erledigte Dossiers gegenüber 612, die meisten durch Hofentscheide). Das Jahr 2019 war das zweitbeste Geschäftsjahr seit der Schaffung der Sozialversicherungsgerichtshöfe, dies gleich nach dem Ausnahmejahr 2017. Dies reicht in Anbetracht der Zahl der Neueingänge aber nicht aus. Die Zahlen zeigen eine Situation, die an den Sisyphus-Mythos grenzt: 2019 verbesserte der I. Hof seine Erledigungsquote um 27 Dossiers, was aber nicht verhindern konnte, dass der Bestand der hängigen Geschäfte um 32 Dossiers zugenommen hat! Und wenn der II. Hof seinen Bestand seinerseits auf gleichem Niveau halten konnte, so war dies, indem er seine Erledigungsquote um 16 Dossiers erhöhte.

Positiv gesehen beweist dies zumindest, dass die Motivation trotz der äusseren Umstände bewahrt werden konnte. Auf dem Gebiet der Invalidenversicherung geht die stetige Zunahme der Revisionsdossiers mit einer konstanten durchschnittlichen Zunahme der Dossievolumen einher. Diese enthalten vermehrt kontroverse medizinische Gutachten, was die Bearbeitung der Fälle noch komplexer gestaltet. Daneben nehmen leichtere Fälle im Bereich der Arbeitslosenversicherung, aber auch viel komplexere Fälle im Bereich der Unfallversicherung zu.

Beide Höfe sahen sich somit im Herbst gezwungen, wie angekündigt dringlich eine Verstärkung im Umfang von 1,5 Gerichtsschreiber-VZÄ zu beantragen, und sie erhielten ein auf ein Jahr befristetes zusätzliches VZÄ. Die Stelle wird dem I. Hof zugeteilt, dessen Dossierbestand höher ist. Die Ernennung von zwei neuen Ersatzrichterinnen mit Erfahrung im Bereich der Sozialversicherungen sollte ebenfalls mittelfristig ein zusätzliches Plus sein. Wenn aber die Quote der Neueingänge inskünftig auf diesem Niveau bleiben sollte, so wäre diesmal die Anstellung von zusätzlichem Personal in Festanstellung angezeigt.

Bis dahin danken beide Präsidenten den Gerichtsschreibern, Gerichtsschreiber-Berichterstatern, ihren Richterkollegen (ordentliche und Ersatzrichter) und dem wertvollen Personal der Gerichtsschreiberei für ihre geschätzte Arbeit und ermutigen sie in ihrer Beharrlichkeit.

2.1.1.3 Personal

2.1.1.3.1 Richter/innen

Hubert Bugnon und Adrian Urwyler haben ihre Tätigkeit am 31. Dezember 2018 bzw. am 28. Februar 2019 beendet. Sie wurden durch Laurent Schneuwly ab dem 1. Januar 2019 und Markus Ducret ab dem 1. März 2019 ersetzt. Nach der Reduzierung des Beschäftigungsgrades von Dominique Gross von 100 % auf 50 % ab dem Monat Juli hat Yann Hofmann sein Amt ab dem 1. September 2019 im Umfang von 50 % angetreten. Um die entstandene Lücke (2 Monate zu 100 %) zu füllen und die entsprechende Arbeitslast zu bewältigen, haben Daniela Kiener und Yann Hofmann ihren Beschäftigungsgrad temporär erhöht. Zudem konnte das Kantonsgericht eine ihrer Richterinnen, die wegen Krankheit abwesend war, durch eine temporäre Erhöhung der Beschäftigung eines seiner Mitglieder ersetzen. Es konnte ausserdem während der Absenz einer Richterin, die Mutterschaftsurlaub bezog, Susanne Fankhauser, Kantonsrichterin ad hoc, bis Ende Januar 2019 anstellen. Diese wurde anschliessend, nach dem Rücktritt von Richterin Susanne Genner, im Mai 2019 als Ersatzrichterin gewählt. Was die übrigen Ersatzrichter anbelangt, wurden in Ersetzung von Frau Gehring und der Herren Schläppi und Hofmann, die zurückgetreten sind, im Dezember 2019 vier neue Richter gewählt, nämlich Jenny Castella, Mélanie Maillard Russier, Michel Heinzmann und Debora Friedli.

Was die Nebentätigkeiten der Richter anbelangt, ist Dina Beti Mitglied der Anwaltskommission und der Anwaltsprüfungskommission sowie Ersatzmitglied der Notariatskommission. Marc Boivin ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Er ist ausserdem Lehrbeauftragter für Recht an der HSW-Freiburg für die Weiterbildung mit den Diplomabschlüssen CAS (public management). Jérôme Delabays ist Ersatzmitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch. Michel Favre ist Ersatzmitglied der Anwaltskommission. Johannes Frölicher amtet weiterhin als Richter der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz und als Mitglied des Direktionskomitees des Früherziehungsdienstes (FED) und des Zentrums für physiotherapeutische und ergotherapeutische Behandlung (CTTS) der Stiftung «Les Buissonnets». Yann Hofmann ist seit dem 18. Dezember 2019 Ersatzrichter am Bundesgericht, Vizepräsident der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 5, Präsident der durch den Gesamtarbeitsvertrag INFRI/FOPIS geschaffenen Schiedskommission sowie Lehrbeauftragter im Bildungszentrum Wals Lyss (BZW/CEFOP). Dominique Gross ist Ersatzmitglied der Anwaltsprüfungskommission. Marianne Jungo ist Mitglied der Beschwerdekommision des Interkantonalen Gymnasiums der Region Broye (GYB). Daniela Kiener amtet als Richterin für die deutschsprachigen Fälle der Rekurskommission der Fachhochschule Westschweiz. Seit dem 1. Juli 2019 ist sie Vizepräsidentin des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Catherine Overney ist Mitglied der Aufsichtsbehörde über das Grundbuch und der Kommission für Rechtsstreitigkeiten der Gemeinde Ependes. Anne-Sophie Peyraud ist Präsidentin des Schiedsgerichts in Sachen Kranken- und Unfallversicherung, Vizepräsidentin der Eidgenössischen Schätzungskommission, Kreis 2, und Mitglied der Beschwerdekommision des GYB. Sie ist Vizepräsidentin der Vereinigung St-Camille in Marly. Christian Pfammatter ist Präsident der beratenden Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit. Er ist auch Präsident der «Fondation sociale de la caisse interprofessionnelle de chômage des industriels et artisans fribourgeois». Laurent Schneuwly ist Präsident der kantonalen Öffentlichkeits- und Datenschutzkommission. Er ist Stellvertreter des Präsidenten des Militärkassationsgerichts. Marc Sugnaux ist Mitglied der Anwaltsprüfungskommission und Ersatzmitglied der Kommission für Mediation in Zivil-, Straf- und Jugendstrafsachen. Er ist Präsident des Ausschusses der Vereinigung

«Le Bosquet» in Givisiez. Er ist Mitglied der Geschäftsleitung der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter und der Direktion der Schweizerischen Richterakademie. Seit dem 1. Juli 2019 ist er Präsident des Schlichtungs- und Schiedsorgans bei kollektiven Streitigkeiten mit dem Staatspersonal (SSO). Sandra Wohlhauser ist Mitglied der Anwaltskommission. Sie ist Präsidentin der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden sowie des Leitungskomitees des Projekts E-Justice. Sie ist auch Mitglied der Informatikkommission des Staates Freiburg.

2.1.1.3.2 Gerichtsschreiberei

Personalbestand (31.12.2019)

Funktion	Anzahl Personen
Kantonsrichterinnen und Kantonsrichter	16
Generalsekretär	1
Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber	25
Mitarbeitende des Verwaltungspersonals	19
Gerichtsschreiber-Praktikantinnen und -praktikanten (10 pro Jahr)	5
Kaufmännische Lernende	2
Total	68

Was das dem Kantonsgericht gewährte VZÄ für einen Gerichtsschreiber (von 24 auf 25) ab 2019 anbelangt, wurde folgende Verteilung vorgenommen: 40 % Zivilbereich/Strafbereich; 40 % Verwaltungsgerichtsbereich; 20 % zentrale Dienste. Auf dieser Grundlage und im Zusammenhang mit der Kündigung durch die Gerichtsschreiberin Jessica Koller und die internen Abklärungen mit Gerichtsschreiberinnen, die eine Änderung ihres Beschäftigungsgrades gewünscht haben (Aleksandra Bjedov -20 %; Angelika Spiess +20 %; Cornelia Thalmann El Bachary -10 %; Séverine Zehnder +10 %), wurden hinsichtlich der Verteilung der Arbeitskräfte verschiedene Massnahmen getroffen. Was die zentralen Dienste betrifft, ist Cédric Steffen nunmehr im Umfang von 20 % als Adjunkt des Generalsekretärs tätig.

2019 umfasste das Personal der Gerichtsschreiberei des Kantonsgerichts, ohne die Kantonsrichter und die befristet angestellten Praktikanten und Lernenden zu zählen, in VZÄ gerechnet 34,05 Stellen (Situation im Jahr 2018: 33,05 VZÄ; hervorzuheben ist, dass ein im Voranschlag des Kantonsgerichts berücksichtigter Gerichtsschreiberposten von 20 % der von Kantonsrichter Christian Pfammatter präsierten Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit zugeteilt ist; der Arbeitsplatz befindet sich beim Amt für Justizvollzug und Bewährungshilfe).

Das Kantonsgericht hat sich beim Staatsrat für die Gewährung eines Gerichtsschreiber-VZÄ im Rahmen des Voranschlags 2019 bedankt. Was den Voranschlag 2020 anbelangt, hat es den schon zuvor gestellten Antrag um Gewährung eines zweiten VZÄ aufrechterhalten. Wie dies aus den Berichten an den Justizrat und seinen wiederholten Anmerkungen im Rahmen des Voranschlags hervorgeht, sah sich das Kantonsgericht in Anbetracht seiner offensichtlichen und notorischen Überlastung gezwungen, seinen Antrag um Unterstützung durch zusätzliche redaktionelle Kräfte erneut zu stellen.

In Bezug auf die Sozialversicherungsgerichtshöfe hat das Kantonsgericht in der Sitzung des Gesamtgerichts von Oktober 2019 beschlossen, ein dringliches Gesuch um Unterstützung durch redaktionelle Kräfte einzureichen, um deren heikle Situation bewältigen zu können. Anlässlich der Inspektion vom 10. Oktober 2019 durch den Justizrat haben die Präsidenten der Sozialversicherungsgerichtshöfe in der Tat Statistiken vorgelegt, die eine erneute bedenkliche Zunahme der Neueingänge belegen (723 neue Angelegenheiten zwischen dem 31. August 2018 und dem 31. August 2019). Wie bereits in der Einleitung festgestellt, erwiesen sich die im Laufe der letzten Jahre getroffenen internen Massnahmen als ungenügend.

Weggänge - Neuzugänge

Gerichtsschreiber

Das neue Gerichtsschreiber-VZÄ führte zur Anstellung von Daniela Herren, die seit dem 15. Februar 2019 im Amt ist. In Ersetzung von Mirjam Brodbeck und Jessica Koller, deutschsprachige Gerichtsschreiberinnen, die ihren Arbeitsvertrag auf Ende 2018 gekündigt hatten, wurden Frédérique Jungo ab dem 1. Januar 2019 für eine unbestimmte Dauer (zuvor besetzte sie beim Kantonsgericht eine befristete Stelle) und Silvia Gerber ab dem 1. März 2019 angestellt. Um die Stellenvakanz von Jessica Koller auszugleichen, konnte das Kantonsgericht auf die befristete Anstellung von Linda Rodriguez zählen. Pauline Volery hat am 1. Oktober ihre Tätigkeit als Gerichtsschreiberin im Umfang von 80 % begonnen. Sie ersetzt Maude Favarger (50 %), die bis zum nächsten Sommer Urlaub bezieht, und Philippe Tena (40 %), der innerhalb des Programms E-Justice bis 2022 zu 40 % als Verwaltungskoordinator angestellt wurde. Frau Volery wird ihre Ersatzanstellung am 15. November 2021 beenden. Um das Fehlen von Aleksandra Bjedov, die Mutterschaftsurlaub bezieht, auszugleichen, wurde Isabelle Löfgren ab dem 1. Dezember 2019 befristet angestellt. Schliesslich wurde Ludovic Farine während des absehbaren Mutterschaftsurlaubs von Virginie Sonney teilweise im Umfang von 50 % zum Präsidenten ad hoc des Bezirksgerichts der Broye ernannt. Er wird seine Tätigkeit beim Kantonsgericht im Umfang von 30 % für die Behandlung der Berufungen gegen vorsorgliche Massnahmen und Eheschutzmassnahmen weiterhin ausüben. Ab dem 1. November 2019 wurde Ludovic Menoud für die Ersetzung der 50 % angestellt.

Verwaltungspersonal

Lauriane Berset wurde ab dem 1. März 2019 als Verwaltungsmitarbeiterin in Ersetzung von Christiane Becar, die ihre Rente angetreten hat, angestellt.

Personalbetreuung

Für das Personal findet jährlich gemäss der Personalgesetzgebung eine Evaluierung statt.

2.1.1.4 Weitere Tätigkeiten

Der Präsident und der Generalsekretär waren bei der Präsentation des Jahresberichts der Genfer richterlichen Behörden zusammen mit Delegationen aus dem Ausland sowie des Bundesgerichts und von Gerichten der Westschweizer Kantone anwesend.

Der Vizepräsident hat am 18. Oktober 2019 an der neunten vom Bundesgericht organisierten Justizkonferenz in Luzern teilgenommen.

Michel Favre, Markus Ducret und Cédric Steffen haben Kandidaten der Ecole nationale française de la Magistrature in Bordeaux im Rahmen ihrer von der Schweizerischen Richterakademie organisierten Studienreise empfangen.

Am 2. Mai 2019 hat Sandra Wohlhauser am 9. Treffen zum Thema «Dialog Gesundheit-Justiz» in Granges-Paccot teilgenommen.

Am 14. Mai und 17. Oktober 2019 nahm sie an den Treffen von DigiScoop in Givisiez teil.

Die Richter und die Gerichtsschreiber des Strafappellationshofs nahmen in Lausanne am jährlichen Treffen der Strafappellationshöfe der Kantone Neuenburg, Waadt, und Freiburg (INTERCAP) teil.

Michel Favre und einige Gerichtsschreiber der strafrechtlichen Höfe haben an der Jahrestagung der Schweizerischen Kriminalistischen Gesellschaft in Luzern teilgenommen.

Einige Richter der verwaltungsrechtlichen Höfe haben an der Tagung der Sozialversicherungsgerichte sowie an der Schweizerischen Verwaltungsrichtertagung teilgenommen.

Der Präsident, weitere Kantonsrichter und der Generalsekretär haben an den verschiedenen Veranstaltungen teilgenommen, zu denen das Kantonsgericht eingeladen war.

Von den Richtern besuchte Weiterbildungsveranstaltungen

Die von den Richtern im Jahr 2019 befolgten Weiterbildungsveranstaltungen sind in den Formularen aufgelistet, die dem Justizrat separat zugestellt wurden.

Wissenschaftliche Tätigkeiten der Richter/Gerichtsschreiber

Jérôme Delabays, Dominique Gross und Frédéric Oberson sind Mitglieder des Redaktionskomitees der FZR.

Jérôme Delabays erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über das Zivilverfahren. Er hat an einem für die Studierenden der Universität Freiburg bestimmten Kurs über das Zivilverfahren in der Praxis teilgenommen. Er wirkt mit bei der annotierten Zivilprozessordnung Online sowie an den kommenden Herausgaben des Westschweizer Kommentars zum Zivilgesetzbuch und des «Petit Commentaire du Code de procédure pénale».

Michel Favre ist Lehrbeauftragter an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen. Er erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV erschaffenen Weiterbildungstagungen für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten und hielt im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Anwaltsverbandes ein Referat über die neuere Rechtsprechung im Bereich des Strafverfahrens.

Dominique Gross veröffentlichte im Basler Kommentar, ZGB II, 6. Ausgabe, den Kommentar zu den Artikeln 779–779I ZGB (Baurecht).

Christian Pfammatter hielt am 18. September 2019 an der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg einen Vortrag im Rahmen des Vertiefungskurses im Raumplanungsrecht. Er hielt ausserdem am 6. Dezember 2019 im Rahmen der jährlichen Weiterbildungstagung des Anwaltsverbandes einen Vortrag über den neuen Kantonalen Richtplan.

Laurent Schneuwly hat an der kommenden Ausgabe des «Petit Commentaire du Code de procédure civile» mitgewirkt. Er erteilt Kurse im Rahmen der vom FAV organisierten Weiterbildungstagungen für Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten (Zivilprozess in der ersten Instanz).

Marc Sugnaux hat im Rahmen der von der Schweizerischen Richterakademie organisierten Weiterbildung (*Certificat d'études approfondies*, CAS) für Magistratspersonen einen Kurs über die Kommunikation im Entscheidungsfindungsprozess erteilt. Er hat für die Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richterinnen und Richter in Gerzensee ein Seminar mitorganisiert und in einem Atelier im Zusammenhang mit der Thematik der Beweise im Zivilprozess als Coanimator mitgewirkt. Für dieselbe Stiftung hat er ausserdem bei der dritten Biennale des Verwaltungsrechts, in Murten, als einer der Leiter mitgewirkt. Dort war er Coanimator in einem Atelier zum Thema der Verfahrensführung.

Catherine Faller erteilt den Anwaltspraktikantinnen und -praktikanten Kurse über die Beschwerden (Art. 393–397 StPO) und die Revision (Art. 410–415 StPO) im Strafprozess. Sie ist Lehrbeauftragte an der Hochschule ARC-ERMP (Ecole romande de la magistrature pénale) im Rahmen des CAS im Strafrichterwesen.

Annexe / Beilage

2.1.2 Composition du Tribunal cantonal et de ses Cours pour l'année 2019 (état au 31.12.2019) Zusammensetzung des Kantonsgerichts und seiner Höfe im Jahr 2019 (Stand 31.12.2019)

Président / Präsident

Vice-président / Vizepräsident

Membres / Mitglieder

Jérôme Delabays

Christian Pfammatter

Dina Beti

Marc Boivin

Markus Ducret

Michel Favre

Johannes Frölicher

Dominique Gross

Yann Hofmann

Marianne Jungo

Daniela Kiener

Catherine Overney

Anne-Sophie Peyraud

Laurent Schneuwly

Marc Sugnaux

Sandra Wohlhauser

Juges suppléants / Ersatzrichter/innen

Annick Acharti
François-Xavier Audergon
Felix Baumann
Olivier Bleicker
Sonia Bulliard Grosset
Georges Chanez
Pierre Corboz
Francine Defferrard
Omblin de Poret Bortolaso
Catherine Faller
Susanne Fankhauser
Caroline Gauch
Tarkan Göksu
Catherine Hayoz
Christophe Maillard
Séverine Monferini Nuoffer
Jean-Luc Mooser
André Riedo
Armin Sahli
Daniel Schneuwly
Erika Schnyder
Kurt Schwab
Pascal Terrapon
Catherine Yesil- Huguenot

Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Jérôme Delabays
Dina Beti
Sandra Wohlhauser
Laurent Schneuwly

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Dina Beti
Catherine Overney
Michel Favre
Markus Ducret

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

Président / Präsident
Membres / Mitglieder

Catherine Overney
Dina Beti
Markus Ducret

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Président / Präsident	Sandra Wohlhauser
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Michel Favre Laurent Schneuwly

Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Président / Präsident	Michel Favre
Membres / Mitglieder	Catherine Overney Dina Beti Markus Ducret

Chambre pénale / Strafkammer

Président / Präsident	Laurent Schneuwly
Membres / Mitglieder	Jérôme Delabays Sandra Wohlhauser

Cours administratives / Verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Marianne Jungo
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Anne-Sophie Peyraud Dominique Gross Yann Hofmann

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Président / Präsident	Christian Pfammatter
Membres / Mitglieder	Johannes Frölicher Dominique Gross Yann Hofmann

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Présidente / Präsidentin	Anne-Sophie Peyraud
Membres / Mitglieder	Marianne Jungo Johannes Frölicher Dominique Gross Yann Hofmann

Cour fiscale / Steuergerichtshof

Président / Präsident	Marc Sugnaux
Membres / Mitglieder	Christian Pfammatter Dina Beti Daniela Kiener

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Marc Boivin

Membres / Mitglieder

Marianne Jungo

Marc Sugnaux

Dominique Gross

Yann Hofmann

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Président / Präsident

Johannes Frölicher

Membres / Mitglieder

Anne-Sophie Peyraud

Marc Sugnaux

Daniela Kiener

2.1.3 Partie statistique / Statistischer Teil

2.1.3.1 Cours civiles / Zivilrechtliche Höfe

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	114	78
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	416	410
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	392	374
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	138	114

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine / Saane	92	86
Singine / Sense	11	14
Gruyère / Greyerz	22	16
Lac / See	11	11
Glâne / Glane	8	8
Broye/ Broye	14	35
Veveyse / Vivisbach	19	15
Justice de paix de la Gruyère / Friedensgericht des Greyerzbezirks	0	1
Justice de paix du Lac / Friedensgericht des Seebezirks	1	1
Justice de paix de la Sarine / Friedensgericht des Saanebezirks	1	2
*Autres / Andere	213	185
Total	392	374

* Dossiers en lien avec le dossier principal / mit dem Hauptdossiers verbunden Dossiers

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	29	24
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	91	65
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	5	8
Rejet / Abweisung	76	76
Irrecevables / Nichteintreten	16	39
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	0	1
Retrait / Rückzug	8	11
Transaction / Vergleich	0	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	25	14
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	0	1
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	112	97
AJ (avec avocat) refusée / URP (mit Anwalt) verweigert	22	27
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	1	2
AJ (sans avocat) octroyée / URP (ohne Anwalt) gewährt	1	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	5	3
Décharge / Entlastung	0	4
Désignation (récusations) / Bezeichnung (Ausstände)	0	0
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	0	0
Total	392	374

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	0
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	88	80
dont mesures protectrices de l'union conjugale/davon <i>Eheschutzmassnahmen</i>	48	42
Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	1	3
Droit réels / <i>Sachenrecht</i>	0	7
Droit des obligations / <i>Obligationenrecht</i>	8	20
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	1
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	2	3
Récusation / <i>Ausstand</i>	9	8
Compétence des tribunaux / <i>Zuständigkeit der Gerichte</i>	1	3
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	1
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	5	5
Sursis et remise de frais judiciaires / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	2	0
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	1	0
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	1	0
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	3	4
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Mesures provisionnelles et leur modification/ <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	57	42
Appel/recours sur mesures provisionnelles/ <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	42	40
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	15	13
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	146	138
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	4	0
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	1	1
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	1	1
Interprétation et rectification / <i>Erläuterung und Berichtigung</i>	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	392	374

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	90	68
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	*541	*530
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	*573	*508
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	*58	90

* Sont incluses les demandes d'entraide judiciaire internationale / internationale Rechtshilfeersuchen inbegriffen

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine / Saane	122	96
Singine / Sense	19	9
Gruyère / Greyerz	48	49
Lac / See	15	17
Glâne / Glane	19	9
Broye / Broye	15	23
Veveyse / Vivisbach	10	8
Autorités étrangères / Ausländische Behörden	212	184
Autres / Andere	113	113
Total	573	508

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	72	71
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	9	12
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	4
Rejet / <i>Abweisung</i>	80	88
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	82	81
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	20	6
Retrait / <i>Rückzug</i>	20	12
Transaction / <i>Vergleich</i>	5	1
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	9	2
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	0
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	5	2
AJ (sans avocat) octroyée / <i>URP (ohne Anwalt) gewährt</i>	0	0
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	8	3
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	0	3
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	44	32
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	0	3
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	2	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	3
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	1
Passe-expédient / <i>Streitabstand</i>	1	0
Transmission des entrades judiciaires / <i>Übermittlung der Rechtshilfe</i>	212	184
par arrêt / <i>mit Urteil</i>	13	5
par transmission simple / <i>ohne Urteil</i>	199	179
Total	573	508

<i>Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete</i>	2019	2018
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	15	6
Assistance judiciaire (requête) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)</i>	26	7
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung</i>	2	1
Travail / <i>Arbeit</i>	8	12
Mandat / <i>Auftrag</i>	0	1
Bail / <i>Mietgerichtsbarkeit</i>	18	24
Droit de la poursuite pour dettes et la faillite / <i>Schuldbetreibungs- und Konkursrecht</i>	189	144
dont faillites / <i>davon Konkurse</i>	36	41
dont mainlevées / <i>davon Rechtsöffnungen</i>	149	99
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	54	78
Appel/recours sur mesures provisionnelles / <i>Berufung/Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	7	13
Suspension de la procédure / <i>Sistierung des Verfahrens</i>	0	1
Restitution de délai / <i>Wiederherstellung</i>	1	0
Exécution / <i>Vollstreckung</i>	1	1
Conciliation / <i>Schlichtung</i>	0	2
Frais de justice / <i>Gerichtskosten</i>	1	6
Sursis et remise des frais de justice / <i>Stundung und Erlass der Gerichtskosten</i>	0	3
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	2	3
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	3	2
Sûretés / <i>Sicherheiten</i>	1	2
Révision / <i>Revision</i>	2	1
Mémoire préventif / <i>Schutzschrift</i>	9	3
Arbitrage / <i>Schiedsverfahren</i>	0	1
Concurrence déloyale / <i>Unlauterer Wettbewerb</i>	2	0
Séquestre / <i>Arrest</i>	3	1
Retard injustifié / <i>Rechtsverzögerung</i>	2	2
Déni de justice ou retard injustifié / <i>Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung</i>	2	0
Entraide judiciaire internationale / <i>Internationale Rechtshilfe</i>	212	184
Propriété intellectuelle et protection des données / <i>Geistiges Eigentum und Datenschutz</i>	11	4
Enlèvement international d'enfant / <i>Internationale Kindesentführung</i>	0	0
Langue de la procédure / <i>Verfahrenssprache</i>	1	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	4
Total	573	508

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer**Statistique générale / Allgemeine Statistik**

	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	12
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	223	202
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	221	205
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	9

Provenance / Herkunft

	2019	2018
Sarine / Saane	34	50
Singine / Sense	12	11
Gruyère / Greyerz	13	8
Lac / See	5	4
Glâne / Glane	2	1
Broye / Broye	12	2
Veveyse / Vivisbach	5	4
Office cantonal des faillites / Kantonales Konkursamt	97	101
Autres / Andere	41	24
Total	221	205

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admis / Gutheissung	115	108
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	12	3
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	0
Rejet / Abweisung	45	36
Irrecevables / Nichteintreten	15	22
Sans objet / Gegenstandslos	24	25
Retrait / Rückzug	3	2
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	7
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Passe-expédient / Nouvelle décision aut. inf. / Streitabstand / Neuer Entscheid	1	0
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	0	2
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	3	0
Total	221	205

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Plaintes / Beschwerden	85	80
Restitution de délai / Wiederherstellung der Frist	5	2
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	2
Réalisation de parts de communauté / Verwertung von Anteilen an Gemeinschaftsvermögen	0	4
Prolongation du délai de liquidation de la faillite / Fristverlängerung zur Durchführung des Konkursverfahrens	96	95
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	3	4
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	22	16
Rémunération de l'administration de la faillite / Vergütung für die Konkursverwaltung	9	1
Séquestre / Arrest	0	0
Récusation / Ausstand	0	1
Total	221	205

Durée de la procédure / Dauer des Verfahrens	2019	2018
1 à 15 jours / 1 bis 15 Tage	130	129
15 jours à 1 mois / 15 Tage bis 1 Monat	34	22
1 à 2 mois / 1 bis 2 Monate	34	30
Plus de 2 mois / mehr als 2 Monate	23	24
Total	221	205

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte / Kindes- und Erwachsenenschutzhof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	11	19
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	99	119
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	99	127
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	11	11

Provenance / Herkunft	2019	2018
Sarine (Justice de paix) / Saane (Friedensgericht)	24	42
Singine (Justice de paix) / Sense (Friedensgericht)	7	5
Gruyère (Justice de paix) / Greyerz (Friedensgericht)	16	9
Lac (Justice de paix) / See (Friedensgericht)	12	8
Glâne (Justice de paix) / Glane (Friedensgericht)	1	7
Broye (Justice de paix) / Broye (Friedensgericht)	5	5
Veveyse (Justice de paix) / Vivisbach (Friedensgericht)	7	1
Autres / Andere	27	50
Total	99	127

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	11	9
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	6	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	1
Irrecevables / Nichteintreten	20	11
Rejet / Abweisung	21	46
Retrait / Rückzug	9	5
AJ (avec avocat) octroyée / URP (mit Anwalt) gewährt	10	17
AJ (avec avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	3	5
AJ (avec avocat) partiellement octroyée / URP (mit Anwalt) teilweise gewährt	0	1
AJ (sans avocat) refusée / URP (ohne Anwalt) verweigert	2	5
Désignation / Bezeichnung	2	0
Dépens fixés / Parteikosten festgesetzt	0	0
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	8	13
Transmis à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	2	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	3	1
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	3
Total	99	127

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Recours / Beschwerde	63	66
dont placements à des fins d'assistance / davon Fürsorgerische Unterbringung	11	8
dont protection de l'adulte / davon Erwachsenenschutz	29	28
dont effets de la filiation / davon Wirkungen des Kindesverhältnisses	23	30
Assistance judiciaire (requête) / Unentgeltliche Rechtspflege (Gesuch)	17	31
Assistance judiciaire (recours) / Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)	2	3
Mesures provisionnelles / Vorsorgliche Massnahmen	8	18
Intervention, dénonciation d'instance et appel en cause / Intervention, Streitverkündung und Streitverkündungsklage	0	0
Frais de justice / Gerichtskosten	1	0
Sursis et remise des frais judiciaires / Stundung und Erlass der Gerichtskosten	2	1
Retard injustifié / Rechtsverzögerung	1	3
Déni de justice ou retard injustifié / Rechtsverweigerung und Rechtsverzögerung	1	
Récusation / Ausstand	2	2
Compétence des tribunaux / Zuständigkeit der Gerichte	0	0
Montant des dépens / Höhe der Parteikosten	0	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / Höhe der Entschädigung	2	3
Droit des successions / Erbrecht	0	0
Total	99	127

2.1.3.2 Cours pénales / Strafrechtliche Höfe

Cour d'appel pénal / Strafappellationshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	115*	120
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	181	211
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	197	217
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	99	114*

*La différence du nombre d'affaires pendantes entre le 31.12.18 et le 01.01.19 s'explique par le fait qu'une affaire 2019 a été enregistrée après l'impression des statistiques. / Die Differenz zwischen der Zahl der am 31.12.18 und am 01.01.19 hängigen Angelegenheiten erklärt sich dadurch, dass eine Angelegenheit von 2019 erst nach erfolgtem Druck der Statistik registriert wurde.

Provenance / HerkunftTribunal pénal d'arrondissement / *Bezirksstrafgericht*

	2019	2018
Sarine / <i>Saane</i>	41	30
Singine / <i>Sense</i>	6	0
Gruyère / <i>Greyerz</i>	14	13
Lac / <i>See</i>	8	9
Glâne / <i>Glane</i>	2	4
Broye / <i>Broye</i>	5	7
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	0	5
Total	76	68

Juge de police / *Polizeirichter*

	2019	2018
Sarine / <i>Saane</i>	35	42
Singine / <i>Sense</i>	3	5
Gruyère / <i>Greyerz</i>	13	27
Lac / <i>See</i>	8	12
Glâne / <i>Glane</i>	2	8
Broye / <i>Broye</i>	11	14
Veveyse / <i>Vivisbach</i>	2	6
Total	74	114

	2019	2018
Tribunal des mineurs / <i>Jugendgericht</i>	3	1
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>	7	5
Ministère public / <i>Staatsanwaltschaft</i>	8	5
Autres / <i>Andere</i>	29	24

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	16	16
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	43	35
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejet / <i>Abweisung</i>	63	69
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	14	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	38	48
Retrait / <i>Rückzug</i>	19	22
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	1	1
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	1	3
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) partiellement accordée / <i>URP (mit Anwalt) teilweise gewährt</i>	0	0
Désignation / <i>Bezeichnung</i>	0	0
Changement du défenseur d'office / <i>Wechsel des amtlichen Verteidigers</i>	0	3
Dépens fixés / <i>Parteikosten festgesetzt</i>	0	1
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	0	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	1	1
Total	197	217

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Appels / <i>Berufungen</i>	158	186
Récusation / <i>Ausstand</i>	7	5
Détention provisoire ou des motifs de sûretés / <i>Untersuchungs- oder Sicherheitshaft</i>	2	1
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	1
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>Unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	3	8
Assistance judiciaire (recours) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Beschwerde)</i>	5	0
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité en matière pénale / <i>Unentgeltliche Rechtspflege, Höhe der Entschädigung in Strafsachen</i>	0	1
Révision / <i>Revision</i>	14	13
Indemnités et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	0	0
Attribution des frais / <i>Auferlegung der Prozesskosten</i>	0	1
Montant des dépens / <i>Höhe der Parteikosten</i>	0	1
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	6	0
Consultation dossier / <i>Akteneinsicht</i>	0	0
Restitution de délai / <i>Fristwiederherstellung</i>	0	0
Total	197	217

Chambre pénale / Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	67	59
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	343	309
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	361	301
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängige Angelegenheiten	49	67

Provenance / Herkunft

Tribunal pénal d'arrondissement / Bezirksstrafgericht

	2019	2018
Sarine / Saane	5	8
Singine / Sense	2	1
Gruyère / Greyerz	1	2
Lac / See	2	1
Glâne / Glane	0	0
Broye / Broye	1	2
Veveyse / Vivisbach	0	0
Total	11	14

Juge de police / Polizeirichter

	2019	2018
Sarine / Saane	18	9
Singine / Sense	0	1
Gruyère / Greyerz	8	6
Lac / See	2	3
Glâne / Glane	2	3
Broye / Broye	3	0
Veveyse / Vivisbach	1	2
Total	34	24

	2019	2018
Ministère public / Staatsanwaltschaft	185	168
Tribunal des mesures de contrainte / Zwangsmassnahmengericht	27	21
Tribunal des mineurs / Jugendgericht	4	5
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	0	1
Autres / Andere	100	68

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	32	24
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	16	17
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	21	25
Rejetés / <i>Abweisung</i>	130	105
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	80	75
Retirés / <i>Rückzug</i>	15	7
Transmis à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	3	0
Sans objet ou autres motifs / <i>Gegenstandslos oder andere Gründe</i>	30	19
Désignation (récusation) / <i>Bezeichnung (Ausstand)</i>	0	0
Décharge / <i>Entlastung</i>	0	1
Détention confirmée / <i>Genehmigung der Haft</i>	0	1
AJ (avec avocat) accordée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	8	6
AJ (avec avocat) refusée / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	11	5
AJ (sans avocat) refusée / <i>URP (ohne Anwalt) verweigert</i>	12	16
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	0
Classé sans suite / <i>Ohne Folge klassiert</i>	2	0
Total	361	301

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Recours / <i>Beschwerden</i>	223	186
Indemnité et réparation du tort moral / <i>Entschädigung und Genugtuung</i>	7	5
Récusation / <i>Ausstand</i>	28	23
Assistance judiciaire et défense d'office / <i>unentgeltliche Rechtspflege und amtliche Verteidigung</i>	60	55
Assistance judiciaire, montant de l'indemnité / <i>Höhe der Entschädigung</i>	0	0
Consultation du dossier / <i>Akteneinsicht</i>	1	1
Déni de justice / <i>Rechtsverweigerung</i>	1	1
Sursis et remise de frais / <i>Stundung und Erlass der Verfahrenskosten</i>	9	10
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	25	9
Séquestre / <i>Arrest</i>	7	10
Divers / <i>Verschiedenes</i>	0	1
Total	361	301

Président de la Chambre pénale / Präsident der Strafkammer

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	0	0
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	10	8
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	10	8
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	0	0

Modes de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admis / Gutheissung	10	8
Sans objet ou autres motifs / Gegenstandslos oder andere Gründe	0	0
Irrecevable / Nichteintreten	0	0
Total	10	8

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Mesures de surveillance (localisation d'une personne disparue; art. 31c LPol) / <i>Überwachungsmassnahmen (Ortung einer vermissten Person; Art. 31c PolG)</i>	10	8
Divers / Verschiedenes	0	0

2.1.3.3 Cours administratives / verwaltungsrechtliche Höfe

I^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	166	176
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	232	328
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	242	338
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	156	166

Modes de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	19	24
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	9	7
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	9	13
Rejet / Abweisung	88	104
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	4	16
Retrait / Rückzug	15	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	8	25
Sans objet autres motifs / Abschreibung aus anderen Gründen	54	90
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	2	0
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	2	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	9	11
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	9	21
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	0	8
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	8	5
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	1	3
Total	242	338

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Etablissement et séjour / <i>Niederlassung und Aufenthalt</i>	74	57	131	76	55
Droits politiques / <i>Politische Rechte</i>	0	3	3	2	1
Agents des collectivités publiques / <i>Amtsträger der Gemeinwesen</i>	11	21	32	16	16
Affaires communales / <i>Gemeindeangelegenheiten</i>	1	4	5	2	3
Responsabilité des collectivités publiques / <i>Haftung der Gemeinwesen und ihrer Amtsträger</i>	7	7	14	5	9
Ecole et formation / <i>Schule und Bildung</i>	3	15	18	16	2
Exécution des peines et mesures / <i>Straf- und Massnahmenvollzug</i>	1	13	14	8	6
Avocats, notaires / <i>Anwälte, Notare</i>	1	4	5	3	2
Droit des personnes et famille / <i>Personen- und Familienrecht</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>					
Recours contre décision du Tribunal des mesures de contrainte / <i>Rekurs gegen Entscheid des Zwangsmassnahmengerichts</i>	0	3	3	2	1
Protection des données / <i>Datenschutz</i>	0	2	2	1	1
Loi sur l'information et l'accès aux documents / <i>Gesetz über die Information und den Zugang zu Dokumenten</i>	3	4	7	4	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	1	0	1	1	0
Récusation/ <i>Ausstand</i>	2	1	3	3	0
Révision / <i>Revision</i>	1	3	4	3	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	2	3	5	3	2
Procédures autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	21	38	25	13
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	3	9	12	12	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	3	3	2	1
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	38	53	91	53	38
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	5	5	3	2
Total	166	232	398	242	156

II^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	94	110
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	158	164
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	165	180
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	87	94

Mode de liquidation / Erledigungsart	2019	2018
Admission / Gutheissung	32	36
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	5	9
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	2	4
Rejet / Abweisung	44	50
Irrecevabilité / Nichteintreten	5	3
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	18	11
Retrait / Rückzug	17	19
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	2	3
Transaction/ratification / Vergleich/Genehmigung	3	0
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	33	41
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	3
Classé sans suite / Ohne Folge klassiert	1	0
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)	2	1
Total	165	180

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Aménagement du territoire et constructions / <i>Raumplanung und Bauwesen</i>	63	70	133	74	59
Protection de la nature et du paysage / <i>Natur- und Heimatschutz</i>	1	0	1	1	0
Protection de l'environnement / <i>Umweltschutz</i>	2	1	3	1	2
Expropriation / <i>Enteignung</i>	1	2	3	3	0
Forêts / <i>Forstwesen</i>	0	1	1	0	1
Marchés publics / <i>Beschaffungswesen</i>	1	11	12	9	3
Protection contre les incendies et les éléments naturels / <i>Schutz gegen Feuer- und Elementarschäden</i>	1	2	3	1	2
Domaine public / <i>Öffentliche Sachen</i>	2	1	3	2	1
Récusation / <i>Ausstand</i>	1	2	3	2	1
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Révision / <i>Revision</i>	1	0	1	1	0
Réclamation (dépens, art. 148 CPJA) / <i>Einsprache (Entschädigung, Art. 148 VRG)</i>	0	2	2	1	1
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	1	5	6	5	1
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	1	2	3	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	17	31	48	33	15
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	24	24	23	1
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	1	2	2	0
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	94	158	252	165	87

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	52	77
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	215	191
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	197	216
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	70	52

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / <i>Gutheissung</i>	16	14
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	6	2
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	5
Rejet / <i>Abweisung</i>	66	84
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	4
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	37	37
Retrait / <i>Rückzug</i>	25	26
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	3	12
Transaction / ratification / <i>Vergleich / Genehmigung</i>	0	1
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	30	26
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	0	3
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	1	0
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	7	1
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	1
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (ohne Anwalt)</i>	1	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer</i>	1	0
Total	197	216

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Circulation routière et transports / <i>Strassenverkehr und Transportwesen</i>	25	110	135	96	39
Droit social / <i>Sozialrecht</i>	5	7	12	6	6
Agriculture / <i>Landwirtschaft</i>	3	4	7	2	5
Economie / <i>Wirtschaft</i>	0	1	1	0	1
Commerces et établissements publics / <i>Handel und Gastgewerbe</i>	2	10	12	8	4
Animaux / <i>Tiere</i>	2	2	4	3	1
Travail / <i>Arbeit</i>	0	1	1	0	1
Santé publique / <i>Öffentliche Gesundheit</i>	2	3	5	4	1
Registre du commerce / <i>Handelsregister</i>	0	2	2	2	0
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	2	2	2	0
Révision / <i>Revision</i>	0	1	1	1	0
Procédure autres / <i>Verfahren andere</i>	0	1	1	1	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	7	24	31	26	5
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	1	13	14	14	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	1	16	17	15	2
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	4	16	20	15	5
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	1	1	1	0
Total	52	215	267	197	70

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12
Impôt sur revenu et fortune personnes physiques / <i>Einkommens- und Vermögenssteuer der natürlichen Personen</i>	41	85	126	101	25
Impôt sur bénéfice et capital personnes morales / <i>Gewinn- u. Kapitalsteuer der juristischen Pers.</i>	8	18	26	14	12
Impôt sur les gains immobiliers / <i>Grundstückgewinnsteuer</i>	1	2	3	2	1
Droits de mutation et gages immobiliers / <i>Handänderungs- und Grundpfandrechtsabgabe</i>	0	1	1	0	1
Impôts communaux / <i>Gemeindesteuern</i>					
Impôts paroissiaux / <i>Pfarreisteuern</i>					
Contribution immobilière / <i>Liegenschaftssteuer</i>	1	0	1	1	0
Amendes d'ordre / <i>Ordnungsbussen</i>					
Impôt destiné à compenser la dim. aire agricole / <i>Steuer zum Ausgleich der Verminderung Kulturland</i>	2	1	3	3	0
Impôt (cantonal) sur les chiens / <i>(Kantonale) Hundesteuer</i>	0	1	1	1	0
Taxe d'exemption de l'obligation de servir / <i>Wehrpflichtersatz</i>	0	1	1	0	1
Taxe de séjour / <i>Aufenthaltstaxe</i>	1	8	9	9	0
Contributions publiques communales / <i>Öffentliche kommunale Abgaben</i>	9	3	12	5	7
Taxes cantonales / <i>Kantonale Abgaben</i>	0	1	1	0	1
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer</i>	0	1	1	1	0
Réclamation (frais) / <i>Einsprache (Kosten)</i>	0	1	1	1	0
Remise de frais / <i>Erläss der Gerichtskosten</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	1	0	1	1	0
Total	64	124	188	140	48

1^o Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	275	232
Affaires enregistrées / <i>eingetragene Angelegenheiten</i>	345	329
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	313	286
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	307	275

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / <i>Gutheissung</i>	26	16
Admission partielle / <i>Teilweise Gutheissung</i>	17	14
Admission avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	23	25
Rejet / <i>Abweisung</i>	141	133
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	8	12
Retrait / <i>Rückzug</i>	11	8
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / <i>Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz</i>	13	9
Sans objet autres motifs / <i>Abschreibung andere Gründe</i>	29	21
Liquidation par lettre / <i>Erledigung durch Brief</i>	1	3
Transmission à l'autorité compétente / <i>Überweisung an die zuständige Behörde</i>	4	0
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)</i>	25	16
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)</i>	8	16
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)</i>	1	2
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)</i>	0	3
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer</i>	6	6
Total	313	286

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	84	91	175	90	85
Assurance-accident / <i>Unfallversicherung</i>	74	80	154	72	82
Assurance-chômage / <i>Arbeitslosenversicherung</i>	48	68	116	48	68
Allocations familiales / <i>Familienzulagen</i>	3	7	10	5	5
Aide sociale / <i>Sozialhilfe</i>	13	11	24	18	6
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	1	5	6	6	0
Révision / <i>Revision</i>	2	3	5	1	4
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	2	2	2	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	3	7	10	8	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche Vorsorgliche Massnahmen</i>	1	1	2	2	0
Recours sur mesures provisionnelles / <i>Beschwerde gegen vorsorgliche Massnahmen</i>	0	2	2	2	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	46	65	111	57	54
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	275	345	620	313	307

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

Statistique générale / Allgemeine Statistik	2019	2018
Affaires pendantes au 1 ^{er} janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	237	216
Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten	343	347
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	342	326
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	238	237

Mode de liquidation / Erledigungsart

	2019	2018
Admission / Gutheissung	24	21
Admission partielle / Teilweise Gutheissung	22	17
Admission avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	43	39
Rejet / Abweisung	99	122
Irrecevabilité / Nichteintreten	4	2
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	15	16
Retrait / Rückzug	13	14
Passe-expédient/Nouvelle décision de l'autorité inférieure / Streitabstand/Neuer Entscheid Vorinstanz	15	9
Transaction/Ratification / Vergleich/Genehmigung	9	4
Sans objet autres motifs / Abschreibung andere Gründe	41	37
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	1	1
Transmission à l'autorité compétente / Überweisung an die zuständige Behörde	1	1
Assistance judiciaire accordée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (mit Anwalt)	24	13
Assistance judiciaire refusée (avec avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege verweigert (mit Anwalt)	13	11
Assistance judiciaire accordée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege gewährt (ohne Anwalt)	1	9
Assistance judiciaire refusée (sans avocat) / Unentgeltliche Rechtspflege entzogen (ohne Anwalt)	2	3
Partage de la prestation de sortie en cas de divorce / Teilung der Austrittsleistung bei Ehescheidung	11	7
Décision sur frais et dépens après TF / Entscheid über Kosten und Entschädigungen nach BGer	4	0
Total	342	326

Matières traitées / Behandelte Rechtsgebiete	Pendant au 1.1./ Hängig per 1.1.	Entrées/ Neuein- gänge	Total	Liquidé/ Erledigt	Pendant au 31.12./ Hängig per 31.12.
Assurance-vieillesse et survivants / <i>Alters- und Hinterlassenenversicherung</i>	6	15	21	12	9
Assurance-invalidité / <i>Invalidenversicherung</i>	119	159	278	165	113
Prestations complémentaires / <i>Ergänzungsleistungen</i>	10	25	35	19	16
Assurance-maladie / <i>Krankenversicherung</i>	9	13	22	15	7
Prévoyance professionnelle / <i>Berufliche Vorsorge</i>	21	22	43	23	20
Assurance-maternité / <i>Mutterschaftsversicherung</i>	1	0	1	1	0
Allocations pour perte de gain / <i>Erwerbsersatz</i>	1	3	4	2	2
Assurance-maladie complémentaire LCA / <i>Zusatzkrankenversicherung VVG</i>	7	11	18	13	5
Décision sur frais et dépens après TF / <i>Entscheid über Kosten u. Entschädigungen nach BGer</i>	0	4	4	4	0
Révision / <i>Revision</i>	2	2	4	4	0
Recours contre décision incidente / <i>Beschwerde gegen Zwischenentscheide</i>	0	3	3	3	0
Mesures provisionnelles / <i>Vorsorgliche Massnahmen</i>	2	6	8	6	2
Mesures provisionnelles urgentes / <i>Dringliche vorsorgliche Massnahmen</i>	0	1	1	1	0
Assistance judiciaire (principe) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Grundsatz)</i>	59	75	134	72	62
Assistance judiciaire (montant de l'indemnité) / <i>Unentgeltliche Rechtspflege (Entschädigungsbetrag)</i>	0	1	1	0	1
Recours sur assistance judiciaire / <i>Beschwerde gegen URP-Entscheid</i>	0	3	3	2	1
Total	237	343	580	342	238

2.1.3.4 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

Recours déposés / Eingereichte Beschwerden

	2019	2018
I ^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof	11	15
II ^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof	31	48
Chambre des poursuites et des faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer	8	22
Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ Kindes- und Erwachsenenschutzhof	7	5
Cour d'appel pénal / Strafappellationshof	40	30
Chambre pénale / Strafkammer	44	39
I ^e Cour administrative / I. Verwaltungsgerichtshof	35	49
II ^e Cour administrative / II. Verwaltungsgerichtshof	15	12
III ^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof	13	7
Cour fiscale / Steuergerichtshof	8	18
I ^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof	34	37
II ^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof	21	34
Total	267	316

Recours traités / Erledigte Beschwerden / Modes de liquidation / Erledigungsarten

I^e Cour d'appel civil / I. Zivilappellationshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	1	2
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	0
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	0	1
Rejetés / Abweisung	4	11
Irrecevables / Nichteintreten	4	7
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	0	0

II^e Cour d'appel civil / II. Zivilappellationshof

	2019	2018
Admis / Gutheissung	0	0
Admis partiellement / Teilweise Gutheissung	0	1
Admis avec renvoi / Gutheissung mit Rückweisung	1	4
Rejetés / Abweisung	5	12
Irrecevables / Nichteintreten	22	34
Sans objet / Gegenstandslos	0	0
Retirés / Rückzug	1	1

Chambre des poursuites et faillites / Schuldbetreibungs- und Konkurskammer

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	2	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	4	0
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	3	17
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour de protection de l'enfant et de l'adulte/ *Kindes- und Erwachsenenschutzhof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	1	1
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	5	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour d'appel pénal / *Strafappellationshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	4	7
Rejetés / <i>Abweisung</i>	20	24
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	7	6
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Chambre pénale / *Strafkammer*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	0	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	12	16
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	27	22
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	3	2

I^e Cour administrative / *I. Verwaltungsgerichtshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	5
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	1
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	2
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	29
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	1	3
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	12	10
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

II^e Cour administrative / *II. Verwaltungsgerichtshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	1
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	0
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

III^e Cour administrative / III. Verwaltungsgerichtshof

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	1	0
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	1	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	7	6
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	2	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	2	2
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

Cour fiscale / *Steuergerichtshof*

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	2	2
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	0	2
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung mit Rückweisung</i>	0	0
Rejetés / <i>Abweisung</i>	10	9
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	0	2
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	4
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	0	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	0	0

I^e Cour des assurances sociales / I. Sozialversicherungsgerichtshof

	2019	2018
Admis / <i>Gutheissung</i>	6	6
Admis partiellement / <i>Teilweise Gutheissung</i>	3	0
Admis avec renvoi / <i>Gutheissung und Rückweisung</i>	1	4
Rejetés / <i>Abweisung</i>	16	18
Irrecevables / <i>Nichteintreten</i>	4	1
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	5	5
Sans objet / <i>Gegenstandslos</i>	1	0
Retirés / <i>Rückzug</i>	1	0

II^e Cour des assurances sociales / II. Sozialversicherungsgerichtshof

	2019	2018
<i>Admis / Gutheissung</i>	1	0
<i>Admis partiellement / Teilweise Gutheissung</i>	2	4
<i>Admis avec renvoi / Gutheissung und Rückweisung</i>	3	1
<i>Rejetés / Abweisung</i>	15	13
<i>Irrecevables / Nichteintreten</i>	1	1
<i>Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	3	12
<i>Sans objet / Gegenstandslos</i>	0	0
<i>Retirés / Rückzug</i>	1	0
Total	263	327

2.2 Le Ministère public

2.2.1 Partie générale

2.2.1.1 Remarques générales

L'année 2019 a été particulièrement éprouvante pour le Ministère public, qui fait face à une charge de travail qui dépasse désormais la limite de ses capacités. La jurisprudence toujours plus exigeante du Tribunal fédéral notamment en matière de principe de l'accusation, de droit d'être entendu des parties, d'obligations pour le magistrat¹ de rendre des décisions au cas par cas ou encore de scellés, qui appellent des requêtes toujours plus nombreuses des avocats, entraînent une augmentation générale de la charge de travail indépendamment du nombre de dossiers traités. Ce nombre étant en outre en augmentation depuis 2016, il s'ensuit une charge globalement très lourde.

En termes de chiffres, la situation se distingue comme suit de l'année précédente. Le Ministère public a à nouveau connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 630 unités) et par voie de conséquence du nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2019 mais dans une proportion moindre (+ 180 unités). Ses ordonnances pénales définitives ont aussi subi une augmentation (+ 529 unités), alors que la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement diminue légèrement à 59.5% (- 4.65 points). Enfin, les renvois aux Tribunaux d'arrondissement se sont un peu réduits (- 35 unités) et le recours à la détention avant jugement demeure toujours élevé (+ 15 personnes détenues).

Outre cette augmentation des charges, le Ministère public a dû faire face en 2019 au remplacement de huit congés maternité ; il ne peut que se réjouir de cet essor. Mais il a dû aussi pallier les absences pour des motifs de santé de plusieurs autres collaborateurs. La plupart des remplacements ont pu être organisés à l'interne. Le personnel du Ministère public s'est montré exemplaire dans cette situation, il a répondu présent aux demandes de remplacement, il a fait preuve de solidarité entre les équipes judiciaires.

Par leur engagement sans faille, les procureurs et collaborateurs n'ont ainsi pas ménagé leurs efforts pour assurer la bonne marche du service. Ils méritent la pleine reconnaissance des soussignés.

Le Ministère public constate également un durcissement des positions des justiciables et de certains avocats. Il ne s'agit certainement pas d'un fait propre au monde judiciaire, mais d'une tendance qui s'observe dans la société en général. Les positions intransigeantes se font fréquentes, et certaines affaires pénales sont sources de tensions et de tracasseries y compris pour les magistrats qui les instruisent. Le code de procédure pénale offre d'ailleurs de très nombreuses possibilités de contester pratiquement toutes les décisions de procédure du Ministère public.

Les personnes prévenues peuvent aussi se faire menaçantes voire révéler leur agressivité en cours d'audition. Ce constat confirme si besoin que l'installation du portique de sécurité à l'entrée des locaux était nécessaire.

Finalement si le Ministère public se réjouit de la qualité des médias cantonaux et de l'excellente collaboration avec les journalistes, il constate néanmoins que la presse est de plus en plus utilisée par les personnes prévenues pour contester hors cadre judiciaire les avancées de certaines procédures. Et la publicité donnée aux déclarations parfois fracassantes des parties ne peut être contrée en raison du secret de fonction et du secret de l'instruction auxquels les autorités judiciaires sont soumises.

¹ Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement les deux genres.

2.2.1.2 Les activités générales

2.2.1.2.1 En général

	2019	2018
Procédures enregistrées ² en	15'678	15'048
Procédures pendantes au 31.12.	4'579	4'399
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur ³	472	492

2.2.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

2.2.1.2.2.1 Procédures enregistrés

Répartition des procédures enregistrées	2019	2018
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	15'630	14'889
Procédures du Tribunal pénal des mineurs avec participation des procureurs des mineurs	5	10
Procédures du juge d'application des peines ⁴	43	149
Total	15'678	15'048

	2019	2018
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'114	13'612
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'564	1'436

	2019	2018
Procédures enregistrées en français	13'341 (85.09%)	12'738 (84.65%)
Procédures enregistrées en allemand	2'337 (14.91%)	2'310 (15.35%)

2.2.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2019	2018
en instruction (sous la compétence du procureur)	4'430	4'241
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	149	158
Total	4'579	4'399

² Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

³ Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

⁴ Ci-après JAP.

2.2.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2019	2018
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	472 (dont 67 procédures suspendues)	492 (dont 65 procédures suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2019, de l'année :

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
4	6	9	10	21	42	96	284	472

2.2.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

2.2.1.2.3.1 En général

	2019	2018
Ordonnances de non entrée en matière	1'930	1'892
dont les cas de levée de corps	172	139
Ordonnances de suspension	1'105	1'023
Ordonnances de classement	898	853
Ordonnances pénales	9'749	9'188
Actes d'accusation	383	418
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	60	149
Décisions de dessaisissement	602	582
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	11	7
Décisions de renvoi à la police cantonale	254	257
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	3'241	3'188
Commissions rogatoires nationales	33	25
Commissions rogatoires internationales	85	78
Classements sans suite	125	94

2.2.1.2.3.2 Ordonnances pénales

	2019	2018
Ordonnances pénales et de conversion		
Ordonnances pénales définitives	9'302	8'773
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	447	415
Total	9'749	9'188

2.2.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2019	2018
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	198	235
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	96	100
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	5	0
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5	15
Actes d'accusation selon procédure simplifiée avec renvoi au Tribunal pénal économique	78	67
	1	1
Total	383	418

2.2.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

	2019	2018
Ordonnances du JAP		
Ordonnances de suspension de la peine privative de liberté	11	31
Ordonnances de refus de suspension de la peine privative de liberté	3	3
Ordonnances de conversion du travail d'intérêt général	41	110
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	1
Autres ordonnances du JAP	5	4
Total	60	149

2.2.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

	2019	2018
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
0 à 1 mois	21.02%	23.38%
1 à 2 mois	21.28%	21.95%
2 à 3 mois	17.20%	18.82%
3 à 6 mois	25.59%	22.77%
6 à 12 mois	10.92%	9.79%
12 à 18 mois	2.29%	1.85%
18 à 24 mois	0.78%	0.62%
24 à 36 mois	0.51%	0.41%
Plus de 36 mois	0.41%	0.41%

2.2.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions⁵

	2019	2018
Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives		
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	11	10
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	6	10
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	810	834
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	53	82
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2'321	1'882
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	120	106
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	36	31
Autres infractions du code pénal	3'273	2'822
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4'761	4'141
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1'891	1'656
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	1'724	1'479
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2'764	2'954
Autres infractions à d'autres lois spéciales ⁶	3'154	2'958

2.2.1.2.4 Détention provisoire

	2019	2018
Nombre de personnes en détention provisoire	219	204
Nombre de jours de détention	19'973	20'999

2.2.1.2.5 Recours

	2019	2018
Recours interjetés par les procureurs		
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	12	4

2.2.1.2.6 Défenseurs

	2019	2018
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit, dont selon le tournus	317 53	208 73

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

⁵ Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

⁶ Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

2.2.1.2.7 Contrôle du procureur général

Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs	2019	2018
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	2	8
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	2	5

2.2.1.3 Le personnel

2.2.1.3.1 En général

Au 31 décembre 2019, le Ministère public compte 60.2 (EPT⁷) procureurs et collaborateurs. Il comprend ainsi d'une part 15 cellules judiciaires, pour 14.5 (EPT) procureurs. Ces derniers sont soutenus dans leurs tâches par les greffiers (15.2 EPT), les collaborateurs administratifs des procureurs (14.7 EPT), la conseillère économique (0.9 EPT) et les greffiers-stagiaires (4 EPT). Le Ministère public dispose d'autre part de services généraux, à savoir les collaborateurs affectés à la réception (5.4 EPT), le personnel de la comptabilité (3.5 EPT) et les apprentis (2 EPT).

Au total, ce sont 82 personnes qui travaillent au Ministère public.

2.2.1.3.2 La Direction du Ministère public

Sensible aux questions de formation de son personnel et de communication, le Ministère public a mis sur pied en 2019 une journée de formation - dont les sujets portaient sur Swissmedic, la surveillance technique (Police de sûreté), le Service de renseignement de la Confédération, la loi fédérale sur l'amélioration de la protection des victimes de violence, les auditions LAVI⁸ et la pratique dans le domaine des infractions sexuelles - à l'attention de ses procureurs et greffiers, ainsi que deux mini-formations ouvertes à l'ensemble de son personnel qui traitaient de « bonnes pratiques en matière informatique » et de l'investigation secrète. Il a aussi proposé une visite guidée de l'exposition « plus fort que la violence »⁹ et une visite de la Prison centrale. Par ailleurs, outre des séances de formation « métier » organisées à l'interne pour les greffiers et les collaborateurs administratifs, trois greffiers ont suivi la formation CAS en magistrature pénale respectivement une greffière la formation CAS en médiation. Enfin, le Ministère public a révisé le document relatif aux « droits et obligations des collaborateurs ».

En 2019, le procureur général a conduit un rapport sur l'année 2018 et deux séances plénières des procureurs ; il a également convoqué 37 séances de direction et une information interne a été assurée hebdomadairement au travers des *news* du site intranet du Ministère public. Au 31 décembre 2019, le Ministère public compte 32 directives (dont 21 publiées sur son site internet¹⁰) et 36 marches à suivre.

En cours d'année, le Ministère public a répondu à huit consultations concernant des avant-projets ou des modifications de lois fédérales ainsi que des questions de députés. Il a aussi renoncé à répondre à sept consultations fédérales, soit qu'il ne s'estimait pas impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées, soit qu'elles lui convenaient pleinement.

⁷ Equivalent plein temps.

⁸ Loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions.

⁹ <https://plus-fort-que-la-violence.ch/fr/exposition/>.

¹⁰ www.fr.ch/mp.

Toujours en 2019, le Ministère public a fait former ses procureurs et greffiers à l'application WMC (Warrant Management Component / enregistrement informatisé des requêtes en matière de mesure de surveillance) et il a déployé le recours exclusif à cette application en collaboration avec la Police de sûreté, le Tribunal des mineurs et, dès 2020, le Tribunal des mesures de contrainte. Il a aussi délégué un de ses procureurs à l'exercice de sécurité nationale sur le terrorisme (ERNS 19). Avec la Police cantonale il a participé à un échange avec les autorités judiciaire et policière de Bâle-Campagne en vue d'une amélioration des interfaces souhaitée par les autorités de ce dernier canton. En collaboration avec l'association médiation Fribourg, le Ministère public a également lancé une phase-pilote en identifiant et en soumettant des dossiers à la médiation en vue de rechercher un règlement du litige qui oppose les parties lorsqu'il est apparu que le différend avait des origines plus anciennes que les faits dénoncés (notamment en cas de conflit entre voisins ou gens d'une même famille). A l'issue de la phase de test, il sera décidé s'il convient de pérenniser cette pratique

Le Ministère public a continué à être impliqué dans les chantiers entamés l'année précédente, à savoir les travaux d'analyse du Pouvoir judiciaire conduits par le Service de la justice et auxquels participent le procureur général et la greffière-chef ainsi que la définition du plan de classement du Ministère public sous la responsabilité de l'archiviste en charge des questions judiciaires.

A la tête de la Conférence des procureurs de Suisse¹¹ depuis 2016, le procureur général a remis son mandat lors de l'assemblée des délégués qui s'est tenue en novembre 2019, tout en demeurant au comité. Il est aussi membre de la commission des affaires juridiques de la Conférence des directrices et directeurs des départements cantonaux de justice et police ainsi que des groupes de travail « cyber allianz » et « financement surveillance téléphonique ». Sur le plan cantonal, le procureur général est président de l'association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire, ainsi que membre de la commission informatique des autorités judiciaires¹², des comités de pilotage relatifs à l'analyse du Pouvoir judiciaire et e-justice, et de la séance de coordination des acteurs de la chaîne pénale (avec les procureurs généraux adjoints). Il est intervenu en 2019 comme conférencier à deux reprises, lors de la formation de l'Institut suisse de police à Lavey-les-Bains et dans le cadre de la journée du fédéralisme à Lucerne.

La procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach était déléguée CPS jusqu'en novembre 2019. Elle est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CPS. Avec le greffier-chef, elle représente le canton de Fribourg au sein du groupe de travail romand dédié à la formation des interprètes. Sur le plan cantonal, la procureure générale adjointe est membre du Conseil cantonal de prévention et de sécurité, de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, des groupes de travail « dialogue santé-justice », « déménagement de la Prison centrale » ainsi que « levées de corps ». Enfin, elle fonctionne comme enseignante auprès du Centre interrégional de formation de police¹³ et elle dispense des cours aux avocats-stagiaires.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est membre du Conseil de la magistrature, du bureau de la Conférence latine des procureurs¹⁴ (vice-président) ainsi que de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie), notamment en lien avec les questions de circulation routière (groupe auquel participent aussi la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière et les Préfectures), en matière de lutte contre la criminalité organisée ainsi que de convoyage des détenus. Il est aussi l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise et de l'Ecole romande de la magistrature pénale. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

¹¹ Ci-après CPS.

¹² Ci-après CIAJ.

¹³ ci-après CIFPol.

¹⁴ Ci-après CLP.

La greffière-chef Isabelle Chablais a pour tâche principale la gestion du personnel. Elle est par ailleurs membre du comité de projet relatif à l'analyse du Pouvoir judiciaire, elle a fonctionné durant 6 mois à 30% comme coordinatrice « communication et changement » du projet e-justice et elle a présenté dans le cadre de la journée « Digiscope » organisée par le SITel la transition informatique telle que vécue par l'utilisateur. Le greffier-chef Raphaël Brenta est en charge principalement des processus et de l'uniformisation des pratiques. Il est membre de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et du groupe de travail affecté à la mise en œuvre de la loi fédérale sur les victimes de violences ; il a participé - avec l'apprenti Colin Raemy - au forum des métiers Start 2019 ainsi qu'à la journée d'accueil des apprentis, et il a présenté le Ministère public dans le cadre d'une demi-journée de formation organisée par la Police cantonale à l'attention de ses hôtes de police. Enfin, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis est responsable de l'administration générale et du service comptable ; il est membre du bureau informatique des autorités judiciaires¹⁵, du COSPEC (comité spécialisé) e-Justice ainsi que de la commission immobilière de l'Etat.

Agissant comme porte-parole du Ministère public, le greffier-chef et la greffière Murielle Decurtins ont répondu aux sollicitations des médias (126 en 2019), et ils ont rédigé et diffusé cinq communiqués de presse. Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 67 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes. Le Ministère public a aussi tenu une conférence de presse qui portait principalement sur la présentation de son rapport de l'année précédente. Enfin, le greffier-chef est membre du comité de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP/SKIS).

Par la greffière Gabriella Musumeci, le Ministère public a continué de participer aux travaux de révision de la loi sur la protection des données, projet qui est désormais en phase de consultation.

Finalement, comme les années précédentes, le Ministère public a collaboré en 2019 à la journée « futur en tous genres – nouvelles perspectives pour filles et garçons » organisée par la Police cantonale et à laquelle ont participé 52 enfants.

2.2.1.3.3 Les procureurs

Elue juge d'instruction en 2003, la procureure Yvonne Gendre a mis un terme à fin 2019 à sa riche carrière après 16 ans d'activité. Yvonne Gendre est chaleureusement remerciée pour son engagement et le Ministère public lui adresse ses meilleurs vœux pour cette nouvelle étape dans sa vie. Son départ entraîne une réorganisation au sein du Ministère public en matière de spécialisations.

Comme déjà mentionné dans le rapport de l'an passé, la greffière Stéphanie Amara avait fonctionné en qualité de procureure ad hoc jusqu'à fin janvier 2019, en remplacement de la procureure Catherine Christinaz qui était en congé maternité. En septembre, Stéphanie Amara a été élue par le Grand Conseil comme procureure et elle débute sa nouvelle activité en janvier 2020. Le Ministère public lui souhaite la bienvenue comme nouvelle procureure et lui souhaite beaucoup de plaisir et d'épanouissement professionnels.

En remplacement de la procureure Catherine Christinaz, actuellement en arrêt de travail, le Conseil de la magistrature a nommé en novembre 2019 et sur proposition du Ministère public la greffière Sonja Hurni en qualité de procureure ad hoc à 60%. Le Ministère public est reconnaissant à Sonja Hurni d'avoir relevé ce défi.

Par ailleurs, les procureurs ont continué à occuper dans le courant de l'année 2019 des fonctions d'enseignant :

- > auprès du CIPol : Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach et Liliane Hauser ;
- > auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- > et auprès de l'Association des avocats-stagiaires fribourgeois (préparation à l'examen de droit pénal et de procédure pénale) : Jean-Luc Mooser.

¹⁵ Ci-après BIAJ.

Il convient aussi d'énumérer leurs mandats dans différentes institutions et autres groupes de travail :

- > Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- > Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach et Jean-Luc Mooser ;
- > Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- > Tribunal cantonal : Jean-Luc Mooser (juge suppléant) ;
- > Commissions de la CPS et de la CLP : Marc Bugnon (Groupe de travail déontologie), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Groupe de travail crime organisé et Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (COMAMAL, Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Jean-Frédéric Schmutz et Philippe BARBONI (COMASTUP) ;
- > Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Yvonne Gendre ;
- > Commission cantonale contre la violence domestique : Marc Bugnon ;
- > Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Yvonne Gendre ;
- > Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- > Groupe de travail « lutte contre les incivilités » : Christiana Dieu-Bach ;
- > Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- > Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- > Groupe de travail en matière de travail au noir : Patrick Genoud ;
- > Commission de recours de l'Université : Markus Julmy (président) ;
- > Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- > Groupe de travail « Cybercase » : Frédéric Chassot ;
- > et du Groupe de travail RH dans le cadre du projet « Politique du personnel » : Marc Bugnon.

Enfin, le procureur Jean-Luc Mooser a présenté le Ministère public et la fonction de procureur dans le cadre d'un cycle de formations organisé par la société d'étudiants Zofingia.

2.2.1.3.4 Les collaborateurs

En 2019, le Ministère public a fait engager comme secrétaire Thanh Nguyen, Judith Mathys, Melany Bürge, Dania Dattilo Costa, Marianne Python et Özlem Ulukütük, respectivement comme greffiers Yasemin Bayhan Nager, Sophia Conus, Aliona Castella, Stéphanie von Wunschheim et Blaise Toffel. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli treize juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, trois étudiants universitaires pour un stage de deux ou trois mois dans le cadre de leur travail de séminaire et quatre aspirants CIPol de la Police de sûreté, à chaque fois pour un stage d'un jour.

En outre, la greffière Tiffany Currat a rejoint l'équipe e-justice en qualité de coordinatrice pénale.

2.2.1.3.5 Le service comptable

En 2019, le service comptable du Ministère public a accordé 2'169 (2'057 en 2018)¹⁶ paiements par acomptes, il a effectué 4'947 (4'920) rappels et 930 (978) rappels de solde, il a requis 342 (336) poursuites et il a traité 3'241 (3'188) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2019 à CHF 6'772'831.38 (CHF 6'491'018.57), alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7'427'700.00 (CHF 6'800'000.00). Ainsi, le montant encaissé par les conversions d'amende s'est établi à CHF 1'420'905.39 (CHF 1'362'661.02). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2019 104'281 (97'661) écritures.

¹⁶ Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2018 dans ce chapitre.

Par ailleurs, le service comptable a soutenu le Tribunal des mineurs dans la mise en place de nouveaux processus comptables au moyen de l'application Tribuna et dans la récupération de certaines tâches du contentieux. Dans le cadre de la préparation d'une nouvelle version – désignée V4 – de l'application Tribuna actuellement en cours d'élaboration, il a également participé au développement d'une nouvelle solution comptable. Enfin, les services comptables du Ministère public et du Tribunal des mineurs ont été désignés comme services-pilotes dans le projet des poursuites informatisées nommé eLP.

2.2.1.4 Divers

Les développements informatiques, l'acquisition de nouveaux outils et la mise à niveau du matériel demeurent toujours primordiaux pour la bonne marche du Ministère public, qui peut compter sur l'implication du procureur général et du chef de chancellerie dans les projets informatiques conduits par la CIAJ et le BIAJ. Ainsi, dans le courant 2019, le parc des imprimantes a été renouvelé, l'évolution des travaux en lien avec les trois projets principaux que sont e-justice, la migration de Tribuna et les preuves numériques a été suivie avec attention, le nouveau site intranet du Ministère public (*MP inside*) a été mis en production, les requêtes en matière de mesure de surveillance sont déposées via une solution en ligne (WMC¹⁷) et, dans le cadre de l'amélioration constante des modèles, de nouveaux procès-verbaux d'audition ont été introduits.

Persuadé qu'il doit demeurer facilement accessible et situé en ville de Fribourg, le Ministère public s'est distancé du projet de regroupement des locaux avec la Police de sûreté, dont il est prévu qu'elle se déplace à Granges-Paccot dans les années à venir. Cela n'affectera pas la qualité de la collaboration entre ces deux autorités. Le Ministère public est en outre favorable au regroupement des prisons fribourgeoises sur le site de Bellechasse, qui offre d'excellentes garanties pour éviter au maximum le risque de collusion. Il reste attentif à la possibilité de regrouper en ville de Fribourg plusieurs autorités dans un même bâtiment, notamment pour des motifs de sécurisation des locaux.

Suite aux développements de l'analyse du Pouvoir judiciaire, le Ministère public n'est désormais plus favorable à la reprise des compétences préfectorales en matière de contravention. Il considère en effet que ce transfert serait exclu sans un renforcement conséquent de sa dotation en personnel qui impliquerait un besoin en nouveaux locaux qui n'est en l'état pas réalisable. Dans tous les cas, le Ministère public estime qu'une harmonisation des processus peut continuer à se développer par le biais des contrôles préalables et postérieurs du procureur général ainsi que par les échanges dans le cadre de groupes de travail, notamment la plateforme en matière de circulation routière à laquelle participent le procureur général adjoint et le préfet de la Gruyère.

2.2.1.5 Défis et perspectives

Vu la fin de la procédure de consultation, les discussions aux Chambres à venir sur la révision du code de procédure pénale, s'agissant notamment du droit des parties à participer à l'administration des preuves (art. 147a) et de l'audition systématique des personnes prévenues pour lesquelles une peine privative de liberté sans sursis est envisagée (art. 352a), seront décisives puisqu'elles influenceront grandement le travail futur du procureur.

L'avenir de l'application Tribuna figure aussi au cœur des préoccupations. Même si les réflexions quant à la conservation de cette application ou au contraire à son remplacement par une autre solution informatique dépassent le seul Ministère public pour concerner l'ensemble du Pouvoir judiciaire, elles ne peuvent être ignorées : si l'outil proposé actuellement satisfait le Ministère public, l'arrêt de développements sur la version à disposition et la reprise en mars 2019 de l'entreprise Delta logic qui avait conçu Tribuna par le groupe Volaris, conjugués au fait que cette solution informatique n'offre pas d'interfaces avec celle de la Police cantonale qui devra aussi être remplacée à terme, marquent un tournant ; les besoins de l'utilisateur doivent demeurer prioritaires, et des contraintes de nature informatique ne sauraient en aucun cas réduire l'efficacité de son travail ou augmenter sa charge. Le Ministère public appelle de ses vœux que la solution optimale à trouver ne soit pas dictée par de seules considérations financières.

¹⁷ Cf. supra 1.1.1.3.2.

La cellule économique doit être renforcée avec une solution pérenne ; il n'est en effet plus envisageable que cette cellule parvienne à continuer de faire face aux exigences élevées de ses instructions malgré sa sous-dotation. Néanmoins, les soutiens à apporter à cette cellule ne doivent pas faire oublier la très lourde charge générale de travail constatée en 2019 auprès de l'ensemble des cellules judiciaires du Ministère public. Si l'optimisation des processus de travail doit être constamment poursuivie, de nouvelles solutions devront être mises en place en 2020 pour ramener le volume global de travail dans une proportion normale, compte tenu aussi de l'augmentation du nombre des procédures, de l'accroissement des requêtes et des modifications législatives. Il en va du souci de parvenir à clore les procédures dans un délai raisonnable tout en assurant une qualité aussi irréprochable que possible.

Finalement, 2020 marque la fin du second mandat du procureur général respectivement des premiers mandats des procureurs généraux adjoints. Une (ré)élection des dirigeants du Ministère public devra être organisée.

Annexe

2.2.2 Tableaux statistiques

Procédures enregistrées	15'678
Procédures enregistrées contre auteurs connus	14'114
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1'564
Procédures enregistrées en français	13'341
Procédures enregistrées en allemand	2'337
Procédures enregistrées et ordinaires	15'630
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	43
Procédures pendantes	4'579
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	149
Ordonnances de non entrée en matière	1'930
Ordonnances de classement	898
Ordonnances de suspension	1'105
Confiscations indépendantes	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	613
Commissions rogatoires nationales	33
Commissions rogatoires internationales	85
Ordonnances pénales définitives	9'302
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	447
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	3'241
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	198
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	96
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	5
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	5
Acte d'accusation, procédure simplifiée	79

Ordonnances définitives du juge d'application des peines	60
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0
Nombre de personnes en détention provisoire	219
Nombre de jours de détention	19'973
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	12
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	2
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	2

Fribourg, le 22 janvier 2020

Fabien Gasser
Procureur général

Raphaël Brenta
Greffier-chef

2.2 Staatsanwaltschaft

2.2.1 Allgemeines

2.2.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2019 war für die Staatsanwaltschaft besonders herausfordernd, indem sie mit einer Arbeitsbelastung konfrontiert wurde, die ihre Kapazitäten inzwischen übersteigt. Angesichts der durch die Rechtsprechung des Bundesgerichts immer höher werdenden Anforderungen, namentlich an das Anklageprinzip, das rechtliche Gehör, an die Pflicht des Staatsanwaltes¹⁸ zur Einzelfallentscheidung oder im Siegelungsverfahren, steigt die Anzahl der durch die Anwälte ergriffenen Rechtsmittel und dementsprechend die Arbeitsbelastung der Staatsanwaltschaft, unabhängig von der Anzahl der zu bearbeitenden Verfahren. Aufgrund der seit 2016 auch stetig steigenden Anzahl der zu bearbeitenden Verfahren ergibt sich gesamthaft eine sehr grosse Arbeitslast.

Zahlenmässig unterscheidet sich die Situation vom vorangehenden Jahr wie folgt: Die Anzahl der registrierten Verfahren hat erneut zugenommen (+ 630 Einheiten) und als Folge davon auch die Anzahl der am 31. Dezember 2019 hängigen Verfahren (+ 180 Einheiten). Ebenfalls zugenommen haben die rechtskräftigen Strafbefehle der Staatsanwaltschaft (+ 529 Einheiten), wohingegen der Anteil der in den ersten drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigten Verfahren mit 59.5% (- 4.65 Punkte) leicht gesunken ist. Die Überweisungen an die Bezirksgerichte haben leicht abgenommen (- 35 Einheiten), wobei die Anzahl der sich in Untersuchungs- und Sicherheitshaft befindenden Personen nach wie vor hoch bleibt (+ 15 Personen).

Die Staatsanwaltschaft durfte sich 2019 über achtfaches Babyglück freuen. Nebst den Mutterschaftsurlauben musste die Staatsanwaltschaft aber auch mehrere gesundheitsbedingte Ausfälle kompensieren. Die Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft haben vorbildlich reagiert, indem sie einen Grossteil der Stellvertretungen sichergestellt und sich unter den Teams solidarisch gezeigt haben.

Die Staatsanwälte und Mitarbeiter haben durch ihren unermüdlichen Einsatz alles getan, um einen reibungslosen Ablauf des Dienstes zu gewährleisten. Sie verdienen die volle Anerkennung der Unterzeichnenden.

Die Staatsanwaltschaft stellt auch eine Verhärtung der Fronten mit den Prozessparteien und einigen Anwälten fest. Dies ist sicherlich kein Phänomen, das ausschliesslich in der Justiz festzustellen ist, sondern ein Trend, der in der Gesellschaft im Allgemeinen zu beobachten ist. Kompromisslose Standpunkte sind häufig, und aus einigen Strafsachen erwachsen Spannungen und Sorgen, auch für die Staatsanwälte, welche diese Verfahren bearbeiten. Darüber hinaus bietet die Strafprozessordnung eine Vielzahl von Möglichkeiten, praktisch alle verfahrensrechtlichen Entscheidungen der Staatsanwaltschaft anzufechten.

Zudem können sich die Angeklagten auch während der Verhandlung bedrohlich zeigen oder ihre Aggressivität offenbaren. Damit wird bestätigt, falls dies überhaupt noch nötig wäre, dass die Installation der Sicherheitsschleuse am Eingang notwendig war.

Schliesslich begrüsst die Staatsanwaltschaft die Qualität der kantonalen Medien und die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit den Journalisten. Sie stellt jedoch fest, dass die Presse von manchen Beschuldigten zunehmend dazu benutzt wird, Erkenntnisse aus bestimmten Verfahren aussergerichtlich, medial auszuschlachten. Durch diese gewonnene Publizität erlangen die Äusserungen der Parteien zum Teil weitreichende Folgen, welchen aufgrund des Amts- und Untersuchungsgeheimnisses, dem die Justizbehörden unterliegen, nicht entgegengewirkt werden kann.

¹⁸ Aus Gründen der besseren Lesbarkeit wird im vorliegenden Bericht nur die männliche Form verwendet. Gemeint ist stets sowohl die männliche als auch die weibliche Form.

2.2.1.2 Die Tätigkeiten

2.2.1.2.1 Im Allgemeinen

	2019	2018
eingetragene Verfahren ¹⁹	15'678	15'048
hängige Verfahren am 31.12.	4'579	4'399
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts ²⁰	472	492

2.2.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

2.2.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2019	2018
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15'630	14'889
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5	10
Verfahren des Strafvollzugsrichters	43	149
Total	15'678	15'048

	2019	2018
Verfahren gegen bekannte Täter	14'114	13'612
Verfahren gegen unbekannte Täter	1'564	1'436

	2019	2018
französischsprachige Verfahren	13'341 (85.09%)	12'738 (84.65%)
deutschsprachige Verfahren	2'337 (14.91%)	2'310 (15.35%)

2.2.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2019	2018
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwaltes), davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	4'430 149	4'241 158
Total	4'579	4'339

¹⁹ In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

²⁰ d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

2.2.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2019	2018
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	472 (davon 67 suspendierte Verfahren)	492 (davon 65 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2018 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Total
4	6	9	10	21	42	96	284	472

2.2.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

2.2.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2019	2018
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'930	1'892
davon Fälle von Leichenhebungen	172	139
Sistierungsverfügungen	1'105	1'023
Einstellungsverfügungen	898	853
Strafbefehle	9'749	9'188
Anklageschriften	383	418
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	60	149
Unzuständigkeitsentscheide	602	582
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	11	7
Übermittlungen an die Kantonspolizei	254	257
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	3'241	3'188
Nationale Rechtshilfesuche	33	25
Internationale Rechtshilfesuche	85	78
Klassierungen ohne Folge	125	94

2.2.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen

	2019	2018
rechtskräftige Strafbefehle	9'302	8'773
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	447	415
Total	9'749	9'188

2.2.1.2.3.3 Anklageschriften

	2019	2018
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	198	235
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	96	100
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	5	0
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5	15
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	78	67
	1	1
Total	383	418

2.2.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters

	2019	2018
Verfügungen betreffend Suspendierung der Freiheitsstrafe	11	31
Verfügungen betreffend die Verweigerung der Suspendierung der Freiheitsstrafe	3	3
Verfügungen betreffend die Umwandlung von gemeinnütziger Arbeit	41	110
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	1
andere Verfügungen des Strafvollzugsrichters	5	54
Total	60	149

2.2.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle

	2019	2018
0 bis 1 Monat	21.02%	23.38%
1 bis 2 Monate	21.28%	21.95%
2 bis 3 Monate	17.20%	18.82%
3 bis 6 Monate	25.59%	22.77%
6 bis 12 Monate	10.92%	9.79%
12 bis 18 Monate	2.29%	1.85%
18 bis 24 Monate	0.78%	0.62%
24 bis 36 Monate	0.51%	0.41%
mehr als 36 Monate	0.41%	0.41%

2.2.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart²¹

	2019	2018
Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle		
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	11	10
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	6	10
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	810	834
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	53	82
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2'321	1'882
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	120	106
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	36	31
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3'273	2'822
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4'761	4'141
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1'891	1'656
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	1'724	1'479
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2'764	2'954
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze ²²	3'154	2'958

2.2.1.2.4 Untersuchungshaft

	2019	2018
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	219	204
Anzahl Hafttage	19'973	20'999

2.2.1.2.5 Beschwerden

	2019	2018
Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden		
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	12	4

2.2.1.2.6 Verteidiger

	2019	2018
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger, davon nach Turnusliste	317 53	208 73

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

²¹ Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

²² Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

2.2.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafgerichts	2019	2018
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	2	8
Einsprachen gegen Strafbefehle	2	5

2.2.1.3 Das Personal

2.2.1.3.1 Im Allgemeinen

Am 31. Dezember 2019 zählte die Staatsanwaltschaft insgesamt 60.2 (VZÄ²³) Staatsanwälte und Mitarbeiter. Das Personal umfasst 15 Einheiten für 14.5 (VZÄ) Staatsanwälte. Mit ihnen arbeiten Gerichtsschreiber (15.2 VZÄ), die administrativen Mitarbeiter der Staatsanwälte (14.7 VZÄ), eine Wirtschaftsberaterin (0.9 VZÄ), sowie die Gerichtsschreiberpraktikanten (4 VZÄ). Im Weiteren gehören das Personal des Empfangs (5.4 VZÄ), das Personal der Buchhaltung (3.5 VZÄ) sowie die Lehrlinge (2 VZÄ) dazu. Insgesamt arbeiten bei der Staatsanwaltschaft 82 Personen.

2.2.1.3.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Die Weiterbildung des Personals und die Kommunikation geniessen in der Staatsanwaltschaft einen hohen Stellenwert. Im Jahr 2019 organisierte die Staatsanwaltschaft für die Staatsanwälte und Gerichtsschreiber eine eintägige Schulung zu den Themen Swissmedic, technische Überwachung (Kriminalpolizei), Nachrichtendienst des Bundes, Bundesgesetz über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen, Einvernahme von Opfern und zur Praxis im Bereich Sexualdelikte. Des Weiteren standen zwei Mini-Schulungen zu den Themen „gute IT-Praktiken“ und „verdeckte Ermittlungen“ allen Mitarbeitern offen. Ausserdem wurden eine Führung durch die Ausstellung „Stärker als Gewalt“²⁴ und ein Besuch des Zentralgefängnisses angeboten. Zusätzlich zu den internen Schulungen absolvierten drei Gerichtsschreiber den „CAS en magistrature“ und eine Gerichtsschreiberin einen CAS in Mediation. Darüber hinaus hat die Staatsanwaltschaft das Dokument über die „Rechte und Pflichten der Mitarbeiter“ überarbeitet.

Im Jahr 2019 hat der Generalstaatsanwalt den Rapport über das Jahr 2018 und zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte geleitet und 37 Direktionssitzungen einberufen. Überdies wurde der interne Informationsaustausch über die wöchentlich im Intranet aufgeschalteten News garantiert. Am 31. Dezember 2019 verfügte die Staatsanwaltschaft über 32 Richtlinien (21 davon wurden auf ihrer Internetseite veröffentlicht²⁵) und 36 Wegleitungen.

Im Laufe des Jahres hat die Staatsanwaltschaft auf Fragen von Parlamentariern geantwortet und sich anlässlich von acht Vernehmlassungen zu Entwürfen oder Änderungen von Bundesgesetzen geäussert. Die Staatsanwaltschaft verzichtete in sieben weiteren Vernehmlassungsverfahren auf eine Stellungnahme, weil sie die neuen Bestimmungen oder Änderungsvorschläge entweder vorbehaltlos begrüsst oder aber feststellen musste, dass sie davon nicht betroffen ist.

²³ Vollzeitäquivalente.

²⁴ <https://plus-fort-que-la-violence.ch/de/die-ausstellung/>

²⁵ <https://www.fr.ch/de/sta>

Ebenfalls 2019 liess die Staatsanwaltschaft ihre Staatsanwälte und Gerichtsschreiber in der Anwendung des WMC schulen (Warrant Management Component / computergestützte Erfassung von Ersuchen betreffend Überwachungsmassnahmen) und führte die ausschliessliche Nutzung dieses Systems in Zusammenarbeit mit der Kriminalpolizei, dem Jugendgericht und ab 2020 dem Gericht für Zwangsmassnahmen ein. Ausserdem war sie an der nationalen Sicherheitsübung zur Terrorismusbekämpfung (SUV 19) mit einem Staatsanwalt vertreten. Zusammen mit der Kantonspolizei nahm die Staatsanwaltschaft an einem Austausch mit den Justiz- und Polizeibehörden des Kantons Basel-Landschaft teil, um eine von den Behörden des besagten Kantons gewünschte Verbesserung der Schnittstellen zu erzielen. In Zusammenarbeit mit dem Verein Mediation Fribourg hat die Staatsanwaltschaft zudem eine Pilotphase gestartet, in der sie Fälle identifiziert und einer Mediation unterzieht, wenn sich herausstellt, dass dem gemeldeten Sachverhalt ein seit längerer Zeit andauernder Streit zugrunde liegt (insbesondere bei Konflikten zwischen Nachbarn oder zwischen Familienangehörigen). Am Ende der Testphase wird entschieden, ob diese Praxis fortgesetzt werden soll.

Die Staatsanwaltschaft war weiterhin an den im Vorjahr begonnenen Arbeiten beteiligt, insbesondere an der vom Amt für Justiz durchgeführten Analyse der Gerichtsbehörden unter Beteiligung des Generalstaatsanwalts und der Chefgerichtsschreiberin. Auch beteiligte sie sich an den Arbeiten, welche unter der Leitung des für Justizangelegenheiten zuständigen Archivars durchgeführt werden, und die Neudefinierung des Archivierungssystems der Staatsanwaltschaft bezwecken.

Anlässlich der Delegiertenversammlung der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz²⁶ (SSK) vom November 2019, hat der Generalstaatsanwalt das Präsidium abgegeben, welches er seit 2016 innehatte. Der Generalstaatsanwalt wird jedoch weiterhin als Mitglied des Vorstandes tätig sein. Er ist zudem Mitglied der Strafrechtskommission der Konferenz der Direktoren der kantonalen Justiz- und Polizeidepartemente sowie der Arbeitsgruppen «cyber allianz» und „Finanzierung telefonischer Überwachungen“. Auf kantonaler Ebene ist er Präsident der Freiburger Vereinigung der Richter und Richterinnen sowie Mitglied der Informatikkommission der Gerichtsbehörden,²⁷ der Lenkungsausschüsse für die Analyse der Gerichtsbehörden und für das e-justice-Projekt und der Koordinationssitzung der Akteure der Verfahrenskette der Strafverfolgung (mit den stellvertretenden Generalstaatsanwälten). Im Jahr 2019 ist der Generalstaatsanwalt zudem zweimal als Redner aufgetreten: Am Ausbildungskurs des Schweizerischen Polizeiinstituts in Lavey-les-Bains und am Föderalismustag in Luzern.

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach war bis im November 2019 Delegierte der SSK. Sie ist Mitglied der Kommission Wirtschaftskriminalität der SSK (WIKRI). Zusammen mit dem Chefgerichtsschreiber vertritt sie den Kanton Freiburg in der französischsprachigen Arbeitsgruppe für die Ausbildung von Übersetzern. Auf kantonaler Ebene ist die stellvertretende Generalstaatsanwältin Mitglied des kantonalen Rats für Prävention und Sicherheit, der Kommission für die bedingte Straffentlassung und die Abklärung der Gemeingefährlichkeit sowie der Arbeitsgruppen „Dialog Gesundheit-Justiz“, „Umzug des Zentralgefängnisses“ und „Leichenhebung“. Schliesslich unterrichtet sie am interregionalen Polizei-Ausbildungszentrum²⁸ (IPAZ) und erteilt Kurse für Anwaltspraktikanten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Vizepräsident der „Conférence latine des procureurs“²⁹, Mitglied des Justizrates und verschiedener Arbeitsgruppen der Kantonspolizei (Kriminalpolizei und Gendarmerie), insbesondere jener für Strassenverkehr, welcher auch die Kommission für Administrativverfahren im Strassenverkehr sowie die Oberämter angehören, und jener für den Kampf gegen organisierte Kriminalität und für den Transport der Gefangenen. Er ist ausserdem Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Kantonspolizei Freiburg und bei der „Ecole romande de la magistrature pénale“. Schliesslich unterrichtet er an der IPAZ und nimmt an deren fiktiven Prozessen teil.

²⁶ Nachfolgend SSK.

²⁷ Nachfolgend IKGB.

²⁸ Nachfolgend IPAZ.

²⁹ Nachfolgend CLP.

Die hauptsächlich für die Personalverwaltung zuständige Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais, ist auch Mitglied des Lenkungsausschusses für die Analyse der Gerichtsbehörden. Zudem arbeitete sie sechs Monate lang zu 30% als Koordinatorin für die "Kommunikation und Änderungen" des E-Justiz-Projekts und sie präsentierte anlässlich des vom Amt für Informatik und Telekommunikation organisierten "Digiscope"-Tages den IT-Übergang, wie er aus Sicht des Benutzers erlebt wird. Der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta ist hauptsächlich für die Abläufe und die Vereinheitlichung der Arbeitsweisen zuständig. Er ist Mitglied der von der Kantonspolizei eingesetzten "Justizkommission" und der Arbeitsgruppe zur Umsetzung des Bundesgesetzes über die Verbesserung des Schutzes gewaltbetroffener Personen. Des Weiteren nahm er zusammen mit dem Lehrling Colin Raemy am Forum der Berufe Start 2019 und am Lehrlingsbegrüßungstag teil und stellte die Staatsanwaltschaft während einer halbtägigen Schulung der Kantonspolizei für ihre Polizeihostessen vor. Kanzleichef Mathieu Chappuis schliesslich ist für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltungsabteilung zuständig. Er ist Mitglied der Arbeitsgruppe des Informatikbüros der Gerichtsbehörden, des COSPEC (Fachausschuss) E-Justiz und der Immobilienkommission des Staates.

Als Sprecher der Staatsanwaltschaft haben der Chefgerichtsschreiber und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins die Anfragen der Medien beantwortet (126 im Jahr 2019) und fünf Pressemitteilungen verfasst und verbreitet. Die Staatsanwaltschaft organisierte für die Journalisten dank ihrer Mitarbeiter Serge Molliet und Aline Frossard 67 Einsichtnahmen in die Sammlungen der Verfügungen. Zudem hat die Staatsanwaltschaft auch eine Pressekonferenz abgehalten, welche sich im Wesentlichen mit dem Jahresbericht 2018 befasste. Schliesslich gehört der Chefgerichtsschreiber dem Vorstand der Schweizerischen Konferenz der Informationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften an (CCCMP/SKIS).

Mit der Gerichtsschreiberin Gabriella Musumeci nimmt die Staatsanwaltschaft ausserdem nach wie vor an den aktuellen Arbeiten zur Revision des Gesetzes über den Datenschutz teil. Der Entwurf befindet sich nun in der Vernehmlassung.

Schliesslich hat die Staatsanwaltschaft, wie in den vergangenen Jahren auch, zusammen mit der Kantonspolizei den „Nationalen Zukunftstag-Seitenwechsel für Mädchen und Jungs“ organisiert, an welchem 52 Kinder teilgenommen haben.

2.2.1.3.3 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

Die 2003 zur Untersuchungsrichterin gewählte Staatsanwältin Yvonne Gendre beendete nach 16 Jahren Tätigkeit Ende 2019 ihre Karriere. Die Staatsanwaltschaft dankt Yvonne Gendre für ihr Engagement und wünscht ihr alles Gute für den neuen Lebensabschnitt. Ihr Dienstaustritt wird zu einer Neuorganisation innerhalb der Staatsanwaltschaft in Bezug auf die Spezialisierungen führen.

Wie bereits im Vorjahresbericht erwähnt, war die Gerichtsschreiberin Stéphanie Amara bis Ende Januar 2019 als Vertretung für die sich im Mutterschaftsurlaub befindende Staatsanwältin Catherine Christinaz als Staatsanwältin tätig. Im September wurde Stephanie Amara vom Grosse Rat zur Staatsanwältin gewählt und sie beginnt ihre neue Tätigkeit im Januar 2020. Die Staatsanwaltschaft begrüsst sie als neue Staatsanwältin und wünscht ihr viel Freude und berufliche Erfüllung.

Als Stellvertretung für die derzeit beurlaubte Staatsanwältin Catherine Christinaz ernannte der Justizrat im November 2019 auf Vorschlag der Staatsanwaltschaft die Gerichtsschreiberin Sonja Hurni als ad hoc Staatsanwältin mit einem Beschäftigungsgrad von 60%. Die Staatsanwaltschaft ist Sonja Hurni dankbar, dass sie diese Herausforderung angenommen hat.

Die Staatsanwälte haben 2019 ebenfalls als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- > bei der IPAZ, als Lehrer: Philippe Barboni, Christiana Dieu-Bach und Liliane Hauser;
- > beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg, als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- > bei der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten (Vorbereitung auf die Prüfung des Strafrechts und des Strafprozessrechts) : Jean-Luc Mooser.

beziehungsweise als Mitglied:

- > der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichem Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- > der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach und Jean-Luc Mooser;
- > der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- > des Kantonsgerichts: Jean-Luc Mooser (Ersatzrichter);
- > der Kommission der SSK und der CLP: Marc Bugnon (Arbeitsgruppe „Deontologie“), Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Arbeitsgruppe „Organisierte Kriminalität“ und „Psychiatrie und Rechtsmedizin“), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (COMAMAL, Arbeitsgruppen „Organisierte Kriminalität“ und „Sicherheit der Magistraten“), Philippe Barboni und Jean-Frédéric Schmutz (COMASTUP);
- > des Direktionsbüros der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und Menschenschmuggel (KSMM): Yvonne Gendre;
- > der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Marc Bugnon;
- > der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Yvonne Gendre;
- > der Arbeitsgruppe Hooliganismus: Laurent Moschini;
- > der Arbeitsgruppe „Bekämpfung von ungesittetem Verhalten“ : Christiana Dieu-Bach ;
- > der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- > der Stiftung der lateinischen Schweiz „Pilotprojekte – Sucht“: Philippe Barboni;
- > der Arbeitsgruppe Schwarzarbeit: Patrick Genoud;
- > der Rekurskommission der Universität: Markus Julmy (Präsident) ;
- > der Arbeitsgruppe „FMÜ Architekturboard“: Frédéric Chassot;
- > der Arbeitsgruppe „Cybercase“: Frédéric Chassot ;
- > der Arbeitsgruppe „Human Resources“ im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.
- > und der Arbeitsgruppe HR im Rahmen des Projekts „Personalpolitik“: Marc Bugnon.

Schliesslich hat Jean-Luc Mooser die Staatsanwaltschaft und ihre Tätigkeit im Rahmen einer von der Studentenverbindung Zofingia organisierten Ausbildung vorgestellt.

2.2.1.3.4 Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter

Im Jahre 2019 stellte die Staatsanwaltschaft Thanh Nguyen, Judith Mathys, Melany Bürgy, Dania Dattilo Costa, Marianne Python und Özlem Ulukütük als Sekretärinnen, beziehungsweise Yasemin Bayhan Nager, Sophia Conus, Aliona Castella, Stéphanie von Wunschheim und Blaise Toffel als Gerichtsschreiber ein. Des Weiteren hat die Staatsanwaltschaft dreizehn Juristen nach Erwerb ihres Masterdiploms die Möglichkeit geboten, ein Gerichtsschreiberpraktikum für die Dauer von sechs Monaten zu absolvieren, drei Studenten der Rechtswissenschaftlichen Fakultät der Universität Freiburg im Rahmen ihrer Seminararbeit ein Praktikum von zwei oder drei Monaten gewährt und vier IPAZ-Aspiranten der Kriminalpolizei für ein jeweils eintägiges Praktikum empfangen.

Darüber hinaus hat sich die Gerichtsschreiberin Tiffany Currat als Koordinatorin für den strafrechtlichen Bereich dem E-Justiz-Team angeschlossen.

2.2.1.3.5 Die Buchhaltungsabteilung

Die Buchhaltungsabteilung der Staatsanwaltschaft gewährte im Jahre 2019 2'169 (2'057)³⁰ Ratenzahlungen, versandte in 4'947 (4'920) Fällen Mahnungen, in 930 (978) weiteren Fällen Mahnungen bezüglich Saldobeträgen, leitete 342 (336) Beteiligungen ein und behandelte 3'241 (3'188) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

³⁰ Die Zahl innerhalb der Klammern bezieht sich in diesem Kapitel jeweils auf das Jahr 2018.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beträgt für das Jahr 2019 CHF 6'772'831.38 (CHF 6'491'018.57), wobei das Budget einen Betrag von CHF 7'427'700.00 (CHF 6'800'000.00) vorsah. So wurden durch die Umwandlung von Bussen CHF 1'420'905.39 (CHF 1'362'661.02) einkassiert. Schliesslich nahm die Buchhaltungsabteilung im Jahre 2019 insgesamt 104'281 (97'661) Buchungen vor.

Die Buchhaltungsabteilung unterstützte das Jugendgericht bei der Einführung neuer Buchhaltungsprozesse durch die Tribuna-Anwendung und beim Inkasso. Im Rahmen der Vorbereitung einer neuen Version - genannt V4 - der derzeit in Entwicklung befindlichen Tribuna-Anwendung war sie auch an der Entwicklung einer neuen Buchhaltungslösung beteiligt. Im Rahmen des als „eLP“ bezeichneten Projekts, welches der computergestützten Betreuung gewidmet ist, treten die Buchhaltungsabteilungen der Staatsanwaltschaft und des Jugendgerichts als Pilotdienste auf.

2.2.1.4 Diverses

Für den reibungslosen Ablauf der Staatsanwaltschaft sind Weiterentwicklungen der Informatik, die Anschaffung neuer Arbeitsinstrumente und die Modernisierung der Ausrüstung nach wie vor unerlässlich. Die Staatsanwaltschaft profitiert zudem von der Teilnahme des Generalstaatsanwaltes und des Kanzleichefs an den Informatikprojekten der Informatikkommission der Gerichtsbehörden und des Informatikbüros der Gerichtsbehörden. So wurde im Laufe des Jahres 2019 der Druckerbestand erneuert, der Fortschritt der Arbeiten im Zusammenhang mit den drei Hauptprojekten E-Justiz, Tribuna-Migration und digitales Beweismaterial genau verfolgt, die neue Intranetseite der Staatsanwaltschaft (*MP inside*) in Betrieb genommen, Anträge auf Überwachungsmaßnahmen über eine Online-Lösung (WMC)³¹ gestellt und im Rahmen der ständigen Verbesserung der Vorlagen neue Einvernahmeprotokolle eingeführt.

In der Überzeugung, dass die Staatsanwaltschaft leicht zugänglich und in der Stadt Freiburg angesiedelt bleiben muss, hat sie sich vom Vorhaben distanziert, ihre Räumlichkeiten mit denen der Kriminalpolizei zusammenzuführen, die in den kommenden Jahren nach Granges-Paccot umziehen soll. Die Qualität der Zusammenarbeit zwischen diesen beiden Behörden wird dadurch nicht beeinträchtigt. Des Weiteren befürwortet die Staatsanwaltschaft den Zusammenschluss der Freiburger Gefängnisse auf den einzigen Standort von Bellechasse. Der Standort Bellechasse bietet namentlich ausgezeichnete Voraussetzungen, um der Kollusionsgefahr entgegenzuwirken. Die Staatsanwaltschaft steht einem möglichen Zusammenschluss mehrerer Behörden der Stadt Freiburg in einem einzigen Gebäude weiterhin offen gegenüber, insbesondere aus Gründen der Sicherung der Räumlichkeiten.

Aufgrund der aus der Analyse der Justizbehörden gewonnenen Erkenntnisse befürwortet die Staatsanwaltschaft nicht mehr die Übernahme der Kompetenzen der Oberämter im Bereich der Übertretungen. Sie ist der Ansicht, dass eine solche Übertragung der Kompetenzen ohne eine wesentliche Erhöhung ihres Personalbestands nicht tragbar wäre, denn der dadurch entstehende Bedarf an neuen Räumlichkeiten könnte gegenwärtig nicht gedeckt werden. In jedem Fall erachtet aber die Staatsanwaltschaft, dass die Verfahren weiter entwickelt werden können, namentlich durch Vor- und Nachkontrollen durch den Generalstaatsanwalt sowie durch den Austausch im Rahmen von Arbeitsgruppen, insbesondere der Strassenverkehrsplattform, an der der stellvertretende Generalstaatsanwalt und der Oberamtmann des Greyerzbezirkss teilnehmen.

2.2.1.5 Herausforderungen und Perspektiven

Im Hinblick auf den Abschluss des Vernehmlassungsverfahrens werden die Beratungen über die Revision der Strafprozessordnung in den Kammern entscheidend sein, insbesondere hinsichtlich des Rechts der Parteien auf Teilnahme an der Beweiserhebung (Artikel 147a) und der obligatorischen Einvernahme von Beschuldigten, für die eine unbedingte Freiheitsstrafe vorgesehen ist (Artikel 352a), da sie die künftige Arbeit des Staatsanwalts stark beeinflussen werden.

³¹ Siehe oben 1.1.1.3.2.

Auch die Zukunft der Anwendung Tribuna ist ein zentrales Anliegen. Die diesbezüglichen Überlegungen (Erhaltung oder Ersetzung von Tribuna durch eine andere IT-Lösung) betreffen nicht nur die Staatsanwaltschaft, sondern alle Justizbehörden. Das derzeit verwendete Tool entspricht den Bedürfnissen der Staatsanwaltschaft. Allerdings wurde die Weiterentwicklung der verfügbaren Version eingestellt, und die Firma Delta Logic, welche Tribuna entwickelt hatte, durch die Volaris-Gruppe im März 2019 übernommen. Darüber hinaus gilt es zu bedenken, dass diese IT-Lösung keine Schnittstellen zu derjenigen der Kantonspolizei bietet, welche ebenfalls langfristig ersetzt werden muss. Die Bedürfnisse des Nutzers müssen weiterhin Priorität haben, und die Einschränkungen der IT dürfen sich in keiner Weise die Effizienz seiner Arbeit auswirken oder seine Arbeitsbelastung erhöhen. Die Staatsanwaltschaft hofft, dass die zu findende optimale Lösung nicht allein nach finanziellen Kriterien wird ausgewählt werden.

Der Bereich der Staatsanwaltschaft, welcher sich mit der Untersuchung und Verfolgung von Wirtschaftsdelikten befasst, muss durch eine langfristige Lösung gestärkt werden; es ist nicht mehr vorstellbar, dass diese Einheit trotz Unterbesetzung die hohen Anforderungen ihrer Aufgaben weiterhin erfüllen kann. Die Unterstützung, welche dieser Einheit zuteil werden soll, sollte uns jedoch nicht die 2019 festgestellte sehr hohe allgemeine Arbeitsbelastung aller Einheiten der Staatsanwaltschaft vergessen lassen. Nebst der ständig voranzutreibenden Optimierung der Arbeitsprozesse müssen im Jahr 2020 neue Lösungen gefunden werden, um das Gesamtvolumen der Arbeit wieder auf ein normales Mass zu bringen, unter Berücksichtigung der steigenden Zahl der Verfahren, der Zunahme der Anträge und der gesetzlichen Änderungen. Ziel ist es, die Verfahren unter Gewährleistung der höchstmöglichen Qualität innerhalb eines angemessenen Zeitraums abzuschliessen.

Schliesslich endet im Jahr 2020 die zweite Amtszeit des Generalstaatsanwalts und die erste Amtszeit der stellvertretenden Generalstaatsanwälte. Eine (Wieder-)Wahl wird organisiert werden müssen.

Beilage

2.2.2 Statistische Tabelle

Eingetragene Verfahren	15'678
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	14'114
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1'564
Eingetragene französischsprachige Verfahren	13'341
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	2'337
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	15'630
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwaltes	5
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	43
Hängige Verfahren	4'579
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	149
Nichtanhandnahmeverfügungen	1'930
Einstellungsverfügungen	898
Sistierungsverfügungen	1'105
Selbständige Einziehungsverfahren	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	613
Nationale Rechtshilfeersuche	33
Internationale Rechtshilfeersuche	85
Rechtskräftige Strafbefehle	9'302
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	447
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	3'241
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	198
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	96
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	5
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	5
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	79

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	60
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	219
Anzahl Hafttage	19'973
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	12
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	2
Einsprachen des Generalstaatsanwaltes gegen Strafbefehle	2

Freiburg, den 22. Januar 2020

Fabien Gasser
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta
Chefgerichtsschreiber

2.3 Tribunal pénal économique

2.3.1 Composition et locaux

2.3.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Gautschi Alain	Président du TPE	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Baechler Julien	Charrière Eric
Corminboeuf Dominique	Denervaud Joseph
Descloux Marie-Madeleine	Dorand Marie-Christine
Dumas Alexandre	Imesch Per
Jacot Laurent	Loup Bernard
Margueron Cédric	Marty Gisela
Moret Nicole	Schmid Thierry
Udry Oswald	Unternährer Daniel
Vial Thierry	Zbinden Andreas

2.3.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Mme Fabienne Cajoux, greffière, à 100 %.

M. Jonas Kühni, greffier, à 50 %.

Mme Danièle Creteigny, secrétaire, à 100 %.

Depuis le 1^{er} avril 2014, un greffier-stagiaire germanophone est à disposition pour les causes alémaniques du Tribunal pénal économique, du Tribunal de la Sarine et celles du Tribunal des prud'hommes.

2.3.1.3 Locaux

Le Tribunal pénal économique étant rattaché administrativement au Tribunal de l'arrondissement de la Sarine, ses locaux se situent donc au siège du Tribunal de la Sarine, rte des Arsenaux 17, à Fribourg. Il y a lieu de relever que ceux-ci sont adéquats et correspondent aux activités et aux besoins du Tribunal pénal économique.

2.3.2 Activité juridictionnelle

2.3.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

En 2019, le Tribunal pénal économique a siégé de la façon suivante :

- > 1 affaire en mars/avril 2019 (2 prévenus)
- > 1 affaire en novembre 2019

2.3.2.2 Affaires du Tribunal pénal économique

A ce jour, 5 affaires sont inscrites au rôle ; elles seront jugées en 2020.

2.3.2.3 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Rien de particulier à relever.

2.3.2.4 Formation

Le soussigné a suivi 5 jours de cours auprès de la Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter à Gerzensee et Olten, ainsi qu'auprès de l'Institut für Rechtswissenschaft IRP à Ittingen.

2.3.2.5 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Président du Tribunal pénal économique, ainsi que le personnel sous ch. 2.3.1.2 assurent également les affaires pénales ordinaires de l'arrondissement de la Sarine, tant pour la section alémanique que francophone, ainsi que les affaires alémaniques du Tribunal civil de la Sarine. Il faut dès lors relever qu'en sus du rôle du Tribunal pénal économique, 16 personnes ont été jugées en Tribunal pénal d'arrondissement (dont 3 en allemand), ainsi que 89 personnes renvoyées devant le Juge de police (dont 20 en allemand). Enfin, 193 jugements ont été rendus dans les causes du Tribunal civil de la Sarine, soit 101 affaires en allemand et 92 affaires de mainlevées en français.

2.3 Wirtschaftsstrafgericht

2.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.3.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Gautschi Alain	Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Baechler Julien	Charrière Eric
Corminboeuf Dominique	Denervaud Joseph
Descloux Marie-Madeleine	Dorand Marie-Christine
Dumas Alexandre	Imesch Per
Jacot Laurent	Loup Bernard
Margueron Cédric	Marty Gisela
Moret Nicole	Schmid Thierry
Udry Oswald	Unternährer Daniel
Vial Thierry	Zbinden Andreas

2.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.5
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Fabienne Cajoux, Gerichtsschreiberin zu 100 %.

Jonas Kühni, Gerichtsschreiber zu 50 %.

Danièle Creteigny, Sekretärin zu 100 %.

Seit 1. April 2014 steht ein deutschsprachiger Gerichtsschreiber-Praktikant für die deutschsprachigen Prozesse des Wirtschaftsstrafgerichts, des Bezirksgerichts Saane und des Arbeitsgerichts zur Verfügung.

2.3.1.3 Räumlichkeiten

Da das Wirtschaftsstrafgericht administrativ dem Bezirksgericht Saane zugewiesen ist, befinden sich seine Räumlichkeiten am Sitz des Bezirksgerichts Saane, Route des Arsenaux 17, in Freiburg. Es sei darauf hingewiesen, dass die Räumlichkeiten angemessen sind und der Tätigkeit und den Bedürfnissen des Wirtschaftsstrafgerichts entsprechen.

2.3.2 Gerichtstätigkeit

2.3.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2019 tagte das Wirtschaftsgericht wie folgt:

- > 1 Geschäft im März/April 2019 (2 Beschuldigte);
- > 1 Geschäft im November 2019.

2.3.2.2 Angelegenheiten des Wirtschaftsstrafgerichts

Bis heute sind 5 Angelegenheiten eingetragen; sie werden im Jahr 2020 beurteilt.

2.3.2.3 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine besonderen Bemerkungen.

2.3.2.4 Ausbildung

Der Unterzeichnende hat 5 Kurstage bei der Stiftung für die Weiterbildung schweizerischer Richter in Gerzensee und Olten und beim Institut für Rechtswissenschaft IRP-UNISG in Ittingen besucht.

2.3.2.5 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Der Präsident des Wirtschaftsstrafgerichts und das Personal unter Ziff. 2.3.1.2 stellen ebenfalls die Behandlung der ordentlichen Strafsachen des Saanebezirks sowohl in der deutsch- als auch der französischsprachigen Abteilung und der deutschsprachigen Angelegenheiten des Zivilgerichts des Saanebezirks sicher. Deshalb sei darauf hingewiesen, dass das Gericht neben seiner Rolle als Wirtschaftsstrafgericht 16 Personen (davon 3 in deutscher Sprache) als Bezirksstrafgericht beurteilt und 89 Personen vor den Polizeirichter gebracht hat (davon 20 in deutscher Sprache). Es wurden im Zivilgericht des Saanebezirks schliesslich 193 Urteile gefällt, 101 Angelegenheiten in deutscher Sprache und 92 Rechtsöffnungsangelegenheiten in französischer Sprache.

2.3.3 Partie statistique / Statistischer Teil

2.3.3.1 Nombre de personnes jugées / Anzahl abgeurteilte Personen

Nombre de personnes jugées: 3 (2018 : 9, 2017 : 6, 2016 : 4, 2015 : 3, 2014 : 2). Le Tribunal a condamné 1 personne à une peine privative de liberté et 1 personne à une peine pécuniaire. 2 peines ont été assorties du sursis.

Anzahl abgeurteilter Personen: 3 (2018: 9, 2017: 6, 2016: 4, 2015: 3, 2014: 2). Das Gericht hat 1 Person zu einer Freiheitsstrafe und 1 Person zu einer Geldstrafe verurteilt. 2 Urteile wurden zur Bewährung ausgesetzt.

Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand		
	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Total	3	3	0	2	1	3	0

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Total
1. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172^{let} CP/StGB)	5
Abus de confiance / Veruntreuung	0
Vol / Diebstahl	0
Escroquerie / Betrug	0
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	0
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / Check- und Kreditkartenmissbrauch	0
Extorsion et chantage / Erpressung	0
Gestion déloyale / Ungetreue Geschäftsbesorgung	4
Recel / Hehlerei	0
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen	0
Divers / Verschiedenes	1
2. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP/StGB)	0

Nature du jugement / Art des Urteils	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	0
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	1
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	0
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	1
à l'amende / <i>zur Busse</i>	0
sursis / <i>bedingte Strafen</i>	2
sursis partiel / <i>teilbedingte Strafen</i>	0
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	0
Décisions concernant la révocation ou la prolongation du sursis / <i>Entscheide betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs</i>	0
Réintégration / <i>Rückversetzung (89 CP / StGB)</i>	0
Nombre de personnes en détention préventive au moment du jugement / <i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>	0
Nombre de désignations d'un défenseur d'office/d'un mandataire gratuit / <i>Anzahl Bezeichnungen amtlicher/unengeltlicher Verteidiger</i>	0
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	0
Nombre de jours de détention depuis l'acte d'accusation/ <i>Anzahl Tage Haft seit der Anklageschrift</i>	0

Tableaux comparatifs cf. point 2.4.2.2.3 ci-après (p. 196).

Vergleichstabellen vgl. Punkt 2.4.2.2.3 hiernach (S. 196).

2.4 Les Tribunaux d'arrondissement

2.4.1 Partie générale

2.4.1.1 En général

En 2019, le nombre d'affaires civiles enregistrées au rôle des tribunaux a augmenté (+22%, 2019 : 577; 2018 : 472 ; 2017 : 505 ; 2016 : 480 ; 2015 : 436). Les plus fortes augmentations sont observées en Veveyse (+77%) et dans le Lac (+54%). D'une manière générale, les liquidations sont également à la hausse (+10,5%, 2019 : 527 ; 2018 : 477), surtout dans le Lac (+ 58%), en Glâne (+ 37%) et en Gruyère (+ 28%).

Le nombre des affaires ressortant de la compétence des présidents a dans l'ensemble légèrement fléchi (- 2,5%, 2019 : 9079 ; 2018 : 9304 ; 2017 : 9120 ; 2016 : 8766 ; 2015 : 8847), sauf dans la Broye où elles ont fait un bond de 14%. Quant aux liquidations, elles sont stables (2019 : 9268 ; 2018 : 9250).

655 affaires liquidées par les présidents des tribunaux civils ont fait l'objet d'une procédure de conciliation au sens des art. 197 ss CPC. 40% d'entre elles (156) ont donné lieu à une autorisation de procéder, les autres ayant abouti à une transaction (156), une proposition de jugement acceptée (20), un jugement ou autres (retrait de demande ou procédure devenue sans objet, 76). Pour plus de détails, prière de se référer au tableau p. 185.

En matière prud'homale, les nouvelles affaires relevant de la compétence des présidents poursuivent la baisse amorcée l'an dernier (2019 : 323 ; 2018 : 375 ; 2017 : 391 ; 2016 : 375 ; 2015 : 402) tandis que celles de la compétence des tribunaux repartent légèrement à la hausse (2019 : 66 ; 2018 : 62 ; 2017 : 65 ; 2016 : 79 ; 2015 : 80). Globalement le nombre de liquidations est inférieur à l'exercice précédent (2019 : 390 ; 2018 : 461). Le taux d'affaires liquidées par conciliation est toutefois supérieur en 2019 (32% contre 27,5% en 2018).

En matière de bail enfin, les nouvelles affaires ressortant tant de la compétence des présidents (2019 : 289 ; 2018 : 310 ; 2017 : 325 ; 2016: 306 ; 2015: 349) que des tribunaux des baux sont à la baisse (2019 : 61 ; 2018 : 82 ; 2017 : 59 ; 2016 : 94 ; 2015 : 108). On observe un très léger recul des liquidations (2019 : 380 ; 2018 : 388).

Dans le district du Lac, la proportion des nouvelles affaires en français est toujours élevée, tout particulièrement en matière de bail (82%).

En matière pénale, 1080 personnes ont occupé les tribunaux pénaux du canton (dont 3 pour le Tribunal pénal économique), soit 8 % de plus par rapport à l'exercice précédent (2018 : 1001 ; 2017 : 1212 ; 2016 : 991).

Deutscher Text siehe Seite 156 hiernach.

2.4.1.2 Temps moyen écoulé entre l'enregistrement des causes et le prononcé du jugement

Juge de répression / *Strafrichter*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Tribunal pénal / <i>Strafgericht</i>	13	30	53	36	4	0	136
Juge de police / <i>Polizeirichter</i>	105	308	320	172	29	16	950

Tribunal civil / *Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>	35	57	73	88	96	70	419
Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	0	2	1	4	12	18	37

Président tribunal civil / *Präsident Zivilgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	33	247	123	31	5	1	440
Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	46	148	114	63	27	5	403
Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	18	56	62	54	29	9	228
Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	609	2211	256	53	11	0	3140

Juridiction des prud'hommes / *Arbeitsgericht*

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / <i>Präsident</i>	65	153	75	19	9	4	325
Tribunal / <i>Gericht</i>	2	9	9	20	14	11	65

Jurisdiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

	1 – 30 jours/Tage	1 – 3 mois/Mte	3 – 6 mois/Mte	6 – 12 mois/Mte	1 – 2 ans/Jahre	Plus de 2 ans/ Mehr als 2 Jahre	Total
Président / Präsident	110	148	21	19	6	1	305
Tribunal / Gericht	3	10	23	19	17	3	75

Il ressort notamment de ce tableau que 95% des affaires du juge de police et 97% des affaires du tribunal pénal sont jugées dans l'année à compter de leur enregistrement (2018 : 95% et 96% ; 2017 : 94% et 87% ; 2016 : 80% et 86% ; 2015 : 81% et 82%). En matière civile, 60% des affaires en droit de la famille de la compétence du tribunal, 92% des mesures protectrices de l'union conjugale et 83% des affaires pécuniaires de la compétence du président de tribunal, sont jugées dans l'année (2018 : 61%, 94%, 76% ; 2017 : 63%, 93%, 84% ; 2016 : 57%, 91%, 79% ; 2015 : 64%, 91%, 92%)

Aus der Tabelle geht insbesondere hervor, dass 95% der in die Zuständigkeit des Polizeirichters und 97% der in die Zuständigkeit des Strafgerichts fallenden Angelegenheiten innerhalb eines Jahres nach ihrer Erfassung abgeschlossen wurden (2018: 95% et 96%; 2017: 94% und 87%; 2016: 80% und 86%; 2015: 81% und 82%). Mit Blick auf die Zivilsachen sind 60% der Angelegenheiten aus dem Gebiet des Familienrechts, die in die Zuständigkeit des Gerichts fallen, sowie 92% Eheschutzmassnahmen und 83% der vermögensrechtlichen Streitigkeiten, die in die Zuständigkeit des Gerichtspräsidenten fallen, innerhalb eines Jahres erledigt worden (2018: 61%, 94%, 76%; 2017: 63%, 93%, 84%; 2016: 57%, 91%, 79%; 2015: 64%, 91%, 92%).

2.4.1.3 Tribunal d'arrondissement de la Sarine

2.4.1.3.1 Composition et locaux

2.4.1.3.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Audergon François-Xavier	Président du Tribunal civil	1
Raemy Stéphane	Président du Tribunal civil	1
Rossi Carré Alexandra	Présidente du Tribunal civil et en plus de sa charge Présidente suppléante du Tribunal des baux	1
Guye Ariane	Présidente du Tribunal des baux, du Tribunal civil et du Tribunal des prud'hommes	1
Corpataux Adeline	Présidente du Tribunal civil et en plus de sa charge Présidente suppléante du Tribunal des prud'hommes	1
Jutzet Rebekka	Présidente du Tribunal civil, du Tribunal des prud'hommes et du Tribunal des baux	0.5
Gautschi Alain	Président du Tribunal civil, du Tribunal pénal et du Tribunal pénal économique	1
Sallin Jean-Marc	Président du Tribunal pénal	1
Chassot Benoît	Président du Tribunal pénal	1
Rodriguez José	Président du Tribunal pénal et du Tribunal des prud'hommes	1
Total équivalents plein-temps EPT		9.5

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal civil et pénal :
Ackermann-Clerc Béatrice	King-Perroulaz Christiane
Bapst Mary-Lise	Lauper Bernard
Baraké Raymond	Lepori Damiano
Berger Judith	Moigno Barbara
Cudré-Mauroux Hélène	Python Guy
De Buman Caroline	Quartenoud Paul
Défago Colette	Rar Samuel
Dénervaud Caroline	Roch Sébastien
Droz Jean-Pierre	Schmutz-Schaller Anne-Colette
Duffour Pierre	Schorderet Gilles
Flury Yolande	Singy Louis Charles
Frehner Christine	Steinauer Brigitte
Haller Sobritz Dominique	Thiémond Cécile

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Hayoz Agnès	Tissot Pierre-André
Hayoz Caherine	Tritten Sophie
Iliescu Renato	Uldry José
Jochem Anne	Weidling Annegret
Tribunal des prud'hommes :	Tribunal des baux :
Brugger David	Aebischer Christian
Charrière Pierre-André	Casazza Roxane
Fischer Marc	Hayoz Catherine
Gendre Patrick	Loup Matthieu
Hayoz-Clément Chantal	Piccand MARie-Jeanne
Marti Jean-Jacques	Sob Isabelle
Rudaz Karin	Terrapon Claude
	Wicht Pierre

En 2019, le Tribunal plénier a été présidé par José Rodriguez et la vice-présidence a été assurée par Alexandra Rossi Carré.

Dès le 1^{er} janvier 2019, la greffière Adeline Corpataux a été nommée Présidente ad hoc du Tribunal civil et du Tribunal des prud'hommes, à plein temps, afin de reprendre le rôle du Président Laurent Schneuwly, élu Juge cantonal. Mme Corpataux a, par la suite, été officiellement élue et occupe ce poste, au titre de Présidente, depuis le 1^{er} mars 2019.

Depuis le 1^{er} juin 2019, Mme Rebekka Jutzet est entrée en fonction au poste de Présidente à 50% du Tribunal civil, Tribunal des baux et Tribunal des prud'hommes. Au sein du Tribunal des prud'hommes, la Présidente Rebekka Jutzet occupe le poste laissé vacant ensuite de la démission de la Présidente Caroline Gauch. Cette nouvelle force a permis de réajuster la charge de travail qui s'était reportée sur les deux Présidents ordinaires et sur la Présidente suppléante des prud'hommes.

Le Tribunal leur souhaite la bienvenue leur présente ses meilleurs vœux dans leurs nouvelles fonctions.

Il n'y a pas eu de changements au sein des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine en 2019.

En 2020, la présidence du Tribunal plénier sera assurée par Alexandra Rossi Carré et la vice-présidence par Jean-Marc Sallin.

En 2019, les juges assesseurs Caroline Wiman et Judith Berger-Baumann ont mis fin à leur fonction et celle du juge Pierre-André Tissot s'est terminée au 31 décembre 2019. Le Tribunal leur adresse ses vifs remerciements pour leur activité exercée au service de la justice. Pour les remplacer ainsi que pour combler le nombre insuffisant d'asseesseurs, le Grand Conseil a élu, durant l'année, les juges assesseurs Anne de Steiger, Sandra Herren Schwab, Marie-Jeanne Piccand, Isabelle Sob et Claude Terrapon. Le Tribunal leur souhaite la bienvenue et plein succès dans leur nouvelle fonction.

2.4.1.3.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	12.95
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	19.50

Les mutations suivantes sont intervenues au sein des greffiers/ères.

Dès le 1^{er} janvier 2019, le contrat de greffière de Mme Sophie Allred a été prolongé au sein des greffes de la Présidente ad hoc Adeline Corpataux à 50% et du Président Jean-Marc Sallin à 50%. Depuis le 1^{er} mars 2019, elle a été définitivement engagée aux fonctions précitées.

Mme Céline Gaillard, greffière volante à 80%, a démissionné avec effet au 31 mars 2019. Elle a été remplacée dès le 4 février 2019 à 100%, étant donné l'octroi d'un 20% supplémentaire de greffier au budget 2019, par Mme Julia Giallombardo, qui était la greffière de la Présidente Rossi Carré à 50%. Mme Giallombardo a ainsi augmenté son taux d'activité à 100%. Afin de pallier l'absence de cette dernière au sein du greffe de la Présidente Rossi Carré, M. Joffrey Dobosz, a été engagé du 1^{er} avril au 30 septembre 2019 en tant que greffier à 50%. Depuis le 1^{er} octobre 2019, il a été confirmé à ce poste par un engagement de durée indéterminée.

Mme Saskia Oberson, greffière à 100% du Président François-Xavier Audergon, a bénéficié d'un congé maternité du 15 avril au 31 août 2019. Pour remédier à son absence, elle a été remplacé par Messieurs Astrit Bytyqi et François Mooser. M. Astrit Bytyqi a été engagé à 20% du 1^{er} au 31 mars 2019, puis à 100% jusqu'au 31 mai 2019. M. François Mooser a été engagé à plein temps du 1^{er} juin au 31 juillet 2019. Du 1^{er} au 31 août 2019, M. Astrit Bytyqi a travaillé à 40% et Monsieur François Mooser à 60%.

En raison d'une surcharge de travail au sein du greffe de la Présidente Ariane Guye, les taux d'activité de ses greffières ont été temporairement augmentés. Mme Maria Argul est ainsi passée de 70 à 100% du 1^{er} mai au 31 juillet 2019 et Mme Céline Bruno de 80 à 100% du 1^{er} juin au 31 août 2019 ainsi que du 1^{er} novembre 2019 au 31 janvier 2020. Toujours afin de soutenir ce greffe, M. François Mooser a rejoint les greffières de la Présidente Guye du 1^{er} août au 30 septembre 2019 à un taux de 40%.

Depuis le 1^{er} juin 2019, Mme Julia Giallombardo, qui était greffière-volante à 100%, a rejoint le greffe de la Présidente Rebekka Jutzet à un taux de 50%. Le poste de greffier-volant/greffière-volante a ainsi dû être diminué de moitié, afin de permettre à la nouvelle magistrate de bénéficier d'un/e greffier/ère, mais générant par conséquent un report de travail sur l'ensemble des greffiers/ères du Tribunal civil.

Afin d'assurer le remplacement de M. Joffrey Dobosz, greffier à 50% de la Présidente Rossi Carré, du 4 septembre au 18 octobre 2019 — absent en raison d'obligations militaires notamment —, Mme Maria Argul a augmenté son taux d'activité de 30% du 1^{er} septembre au 30 octobre 2019.

Le poste de greffier/ère volant/e ayant dû être diminué de moitié, Mme Sara Ristova, greffière stagiaire, a vu son contrat de stage prolongé du 1^{er} novembre au 31 décembre 2019 afin de renforcer l'ensemble des greffiers/ères du Tribunal civil.

Les changements suivants sont intervenus au sein du personnel administratif.

Mme Dagmar Decker, qui était en congé maternité prolongé, a repris son poste de secrétaire réceptionniste le 1^{er} février 2019.

Mme Laure Peyraud, secrétaire à 50% de la Présidente ad hoc Adeline Corpataux et à 30% du Tribunal des prud'hommes, a démissionné avec effet au 31 mars 2019. Ensuite de son départ, plusieurs mutations ont eu lieu.

Mme Ludivine Spini a cessé son activité de secrétaire à 50% pour la Présidente Alexandra Rossi Carré afin de reprendre à temps complet le secrétariat de la Présidente Adeline Corpataux.

Mme Martine Gachet a été confirmée à la fonction de secrétaire volante à un taux de 50%.

Mme Charlotte Bürgy a augmenté de 20% à 30% son activité de secrétaire auprès du Tribunal des prud'hommes.

Mme Vanessa Fernandes Martins a été engagée le 1^{er} avril 2019 à un taux de 70% reprenant ainsi le 50% de secrétariat au sein du greffe de la Présidente Rossi Carré laissé vacant par Mme Ludivine Spini et le 20% restant de secrétariat des Prud'hommes.

Depuis le 1^{er} juin 2019, Mme Martine Gachet, qui était secrétaire volante à 50%, occupe le poste de secrétaire de la Présidente Rebekka Jutzet. Le poste de secrétaire volante a ainsi dû être supprimé afin de permettre à la nouvelle magistrate de bénéficier d'une secrétaire. Pour assurer le secrétariat en langue allemande de la Présidente Rebekka Jutzet, Mme Dagmar Decker a dû être détachée de 10% de ses tâches de secrétaire réceptionniste à 50%. Cette situation génère, depuis lors, un report de travail sur l'ensemble des secrétaires du Tribunal civil et des secrétaires réceptionnistes.

M. Thomas Avanzi, adjoint administratif, a été engagé, depuis le 19 août 2019, à 40%, en tant que coordinateur services centraux auprès du programme e-Justice. Pour remédier à son absence, Mme Stéphanie Haenni a été engagée dès le 20 août 2019. Elle a toutefois démissionné pour le 31 octobre 2019. Pour des raisons d'organisation, son poste n'a pas encore été repourvu.

Mme Cindy Gross, secrétaire à 50% de la Présidente Rossi Carré, a été absente pour cause de maladie du 3 septembre au 30 novembre 2019. Mme Vanessa Fernandes Martins ainsi que Mme Brenda Ducarroz ont augmenté ponctuellement leur taux d'activité afin d'assurer son remplacement.

2.4.1.3.1.3 Locaux

Cette année encore, de multiples interventions ont été nécessaires pour réparer les installations de chauffage, de ventilation et leurs installations de contrôle. Des travaux sur le système de ventilation ont débuté en juillet 2019 pour assurer son bon fonctionnement et sont toujours en cours. La réfection totale du toit incluant les dégâts d'eau subis au cours des années 2018 et 2019 est toujours nécessaire. Le Conseil d'Etat ayant adopté un plan d'investissement urgent afin de pouvoir effectuer ces travaux, des études préparatoires ont été effectuées au cours du deuxième semestre 2019 et une décision sur la solution envisagée devrait être prise durant le 1^{er} trimestre 2020.

En matière de taux d'occupation des locaux, nous en avons atteint les limites depuis plus d'une année, plus aucun bureau n'étant libre.

2.4.1.3.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.3.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

En 2019, les affaires inscrites, tant au rôle du Tribunal civil de l'arrondissement de la Sarine qu'à celui des Présidents, se sont élevées à 3'749 et le nombre de décisions rendues s'est élevé à 3'867.

La charge de travail de chacun des Présidents demeure très importante au vu du nombre d'affaires inscrites au cours de l'année écoulée.

Certes, depuis l'arrivée de la Présidente Rebekka Jutzet, engagée à 50%, le rôle des Présidents déjà en place a pu profiter de cette nouvelle force de travail. Néanmoins, la situation reste tendue et n'offre guère de répit aux Magistrats notamment lorsque ceux-ci sont saisis de dossiers exceptionnels tant par leur ampleur que par leur complexité, ce qui arrive de plus en plus souvent, notamment dans les domaines de la construction, bancaire, économique, commercial et successoral. Pour rappel, la justice fribourgeoise ne comprend ni un tribunal commercial, ni un tribunal civil économique.

Il faut souligner que le poste de la Présidente Rebekka Jutzet n'a été doté ni d'une secrétaire, ni d'un greffier et le Tribunal de la Sarine a dû puiser dans son pourcentage de greffier et secrétaire volants, afin d'offrir une équipe complète à la Présidente Rebekka Jutzet. Il s'agissait d'une mesure sine qua non pour qu'elle puisse travailler dans des conditions correctes. Ces pourcentages doivent dès lors être récupérés par le Tribunal de la Sarine. En effet, ces « postes volants » sont de grande importance car ils permettent de faire face à des situations imprévues et de renforcer les forces rédactionnelles peu importantes des Magistrats pour, comme déjà évoqué par le passé, que le traitement des dossiers puisse se faire dans de courts délais, dans l'intérêt des justiciables, et pour que de saines conditions de travail puissent exister.

Ainsi, un renfort des forces rédactionnelles est urgent et indispensable et doit se concrétiser par l'allocation, par Président, d'un greffier supplémentaire à 50% au minimum.

En 2019, la charge de travail des Présidents du Tribunal pénal de la Sarine est restée élevée et a été soutenue, afin de liquider le plus grand nombre d'affaires dans des délais raisonnables. Les Présidents relèvent que, d'une manière générale, la complexité des affaires augmente. Le traitement de l'expulsion judiciaire accroît aussi la charge de travail des juges.

2.4.1.3.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les Présidents du Tribunal civil, du Tribunal des baux et du Tribunal des prud'hommes de l'arrondissement de la Sarine se réfèrent aux statistiques remises en annexe. S'agissant de la charge globale tant des affaires inscrites au rôle qu'à celle liquidées, il y a lieu de se référer à ce qui est rapporté ci-devant.

Quant à la juridiction des prud'hommes, 151 dossiers de la compétence du Président (199 en 2018) et 33 dossiers de la compétence du Tribunal (29 en 2018) ont été liquidés durant l'année 2019. Dans les dossiers liquidés par les Présidents, on dénombre 12 jugements, 47 conciliations, 47 autorisations de procéder délivrées et 45 dossiers liquidés pour d'autres raisons (retrait de la requête, irrecevabilité, décisions d'assistance judiciaire...).

La juridiction des baux a été saisie de 153 nouvelles affaires en 2019 (133 pour la Présidente et 20 pour le Tribunal). De manière globale, le stock des affaires pendantes au 31 décembre 2019 a pu être diminué par rapport à celles pendantes au 31 décembre 2018 (moins 31 unités). Cette diminution s'explique uniquement par l'augmentation temporaire (3 mois) des greffières de la Présidente Ariane Guye pour un équivalent total de 2 EPT (50% d'augmentation).

Cela étant, cette juridiction reste surchargée, sachant que le rôle de la Présidente Ariane Guye est composé, en sus des causes de bail, de 33% de causes prud'homales et de 33% civiles ordinaires. Par ailleurs, les dossiers traités par cette juridiction mobilisent le greffe de manière conséquente, de sorte qu'il est nécessaire d'obtenir l'allocation définitive de 0.5 EPT supplémentaire.

A noter encore que la suppléance du Tribunal des baux n'a été assumée au premier semestre 2019 que par la Présidente Alexandra Rossi Carré. Au second semestre 2019, la Présidente Rebekka Jutzet a renforcé les rangs en qualité de Présidente suppléante pour les affaires en langue française et en qualité de Présidente ordinaire pour les affaires en allemand.

2.4.1.3.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2019, le Tribunal pénal de la Sarine a reçu 62 nouveaux dossiers à traiter (59 en français ; 3 en allemand). Il en a liquidé 66. Au 1^{er} janvier 2020, il reste ainsi 25 dossiers à traiter.

En 2019, les Juges de police de la Sarine ont reçu 391 nouveaux dossiers (371 en français ; 20 en allemand). Ils en ont liquidé 424. Au 1^{er} janvier 2020, il reste ainsi 190 dossiers à traiter.

2.4.1.3.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le rapport avec les autres autorités est généralement bon, voire très bon.

Il n'y a aucune remarque particulière s'agissant des rapports avec les avocats et autres intervenants.

2.4.1.3.3 Formation

Les Présidentes et Présidents du Tribunal d'arrondissement de la Sarine ont pris part à diverses formations durant le courant de l'année 2019.

Le personnel du Greffe a également pu bénéficier de cours et de séminaires de formation.

2.4.1.3.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Le Tribunal n'a aucune remarque particulière à formuler à ce sujet.

2.4.1.4 Tribunal d'arrondissement du Lac

2.4.1.4.1 Composition et locaux

2.4.1.4.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Markus Ducret	Président (jusqu'au 28.02.2019)	1
Sandrine Schaller Walker	Présidente	0.6
Peter Stoller	Président (dès le 01.03.2019)	1
Total équivalents plein-temps EPT		1.6

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des baux :
Daniel Baechler	Susanne Genner
Brigitte Bauer	Ivo Hubmann
Nicole Chuard	Jean-Louis Jungo
Eric Delley	Verena Loembe
Miriam Deuble	Gilberte Schär-Demont
Anne Kleinewefers Lehner	Erika Schneider
Andreas von Kaenel	
Cilette Marchand	Tribunal des prud'hommes :
Jonas Petersen	Anne-Marie Coopt
Nicole Piano	Manfred Meyer
Frédéric Plancherel	Christian Pillonel
Thomas Schick	Bruno Schwander
Aline Wälti	Eliane Weber
Patrick Zehnder	Philipp Wieland

2.4.1.4.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2018)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.8
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.9

Durant l'année 2019, cinq greffiers-stagiaires ont terminé, accompli ou débuté un stage pour une période de six mois.

2.4.1.4.1.3 Locaux

Pas de remarque.

2.4.1.4.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.4.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Durant l'année 2019, le Tribunal du Lac a conservé une charge de travail très intense, le nombre de dossiers enregistrés n'ayant que faiblement diminué par rapport à 2018. Comme déjà relevé, la proportion de cas francophones est importante (environ 40%, voire 50% en pénal), et aucune amélioration n'est à prévoir. La transmission de dossiers à la cellule itinérante constitue un soutien précieux.

Après presque 20 ans d'activité en qualité de Président du Tribunal du Lac, Markus Ducret a été élu juge cantonal en décembre 2018, avec entrée en fonction au 1er mars 2019. Le Tribunal a ainsi perdu un magistrat expérimenté dont les grandes compétences, professionnelles et humaines, étaient reconnues. Le greffier-chef Peter Stoller a été nommé Président ad hoc dès le 1er mars 2019, puis élu à cette fonction lors des élections de mars 2019. L'expérience du Président Stoller, comme greffier-chef et comme Président du Tribunal des Prud'hommes, et son grand engagement lui ont permis d'être très rapidement à l'aise dans ses nouvelles tâches. Le fonctionnement du Tribunal du Lac n'a dès lors pas souffert de ce changement de Président.

La comptable du Tribunal du Lac, Elisabeth Chardonens, a fait valoir son droit à la retraite anticipée au 31 mars 2019. Madame Chardonens travaillait au sein du Tribunal depuis le 1^{er} juillet 2000. C'est une perte pour le tribunal qui a bénéficié longtemps de son expérience, de ses compétences et de son dévouement. Son poste a été repourvu à l'interne, par une secrétaire qui a été remplacée au greffe du Tribunal.

2.4.1.4.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Président du Tribunal civil

En 2019 (en comparaison de 2018), 868 affaires (2018 = 892) ont été inscrites au rôle du Président du Tribunal civil avant le 31 décembre 2019, dont 506 en allemand, soit 58% (2018= 554). Durant l'année 2019, 862 affaires (2018 = 911), dont 523 en allemand ont été liquidées. 193 affaires demeurent inscrites au rôle, dont 93 en allemand. 4 affaires ont été inscrites au rôle avant le 31 décembre 2017.

Sur les procédures liquidées en 2019, 437 relèvent de la loi sur les poursuites et faillites. Il y a eu notamment 284 procédures de mainlevées d'opposition et 98 ouvertures de faillite.

Tribunal civil

En 2019, le Tribunal civil a enregistré 63 nouvelles affaires (2018 =41), dont 36 en allemand (2018 = 28). Durant l'année, 57 affaires (2018= 36), dont 37 en allemand, ont été liquidées.

Au 31 décembre 2019, 67 affaires (2018= 61) sont encore en cours devant le Tribunal civil, dont 30 en allemand.

Conciliation

96 procédures de conciliation ont été liquidées en 2019, pour lesquelles 47 autorisations de procéder ont été rendues, 6 propositions de jugement et 10 jugements ont été prononcés. 15 procédures se sont soldées par une transaction et 18 ont été liquidées d'une autre manière (notamment retrait de la requête).

Tribunal des prud'hommes

Devant le Président du Tribunal des prud'hommes, 22 nouvelles affaires (2018=44) ont été inscrites au rôle, dont 14 en allemand. Les Présidents ont traité 26 affaires, dont 9 ont été liquidées par transaction ou conciliation. Au 31 décembre 2019, il demeure 5 affaires pendantes (2018= 9).

Devant le Tribunal des prud'hommes, 10 nouvelles affaires (2018=9) ont été introduites, dont 5 en allemand. 4 affaires (2018=7) ont été liquidées. Il reste 12 procédures pendantes au 31 décembre 2019.

Tribunal des baux

Devant le Président du Tribunal des baux, 23 nouvelles affaires ont été inscrites au rôle (2018 = 15), dont 15 en allemand. 21 jugements ont été rendus, et il reste 4 affaires pendante au 31 décembre 2019.

Durant l'année 2019, 5 nouvelles affaires (2018 = 5), dont 3 en allemand, ont été inscrites au rôle du Tribunal des baux qui a rendu 4 jugements. Au 31 décembre 2019, il demeure 5 affaires pendantes.

Pour le surplus, il est renvoyé au rapport du Tribunal de la Singine concernant les affaires relevant du Tribunal des baux de la Singine et du Lac.

2.4.1.4.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Juge de police

En 2019, 95 nouvelles affaires (2018 = 106) ont été enregistrées, dont 51 en allemand. Les juges de police ont liquidé 86 cas (2018 = 121). Au 31 décembre 2019, 46 affaires restent inscrites au rôle.

Tribunal pénal

4 nouvelles affaires ont été enregistrées (2018= 9), dont 3 en allemand. Durant cette année, le Tribunal pénal a jugé 3 personnes. Au 31 décembre 2019, il reste 6 affaires à juger.

2.4.1.4.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Pas de remarque.

2.4.1.4.3 Formation

Les Présidents ainsi que les greffiers ont suivi chacun plusieurs journées de formation continue.

2.4.1.4.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque.

2.4.1.5 Tribunal d'arrondissement de la Singine

2.4.1.5.1 Composition et locaux

2.4.1.5.1.1 Composition du tribunal (uniquement les juges et les assesseur-e-s)

Juges professionnel-le-s (au 31.12.2019)

Nom / prénom	Fonction	EPT
Dr Raemy Reinold	Président du tribunal	1
Rentsch Peter	Président du tribunal	1
Vaucher Mauron Pascale	Présidente Tribunal des baux	0.1
Rohner Stulz Seraina	Présidente Tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein temps EPT		2.2

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom / prénom	Nom / prénom
Tribunal civil et pénal:	Tribunal civil et pénal:
Aeberhard Robert	Aebischer Gabriel
Bürgisser Martha	Chappuis Waeber Dominique
Grossrieder Monika	Jungo Eveline
Jungo Guido	Portmann Marianne
Reidy Thomas	Schwaller Bruno
Sturny Myriam	Waeber-Hayoz Ruth
Tribunal des prud'hommes	Tribunal des baux
Vonlanthen Norbert	Schneider Erika
Marguet Irène	Jungo Jean-Louis
Rappo Pascal	Schär Gilberte
Chappuis Waeber Dominique	Loembe Verena
Maurer Urs	Hubmann Ivo
Stritt René	Genner Susanne

2.4.1.5.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT collaborateur-trice-s de formation juridique	4.05
Total EPT collaborateur-trice-s sans formation juridique	3.5

S'agissant des greffiers, aucun changement n'est à signaler. Nicholas Bürgy a suivi une formation continue à partir du 1er mars 2018 et, avec l'accord du Service de la justice, son taux d'occupation a été ramené à 80% pendant un an. Dès le 1er mars 2019, il travaille à nouveau à 100%.

En 2019, des stages ont été effectués par Anne-Sophie Krattinger (du 1er octobre 2018 au 31 mars 2019), Natascha Sommer (du 1er janvier 2019 au 30 juin 2019), Lea Truttmann (du 1er avril 2019 au 30 septembre 2019), Elvira Minnig (du 1er juillet 2019 au 31 décembre 2019) et Samuel Gerber (du 1er octobre 2019 au 31 mars 2020). Les stagiaires ont également été pris en compte au nombre des collaborateur-trice-s de formation juridique.

Simon Zurkinden a collaboré au secrétariat jusqu'en janvier 2019 dans le cadre d'un programme d'intégration AI. Almedina Ajeti poursuit son apprentissage d'assistante de bureau, qu'elle devrait achever à l'été 2020.

2.4.1.5.1.3 Locaux

Aucun changement n'a été enregistré à ce sujet en 2019.

2.4.1.5.2 Activité judiciaire

2.4.1.5.2.1 En général (charge de travail, etc.)

En 2019, c'est le Président du tribunal Reinold Raemy, Dr en droit, qui a assuré la présidence pour la gestion des questions administratives (art. 21 LJ). Il a pris sa retraite au 31 décembre 2019. Etant précisé que Peter Rentsch et Seraina Rohner Stulz ont la charge du Tribunal des prud'hommes alors que Reinold Raemy et Pascale Vaucher Mauron assument celle du Tribunal des baux, les présidents des tribunaux se sont partagés la tâche comme auparavant, suivant en cela des aspects pratiques; en d'autres termes, la répartition ne se fait pas en fonction des matières respectives, mais chaque juge exerce en principe dans tous les domaines. Les dossiers sont attribués de manière aléatoire, alors que pour le greffe, la clé de répartition de 50:50 est de rigueur.

La charge de travail est demeurée élevée mais, pour l'essentiel, il a été possible de la maîtriser. Au Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (pour les cas en langue allemande), Peter Rentsch a réglé une affaire en qualité de juge de police et quatre en tant que président du Tribunal civil. Pendant l'année sous examen, il a été fait appel une fois à Reinold Raemy à titre de suppléant du Président du Tribunal des mesures de contrainte, et il a traité un cas au Tribunal d'arrondissement du Lac.

2.4.1.5.2.2 Matière civile (Président, Tribunal, Chambre des tutelles, Tribunal des prud'hommes et Tribunal des baux, Poursuites et faillites)

En 2019 ont été enregistrées au total 832 affaires civiles (2014: 899, 2015: 852, 2016: 915, 2017: 936, 2018: 827), dont 28 affaires de droit du bail à Morat. Il a été possible de clore 819 procédures (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861 2017: 907; 2018: 848), 25 affaires de droit du bail réglées à Morat étant prises en compte. Le chiffre de 819 porte sur les décisions mettant fin à une procédure; toutes les autres décisions, comme les suspensions, celles relatives aux expertises et autres décisions intermédiaires, ne sont pas prises en considération.

En principe, les affaires du Tribunal des baux ont été réparties comme auparavant entre Tavel et Morat, selon le lieu de l'objet loué. Les dossiers sont traités au plan administratif par le greffe respectif (inscription au rôle, archivage).

Il y a lieu d'ajouter ici qu'en 2019, 78 jugements de divorce (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62, 2017: 70; 2018: 73) ont été rendus. Les listes de frais des affaires civiles n'ont pas été établies séparément, mais les indemnités de partie et celles allouées aux défenseurs d'office sont généralement fixées dans le jugement rendu sur le fond. Il y a eu 33 auditions d'enfants (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016: 35, 2017: 29; 2018: 29) menées par la greffière Vaucher Mauron, étant précisé que, souvent, plusieurs enfants ont été auditionnés simultanément.

S'agissant des informations figurant dans la statistique, les explications complémentaires suivantes peuvent être apportées ici:

Les présidents du Tribunal des prud'hommes ont réglé 19 affaires en tout, dont 13 en procédure de conciliation.

Il convient d'observer dans la statistique concernant les affaires du Tribunal des baux que, depuis le 1er janvier 2013, seul le tribunal qui a également traité le cas au fond recense administrativement les affaires en ce domaine. Celles enregistrées avant cette date et traitées à Morat étaient à chaque fois recensées dans les systèmes des deux tribunaux. Jusqu'à la clôture de tous ces cas - il y a encore actuellement à Morat une affaire pendante devant le Tribunal des baux, qui est également enregistrée administrativement à Tavel - il y aura des chevauchements dans les statistiques Tribuna.

82 procédures de conciliation ont été menées, qui ont été réglées de la manière suivante: décisions selon art. 212 CPC: 9, transactions/réconciliations: 17, autorisations d'introduire action: 35, proposition de jugement acceptée: 0, sans objet ou autres motifs: 21. Ces chiffres comprennent aussi les procédures de conciliation en droit du travail, qui ne sont pas inscrites dans la statistique (président du Tribunal civil, formulaire 2).

2.4.1.5.2.3 Matière pénale (Juge de police, Tribunal pénal)

Au total, ce sont 89 affaires pénales qui ont été enregistrées (2013: 84, 2014: 86; 2015: 81, 2016: 104, 2017: 83; 2018: 75), et 89 ont été réglées (2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016: 86, 2017: 93; 2018: 69). Ces chiffres tiennent également compte de deux demandes d'assistance judiciaire et de conversion d'amende en peine privative de liberté. Deux demandes d'octroi du droit de consulter le dossier ont été reçues, qui sont traitées par le président de la Cour pénale (instance 60).

2.4.1.5.2.4 Relations avec les autorités, avocats et autres intéressés

Les relations avec les autorités et les avocats sont bonnes.

Une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le Tribunal d'arrondissement en date du 10 septembre 2019.

2.4.1.5.3 Formation continue

Les présidents de tribunal et les greffier-ère-s ont pris part à des sessions de formation continue.

2.4.1.5.4 Divers (propositions de modifications de loi, informatique, etc.)

Aucune remarque.

2.4.1.6 Tribunal d'arrondissement de la Gruyère

2.4.1.6.1 Composition et locaux

2.4.1.6.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bütikofer Repond Frédérique	Présidente	0.5
Dey Gremaud Claudia	Présidente	1
Perroud Sugnaux Camille	Présidente	0.5
Vallet Philippe	Président	1
Oberson Nicolas	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		3.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal civil et pénal :
Aebischer Jacques	Geinoz Joseph
Barras Philippe	Giller Stéphane
Brodard Jacqueline	Morand Anne
Brülhart Maguy	Morand Patrice
Castella Michel	Progin Barbara
Dupasquier Colette	Romanens Claudia
Fragnière-Morard Nicole	Wyssmüller Christian
Tribunal des prud'hommes :	Tribunal des baux :
Clément Philippe	Delabays Marc
Ducrest François	Dumas Justine
Magnin Daniel	Magne André
Progin Yolande	Martins Sandra
Remy Annick	Perroud Noëlle
Remy Raymond (démission au 31.03.2019)	Scazzari Valentina
Rouiller Pierre	
Schorderet Christian	

En 2019, Madame la Présidente Camille Perroud Sugnaux a fonctionné en qualité de Présidente en charge des questions administratives et Madame la Présidente Claudia Dey Gremaud en qualité de Vice-Présidente. La présidence sera assumée pour l'année 2020 par cette dernière et la vice-présidence par Monsieur le Président Philippe Vallet. En 2021, la présidence sera assumée par Monsieur le Président Philippe Vallet et la vice-présidence par Madame la Présidente Frédérique Bütikofer Repond.

2.4.1.6.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	4.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5.6

Pour l'année 2018, il n'y a eu aucune modification en matière d'EPT au sein du personnel du Tribunal. Nous relevons également la présence, entre les mois d'octobre 2019 et de janvier 2020, du Président Michel Morel, fonctionnant comme Juge ad hoc au taux de 50% pour notre Autorité. Il était accompagné d'une greffière à 50 %.

Le Tribunal a pu également compter sur le soutien de greffiers stagiaires qui ont travaillé pour une période de 6 mois au sein de notre greffe. Ils sont en permanence au nombre de deux. Nous avons également pu compter sur deux greffières engagées à durée déterminée par le biais de BNF, respectivement en primo-demandeur d'emploi.

2.4.1.6.1.3 Locaux

Nous sommes satisfaits de nos locaux au niveau de leur fonctionnalité et de l'espace à disposition. Cependant, malgré des demandes réitérées et des ébauches de réponses, les problèmes au niveau du chauffage et du taux d'humidité demeurent et engendrent de forts désagréments, se présentant sous la forme d'un taux d'hygrométrie en hiver en-deça des minima acceptables, multipliant les soucis de santé pour certains collaborateurs du Tribunal.

2.4.1.6.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.6.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

Globalement, la charge de travail du Tribunal s'est maintenue à un niveau très élevé, compte tenu de la dotation en personnel du tribunal : 2'104 affaires enregistrées en 2019 et 2'102 décisions ont été rendues. Alors que dans le domaine civil, on enregistre un nombre total de nouvelles affaires en très léger retrait par rapport aux années antérieures, le nombre d'affaires pénales enregistrées est resté dans la moyenne de ces dernières années, avec une forte augmentation en revanche des causes relevant du Tribunal pénal. Il est relevé que les magistrats et leurs greffiers peinent à suivre le rythme imposé par le nombre de dossiers en cours et devant être liquidés. Pour que le traitement des dossiers puisse intervenir dans des délais plus courts, dans l'intérêt des justiciables et pour que de saines conditions de travail puissent exister, un renfort de force rédactionnelle est urgent et indispensable. Une aide permanente, par le biais de la création des postes de Président, greffier et secrétaire, tous trois à 100 %, permettrait d'absorber la quantité de travail et de nouveaux dossiers, garantirait le bon fonctionnement de la justice dans notre district et éviterait des situations d'épuisement professionnel. Le Président Michel Morel a été nommé pour la période d'octobre 2019 à janvier 2020 pour suppléer la Présidente Camille Perroud Sugnaux, occupée à la préparation d'un volumineux dossier. Cette aide a été la bienvenue et a permis au rôle de cette dernière de ne pas prendre de retard. Il faut également relever l'aide apportée par la cellule itinérante, à laquelle 143 dossiers civils ont été confiés, permettant d'assigner et de liquider les dossiers dans des délais plus raisonnables.

2.4.1.6.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Les autorités civiles de l'arrondissement de la Gruyère croulent sous la masse de travail. Le nombre de causes introduites est d'un très haut niveau et leur complexité de plus en plus avérée. En 2019, l'ensemble des magistrats civilistes a liquidé 1'878 dossiers alors que dans le même temps, 1'880 nouvelles procédures ont été introduites. Cela représente une charge exagérément lourde pour les seules forces de travail attribuées au district pour ces matières. Grâce à l'engagement des magistrats concernés, par exemple dans les procédures matrimoniales, la voie de la conciliation est toujours privilégiée, souvent avec succès, afin d'alléger le fardeau rédactionnel des greffiers et greffières, dont la charge de travail est trop importante pour leur permettre de toujours terminer les rédactions des

décisions et jugements dans des délais acceptables. Nous devons encore une fois insister sur le fait que le Tribunal de la Gruyère manque de personnel à tous les niveaux (Présidents, greffiers et secrétaires). Malgré nos demandes répétées, et bien que compréhensive et attentive à nos préoccupations, notre Direction déclare ne pas être en mesure de nous allouer les forces de travail absolument indispensables, désormais, à l'exécution de nos tâches. Nous déplorons cette situation, qui semble désespérément bloquée au niveau politique.

Dans le courant de l'année 2019, l'aide de la Cellule judiciaire itinérante pour l'absorption des nouvelles affaires civiles entrantes à raison d'une semaine par mois s'est révélée salvatrice. Sans cette aide essentielle, le niveau de liquidation des affaires civiles aurait été moindre et les retards pris grandissants. Preuve s'il en est, que seule une dotation supérieure en personnel, est à même de permettre à nos autorités civiles de soutenir le rythme et les niveaux exigeants de célérité et de qualité requises.

S'agissant des procédures civiles de conciliation liquidées en 2019, au nombre de 106, 21 ont fait l'objet d'une transaction, 24 d'une décision, 28 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, non-entrée en matière, etc) et 33 d'une autorisation de procéder. En matière de prud'hommes, 40 procédures de conciliation ont été liquidées en 2019. 11 ont fait l'objet d'une transaction, 3 d'une décision, 8 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, non-entrée en matière, etc) et 18 d'une autorisation de procéder.

La Cellule judiciaire itinérante a liquidé 103 affaires en matière civile, dont 3 de la compétence du Tribunal civil.

Pour le surplus, cf. statistiques.

2.4.1.6.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2019, le nombre total des nouvelles affaires pénales enregistrées s'élève à 177 dossiers de la compétence du Juge de police (contre 174 en 2018 et 203 en 2017), à 36 dossiers du ressort du Tribunal pénal (contre 24 en 2018, 22 en 2017) et 12 du Président du Tribunal pénal (contre 9 en 2018, 6 en 2017), totalisant 225 affaires (contre 207 en 2018 et 231 en 2017), en légère augmentation des affaires enregistrées ces dernières années. Il est souligné l'importante augmentation du nombre de dossiers de la compétence du Tribunal pénal, à raison de 50 %, qui implique une plus longue préparation de la part du Président et du greffier, la prélecture du dossier par les juges assesseurs et un surcroît de travail au niveau du secrétariat.

168 affaires pénales ont été liquidées, contre 167 en 2018 et 316 en 2017 (présence cette année-là du Président ad hoc Michel Morel qui a liquidé 130 dossiers et de la Cellule itinérante 23 dossiers), relevant du Juge de police, dont 5 en procédure simplifiée, et 16 par le Président ad hoc Michel Morel, 34 relevant du Tribunal pénal (contre 23 en 2018, dont 3 procédures simplifiées, et 19 en 2017, dont 4 procédures simplifiées), dont 10 en procédure simplifiée, et 3 par le Président ad hoc Michel Morel et 12 du Président du Tribunal pénal (contre 8 en 2018, 8 en 2017).

Bien que les affaires liquidées se maintiennent à un niveau stable et cela malgré la très forte augmentation des dossiers relevant du tribunal pénal, nous relevons que la charge de travail est élevée et que les greffier-ères doivent faire face à une charge rédactionnelle conséquente qui ne permet pas toujours de liquider les dossiers dans un délai raisonnable. Un soutien au niveau des forces rédactionnelles semble prioritaire. Il est également utile de relever qu'il a été possible de liquider un nombre impressionnant de dossiers en 2017 grâce à la présence du Président Michel Morel et au soutien de la Cellule itinérante.

Nous relevons à nouveau que les parties (parties plaignantes/prévenu(e)s) étant le plus souvent représentées par un avocat, cela a pour conséquence de prolonger non seulement les délais d'assignation, mais également la durée des audiences/séances. Pour le surplus, cf. statistiques.

2.4.1.6.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

D'une manière générale, les rapports avec les avocats, ainsi que les autres autorités, sont bons. En outre, la Cellule judiciaire itinérante s'avère être d'une grande aide et d'un précieux soutien, et nos rapports avec cette entité sont excellents.

2.4.1.6.3 Formation

Les magistrats du Tribunal de la Gruyère ont suivi les formations suivantes :

Bütikofer Repond Frédérique

- > La Justice restaurative, à Fribourg
- > Colloque de la SSDP Romandie, à Montreux

Dey Gremaud Claudia

- > La Preuve dans le procès civil, à Gerzensee
- > L'indemnisation du dommage corporel, à Neuchâtel
- > 3ème séminaire sur la PPE, à Neuchâtel
- > 10ème Symposium du droit de la famille, à Fribourg

Perroud Sugnaux Camille

- > Colloque de la SSDP Romandie, à Montreux

Vallet Phillipe

- > Droit de la construction, à Fribourg
- > Droit successoral, à Fribourg
- > La Preuve dans le procès civil, à Gerzensee
- > Nouveau droit de la prescription, à Fribourg

Oberson Nicolas

- > La Preuve dans le procès civil, à Gerzensee
- > Entretiens en l'absence de la partie adverse en conciliation, à Neuchâtel.

Les greffier et greffières du Tribunal ont également suivi diverses formations au cours de l'année écoulée, au titre du perfectionnement professionnel.

2.4.1.6.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Nous n'avons rien de particulier à mentionner sous cette rubrique.

2.4.1.7 Tribunal d'arrondissement de la Glâne

2.4.1.7.1 Composition et locaux

2.4.1.7.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Bovet Grégoire	Président	1
Menoud Jacques	Président du Tribunal des Prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des prud'hommes :
Fontaine Maja	Jaquier Sébastien (employeurs)
Girard Christophe	Terrapon Jacques (employeurs)
Joye Muriel	Ropraz Bernard (employeurs)
Favre Guillaume	Repond Denis (employés)
Pache Philippe	Vuagniaux Jean-François (employés)
Bichsel-Zeindl Astrid	Brodard Vincent (employés)
Cornu Marlène	Rossel Cédric (employés)
Matthey Claudine	
Bard Jean-François	
	Tribunal des baux :
	Magne André (propriétaires)
	Delabays Marc (propriétaires)
	Morand Baptiste (propriétaires)
	Martins Sandra (locataires)
	Chollet Justine (locataires)
	Scazzari Valentina (locataires)

2.4.1.7.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.2
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

Le greffe du Tribunal est composé d'un président, d'un greffier-chef à 90 %, d'une greffière adjointe à 30 %, d'un greffier-stagiaire, d'une secrétaire à 80 %, d'une collaboratrice en gestion comptable à 70 % et d'une apprentie.

2.4.1.7.1.3 Locaux

Les locaux donnent entière satisfaction.

2.4.1.7.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.7.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail est restée très élevée en 2019. Grâce à l'engagement constant d'un personnel compétent et dévoué, le Tribunal a pu éviter de prendre du retard dans le traitement des dossiers.

2.4.1.7.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Il est renvoyé aux statistiques.

2.4.1.7.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

Les affaires pénales peuvent être traitées dans des délais raisonnables. Pour le surplus, cf. statistiques.

2.4.1.7.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

De façon générale, les rapports avec les avocats sont bons.

2.4.1.7.3 Formation

Le Président a assisté aux formations suivantes :

- > La preuve dans le procès civil, Gerzensee
- > Journée CEDIDAC Séminaire du droit des poursuites, Lausanne

2.4.1.7.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant.

2.4.1.8 Tribunal d'arrondissement de la Broye

2.4.1.8.1 Composition et locaux

2.4.1.8.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Meuwly Jean-Benoît	Président	1
Bulliard Grosset Sonia	Présidente	0.5
Sonney Virginie	Présidente	0.5
Esseiva Christian	Président	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		2.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal :	Tribunal des prud'hommes :
Biland Guy	Berchier François
Bourqui Maurice	Corminboeuf Yvan
Corminboeuf Martine	Gross Frédéric
Dougoud Gabriel	Krebs Hans
Duruz Francis	Michel Francis
Godel Marcel	Müller Christian
Guerry Micheline	
Haenni Carine	
Jabornigg Claude	
Marchand Francis	
Moser Annelise	
Rüssi Irène	
Sudan Claire-Lise	

En 2019, deux nouveaux juges assesseurs ont pris leur fonction, à savoir Messieurs Guy Biland et Marcel Godel, élus en remplacement de Madame Jennifer Renevey, démissionnaire suite à un déménagement hors du district de la Broye et Madame Monique Pedroli, démissionnaire pour cause d'âge. Cette dernière a servi le Tribunal de la Broye durant 30 ans. Les Présidents la remercient chaleureusement pour son engagement et sa grande disponibilité.

2.4.1.8.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	2.9
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.8

Depuis l'année 2017, le greffe totalise 2.9 EPT, répartis comme suit: un greffier à 100%, deux greffières à 50% et le greffier-chef à 90%. De plus, le Tribunal bénéficie de manière continue d'un/e greffier/ière-stagiaire, engagé/e pour une période de 6 mois dans le cadre de la formation d'avocat/e.

Le secrétariat et la comptabilité représentent 2.8 EPT, répartis comme suit: deux secrétaires à 80%, une secrétaire à 50% et un collaborateur en gestion comptable à 70%. Une apprentie vient également compléter l'équipe.

Le nouveau collaborateur en gestion comptable a pris ses fonctions le 1^{er} janvier 2019 suite à la démission de la précédente collaboratrice au 31 octobre 2018.

2.4.1.8.1.3 Locaux

Comme relevé dans le cadre du rapport 2018, les locaux du tribunal sont utilisés à leur capacité maximale. Les quatre Présidents se partagent la grande salle du tribunal à raison de jours fixes réservés pour chacun et utilisent la petite salle autrefois destinée aux délibérations pour des petites séances (sans assesseurs et sans public). Dite salle est toutefois également utilisée, en sus des délibérations, pour les auditions d'enfants dans les dossiers matrimoniaux par des personnes externes au Tribunal. Avec une seule véritable salle de Tribunal et quatre Présidents, il est parfois ardu d'organiser des séances de Tribunal pénal sur deux ou trois jours consécutifs.

Les Présidents restent dans l'attente de l'évolution du dossier relatif au projet de construction de nouveaux bâtiments proches de la gare d'Estavayer-le-Lac, avec une possibilité pour le Tribunal de la Broye de s'y installer à moyen terme.

2.4.1.8.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.8.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

1'352 nouvelles affaires ont été enregistrées en 2019 contre 1'167 en 2018 et en 2017, ce qui représente une augmentation annuelle de 185 nouvelles affaires ou environ 16%. Grâce au travail soutenu de l'ensemble du personnel et aux heures supplémentaires effectuées par les Présidents, l'augmentation de la charge de travail a pu être partiellement jugulée et **1'327 affaires** ont été **liquidées** en 2019. Il en résulte toutefois une augmentation du nombre de dossiers pendants (au nombre de 317 en fin d'année 2019 et en augmentation par rapport aux années antérieures), principalement en matière prud'homale et surtout en Tribunal civil, soit des dossiers plus complexes et volumineux. Les Présidents travaillent actuellement à flux tendu et si la charge de travail devait rester aussi élevée en 2020, elle ne pourra plus être absorbée. De même, il ne pourrait être fait face à l'entrée de dossiers particulièrement volumineux au vu de la charge nécessitée par les affaires courantes.

2.4.1.8.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

Globalement

1'234 nouvelles affaires civiles ont été introduites (pour le détail: voir infra) contre 1'051 en 2018 et 1'055 en 2017. Au total, 1'020 décisions ont été rendues (contre 1'022 en 2018 et 1'124 en 2017).

Tribunal civil

Affaires enregistrées : 67 (contre 50 en 2018 et 42 en 2017)

Affaires liquidées : 48 (contre 48 en 2018 et 58 en 2017)

Cette statistique ne comprend pas les affaires de bail, ni de prud'hommes.

Président du Tribunal civil

Affaires enregistrées : 1'091 dont 530 relevant de la LP (contre 958 en 2018 et 969 en 2017)

Affaires liquidées : 1'101 dont 565 relevant de la LP (contre 929 en 2018 et 1'021 en 2017)

Cette statistique ne comprend pas les affaires prud'homales, ni de bail (expulsion).

S'agissant des **procédures de conciliation**, au nombre de 81, 37 ont fait l'objet d'une transaction, 1 d'une proposition de jugement acceptée, 5 d'une décision, 16 d'une autre décision (irrecevabilité, retrait, etc.) et 22 d'une autorisation de procéder (soit 27% de l'ensemble des procédures de conciliation).

Juridiction des Prud'hommes

En 2019, 58 nouvelles affaires ont été enregistrées (47 devant le Président et 11 devant le Tribunal), soit 25 de plus qu'en 2018. 46 causes ont été liquidées durant la même période (41 devant le Président et 5 devant le Tribunal).

Suppléance du Président du Tribunal des baux à loyer

Le nombre de requêtes d'expulsion enregistrées en 2019 a été de 18 (contre 10 en 2018 et 21 en 2017). 15 causes ont été liquidées.

2.4.1.8.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

En 2018, 118 nouvelles affaires ont été enregistrées (soit 109 en Juge de police, 8 en Tribunal pénal et 1 en Président du Tribunal pénal), dans la moyenne des années précédentes (116 en 2018 et 112 en 2017). 117 affaires ont été liquidées.

2.4.1.8.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Nous n'avons rien de particulier à signaler à ce sujet, si ce n'est que nous entretenons de bons rapports avec les précités.

2.4.1.8.3 Formation

Comme les années précédentes, mais cette année à deux reprises, le Président Jean-Benoît Meuwly a donné le 3 mai et le 28 novembre 2019 une conférence sur le thème « L'entretien de l'enfant du couple marié et non marié », organisée par le Service de la formation continue de l'Université de Fribourg dans le cadre de la journée consacrée au thème « Le sort de l'enfant dans le droit du divorce » (1/2 jour chaque fois). Il a également assisté les 28 février et 1^{er} mars 2019 au séminaire sur « la preuve dans le procès civil » organisé à Gerzensee et le 6 décembre 2019 à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois.

La Présidente Sonia Bulliard Grosset a assisté au Symposium du droit de la famille de l'Université de Fribourg le 4 septembre 2019 et à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois le 6 décembre 2019.

La Présidente Virginie Sonney a assisté au séminaire sur « la preuve dans le procès civil » organisé à Gerzensee les 28 février et 1^{er} mars 2019, au Symposium du droit de la famille de l'Université de Fribourg le 4 septembre 2019 et à la Journée de formation de l'Ordre des avocats fribourgeois le 6 décembre 2019.

2.4.1.8.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

La Présidente Sonia Bulliard Grosset a participé à plusieurs séances, dans le cadre de l'analyse du pouvoir judiciaire, en sa qualité de membre du COPRO.

En 2019, la Présidente Virginie Sonney a fonctionné en qualité de répondante administrative pour le Tribunal de la Broye, charge qui sera reprise en 2020 par le Président Jean-Benoît Meuwly.

2.4.1.9 Tribunal d'arrondissement de la Veveyse

2.4.1.9.1 Composition et locaux

2.4.1.9.1.1 Composition du Tribunal (uniquement juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
L'Homme Pascal	Président	1
Lang Romain	Président du tribunal des prud'hommes	0.1
Total équivalents plein-temps EPT		1.1

Juges-asseesseurs – à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Tribunal civil et pénal	Tribunal civil et pénal
Pilloud François	Savoy Michel
Cardinaux Jeannick	Aebischer Claudine
Dumoulin Roland	Broillet Stéphane
Perroud Caroline	Mossier Catherine
Jaquet Jean-Bernard	Genoud Anita
Ducrot Guy-Pierre	Dewarrat Valérie
Tribunal des prud'hommes :	Tribunal des baux :
Emonet Pascal	Magne André
Tâche Fabienne	Martins Sandra
Maillard Eric	Chollet Justine
Gabriel Laurent	Delabays Marc
Soares Antonio-Elviro	Scazzari Valentina
Jamain Daniel	Morand Baptiste

M. Guy-Pierre Ducrot ayant atteint la limite d'âge, il sera remplacé, dès le 1^{er} janvier 2020, par Noémie Berthoud.

2.4.1.9.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1.5

Il n'y a pas eu de changement dans la composition du personnel qui donne toujours entière satisfaction.

2.4.1.9.1.3 Locaux

Les locaux du Tribunal de la Veveyse sont exigüs, en particulier le bureau des secrétaires et celui de la greffière-adjointe qui fait également office de bibliothèque et de salle de délibération. Il est par conséquent impossible de former des stagiaires et des apprentis par manque de place. La construction d'un nouveau bâtiment administratif, avec possibilité d'héberger le Tribunal de la Veveyse, est actuellement à l'étude.

2.4.1.9.2 Activité juridictionnelle

2.4.1.9.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La charge de travail est demeurée stable en 2019, après une augmentation sensible en 2018. Malgré tout, grâce à l'engagement constant d'un personnel compétent et dévoué, le Tribunal n'accuse pas de retard significatif dans le traitement des dossiers. Il n'est en revanche plus possible au Président d'apporter son aide aux autres tribunaux, à l'exception de quelques affaires du Tribunal de la Glâne dans lesquelles M. le Président Bovet avait été le mandataire de l'une des parties.

2.4.1.9.2.2 Affaires civiles (président, tribunal, tutelles, prud'hommes, baux, poursuites et faillites)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.4.1.9.2.3 Affaires pénales (juge de police, tribunal pénal)

On se permet de renvoyer aux statistiques envoyées simultanément.

2.4.1.9.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Les rapports sont globalement bons. Il faut noter la surcharge importante et chronique du Service de l'Enfance et de Jeunesse auquel il est de plus en plus difficile de confier des enquêtes sociales et des curatelles. Le temps d'attente avant le début des enquête est de plus en plus long et devient réellement problématique.

2.4.1.9.3 Formation

Droit du travail (Président Prud'hommes) - Symposium droit de la famille - Droit de la RC - Formation OAF (Président).

2.4.1.9.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Pas de remarque particulière.

2.4 Bezirksgerichte

2.4.1 Allgemeiner Teil

2.4.1.1 Allgemeines

Die Zahl der bei den Zivilgerichten erfassten Angelegenheiten ist 2019 gestiegen (+22%, 2019: 577; 2018: 472; 2017: 505; 2016: 480; 2015: 436). Die grössten Anstiege sind in den Bezirken Vivisbach (+77%) und See (+54%) zu beobachten. Im Allgemeinen kann ebenfalls eine Zunahme der Erledigungen verzeichnet werden (+10,5%, 2019: 527; 2018: 477), insbesondere in den Bezirken See (+58%), Glane (+37%) und Greyerz (+28%).

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten fallenden Angelegenheiten ist insgesamt leicht zurückgegangen (-2,5%, 2019: 9079; 2018: 9304; 2017: 9120; 2016: 8766; 2015: 8847), ausser im Broyebezirk, wo sie um 14% angestiegen ist. Die Zahl der Erledigungen ist stabil geblieben (2019: 9268; 2018: 9250).

655 der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Zivilgerichte fallenden Angelegenheiten waren Gegenstand eines Schlichtungsverfahrens im Sinne von Art. 197 ff ZPO. Von diesen führten 40% (156) zu einer Klagebewilligung, die anderen führten zu einer Einigung (156), zu einem angenommenen Urteilsvorschlag (20), zu Urteilen und sonstigen Erledigungsarten (Rückzug oder gegenstandslos gewordenes Verfahren, 76). Weitere Einzelheiten vgl. Tabelle S. 185.

Die Zahl der in die Zuständigkeit der Präsidenten der Arbeitsgerichte fallenden neuen Angelegenheiten, hat weiter abgenommen (2019: 323; 2018: 375; 2017: 391; 2016: 375; 2015: 402), während die Fälle, die in die Zuständigkeit der Gerichte fallen, leicht angestiegen sind (2019: 66; 2018: 62; 2017: 65; 2016: 79; 2015: 80). Insgesamt ist die Zahl der Erledigungen geringer als im Vorjahr (2019: 390; 2018: 461). Die Quote der durch Vergleich abgeschlossenen Fälle ist jedoch 2019 höher (32% gegenüber 27.5% im Jahr 2018).

Die in die Zuständigkeit der Präsidenten (2019: 289; 2018: 310; 2017: 325; 2016: 306; 2015: 349) sowie der Mietgerichte fallenden Angelegenheiten sind rückläufig (2019: 61; 2018: 82; 2017: 59; 2016: 94; 2015: 108). Die Zahl der Erledigungen ist leicht zurückgegangen (2019: 380; 2018: 388).

Im Seebezirk ist der Anteil der neuen Fälle in französischer Sprache weiterhin hoch, vor allem in Mietsachen (82%).

Die Strafgerichte haben 1080 Personen abgeurteilt (3 davon das Wirtschaftsstrafgericht), was einer Zunahme von 8 % gegenüber dem Vorjahr entspricht (2018: 1001; 2017: 1212; 2016: 991).

2.4.1.2 Zwischen der Erfassung der Angelegenheiten und der Urteilsfällung durchschnittlich verstrichene Zeit

Vgl. Tabellen Seite 130/131 hiavor.

2.4.1.3 Bezirksgericht Saane

2.4.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.3.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Audergon François-Xavier	Präsident des Zivilgerichts	1
Raemy Stéphane	Präsident des Zivilgerichts	1
Rossi Carré Alexandra	Präsidentin des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretende Präsidentin des Mietgerichts	1
Guye Ariane	Präsidentin des Mietgerichts, des Zivilgerichts und des Arbeitsgerichts	1
Corpataux Adeline	Präsidentin des Zivilgerichts und zusätzlich stellvertretende Präsidentin des Arbeitsgerichts	1
Jutzet Rebekka	Präsidentin des Zivilgerichts, des Arbeitsgerichts und des Mietgerichts	0.5
Gautschi Alain	Präsident des Zivilgerichts, des Strafgerichts und des Wirtschaftstrafgerichts	1
Sallin Jean-Marc	Präsident des Strafgerichts	1
Chassot Benoît	Präsident des Strafgerichts	1
Rodriguez José	Präsident des Strafgerichts und des Arbeitsgerichts	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		9.5

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Zivil- und Strafgericht:
Ackermann-Clerc Béatrice	King-Perroulaz Christiane
Bapst Mary-Lise	Lauper Bernard
Baraké Raymond	Lepori Damiano
Berger Judith	Moigno Barbara
Cudré-Mauroux Hélène	Python Guy
De Buman Caroline	Quartenoud Paul
Défago Colette	Rar Samuel
Dénervaud Caroline	Roch Sébastien
Droz Jean-Pierre	Schmutz-Schaller Anne-Colette
Duffour Pierre	Schorderet Gilles
Flury Yolande	Singy Louis Charles
Frehner Christine	Steinauer Brigitte
Haller Sobritz Dominique	Thiémond Cécile
Hayoz Agnès	Tissot Pierre-André
Hayoz Caherine	Tritten Sophie

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Iliescu Renato	Uldry José
Jochem Anne	Weidling Annegret
Arbeitsgericht:	Mietgericht:
Brugger David	Aebischer Christian
Charrière Pierre-André	Casazza Roxane
Fischer Marc	Hayoz Catherine
Gendre Patrick	Loup Matthieu
Hayoz-Clément Chantal	Piccand MARie-Jeanne
Marti Jean-Jacques	Sob Isabelle
Rudaz Karin	Terrapon Claude
	Wicht Pierre

2019 wurde das Gesamtgericht von José Rodriguez präsiert; Vizepräsidentin war Alexandra Rossi Carré.

Auf den 1. Januar 2019 wurde die Gerichtsschreiberin Adeline Corpataux zur Ad-hoc-Präsidentin zu 100 % des Zivilgerichts und des Arbeitsgerichts ernannt und übernahm so die Rolle des Präsidenten Laurent Schneuwly, der zum Kantonsrichter gewählt wurde. Frau Corpataux wurde in der Folge offiziell gewählt und besetzt seit dem 1. März regulär die Stelle der Präsidentin.

Am 1. Juni 2019 trat Rebekka Jutzet ihre Stelle als Präsidentin zu 50 % des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts an. Beim Arbeitsgericht besetzte die Präsidentin Rebekka Jutzet die Stelle, die nach dem Rücktritt der Präsidentin Caroline Gauch frei geworden ist. Dank dieser neuen Kraft konnte die Arbeitslast, welche die beiden ordentlichen Präsidentinnen und die stellvertretende Präsidentin des Arbeitsgerichts zu tragen hatten, neu verteilt werden.

Das Gericht heisst sie willkommen und wünscht ihnen alles Gute in ihren neuen Ämtern.

Bei den Präsidentinnen und Präsidenten des Strafgerichts des Saanebezirks gab es 2019 keine Änderungen.

2020 werden Alexandra Rossi Carré und Jean-Marc Sallin Präsidentin und Vizepräsident des Gesamtgerichts sein.

2019 haben die Richterinnen-Beisitzerinnen Caroline Wiman und Judith Berger-Baumann ihre Tätigkeit beendet, und diejenige des Richters Pierre-André Tissot endete am 31. Dezember 2019. Das Gericht entbietet ihnen seinen aufrichtigen Dank für ihre Arbeit im Dienst der Freiburger Gerichtsbarkeit. Um sie zu ersetzen und die, ungenügende, Zahl von Beisitzer/innen zu erhöhen, wählte der Grosse Rat im Verlauf des Jahres die Richter/innen-Beisitzer/innen Anne de Steiger, Sandra Herren Schwab, Marie-Jeanne Piccand, Isabelle Sob und Claude Terrapon. Das Gericht heisst sie herzlich willkommen und wünscht ihnen viel Erfolg in ihrer neuen Tätigkeit.

2.4.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	12.95
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	19.50

Bei den Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreibern gab es folgende Änderungen:

Der Vertrag von Sophie Allred als Gerichtsschreiberin bei den Gerichtsschreibereien der Ad-hoc-Präsidentin Adeline Corpataux zu 50 % und des Präsidenten Jean-Marc Sallin zu 50 % wurde mit Beginn am 1. Januar 2019 verlängert. Seit dem 1. März 2019 ist sie nun endgültig für die genannten Funktionen angestellt.

Céline Gaillard, fliegende Gerichtsschreiberin zu 80 %, hat auf den 31. März 2019 gekündigt. Sie wurde ab dem 4. Februar 2019 zu 100 % ersetzt, da im Budget 2019 20 zusätzliche Stellenprozent für einen Gerichtsschreiber gewährt wurden; die Stelle wurde mit Julia Giallombardo, die zu 50 % Gerichtsschreiberin der Präsidentin Rossi Carré war, besetzt. Frau Giallombardo hat so ihren Beschäftigungsgrad auf 100 % erhöht. Um deren Stelle bei der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Rossi Carré zu besetzen, wurde vom 1. April bis 30. September 2019 Joffrey Dobosz als Gerichtsschreiber zu 50 % angestellt. Seit dem 1. Oktober 2019 wurde er für diese Stelle mit einem unbefristeten Vertrag angestellt.

Saskia Oberson, Gerichtsschreiberin zu 100 % des Präsidenten François-Xavier Audergon, war vom 15. April bis 31. August 2019 im Mutterschaftsurlaub. Während ihrer Abwesenheit wurde sie von Astrit Bytyqi und François Mooser ersetzt. Astrit Bytyqi wurde vom 1. bis 31. März 2019 zu 20 %, dann bis 31. Mai 2019 zu 100 % angestellt. François Mooser wurde vom 1. Juni bis 31. Juli 2019 zu 100 % angestellt. Vom 1. bis 31. August 2019 arbeitete Astrit Bytyqi zu 40 % und François Mooser zu 60 %.

Aufgrund einer Arbeitsüberlastung bei der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Ariane Guye wurden die Beschäftigungsgrade ihrer Gerichtsschreiberinnen vorübergehend erhöht. Maria Argul erhöhte ihren Beschäftigungsgrad vom 1. Mai bis 31. Juli 2019 von 70 auf 100 %, und Céline Bruno arbeitete vom 1. Juni bis 31. August 2019 und vom 1. November 2019 bis 31. Januar 2020 100 % anstelle von 80 %. Um diese Gerichtsschreiberei zu unterstützen, stiess François Mooser vom 1. August bis 30. September 2019 mit einem Beschäftigungsgrad von 40 % zu den Gerichtsschreiberinnen der Präsidentin Guye.

Auf den 1. Juni 2019 ist Julia Giallombardo, bis dahin fliegende Gerichtsschreiberin zu 100 %, mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % zur Gerichtsschreiberei der Präsidentin Rebekka Jutzet gestossen. Die Stelle der fliegenden Gerichtsschreiberin/des fliegenden Gerichtsschreibers musste um die Hälfte verringert werden, damit die neue Magistratin über eine Gerichtsschreiberin/einen Gerichtsschreiber verfügt; damit wurde jedoch die Arbeit auf alle Gerichtsschreiber/innen des Zivilgerichts übertragen.

Damit die Stellvertretung für Joffrey Dobosz, Gerichtsschreiber zu 50 % der Präsidentin Rossi Carré, vom 4. September bis 18. Oktober 2018 sichergestellt werden konnte — er war namentlich wegen militärischer Verpflichtungen abwesend —, erhöhte Maria Argul vom 1. September bis 30. Oktober 2019 ihren Beschäftigungsgrad um 30 %.

Da die Stelle der fliegenden Gerichtsschreiberin/des fliegenden Gerichtsschreibers um die Hälfte verringert worden war, wurde der Vertrag von Sara Ristova, Gerichtsschreiberinpraktikantin vom 1. November bis 31. Dezember 2019 verlängert, damit sie alle Gerichtsschreiber/innen des Zivilgerichts unterstützen konnte.

Beim Verwaltungspersonal gab es folgende Änderungen:

Dagmar Decker, die im verlängerten Mutterschaftsurlaub war, hat am 1. Februar 2019 ihre Stelle als Sekretärin beim Empfang wieder angegetreten.

Laure Peyraud, Sekretärin zu 50 % der Ad-hoc-Präsidentin Adeline Corpataux und zu 30 % des Arbeitsgerichts, hat auf den 31. März 2019 gekündigt. Nach ihrem Weggang gab es mehrere Änderungen.

Ludivine Spini gab ihre Tätigkeit als Sekretärin zu 50 % für die Präsidentin Alexandra Rossi Carré auf, um zu 100 % das Sekretariat der Präsidentin Adeline Corpataux zu übernehmen.

Martine Gachet wurde für die Stelle der fliegenden Sekretärin mit einem Beschäftigungsgrad von 50 % bestätigt.

Charlotte Bürgy hat ihren Beschäftigungsgrad als Sekretärin beim Arbeitsgericht von 20 % auf 30 % erhöht.

Vanessa Fernandes Martins wurde auf den 1. April 2019 mit einem Beschäftigungsgrad von 70 % angestellt und übernimmt so 50 % des Sekretariats bei der Gerichtsschreiberei der Präsidentin Rossi Carré, die aufgrund des Weggangs von Ludivine Spini frei wurden, und die restlichen 20 % des Sekretariats des Arbeitsgerichts.

Seit dem 1. Juni 2019 hat Martine Gachet, die bis dahin fliegende Sekretärin zu 50 % war, die Stelle der Sekretärin der Präsidentin Rebekka Jutzet inne. Die Stelle der fliegenden Sekretärin musste deshalb aufgehoben werden, damit die neue Magistratin über eine Sekretärin verfügen kann. Um das deutschsprachige Sekretariat der Präsidentin Rebekka Jutzet sicherzustellen, musste Dagmar Decker von 10 % ihrer Aufgaben als Sekretärin beim Empfang zu 50 % freigestellt werden. Diese Situation führt deshalb zu einer Übertragung der Arbeit auf alle Sekretärinnen des Zivilgerichts und alle Sekretärinnen beim Empfang.

Thomas Avanzi, Verwaltungsadjunkt, arbeitet seit dem 19. August 2019 zu 40 % als Koordinator zentrale Dienste beim Programm E-Justice. Um ihn während seiner Abwesenheiten zu vertreten, wurde Stéphanie Haenni auf den 20. August 2019 angestellt. Sie hat aber auf den 31. Oktober 2019 gekündigt. Aus organisatorischen Gründen wurde ihre Stelle noch nicht wiederbesetzt.

Cindy Gross, Sekretärin zu 50 % der Präsidentin Rossi Carré, war vom 3. September bis 30. November krankheitshalber abwesend. Vanessa Fernandes Martins und Brenda Ducarroz haben ihren Beschäftigungsgrad punktuell erhöht, um ihre Stellvertretung sicherzustellen.

2.4.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Auch in diesem Jahr brauchte es zahlreiche Eingriffe, um die Heizungs- und die Lüftungsanlagen und deren Kontrolleinrichtungen zu reparieren. Arbeiten am Lüftungssystem begannen im Juli 2019, um den guten Betrieb sicherzustellen, und sind immer noch im Gang. Die vollständige Renovierung des Dachs einschliesslich der Behebung der Wasserschäden, die in den Jahren 2018 und 2019 eintraten, ist immer noch nötig. Da der Staatsrat einen dringlichen Investitionsplan angenommen hat, damit Arbeiten ausgeführt werden können, wurden im zweiten Halbjahr 2019 Vorbereitungsstudien durchgeführt, und eine Entscheidung über die geplante Lösung dürfte im 1. Quartal 2020 getroffen werden.

Beim Belegungsgrad der Räumlichkeiten stossen wir seit über einem Jahr an Grenzen, da kein Büro mehr frei ist.

2.4.1.3.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.3.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

2019 betrug die Zahl der eingereichten Angelegenheiten, sowohl beim Zivilgericht des Bezirks Saane als auch bei den Präsidentinnen und Präsidenten, 3749 und die Zahl der gefällten Entscheide 3867.

Die Arbeitslast jeder Präsidentin und jedes Präsidenten bleibt angesichts der Zahl der Angelegenheiten, die im Verlauf des vergangenen Jahres eingereicht wurden, bedeutend.

Seit der Ankunft der Präsidentin Rebekka Jutzet, die zu 50 % angestellt wurde, konnte das Verzeichnis der bisherigen Präsidenten dank dieser neuen Arbeitskraft entlastet werden. Die Situation bleibt aber angespannt und lässt den Magistraten kaum Zeit zum Atmen, namentlich, wenn diese mit – aufgrund des Umfangs oder der Komplexität – ausserordentlichen Angelegenheiten befasst werden, was immer häufiger vorkommt, insbesondere in den Bereichen des Baus, der Banken, der Wirtschaft, des Handels und der Nachlässe. Zur Erinnerung, die Freiburger Justiz kennt weder ein Handelsgericht noch ein Wirtschaftszivilgericht.

Es muss unterstrichen werden, dass die Stelle der Präsidentin Rebekka Jutzet weder mit einer Sekretärin noch mit einem Gerichtsschreiber ausgestattet ist, und das Bezirksgericht Saane musste auf seine Stellenprozente der fliegenden Sekretärinnen und Gerichtsschreiber zurückgreifen, um der Präsidentin Rebekka Jutzet ein vollständiges Team anbieten zu können. Diese Massnahme war unbedingt notwendig, damit sie unter korrekten Voraussetzungen arbeiten kann. Das Bezirksgericht Saane muss diese Stellenprozente deshalb wieder zurückerhalten. Diese «fliegenden Stellen» haben in der Tat eine grosse Bedeutung, denn mit ihnen kann unvorgesehenen Situationen begegnet und können die nicht sehr zahlreichen Schreibkräfte der Magistraten verstärkt werden, damit, wie das in der Vergangenheit schon von den Medien erwähnt wurde, die Dossiers auch im Interesse der Rechtsuchenden in kurzen Fristen bearbeitet werden können und gesunde Arbeitsbedingungen angeboten werden können.

Eine Verstärkung der Schreibkräfte ist dringlich und unbedingt nötig und sollte sich konkret darin zeigen, dass jeder Präsidentin/jedem Präsidenten ein zusätzlicher Gerichtsschreiber zu mindestens 50 % zugeteilt wird.

2019 blieb die Arbeitslast der Präsidentinnen und Präsidenten des Strafgerichtes des Saanebezirks hoch, damit die grösstmögliche Zahl an Angelegenheiten in einem vernünftigen Zeitraum erledigt werden konnte. Die Präsidenten weisen darauf hin, dass die Komplexität der Angelegenheiten allgemein zunimmt. Die Behandlung der gerichtlichen Landesverweisungen erhöht die Arbeitslast der Richterinnen und Richter ebenfalls.

2.4.1.3.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Präsidentinnen und Präsidenten des Zivilgerichts, des Mietgerichts und des Arbeitsgerichts des Saanebezirks beziehen sich auf die beiliegende Statistik. Für die Gesamtlast sowohl der eingetragenen als auch der erledigten Fälle soll auf das, was weiter oben berichtet wurde, verwiesen werden.

Bei der Arbeitsgerichtsbarkeit wurden im Jahr 151 Dossiers, die in die Zuständigkeit des Präsidenten fielen (199 im Jahr 2018), und 33 Dossiers, für die das Gericht zuständig war (29 im Jahr 2018), erledigt. Unter den Dossiers, die von der Präsidentin und von den Präsidenten erledigt wurden, zählen wir 12 Urteile, 47 Vergleiche, 47 Klagebewilligungen und 45 Fälle, die aus anderen Gründen erledigt wurden (Rückzug des Begehrens, Unzulässigkeit, Verfügung über unentgeltliche Rechtspflege ...).

2019 gingen beim Mietgericht 153 neue Fälle ein (133 für die Präsidentin, 20 für das Gericht). Allgemein betrachtet konnte die Anzahl hängiger Angelegenheiten am 31. Dezember 2019 im Vergleich mit derjenigen vom 31. Dezember 2018 (31 Einheiten weniger) verringert werden. Diese Abnahme lässt sich nur mit der vorübergehenden (3 Monate) Erhöhung des Beschäftigungsgrads der Gerichtsschreiberinnen der Präsidentin Ariane Guye auf insgesamt 2 VZÄ (Zunahme um 50 %) erklären.

Die Gerichtsbarkeit bleibt überlastet, da das Arbeitspensum der Präsidentin Ariane Guye neben den Mietrechtsfällen zu 33 % aus Arbeitsrechtsfällen und zu 33 % aus ordentlichen Zivilprozessen besteht. Ausserdem beanspruchen die Fälle, die von dieser Rechtsprechung behandelt werden, die Gerichtsschreiberei ziemlich, so dass unbedingt definitiv 0,5 zusätzliche VZÄ zugeteilt werden müssen.

Ausserdem wurde die Stellvertretung des Arbeitsgerichts im ersten Halbjahr 2019 nur von der Präsidentin Alexandra Rossi Carré übernommen. Im zweiten Halbjahr 2019 verstärkte die Präsidentin Rebekka Jutzet die Ränge als stellvertretende Präsidentin für Angelegenheiten in französischer Sprache und als ordentliche Präsidentin für die Angelegenheiten auf Deutsch.

2.4.1.3.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

2019 gingen beim Strafgericht des Saanebezirks 62 neue Dossiers zur Beurteilung ein (59 auf Französisch; 3 auf Deutsch). Das Gericht hat 66 Angelegenheiten erledigt. Ab 1. Januar 2020 müssen also noch 25 Dossiers behandelt werden.

2019 gingen bei den Polizeirichtern des Saanebezirks 391 neue Dossiers ein (371 auf Französisch; 20 auf Deutsch). Sie erledigten 424. Ab 1. Januar 2020 müssen also noch 190 Dossiers behandelt werden.

2.4.1.3.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Verhältnis zu den übrigen Behörden ist allgemein gut, ja sogar sehr gut.

Zum Verhältnis zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten gibt es keine besondere Bemerkung.

2.4.1.3.3 Ausbildung

Die Präsidentinnen und Präsidenten des Bezirksgerichts Saane haben 2019 an verschiedenen Weiterbildungen teilgenommen.

Das Personal der Gerichtsschreiberei kam ebenfalls in den Genuss von Weiterbildungskursen und -seminaren.

2.4.1.3.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Gericht hat keine besonderen Bemerkungen.

2.4.1.4 Bezirksgericht Sense

2.4.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.4.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Dr. Raemy Reinold	Gerichtspräsident	1
Rentsch Peter	Gerichtspräsident	1
Vaucher Mauron Pascale	Präsidentin Mietgericht	0.1
Rohner Stulz Seraina	Präsidentin Arbeitsgericht	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.2

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Zivil- und Strafgericht:
Aeberhard Robert	Aebischer Gabriel
Bürgisser Martha	Chappuis Waeber Dominique
Grossrieder Monika	Jungo Eveline
Jungo Guido	Portmann Marianne
Reidy Thomas	Schwaller Bruno
Sturny Myriam	Waeber-Hayoz Ruth
Arbeitsgericht:	Mietgericht:
Vonlanthen Norbert	Schneider Erika
Marguet Irène	Jungo Jean-Louis
Rappo Pascal	Schär Gilberte
Chappuis Waeber Dominique	Loembe Verena
Maurer Urs	Hubmann Ivo
Stritt René	Genner Susanne

2.4.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	4.05
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	3.5

Bei den Gerichtsschreiber/innen hat sich nichts geändert. Nicholas Bürgy absolvierte ab dem 1. März 2018 eine Weiterbildung und sein Arbeitspensum wurde mit dem Einverständnis des Amtes für Justiz für ein Jahr auf 80% reduziert. Ab dem 1. März 2019 arbeitet Nicholas Bürgy wiederum zu 100%.

Die Praktikanten/innen-Stellen hatten im Jahr 2019 Anne-Sophie Krattinger (1. Oktober 2018 bis 31. März 2019), Natascha Sommer (1. Januar 2019 bis 30. Juni 2019), Lea Truttmann (1. April 2019 bis 30. September 2019), Elvira Minnig (1. Juli 2019 bis 31. Dezember 2019) und Samuel Gerber (1. Oktober 2019 bis 31. März 2020) inne. Bei den Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung wurden auch die Praktikanten/innen berücksichtigt.

Simon Zurkinden arbeitete im Rahmen eines IV-Integrationsprogrammes bis Januar 2019 im Sekretariat. Almedina Ajeti absolviert weiterhin ihre Lehre als Büroassistentin, welche sie voraussichtlich im Sommer 2020 beenden wird.

2.4.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Diesbezüglich gab es im Jahr 2019 keine Änderungen.

2.4.1.4.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.4.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Gerichtspräsident Dr. Reinold Raemy führte 2019 in administrativen Angelegenheiten den Vorsitz (Art. 21 JG). Er wurde per 31. Dezember 2019 pensioniert. Die Gerichtspräsidenten teilten die Arbeit – abgesehen davon, dass Peter Rentsch zusammen mit Seraina Rohner Stulz das Arbeits- und Reinold Raemy zusammen mit Pascale Vaucher Mauron das Mietgericht betreuen – weiterhin nach praktischen Gesichtspunkten auf, d.h. sie teilen ihre Tätigkeit nicht nach Sachgebieten auf, sondern jeder Richter ist grundsätzlich in allen Bereichen tätig. Die Dossiers werden nach dem Zufallsprinzip aufgeteilt, wobei der Kanzlei der Schlüssel 50:50 vorgegeben wird.

Die Arbeitslast blieb hoch, konnte indessen im Wesentlichen bewältigt werden. Peter Rentsch hat am Gericht des Greyerzbezirks (deutschsprachige Fälle) einen Fall als Polizeirichter und am Gericht des Saanebezirks insgesamt 4 Fälle als Präsident Zivilgericht erledigt. Reinold Raemy wurde im Berichtsjahr ein Mal als Stellvertreter der Präsidenten des Zwangsmassnahmengerichts beigezogen und ist mit einem Fall am Bezirksgericht See befasst.

2.4.1.4.2.2 Zivilsachen (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Im Jahr 2019 gingen insgesamt 832 Zivilangelegenheiten ein (2014: 899, 2015: 852, 2016: 915, 2017: 936, 2018: 827), davon 28 Mietangelegenheiten in Murten. 819 Verfahren konnten abgeschlossen werden (2012: 895, 2013: 939; 2014: 907; 2015: 816, 2016: 861, 2017: 907; 2018: 848), wobei 25 in Murten erledigte Mietsachen berücksichtigt sind. Die Zahl 819 bezieht sich auf die ein Verfahren abschliessenden Entscheide; alle übrigen Entscheide, wie zum Beispiel Sistierungen, Entscheide betreffend Expertisen und andere Zwischenentscheide, werden nicht erfasst.

Die Mietgerichtsangelegenheiten wurden weiterhin grundsätzlich nach dem Ort des Mietgegenstandes zwischen Tifers und Murten aufgeteilt. Die Dossiers werden von der jeweiligen Gerichtsschreiberei administrativ behandelt (Eintragung im Rodel, Archivierung).

Beizufügen ist, dass im Jahr 2018 78 Scheidungsentscheide (2011: 95, 2012: 98, 2013: 78, 2014: 69; 2015: 72, 2016: 62; 2017: 70; 2018: 73) gefällt wurden. Kostenlisten in Zivilsachen wurden nicht separat festgesetzt, sondern die Festsetzung der Parteientschädigungen und der Entschädigungen der amtlichen Rechtsbeistände erfolgt grundsätzlich im Sachentscheid. Es fanden 33 Kinderanhörungen (2011: 28, 2012: 26, 2013: 28, 2014: 41; 2015: 22, 2016: 35; 2017: 29; 2018: 29) statt, die von Gerichtsschreiberin Vaucher Mauron durchgeführt wurden, wobei oftmals mehrere Kinder zusammen angehört wurden.

Zu den Angaben in der Statistik können folgende ergänzenden Erklärungen abgegeben werden:

Die Präsidenten des Arbeitsgerichts erledigten insgesamt 19 Angelegenheiten, wovon 13 im Schlichtungsverfahren.

Bei der Statistik zur Mietgerichtsbarkeit ist zu beachten, dass die Mietgerichtsangelegenheiten seit dem 1. Januar 2013 nur noch von demjenigen Gericht administrativ erfasst werden, welches den Fall auch behandelt. Die vor diesem Zeitpunkt eingegangenen und in Murten behandelten Fälle wurden jeweils in den Systemen beider Gerichte erfasst. Bis zum Abschluss all dieser Fälle – zurzeit ist in Murten noch eine Angelegenheit vor dem Mietgericht hängig, welche auch in Tafers administrativ erfasst ist – wird es zu Überschneidungen in den Tribuna-Statistiken kommen.

Es wurden 82 Schlichtungsverhandlungen durchgeführt, wobei diese wie folgt erledigt wurden: Entscheide gemäss Art. 212 ZPO: 9, Vergleich/Versöhnung: 17, Klagebewilligungen: 35, Urteilsvorschlag angenommen: 0, Gegenstandslos oder andere Gründe: 21. Diese Zahlen umfassen auch die Schlichtungsverfahren im Arbeitsrecht, welche in der Statistik (Präsident Zivilgericht, Formular 2) nicht erfasst sind.

2.4.1.4.2.3 Strafsachen (Polizeirichter/in, Strafgericht)

Insgesamt gingen 89 Strafsachen ein (2013: 84, 2014: 86; 2015:81, 2016: 104, 2017:83; 2018: 75), 89 Angelegenheiten wurden erledigt (2013: 99, 2014: 83; 2015: 82, 2016: 86; 2017: 93, 2018: 69). In diesen Zahlen sind auch zwei Gesuche um unentgeltliche Rechtspflege und eine Umwandlung von Busse in eine Freiheitsstrafe berücksichtigt. Ebenso sind zwei Akteneinsichtsgesuche eingegangen, welche durch den Präsidenten des Strafgerichts (Instanz 60) behandelt werden.

2.4.1.4.2.4 Beziehungen zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen zu den Behörden und den Anwälten sind gut.

Eine Delegation des Kantonsgerichts inspizierte das Bezirksgericht am 10. September 2019.

2.4.1.4.3 Weiterbildung

Die Gerichtspräsidenten und Gerichtsschreiber/innen nahmen an Weiterbildungsveranstaltungen teil.

2.4.1.4.4 Verschiedenes (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkungen.

2.4.1.5 Bezirksgericht Greyerz

2.4.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.5.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

<u>Name / Vorname</u>	<u>Funktion</u>	<u>VZÄ</u>
Bütikofer Repond Frédérique	Präsidentin	0.5
Dey Gremaud Claudia	Präsidentin	1
Perroud Sugnaux Camille	Präsidentin	0.5
Vallet Philippe	Präsident	1
Oberson Nicolas	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3.1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

<u>Name / Vorname</u>	<u>Name / Vorname</u>
Zivil- und Strafgericht:	Zivil- und Strafgericht:
Aebischer Jacques	Geinoz Joseph
Barras Philippe	Giller Stéphane
Brodard Jacqueline	Morand Anne
Brülhart Maguy	Morand Patrice
Castella Michel	Progin Barbara
Dupasquier Colette	Romanens Claudia
Fragnière-Morard Nicole	Wyssmüller Christian
Arbeitsgericht:	Mietgericht:
Clément Philippe	Delabays Marc
Ducrest François	Dumas Justine
Magnin Daniel	Magne André
Progin Yolande	Martins Sandra
Remy Annick	Perroud Noëlle
Remy Raymond (Rücktritt auf den 31.03.2019)	Scazzari Valentina
Rouiller Pierre	
Schorderet Christian	

2019 amtierte Präsidentin Camille Perroud Sugnaux als Präsidentin für Verwaltungsangelegenheiten und Präsidentin Claudia Dey Gremaud als Vizepräsidentin. Das Präsidium wird 2020 von Claudia Dey Gremaud und das Vizepräsidium von Präsident Philippe Vallet wahrgenommen. 2021 wird Philippe Vallet Präsident und Frédérique Bütikofer Repond Vizepräsidentin sein.

2.4.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	4.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5.6

Für das Jahr 2019 gibt es beim Personal, was die VZÄ anbelangt, keine Änderungen. Wir weisen ebenfalls darauf hin, dass Präsident Michel Morel von Oktober 2019 bis Januar 2020 für unsere Behörde als Ad-hoc-Richter zu 50 % amte. Es wurde ihm eine Gerichtsschreiberin mit 50 Stellenprozenten zur Seite gestellt.

Das Gericht wurde zudem immer von Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt, die für 6 Monate bei unserer Gerichtsschreiberei arbeiteten. Sie sind immer zu zweit. Wir konnten ebenfalls auf zwei Gerichtsschreiberinnen zählen, die über BNF beziehungsweise als junge Arbeitssuchende befristet angestellt wurden.

2.4.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Wir sind, was die Funktionalität und den zur Verfügung stehenden Platz anbelangt, zufrieden mit unseren Räumlichkeiten. Trotz wiederholten Vorstössen und flüchtigen Antworten bleiben die Probleme bei der Heizung und beim Feuchtigkeitsgrad bestehen und verursachen weiterhin Unannehmlichkeiten, die sich in Form eines zu tiefen Feuchtigkeitsgrads im Winter zeigen und bei einigen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern des Gerichts vermehrte gesundheitlichen Problemen verursachen.

2.4.1.5.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.5.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Insgesamt blieb die Arbeitslast des Gerichts angesichts der Personaldotierung des Gerichts sehr hoch: 2104 Angelegenheiten wurden 2019 eingetragen und 2102 Entscheide wurden gefällt. Während im Zivilbereich die Zahl der neuen Angelegenheiten gegenüber den Vorjahren sehr leicht zurückging, blieb die Zahl der eingetragenen Strafanliegen im Durchschnitt der vorangegangenen Jahren, dabei war allerdings eine starke Zunahme bei den Prozessen, für die das Strafgericht zuständig ist, festzustellen. Es wird darauf hingewiesen, dass die Magistratspersonen und Gerichtsschreiber/innen Mühe haben, dem Rhythmus, der von den laufenden und zu erledigenden Angelegenheiten vorgegeben wird, zu folgen. Damit die Behandlung der Dossiers in annehmbarer Frist erfolgen kann – was im Interesse der Rechtssuchenden ist und für gesündere Arbeitsbedingungen sorgt –, ist eine redaktionelle Verstärkung dringend und unabdingbar. Mit einer ständigen Hilfe in Form der Schaffung einer Präsidenten-, einer Gerichtsschreiber- und einer Sekretärinnenstelle jeweils zu 100 % könnte die Menge an Arbeit und an neuen Fällen aufgefangen, der gute Betrieb der Justiz in unserem Bezirk sichergestellt und Burnouts vermieden werden. Der Präsident Michel Morel wurde für die Zeit von Oktober 2019 bis 2020 ernannt, um die Präsidentin Camille Perroud Sugnaux, die mit der Vorbereitung eines umfangreichen Falls beschäftigt war, zu vertreten. Diese Hilfe war willkommen, und dank ihr erhielt das Sitzungsjournal keine Verspätung. Es sei ebenfalls auf die Hilfe, welche die richtsunabhängige Einheit leistete, hingewiesen: 143 Zivilfälle wurden ihr übertragen, damit konnten die Fälle in vernünftigeren Fristen zugewiesen und erledigt werden.

2.4.1.5.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Die Zivilbehörden des Kreises Greyerzbezirk werden von der Arbeitslast erdrückt. Die Zahl der eingereichten Fälle ist sehr hoch und die Komplexität immer mehr erwiesen. 2019 haben alle Magistratspersonen, die sich mit Zivilrecht befassen, 1878 Fälle erledigt, und gleichzeitig wurden 1880 neue Verfahren eröffnet. Das entspricht einer übertriebenen Arbeitslast für die wenigen Arbeitskräfte, die dem Bezirk für diese Gebiete zur Verfügung stehen.

Dank dem Einsatz der betroffenen Magistratspersonen, zum Beispiel in den Eheverfahren, wird der Schlichtung – oft mit Erfolg – der Vorzug gegeben, um die redaktionelle Arbeit der Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber zu vermindern; deren Arbeitslast ist zu gross, als dass sie die Entscheide und Urteile immer in annehmbaren Fristen verfassen könnten. Wir müssen noch einmal auf der Tatsache, dass es dem Bezirksgericht Greyerz auf allen Ebenen (Präsidentinnen/Präsidenten, Gerichtsschreiber/innen und Sekretärinnen) an Personal fehlt, bestehen. Trotz unseren wiederholten Gesuchen und obwohl unsere Direktion Verständnis und ein offenes Ohr für unsere Sorgen hat, erklärt sie, dass sie nicht imstande sei, uns mehr Arbeitskräfte, die künftig für die Erledigung unserer Aufgaben dringend nötig wären, zu geben. Wir bedauern diese Situation, die auf politischer Ebene hoffnungslos festgefahren ist.

Im Verlauf des Jahres 2019 zeigte sich die Hilfe der gerichtsunabhängigen Einheit, die während einer Woche im Monat die neuen Zivilangelegenheiten aufarbeitete, als Rettung. Ohne diese wesentliche Hilfe, hätten weniger Zivilangelegenheiten erledigt werden können und die Rückstände wären grösser geworden. Als hätte es noch eines Beweises bedurft, zeigt das, dass unsere Zivilbehörden mit einer höheren Personaldotierung dem Rhythmus und den hohen Anforderungen bei der Beschleunigung und der Qualität folgen können.

Von den 106 Schlichtungsverfahren, die 2019 erledigt wurden, führten 21 zu einem Vergleich, 24 zu einem Entscheid, 28 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug, Nichteintreten usw.) und 33 zu einer Klagebewilligung. 2019 wurden beim Arbeitsgericht 40 Schlichtungsverfahren erledigt. 11 führten zu einem Vergleich, 3 zu einem Entscheid, 8 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug, Nichteintreten usw.) und 18 zu einer Klagebewilligung.

Die gerichtsunabhängige Einheit erledigte 103 Angelegenheiten aus dem Zivilbereich, darunter 3 für die das Zivilgericht zuständig ist.

Alles Übrige s. Statistik.

2.4.1.5.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

2019 wurden 177 neue Strafsachen, für die der Polizeirichter zuständig ist (gegenüber 174 im Jahr 2018 und 203 im Jahr 2017), und 36 Dossiers, für die das Strafgericht zuständig ist (gegenüber 24 im Jahr 2018 und 22 im Jahr 2017), und 12, für die der Präsident des Strafgerichts zuständig ist (gegenüber 9 im Jahr 2018 und 6 im Jahr 2017), eingetragen, was insgesamt 225 Fälle ergibt (gegenüber 207 im Jahr 2018 und 231 im Jahr 2017); damit zeigt sich gegenüber den vergangenen Jahren eine leichte Zunahme. Es wird auf die bedeutende Zunahme der Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist, um 50 %, hingewiesen, was eine längere Vorbereitung seitens des Präsidenten und des Gerichtsschreibers, die Vorlektüre der Akten durch die Beisitzer und mehr Arbeit beim Sekretariat zur Folge hatte.

168 Strafangelegenheiten wurden erledigt, gegenüber 167 im Jahr 2018 und 316 im Jahr 2017 (in diesem Jahr waren der Ad-hoc-Präsident Michel Morel, der 130 Fälle erledigte, und die gerichtsunabhängige Einheit, die 23 Fälle erledigte, anwesend); für diese Angelegenheiten war der Polizeirichter zuständig, davon wurden 5 im vereinfachten Verfahren und 16 vom Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel erledigt. Für 34 Angelegenheiten war das Strafgericht zuständig (gegenüber 23 im Jahr 2018, davon 3 vereinfachte Verfahren, und 19 im Jahr 2017, davon 4 vereinfachte Verfahren), davon wurden 10 im vereinfachten Verfahren, 3 vom Ad-hoc-Präsidenten Michel Morel und 12 vom Präsidenten des Strafgerichts erledigt (gegenüber 8 im Jahr 2018 und 8 im Jahr 2017).

Obwohl die Zahl der erledigten Angelegenheiten trotz der starken Zunahme der Fälle, für die das Strafgericht zuständig ist, stabil bleibt, weisen wir darauf hin, dass die Arbeitslast sehr hoch ist und die Gerichtsschreiber/innen mit einer redaktionellen Last, die es nicht immer erlaubt, die Fälle in einer vernünftigen Frist zu erledigen, fertig werden müssen. Eine Unterstützung bei den redaktionellen Kräften scheint vordringlich zu sein. Es ist auch nützlich, darauf hinzuweisen, dass 2017 dank der Anwesenheit von Präsident Michel Morel und der Unterstützung durch die gerichtsunabhängige Einheit eine eindruckliche Zahl von Fällen erledigt werden konnten.

Wir heben erneut hervor, dass die Parteien (klagende Parteien / Angeklagte) meistens von einer Rechtsanwältin oder einem Rechtsanwalt vertreten werden, was nicht nur die Vorladungsfristen, sondern auch die Dauer der Verhandlungen / Sitzungen verlängert. Alles Übrige s. Statistik.

2.4.1.5.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und zu den übrigen Behörden gut. Zudem erweist sich die gerichtsunabhängige Einheit als grosse Unterstützung, und unser Verhältnis zu dieser Einheit ist ausgezeichnet.

2.4.1.5.3 Ausbildung

Die Magistratspersonen des Bezirksgerichts Greyerz haben folgende Weiterbildungen besucht:

Bütikofer Repond Frédérique :

- > Opferorientierte Justiz, in Freiburg;
- > Kolloquium der SKG Westschweiz in Montreux.

Dey Gremaud Claudia

- > Der Beweis im Zivilprozess, in Gerzensee;
- > L'indemnisation du dommage corporel, in Neuenburg;
- > 3. Seminar zum StWE, in Neuenburg;
- > 10. Familienrechtssymposium in Freiburg.

Perroud Sugnaux Camille

- > Kolloquium der SKG Westschweiz in Montreux.

Vallet Phillipe:

- > Baurecht, in Freiburg;
- > Erbrecht, in Freiburg;
- > Der Beweis im Zivilprozess, in Gerzensee;
- > Neues Verjährungsrecht, in Freiburg.

Oberson Nicolas

- > Der Beweis im Zivilprozess, in Gerzensee;
- > Entretiens en l'absence de la partie adverse en conciliation, in Neuenburg.

Die Gerichtsschreiberinnen und der Gerichtsschreiber haben im vergangenen Jahr zur beruflichen Fortbildung ebenfalls verschiedene Ausbildungen gemacht.

2.4.1.5.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Wir haben unter dieser Rubrik nichts Spezielles zu vermerken.

2.4.1.6 Bezirksgericht See

2.4.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.6.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Markus Ducret	Präsident (bis 28.02.2019)	1
Sandrine Schaller Walker	Präsidentin	0.6
Peter Stoller	Präsident (ab 01.03.2019)	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.6

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Mietgericht:
Daniel Baechler	Susanne Genner
Brigitte Bauer	Ivo Hubmann
Nicole Chuard	Jean-Louis Jungo
Eric Delley	Verena Loembe
Miriam Deuble	Gilberte Schär-Demont
Anne Kleinewefers Lehner	Erika Schneider
Andreas von Kaenel	
Cilette Marchand	Arbeitsgericht:
Jonas Petersen	Anne-Marie Coopt
Nicole Piano	Manfred Meyer
Frédéric Plancherel	Christian Pillonel
Thomas Schick	Bruno Schwander
Aline Wälti	Eliane Weber
Patrick Zehnder	Philipp Wieland

2.4.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2018)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.8
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.9

Während des Jahres 2019 haben fünf Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber ein Praktikum von sechs Monaten begonnen, absolviert oder abgeschlossen.

2.4.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Keine Bemerkung.

2.4.1.6.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.6.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Im Jahr 2019 war das Gericht des Seebezirks weiterhin einer sehr hohen Arbeitsbelastung unterworfen. Die Anzahl eingegangener Dossiers ist im Vergleich zum Jahr 2018 nur schwach gesunken. Wie bereits erwähnt, ist der Anteil französischsprachiger Fälle bedeutend (ungefähr 40 %, und sogar 50 % im Bereich der Strafsachen) und es ist keine Besserung in Sicht. Die Übertragung von Dossiers an die gerichtsunabhängige Einheit stellt eine wertvolle Unterstützung dar.

Nach fast 20-jähriger Tätigkeit als Präsident des Bezirksgerichts See wurde Markus Ducret im Dezember 2018 zum Kantonsrichter mit Amtsantritt am 1. März 2019 gewählt. Damit hat das Gericht einen erfahrenen Magistraten, dessen grosse berufliche und menschliche Kompetenzen anerkannt waren, verloren. Der Chefgerichtsschreiber Peter Stoller wurde zum Ad-hoc-Präsidenten ab dem 1. März 2019 ernannt und dann in den Wahlen im März 2019 in dieses Amt gewählt. Dank der Erfahrung des Präsidenten Stoller als Chefgerichtsschreiber und als Präsident des Arbeitsgerichts und seinem grossen Einsatz fand er sich in den neuen Aufgaben schnell zurecht. Der Betrieb des Bezirksgerichts See litt deshalb nicht unter dem Präsidentenwechsel.

Die Buchhalterin des Bezirksgerichts See, Elisabeth Chardonens, machte ihr Recht auf einen vorzeitigen Ruhestand auf 31. März 2019 geltend. Frau Chardonens arbeitete seit dem 1. Juli 2000 beim Gericht. Das ist ein Verlust für das Gericht, das lange von ihrer Erfahrung, ihren Kompetenzen und ihrer Hingabe profitieren konnte. Ihre Stelle wurde intern von einer Sekretärin, die bei der Gerichtsschreiberei des Gerichts ersetzt wurde, wiederbesetzt.

2.4.1.6.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Präsident des Zivilgerichts

2019 wurden (im Vergleich zum Jahr 2018) bis zum 31. Dezember bei der Präsidentin und beim Präsidenten des Zivilgerichts 868 Angelegenheiten (2018 = 892) registriert, davon waren 506 Angelegenheiten deutschsprachig, d.h. 58 % (2018 = 554). Während des Jahres 2019 wurden 862 Angelegenheiten (2018 = 911) abgeschlossen, davon 523 in deutscher Sprache. 193 Angelegenheiten sind weiterhin im Verzeichnis eingetragen, 93 davon auf Deutsch. 4 Angelegenheiten wurden vor dem 31. Dezember 2017 im Verzeichnis eingetragen.

Von den im Jahr 2019 abgeschlossenen Angelegenheiten entfallen 437 auf das Schuldbetreibungs- und Konkursrecht. Es gab namentlich 284 Rechtsöffnungsverfahren und 98 Konkursöffnungen.

Zivilgericht

2019 hat das Zivilgericht 63 neue Angelegenheiten registriert (2018 = 41), davon waren 36 deutschsprachig (2018 = 28). Im Verlauf des Jahres wurden 57 Angelegenheiten (2018 = 36), davon 37 auf Deutsch, erledigt.

Am 31. Dezember 2019 waren 67 Angelegenheiten (2018 = 61), davon 30 auf Deutsch, noch vor dem Zivilgericht hängig.

Schlichtungen:

Im Jahre 2019 wurden 96 Schlichtungsverfahren abgeschlossen, daraus resultierten 47 Klagebewilligungen und 6 Urteilsvorschläge. 10 Urteile wurden gefällt. 15 Verfahren wurden mit einem Vergleich erledigt, und 18 wurden auf andere Weise erledigt (namentlich Rückzug des Gesuchs).

Arbeitsgericht

Vor dem Arbeitsgerichtspräsidenten wurden 22 neue Angelegenheiten (2018 = 44) im Verzeichnis eingetragen, davon 14 auf Deutsch. Die Präsidenten haben 26 Angelegenheiten behandelt, davon wurden 9 mit einem Schlichtungsverfahren erledigt. Am 31. Dezember 2019 waren 5 Angelegenheiten hängig (2018 = 9).

Vor dem Arbeitsgericht wurden 10 neue Angelegenheiten (2018 = 9) eröffnet, davon 5 auf Deutsch. 4 Angelegenheiten (2018 = 7) wurden erledigt. Am 31. Dezember 2019 waren 12 Angelegenheiten hängig.

Mietgericht

Beim Präsidenten des Mietgerichts wurden 23 neue Angelegenheiten eingetragen (2018 = 15), davon 15 in deutscher Sprache. 21 Urteile wurden gefällt. 4 Angelegenheiten waren am 31. Dezember 2019 hängig.

Während des Jahres 2019 wurden im Sitzungsjournal des Mietgerichts 5 neue Angelegenheiten eingetragen (2018 = 5), davon 3 in deutscher Sprache. Das Mietgericht hat 4 Urteile gefällt. Am 31. Dezember 2019 waren 5 Angelegenheiten hängig.

Ausserdem wird auf den Bericht des Bezirksgerichts Sense, das für die Angelegenheiten des Mietgerichts des Sense- und Seebezirks zuständig ist, verwiesen.

2.4.1.6.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Polizeirichter

2019 gingen 95 neue Angelegenheiten ein (2018 = 106), davon 51 in deutscher Sprache. Die Polizeirichter erledigten 86 Fälle (2018 = 121). Am 31. Dezember 2019 waren noch 46 Angelegenheiten im Verzeichnis eingetragen.

Strafgericht

4 neue Angelegenheiten wurden registriert (2018 = 9), davon 3 in deutscher Sprache. Während der Berichtsperiode beurteilte das Strafgericht 3 Personen. Am 31. Dezember 2019 waren 6 Angelegenheiten hängig.

2.4.1.6.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Keine Bemerkung.

2.4.1.6.3 Ausbildung

Die Präsidentinnen und Präsidenten sowie die Gerichtsschreiberinnen und -schreiber haben alle mehrere Weiterbildungstage absolviert.

2.4.1.6.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine Bemerkung.

2.4.1.7 Bezirksgericht Glane

2.4.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.7.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Bovet Grégoire	Präsident	1
Menoud Jacques	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Arbeitsgericht:
Fontaine Maja	Jaquier Sébastien (Arbeitgeber/innen)
Girard Christophe	Terrapon Jacques (Arbeitgeber/innen)
Joye Muriel	Ropraz Bernard (Arbeitgeber/innen)
Favre Guillaume	Repond Denis (Arbeitnehmer/innen)
Pache Philippe	Vuagniaux Jean-François (Arbeitnehmer/innen)
Bichsel-Zeindl Astrid	Brodard Vincent (Arbeitnehmer/innen)
Cornu Marlène	Rossel Cédric (Arbeitnehmer/innen)
Matthey Claudine	
Bard Jean-François	
	Mietgericht:
	Magne André (Eigentümer/innen)
	Delabays Marc (Eigentümer/innen)
	Morand Baptiste (Eigentümer/innen)
	Martins Sandra (Mieter/innen)
	Chollet Justine (Mieter/innen)
	Scazzari Valentina (Mieter/innen)

2.4.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.2
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

Die Gerichtsschreiberei des Gerichts setzt sich wie folgt zusammen: ein Präsident, ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %, eine Gerichtsschreiberin-Adjunktin zu 30 %, ein Gerichtsschreiber-Praktikant, eine Sekretärin zu 80 %, eine Sachbearbeiterin Buchhaltung zu 70 % und eine Lernende.

2.4.1.7.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten geben zu keinerlei Beanstandung Anlass.

2.4.1.7.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.7.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast bleibt 2019 sehr hoch. Dank der ständigen Anstellung von kompetentem und fleissigem Personal konnte das Gericht einen Rückstand bei der Behandlung der Fälle verhindern.

2.4.1.7.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Es wird auf die Statistiken verwiesen.

2.4.1.7.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Die Strafsachen können innerhalb nützlicher Frist erledigt werden. Alles Übrige s. Statistik.

2.4.1.7.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Im Allgemeinen ist das Verhältnis zu den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten gut.

2.4.1.7.3 Ausbildung

Der Präsident nahm an folgenden Weiterbildungen teil:

- > Der Beweis im Zivilprozess, in Gerzensee;
- > CEDIDAC-Seminar zum Betreibungsrecht, Lausanne.

2.4.1.7.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.4.1.8 Bezirksgericht Broye

2.4.1.8.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.8.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Meuwly Jean-Benoît	Präsident	1
Bulliard Grosset Sonia	Präsidentin	0.5
Sonney Virginie	Präsidentin	0.5
Esseiva Christian	Präsident	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Arbeitsgericht:
Biland Guy	Berchier François
Bourqui Maurice	Corminboeuf Yvan
Corminboeuf Martine	Gross Frédéric
Dougoud Gabriel	Krebs Hans
Duruz Francis	Michel Francis
Godel Marcel	Müller Christian
Guerry Micheline	
Haenni Carine	
Jabornigg Claude	
Marchand Francis	
Moser Annelise	
Rüssi Irène	
Sudan Claire-Lise	

2019 traten zwei Beisitzer ihr Amt an, nämlich Guy Biland und Marcel Godel; sie wurden für Jennifer Renevey, die wegen des Wegzugs aus dem Broyebezirk zurücktrat, und für Monique Pedroli, die aus Altersgründen zurücktrat, gewählt. Letztere diente dem Bezirksgericht Broye 30 Jahre lang. Die Präsidenten danken ihr herzlich für ihren Einsatz und ihre grosse Bereitschaft.

2.4.1.8.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	2.9
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.8

Seit dem Jahr 2017 besteht die Gerichtsschreiberei aus insgesamt 2,9 VZÄ und setzt sich wie folgt zusammen: ein Gerichtsschreiber zu 100 %, zwei Gerichtsschreiberinnen zu 50 % und ein Chefgerichtsschreiber zu 90 %. Im Weiteren beschäftigt das Gericht im Rahmen ihrer Anwalts-Ausbildung laufend für jeweils sechs Monate eine Gerichtsschreiberin-Praktikantin oder einen Gerichtsschreiber-Praktikanten.

Das Gerichtssekretariat und die Buchhaltung bestehen aus 2,8 VZÄ, die sich wie folgt zusammensetzen: zwei Sekretärinnen zu 80 %, eine Sekretärin zu 50 % und ein Sachbearbeiter Buchhaltung zu 70 %. Des Weiteren ist eine Lernende zum Team gestossen.

Der neue Sachbearbeiter Buchhaltung trat seine Stelle am 1. Januar 2019 nach dem Rücktritt der vorherigen Mitarbeiterin am 31. Oktober 2018 an.

2.4.1.8.1.3 Räumlichkeiten

Wie bereits im Jahresbericht 2018 erwähnt wurde, sind die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts maximal ausgelastet. Die vier Präsidentinnen und Präsidenten teilen sich den grossen Gerichtssaal, der für jede / jeden an fixen Tagen reserviert ist. Sie nutzen den kleinen Saal, der früher für Besprechungen genutzt wurde, für kleinere Sitzungen (ohne Beisitzerinnen und Beisitzer sowie ohne Publikum). Der Saal wird ausser für die Beratungen auch für die Anhörungen von Kindern in Ehesachen durch gerichtsexterne Personen gebraucht. Mit einem einzigen Gerichtssaal und vier Präsidentinnen und Präsidenten ist es manchmal schwierig, für Sitzungen des Strafgerichts den Saal für zwei oder drei aufeinanderfolgende Tage freizuhalten.

Die Präsidentinnen und Präsidenten warten auf die Entwicklung des Bauprojekts für neue Gebäude in der Nähe des Bahnhofs Estavayer-le-Lac und die Möglichkeit, dort mittelfristig einzuziehen.

2.4.1.8.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.8.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

1352 neue Angelegenheiten wurden 2019 eingetragen gegenüber 1167 im Jahr 2018 und im Jahr 2017, was einer jährlichen Zunahme von 185 neuen Angelegenheiten oder ungefähr 16 % entspricht. Dank der fleissigen Arbeit des ganzen Personals und den von den Präsidentinnen und Präsidenten geleisteten Überstunden konnte die Zunahme der Arbeitslast teilweise abgefangen werden, und **1327 Angelegenheiten** wurden 2019 **erledigt**. Trotzdem hat die Zunahme eine grössere Zahl von pendenten Fällen (317 am Ende des Jahres 2019, was einer Zunahme gegenüber den Vorjahren entspricht) zur Folge, hauptsächlich beim Arbeitsgericht und vor allem beim Zivilgericht, d. h. komplexere und umfangreichere Fälle. Die Präsidentinnen und Präsidenten arbeiten zur Zeit angespannt, und wenn die Arbeitslast 2020 gleich gross ist, kann sie nicht mehr absorbiert werden. Auch könnte der Eingang von besonders umfangreichen Fällen angesichts der Beanspruchung durch die laufenden Angelegenheiten nicht mehr bewältigt werden.

2.4.1.8.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Allgemein

1234 neu zivilrechtliche Angelegenheiten wurden eröffnet (für die Einzelheiten: siehe unten), gegenüber 1051 im Jahr 2018 und 1055 im Jahr 2017. Gesamthaft wurden 1020 Entscheide gefällt (gegenüber 1022 im Jahr 2018, und 1124 im Jahr 2017).

Zivilgericht

Eingetragene Angelegenheiten: 67 (2018: 50 und 2017: 42).

Erledigte Angelegenheiten: 48 (2018: 48 und 2017: 58).

Diese Statistik enthält weder Angelegenheiten des Miet- noch des Arbeitsgerichts.

Präsident des Zivilgerichts

Eingetragene Angelegenheiten: 1091, davon fallen 530 unter das SchKG (2018: 958 und 2017: 969)

Erledigte Angelegenheiten: 1101, davon fallen 565 unter das SchKG (2018: 929 und 2017: 1021)

Diese Statistik umfasst keine arbeitsrechtlichen und mietrechtlichen Angelegenheiten (Zwangsräumung).

Von den 81 **Schlichtungsverfahren** führten 37 zu einem Vergleich, 1 zu einem angenommenen Urteilsvorschlag, 5 zu einem Entscheid, 16 zu einem anderen Entscheid (Unzulässigkeit, Rückzug usw.) und 22 zu einer Klagebewilligung (d. h. 27 % aller Schlichtungsverfahren).

Arbeitsgericht

Im Jahr 2019 wurden 58 neue Angelegenheiten registriert (47 vor dem Präsidenten und 11 vor dem Gericht), d. h. 25 mehr als im Jahr 2018. 46 Fälle wurden im gleichen Zeitraum abgeschlossen (41 vor dem Präsidenten und 5 vor dem Gericht).

Ersatz des Mietgerichtspräsidenten

2019 betrug die Zahl der Ausweisungsgesuche 18 (gegenüber 10 im Jahr 2018 und 21 im Jahr 2017). 15 Fälle wurden abgeschlossen.

2.4.1.8.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Im Jahr 2018 wurden 118 neue Angelegenheiten registriert (109 beim Polizeirichter, 8 am Strafgericht und 1 beim Präsidenten des Strafgerichts), was dem Mittel der Vorjahre entspricht (116 im Jahr 2018 und 112 im Jahr 2017). 117 Angelegenheiten konnten abgeschlossen werden.

2.4.1.8.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Hierzu gibt es keine Bemerkungen, es sei denn, dass gute Beziehungen zu den oben genannten Akteuren bestehen.

2.4.1.8.3 Ausbildung

Wie in den Vorjahren, aber im Berichtsjahr zwei Mal, hielt der Präsident Jean-Benoît Meuwly am 3. Juni und am 28. November 2019 einen Vortrag zum Thema «Der Unterhalt des Kindes verheirateter und unverheirateter Paare». Organisiert wurde der Vortrag vom Weiterbildungsbereich der Universität Freiburg im Rahmen der Tagung zum Thema «Das Schicksal des Kindes im Scheidungsrecht» (beide Male halbtägig). Er hat am 28. Februar und am 1. März 2019 auch das Seminar «Der Beweis im Zivilprozess», das in Gerzensee stattfand, und am 6. Dezember 2019 am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbands teilgenommen.

Die Präsidentin Sonia Bulliard Grosset hat am 4. September 2019 am Symposium der Universität Freiburg über das Familienrecht und am 6. Dezember 2019 am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes teilgenommen.

Die Präsidentin Virginie Sonney hat am 28. Februar und am 1. März 2019 am Seminar «Der Beweis im Zivilprozess», das in Gerzensee stattfand, am 4. September 2019 am Symposium zum Familienrecht der Universität Freiburg und am 6. Dezember 2019 am Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbands teilgenommen.

2.4.1.8.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Die Präsidentin Sonia Bulliard nahm im Rahmen der Analyse der Justiz als Vertreterin des Projektausschusses an verschiedenen Sitzungen teil.

Im Jahr 2019 hat die Präsidentin Virginia Sonney überdies als administrative Ansprechperson für das Bezirksgericht Broye fungiert, eine Aufgabe, die ab 2020 wieder an den Präsidenten Jean-Benoit Meuwly zurückgeht.

2.4.1.9 Bezirksgericht Vivisbach

2.4.1.9.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.4.1.9.1.1 Zusammensetzung des Gerichts (nur Richter/innen und Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
L'Homme Pascal	Präsident	1
Lang Romain	Präsident des Arbeitsgerichts	0.1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Zivil- und Strafgericht:	Zivil- und Strafgericht:
Pilloud François	Savoy Michel
Cardinaux Jeannick	Aebischer Claudine
Dumoulin Roland	Broillet Stéphane
Perroud Caroline	Mossier Catherine
Jaquet Jean-Bernard	Genoud Anita
Ducrot Guy-Pierre	Dewarrat Valérie
Arbeitsgericht:	Mietgericht:
Emonet Pascal	Magne André
Tâche Fabienne	Martins Sandra
Maillard Eric	Chollet Justine
Gabriel Laurent	Delabays Marc
Soares Antonio-Elviro	Scazzari Valentina
Jamain Daniel	Morand Baptiste

Guy-Pierre Ducrot, der die Alterslimite erreicht hat, wird ab dem 1. Januar 2020 durch Noémie Berthoud ersetzt.

2.4.1.9.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.5

Es gab in der Berichtsperiode keine Veränderungen in der Zusammensetzung des Personals, das zur vollen Zufriedenheit arbeitet.

2.4.1.9.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Bezirksgerichts Vivisbach sind zu klein, dies betrifft insbesondere das Büro der Gerichtssekretärinnen und -sekretäre sowie das Büro der Gerichtsschreiberin-Adjunktin, das zugleich als Bibliothek und Besprechungsraum dient. Es ist aufgrund des Platzmangels nicht möglich, Praktikantinnen und Praktikanten sowie Lernende einzustellen. Der Bau eines neuen Verwaltungsgebäudes, in dem auch das Gericht des Vivisbachbezirks untergebracht werden soll, wird derzeit geprüft.

2.4.1.9.2 Gerichtstätigkeit

2.4.1.9.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die Arbeitslast ist, nach einem spürbaren Anstieg 2018, 2019 stabil geblieben. Dank der ständigen Anstellung von kompetentem und fleissigem Personal konnte das Gericht einen Rückstand bei der Behandlung der Fälle verhindern. Dem Präsidenten des Gerichts ist es jedoch nicht mehr möglich, seine Unterstützung anderen Gerichten anzubieten, mit Ausnahme einiger Angelegenheiten des Bezirksgerichts Glane, in der Präsident Grégoire Bovet als Vertreter einer Partei agierte.

2.4.1.9.2.2 Zivilverfahren (Präsident, Gericht, Vormundschaft, Arbeits- und Mietgericht, Betreibungen und Konkurse)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.4.1.9.2.3 Strafsachen (Polizeirichter, Strafgericht)

Es sei auf die Statistiken verwiesen.

2.4.1.9.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Die Beziehungen sind generell gut. Zu erwähnen ist die wesentliche und chronische Überlastung der Jugendamts, wodurch es immer schwieriger wird, der Behörde soziale Untersuchungen und Vormundschaften zu überantworten. Die Wartezeit bis zum Beginn entsprechender Untersuchungen wird zunehmend länger und immer problematischer.

2.4.1.9.3 Ausbildung

Arbeitsrecht (Präsident des Arbeitsgerichts) - Symposium zum Familienrecht - Recht der zivilrechtlichen Haftung - Weiterbildung FAV (Präsident).

2.4.1.9.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Keine besondere Bemerkung.

2.4.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.4.2.1 Affaires civiles / Zivilverfahren

2.4.2.1.1 Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte

Tribunaux d'arrondissement / Bezirksgerichte	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2017/ davon bis 31.12.2017 eingereicht
Sarine / Saane	217 ¹⁾	202 ²⁾	245 ³⁾	46
Singine / Sense	49	40	58	5
Gruyère / Greyerz	96	106	134	44
Lac / See	63 ⁴⁾	57 ⁵⁾	67 ⁶⁾	21
Glâne / Glane	46	44	52	8
Broye / Broye	67	48	75	8
Veveyse / Vivisbach	39	30	54	18
Total	577	527	685	150
En 2018	472	477	632	
En 2017	505	481	635	
En 2016	480	453	603	
En 2015	436	420	560	

(1) dont 7 en allemand / davon 7 auf Deutsch (2018 : 3)

(2) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch (2018 : 1)

(3) dont 9 en allemand / davon 9 auf Deutsch (2018 : 5)

(4) dont 36 en français / davon 28 auf Französisch (2018 : 28)

(5) dont 37 en français / davon 37 auf Französisch (2018 : 26)

(6) dont 30 en français / davon 30 auf Französisch (2018 : 31)

Objets des jugements rendus <i>Gegenstand der Entscheide</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyer	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
A. Code civil / Zivilgesetzbuch								
1. Droit des personnes / <i>Personenrecht</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
2. Droit de la famille / <i>Familienrecht</i>								
a) divorce / <i>Scheidung</i>	97	28	55	25	23	30	19	277
b) modification de jugements de divorce / <i>Änderung von Scheidungsurteilen</i>	52	7	24	21	8	14	6	132
c) séparation de corps / <i>Trennung</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
d) divers / <i>Verschiedenes</i>	7	0	0	0	0	0	0	7
3. Droit des successions / <i>Erbrecht</i>	2	1	1	0	1	0	1	6
4. Droits réels / <i>Sachenrecht</i>	5	0	3	1	1	0	0	10
B. Code des obligations / Obligationenrecht								
1. Actions résultant des contrats / <i>Klagen aus Vertrag</i>	9	2	11	6	6	2	3	39
2. Actions résultant d'actes illicites / <i>Klagen aus unerlaubter Handlung</i>	1	0	4	1	1	1	0	8
3. Droit des sociétés / <i>Gesellschaftsrecht</i>	1	0	0	0	0	0	1	2
4. Autres / <i>Andere</i>	3	0	2	2	1	0	0	8
C. Autres lois fédérales ou cantonales / Andere eidgenössische oder kantonale Gesetze								
	24	2	4	1	3	1	0	35
Total général / Gesamttotal	202	40	106	57	44	48	30	527

2.4.2.1.2 Présidents de tribunaux / Gerichtspräsidenten

Présidents de tribunaux Gerichtspräsidenten	Affaires inscrites au rôle/ Eingereichte Angelegenheiten	Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten	Affaires en cours / Hängige Angelegenheiten	dont inscrites au rôle jusqu'au 31.12.2017/ davon bis 31.12.2017 eingereicht
Sarine / Saane	3532 ¹⁾	3665 ²⁾	562 ³⁾	25
Singine / Sense	708	705	194	12
Gruyère / Greyerz	1'672	1'665	387	17
Lac / See	868 ⁴⁾	862 ⁵⁾	193 ⁶⁾	4
Glâne / Glane	684	731	103	4
Broye / Broye	1'091	1'101	186	4
Veveyse / Vivisbach	524	539	78	4
Total	9'079	9'268	1'703	70

En 2018	9304	9250	1889
En 2017	9120	9156	1849
En 2016	8766	8625	1901
En 2015	8847	8864	1764

(1) dont 91 en allemand / davon 91 auf Deutsch (2018 : 91)

(2) dont 99 en allemand / davon 99 auf Deutsch (2018 : 76)

(3) dont 13 en allemand / davon 13 auf Deutsch (2018 : 22)

(4) dont 506 en français / davon 506 auf Französisch (2018 : 554)

(5) dont 523 en français / davon 523 auf Französisch 2018 : 554)

(6) dont 93 en français / davon 93 auf Französisch 2018 : 114)

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Divorce sur requête commune avec accord complet / <i>Scheidung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	164	50	71	47	35	49	26	442
2. Séparation de corps sur requête commune avec accord complet / <i>Trennung auf gemeinsames Begehren mit umfassender Einigung</i>	4	0	0	0	0	1	0	5
3. Mesures protectrices de l'union conjugale et leur modification (art. 172 CC / ZGB) / <i>Eheschutzmassnahmen und deren Abänderung</i>	157	26	68	30	37	54	31	403
4. Affaires pécuniaires (art. 51 al. 1 let. a LJ/JG) / <i>Vermögensrechtliche Streitigkeiten</i>	99	15	31	16	32	12	7	212
5. Mesures provisionnelles et leur modification / <i>Vorsorgliche Massnahmen und deren Abänderung</i>	322	45	124	52	48	120	40	751
6. Inscription provisoire des hypothèques légales des entrepreneurs et artisans / <i>Vorläufige Eintragung von Pfandrechten der Handwerker und Unternehmer</i>	25	2	16	7	8	12	1	71
7. Décisions rendues en matière d'assistance judiciaire / <i>Entscheide betreffend die unentgeltliche Rechtspflege</i>	608	109	228	128	127	139	76	1415
8. Décisions rendues en vertu de la LELP / <i>Entscheide gestützt auf das EGSchKG</i>	1922	342	914	437	354	565	289	4'823
a) Mainlevée / <i>Rechtsöffnung</i>	1315	211	553	284	216	375	186	3140
b) Annulation et suspension de la poursuite (art. 85 LP / SchKG) / <i>Rich- terliche Aufhebung oder Einstellung der Betreibung im summarischen Verfahren</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
c) Action en constatation négative (art. 85a LP / SchKG) / <i>Negative Feststel- lungsklage</i>	6	3	2	0	0	1	1	13
d) Ouverture de la faillite / <i>Konkureröffnung</i>	344	75	192	98	82	139	54	984
e) Suspension de la faillite faute d'actif / <i>Einstellung des Konkursverfahrens mangels Aktiven</i>	99	23	47	24	23	25	17	258
f) Décision relative au retour à meilleure fortune (art. 265a al. 1 et 3 LP/SchKG) / <i>Entscheid über die Feststellung neuen Vermögens</i>	43	6	40	9	10	10	4	122
g) Action en constatation du retour ou non retour à meilleure fortune (art. 265a al. 4 LP / SchKG) / <i>Klage auf Bestreitung oder Feststellung des neuen Vermögens</i>	4	1	0	1	0	0	0	6
h) Clôture de la faillite / <i>Schluss des Konkursverfahrens</i>	70	13	57	14	19	11	14	198

Objets des jugements et ordonnances rendus / Gegenstand der ergangenen Entscheide und Verfügungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
i) Séquestre/ Arrest	23	5	19	3	4	2	6	62
j) Procédures concordataires / Nachlassverfahren	0	3	0	1	0	0	1	5
k) Divers / Verschiedenes	17	2	3	3	0	2	6	33
9. Annulation de titres / Aufhebung von Wertpapieren	16	6	15	10	2	13	5	67
10. Commissions rogatoires / Rechtshilfebegehren	2	15	47	21	7	19	11	122
11. Exécution des jugements (art. 339 CPC/ZPO) / Urteilsvollstreckung	11	0	0	1	3	5	1	21
12. Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ZPO) / Schlichtungsverfahren	224	69	106	96	49	81	30	655
a) Transaction / Einigung	41	13	21	15	21	37	8	156
b) Autorisation de procéder / Klagebewilligung	98	27	33	47	23	22	10	260
c) Proposition de jugement acceptée / Urteilsvorschlag angenommen	4	0	7	6	1	1	1	20
d) Jugement / Urteil	32	9	14	10	2	5	4	76
e) Autres / andere	49	20	31	18	2	16	7	143
13. Divers / Verschiedenes	111	26	45	17	29	31	22	281
Total général / Gesamttotal	3'665	705	1'665	862	731	1'101	539	9'268

Taux de conciliation et de liquidation globale des procédures selon les art. 197 ss CPC / Schlichtungsquote und Gesamterledigung der Verfahren gemäss art. 197 ff ZPO *	2019	2018	2017
Procédures de conciliation (art. 197ss CPC/ZPO) / Schlichtungsverfahren	655	722	608
Taux de réussite de conciliation / Erfolgsquote Schlichtungen	26.8%	28.7%	31.7%
Transaction / Einigung	23.8%	25.9%	28.9%
Proposition de jugement acceptée / Urteilsvorschlag angenommen	3%	2.8%	2.8%
Autres modes de liquidations / Sonstige Erledigungsart			
Jugement / Urteil	11.6%	15%	10.8%
Autres / andere	21.8%	21.7%	23%
Autorisation de procéder / Klagebewilligung	39.6%	34.5%	34.3%
Taux de liquidation global / Erledigungsquote insgesamt	60.2%	65.4%	65.5%

* cf. Meier, Isaak; Scheiwiller, Sarah (2014). Erfolg des Schlichtungs- und Urteilsvorschlagsverfahrens nach neuer ZPO. Zeitschrift für Schweizerisches Recht (ZSR), 133:155-ff.

2.4.2.1.3 Juridiction des prud'hommes / Arbeitsgericht

Présidents des tribunaux des prud'hommes / Präsidenten der Arbeitsgerichte

Les Présidents des tribunaux des prud'hommes ont été saisis de 323 causes (2018 : 375, 2017 : 391, 2016 : 375, 2015 : 402, 2014 : 363) qui se répartissent ainsi :

Bei den Präsidenten der Arbeitsgerichte wurden 323 Angelegenheiten eingereicht (2018: 375, 2017: 391, 2016: 375, 2015: 402, 2014: 363), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2019 / per 01.01.2019 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2019 / per 31.12.2019 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	46 ¹⁾	157 ²⁾	12 ³⁾	47 ⁴⁾	92 ⁵⁾	52
Singine / Sense	8	14	2	6	11	3
Gruyère / Greyerz	13	54	3	12	37	15
Lac / See	9 ⁶⁾	22 ⁷⁾	2 ⁸⁾	9 ⁹⁾	15 ¹⁰⁾	5
Glâne / Glane	10	10	0	11	7	2
Broye / Broye	2	47	2	12	27	8
Veveyse / Vivisbach	2	19	0	9	9	3
Total	90	323	21	106	198	88

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(5) dont 2 en allemand / davon 2 auf Deutsch

(6) dont 3 en français / davon 3 auf Französisch

(7) dont 14 en français / davon 14 auf Französisch

(8) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(9) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

(10) dont 10 en français / davon 10 auf Französisch

Tribunaux des prud'hommes / Arbeitsgerichte

Elles ont été saisies de 66 causes (2018 : 62, 2017 : 65, 2016 : 79, 2015 : 80, 2014 : 60) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 66 Angelegenheiten eingereicht (2018: 62, 2017: 65, 2016: 79, 2015: 80, 2014: 60), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2019 / per 01.01.2019 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires liquidées par conciliation / transaction / abgeschlossene Fälle durch Vergleich	Autres affaires liquidées / andere abgeschlossene Fälle	Affaires pendantes au 31.12.2019 / per 31.12.2019 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	50 ¹⁾	22 ²⁾	18 ³⁾	7 ⁴⁾	8 ⁵⁾	39
Singine / Sense	1	5	0	0	0	6
Gruyère / Greyerz	19	12	2	5	11	13
Lac / See	6 ⁶⁾	10 ⁷⁾	1 ⁸⁾	2 ⁹⁾	1 ¹⁰⁾	12
Glâne / Glane	2	2	1	1	0	2
Broye / Broye	2	11	1	3	1	8
Veveyse / Vivisbach	3	4	1	1	1	4
Total	83	66	24	19	22	84

(1) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(2) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(3) dont 0 en allemand / davon 0 auf Deutsch

(4) dont 3 en allemand / davon 3 auf Deutsch

(5) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(6) dont 2 en français / davon 2 auf Französisch

(7) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

(8) dont 1 en français / davon 1 auf Französisch

(9) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

(10) dont 0 en français / davon 0 auf Französisch

2.4.2.1.4 Juridiction des baux / Mietgerichtsbarkeit

Présidents des tribunaux des baux / Mietgerichtspräsidenten

Les Présidents des tribunaux des baux ont été saisis de 289 causes (2018 : 310, 2017 : 325, 2016 : 306, 2015 : 349, 2014 : 289) qui se répartissent ainsi:

Bei den Mietgerichtspräsidenten wurden 289 Angelegenheiten eingereicht (2018: 310, 2017: 325, 2016: 306, 2015: 349, 2014: 289), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2019 / per 01.01.2019 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2019 / per 31.12.2019 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	31	133	149	15
Singine et Lac / Sense und See	7 ¹⁾	45 ²⁾	45 ³⁾	7 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	20	111	111	20
Total	58	289	305	42

(1) dont 7 en français / davon 7 auf Französisch

(2) dont 37 en français / davon 37 auf Französisch

(3) dont 39 en français / davon 39 auf Französisch

(4) dont 5 en français / davon 5 auf Französisch

Tribunaux des baux / Mietgerichte

Ils ont été saisis de 61 causes (2018 : 82, 2017 : 59, 2016 : 94, 2015 : 108, 2014 : 83, 2013 : 121) qui se répartissent ainsi:

Es wurden 61 Angelegenheiten eingereicht (2018: 82, 2017: 59, 2016: 94, 2015: 108, 2014: 83, 2013: 121), die sich wie folgt aufteilen:

Arrondissements Bezirke	Affaires pendantes au 01.01.2019 / per 01.01.2019 hängige Angelegenheiten	Nouvelles affaires inscrites au rôle / neu eingereichte Angelegenheiten	Jugements rendus / gefällte Urteile	Affaires pendantes au 31.12.2019 / per 31.12.2019 hängige Angelegenheit
Sarine / Saane	36	20	34	22
Singine et Lac / Sense und See	8 ¹⁾	11 ²⁾	10 ³⁾	9 ⁴⁾
Gruyère, Glâne, Broye et Veveyse Greyerz, Glane, Broye und Vivisbach	21	30	31	20
Total	65	61	75	51

(1) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

(2) dont 9 en français / davon 9 auf Französisch

(3) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

(4) dont 8 en français / davon 8 auf Französisch

2.4.2.1.5 Assistance judiciaire / Unentgeltliche Rechtspflege

En matière civile / in Zivilsachen

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés ainsi que la désignation d'un défenseur d'office
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von den Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten sowie die Bestellung eines amtlichen Rechtsbeistandes umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	433	0	27	103
Singine / Sense	64	0	11	20
Gruyère / Greyerz	191	1	2	23
Lac / See	101	0	12	3
Glâne / Glane	90	0	8	8
Broye / Broye	82	0	24	17
Veveyse / Vivisbach	56	0	11	2
Total	1017	1	95	176

Assistance judiciaire comprenant la dispense des frais judiciaires et des sûretés
Unentgeltliche Rechtspflege, welche die Befreiung von der Gerichtskosten und der Leistung von Sicherheiten umfasst

Arrondissements Bezirke	Octroi non subordonné au paiement d'une contribution mensuelle / <i>Nicht von der Bezahlung eines monatlichen Beitrages abhängige Gewährung</i>	Octroi subordonné à un tel paiement / <i>von einer solchen Bezahlung abhängige Gewährung</i>	Refusée Abweisung	Retirée Rückzug
Sarine / Saane	54	0	13	0
Singine / Sense	16	0	2	1
Gruyère / Greyerz	21	0	2	0
Lac / See	15	0	3	1
Glâne / Glane	27	0	1	0
Broye / Broye	19	0	2	1
Veveyse / Vivisbach	9	0	0	2
Total	161	0	23	5

2.4.2.2 Affaires pénales / Strafsachen

2.4.2.2.1 Tribunaux pénaux d'arrondissement / Bezirksstrafgerichte

Nombre de personnes jugées: 138 (2018 : 128, 2017 : 175, 2016 : 130, 2015 : 167, 2014 : 140). Si le nombre global de personnes jugées par les tribunaux pénaux en 2019 est en légère hausse de 8% par rapport à 2018, la situation est très différente d'un arrondissement à l'autre. La Singine, la Gruyère et la Broye enregistrent des hausses tandis que les chiffres des Tribunaux du Lac et de la Veveyse sont à la baisse. La situation est stable en Sarine et en Glâne.

Les tribunaux pénaux d'arrondissement ont condamné 108 personnes à une peine privative de liberté et 14 personnes à une peine pécuniaire. 40 peines ont été assorties du sursis et 32 du sursis partiel. 50 mesures ont été prononcées. Les tribunaux ont infligé 54 amendes. 6 personnes ont été acquittées et ont demandé à être indemnisées.

Anzahl der abgeurteilten Personen: 138 (2018: 128, 2017: 175, 2016: 130, 2015: 167, 2014: 140). Während die Gesamtzahl der von den Strafgerichten abgeurteilten Personen im Jahr 2019 gegenüber 2018 um 8 % leicht gestiegen ist, unterscheidet sich die Situation in den einzelnen Bezirken deutlich. Die Bezirke Sense, Greyerz und Broye verzeichnen eine Zunahme, während die Zahlen für die Bezirksgerichte See und Vivisbach rückläufig sind. Im Saane- und Glanebezirk ist die Lage stabil.

Die Bezirksstrafgerichte haben 108 Personen zu Freiheitsstrafen und 14 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. In 40 Fällen wurde der bedingte und in 32 Fällen der teilbedingte Strafvollzug gewährt. 50 Massnahmen wurden angeordnet. Weiter wurden in 54 Fällen Bussen verhängt. 6 Personen wurden freigesprochen und haben Antrag auf Entschädigung gestellt.

Tribunaux / Gerichte	Personnes jugées / Abgeurteilte Personen	Nationalité Nationalität		Sexe Geschlecht		Etat civil Zivilstand	
		Suisses / Schweizer	Etrangers / Ausländer	Hommes / Männer	Femmes / Frauen	Mariés / Verheiratet	Non-mariés / Nicht verheiratet
Sarine / Saane	66 ¹⁾	26	40	63	3	10	56
Singine / Sense	15	9	6	15	0	4	11
Gruyère / Greyerz	34	18	16	32	2	7	27
Lac / See	3 ²⁾	2	1	2	1	0	3
Glâne / Glane	5	3	2	4	1	2	3
Broye / Broye	13	6	7	12	1	2	11
Veveyse / Vivisbach	2	0	2	2	0	1	1
Total	138	64	74	130	8	26	112

(1) 3 procédures a été conduite en allemand (2018: 1) / 3 Verfahren wurde auf Deutsch durchgeführt (2018: 1)

(2) 1 procédures ont été conduites en français (2018: 5) / 1 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2018: 5)

Nombre d'infractions
Anzahl strafbarer Handlungen

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Infractions contre la vie et l'intégrité corporelle / Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111-136 CP/StGB)	10	0	9	0	0	2	0	21
Meurtre / <i>Vorsätzliche Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Assassinat / <i>Mord</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Meurtre passionnel / <i>Totschlag</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Homicides par négligence à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Fahrlässige Tötung als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Lésions corporelles / <i>Körperverletzungen</i>	7	0	4	0	0	1	0	12
Lésions corporelles à la suite de la violation d'une disposition de la LCR / <i>Körperverletzungen als Folge einer Widerhandlung gegen das SVG</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Rixe/Agression / <i>Raufhandel/Angriff</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	5	0	0	1	0	7
2. Infractions contre le patrimoine / Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137-172 ^{ter} CP/StGB)	18	2	16	3	2	4	0	45
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Vol / <i>Diebstahl</i>	9	1	5	2	0	2	0	19
Brigandage / <i>Raub</i>	0	0	1	0	1	0	0	2
Dommages à la propriété / <i>Sachbeschädigung</i>	5	1	3	1	1	2	0	13
Escroquerie / <i>Betrug</i>	0	0	2	0	0	0	0	2
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / <i>Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Abus de cartes-chèques et de cartes de crédit / <i>Check- und Kreditkartenmissbrauch</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Extorsion et chantage / <i>Erpressung</i>	0	0	1	0	0	0	0	1
Gestion déloyale / <i>Ungetreue Geschäftsbesorgung</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
Recel / <i>Hehlerei</i>	0	0	2	0	0	0	0	2
Crimes ou délits dans la faillite et la poursuite pour dettes / <i>Konkurs- und Betreibungsverbrechen oder- Vergehen</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	2	0	0	0	0	3
3. Infractions contre l'honneur, le domaine secret ou le domaine privé / Strafbare Handlungen gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich (Art. 173-179 ^{novies} CP/StGB)	2	0	2	0	0	0	0	4
4. Crimes ou délits contre la liberté / Verbrechen oder Vergehen gegen die Freiheit (Art. 180-186 CP / StGB)	11	1	9	1	1	4	0	27
Menaces / <i>Drohung</i>	2	0	5	0	0	1	0	8
Contrainte / <i>Nötigung</i>	3	0	1	0	0	1	0	5
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	5	1	3	1	1	2	0	13
Divers / <i>Verschiedenes</i>	1	0	0	0	0	0	0	1

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
5. Infractions contre l'intégrité sexuelle / Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187-200 CP/StGB)	16	5	6	0	0	4	0	31
Mise en danger du développement de mineurs / Gefährdung der Entwicklung von Unmündigen	2	1	1	0	0	0	0	4
Atteinte à la liberté et à l'honneur sexuels / Angriff auf die sexuelle Freiheit und Ehre	13	2	5	0	0	4	0	24
Divers / Verschiedenes	1	2	0	0	0	0	0	3
6. Délits contre la famille / Vergehen gegen die Familie (Art. 213 - 220 CP/StGB)	1	0	2	0	0	0	0	3
Violation d'une obligation d'entretien / Vernachlässigung von Unterhaltspflichten	0	0	1	0	0	0	0	1
Divers / Verschiedenes	1	0	1	0	0	0	0	2
7. Crimes ou délits créant un danger collectif / Gemeingefährliche Verbrechen oder Vergehen (Art. 221-230 CP/StGB)	2	0	1	0	0	0	0	3
Incendie intentionnel / Brandstiftung	1	0	1	0	0	0	0	2
Incendie par négligence / Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	1	0	0	0	0	0	0	1
8. Crimes ou délits contre les communications publiques Verbrechen und Vergehen gegen den öffentlichen Verkehr (Art. 237-239 CP/ StGB)	1	0	1	0	0	0	0	2
9. Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht (Art. 240-250 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
10. Faux dans les titres / Urkundenfälschung (Art. 251-257 CP/StGB)	4	0	3	0	0	1	0	8
11. Crimes ou délits contre la paix publique / Verbrechen oder Vergehen gegen den öffentlichen Frieden (Art. 258-263 CP/StGB)	1	3	1	0	0	0	0	5
12. Crimes et délits contre l'Etat et la défense nationale/ Verbrechen und Vergehen gegen den Staat und die Landesverteidigung (Art. 265-278 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
13. Crimes ou délits contre l'administration de la justice / Verbrechen oder Vergehen gegen die Rechtspflege (Art. 303-311 CP/StGB)	4	10	3	0	0	0	0	17
Induction de la justice en erreur / Irreführung der Rechtspflege	0	0	0	0	0	0	0	0
Blanchissage d'argent / Geldwäscherei	4	10	3	0	0	0	0	17
Fausse déclaration d'une partie en justice / Falsche Beweisaussage der Partei	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / Verschiedenes	0	0	0	0	0	0	0	0

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greizerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broje	Veveyse Vivsbach	Total
14. Infractions contre les devoirs de fonction et les devoirs professionnels / Strafbare Handlungen gegen die Amts- und Berufspflicht (Art. 312-322 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
15. Corruption / Bestechung (Art. 322^{ter}-322^{octies} CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
16. Contravention à des dispositions du droit fédéral / Übertretungen bundesrechtlicher Bestimmungen (Art. 323-332 CP/StGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
17. Infractions à la LCR / Verstösse gegen das SVG	5	1	17	0	3	1	1	28
Art. 90 ch. 1 / Ziff. 1	0	0	1	0	0	0	0	1
Art. 90 ch. 2 / Ziff. 2 (faute grave / schweres Verschulden)	0	0	0	0	0	0	0	0
Art. 91 (conducteurs pris de boisson / Fahren in angetrunkenem Zustand)	0	0	2	0	0	0	0	2
Art. 94 (vol d'usage / Entwendung zum Gebrauch)	1	0	2	0	1	0	0	4
Art. 95 (circulation sans permis / Fahren ohne Ausweis)	2	0	2	0	0	1	0	5
Divers / Verschiedenes	2	1	10	0	2	0	1	16
18. Infractions à la LStup / Verstösse gegen das BetmG	75	24	37	5	2	6	1	150
19. Infractions à la LALEtr / Verstösse gegen das AGAuG	0	1	0	0	0	0	0	1
20. Infractions à la LArm / Verstösse gegen das WG	3	2	7	0	0	0	1	13
21. Infractions à d'autres lois fédérales ou cantonales / Verstösse gegen andere eidgenössische oder kantonale Gesetze	35	12	20	0	2	4	0	73
Total	188	61	134	9	10	26	3	431

2.4.2.2 Juges de police / Polizeirichter/innen

Nombre de personnes renvoyées: 939 (2018 : 864, 2017 : 1031, 2016 : 857, 2015 : 782, 2014 : 692).

Anzahl der überwiesenen Personen: 939 (2018: 864, 2017: 1031, 2016: 857, 2015: 782, 2014: 692).

Arrondissements Bezirke	Personnes renvoyées Überwiesene Personen	Condamnées Verurteilte	Acquittées Freigesprochene	Retrait de plainte ou d'opposition Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache
Sarine / Saane	425 ¹⁾	195	60	115
Singine / Sense	72	24	10	29
Gruyère / Greyerz	165	63	20	45
Lac / See	86 ²⁾	29	21	20
Glâne / Glane	45	18	5	16
Broye / Broye	102	28	13	39
Veveyse / Vivisbach	44	19	10	12
Total	939	376	139	276

(1) 20 procédures ont été conduites en allemand / 20 Verfahren wurden auf Deutsch durchgeführt (2018 : 26).

(2) 48 procédures ont été conduites en français / 48 Verfahren wurden auf Französisch durchgeführt (2018 : 63).

Sans atteindre le chiffre record de 2017, le nombre de personnes renvoyées devant le juge de police augmente à nouveau (+8.5%). Les hausses sont enregistrées en Gruyère (+34%), en Sarine (+28%) et en Singine (+20%) tandis que les chiffres des districts du Lac et de la Veveyse (-29%) et dans une moindre mesure de la Glâne (-21%) et de la Broye (-7%) sont à la baisse.

Les juges de police ont condamné 110 personnes à des peines privatives de liberté (2018 : 148), 3 personnes à un travail d'intérêt général et 160 personnes à une peine pécuniaire. 25 mesures ont été prononcées. 195 peines ont été assorties du sursis. Les juges de police ont infligé 216 amendes. 139 personnes ont été acquittées et 65 d'entre elles ont demandé à être indemnisées.

Die Zahl der an den Polizeirichter überwiesenen Personen steigt wieder an (+8.5%), erreicht jedoch die Rekordzahl von 2017 nicht. In den Bezirken Greyerz (+34%), Saane (+28%) und Sense (+20%) wird ein Anstieg festgestellt, während die Zahlen für die Bezirke See und Vivisbach (-29%) und in geringerem Maße im Glane- (-21%) und Broyebezirk (-7%) rückläufig sind.

Die Polizeirichter haben 110 Personen zu einer Freiheitsstrafe (2018: 148), 3 Personen zu gemeinnütziger Arbeit und 160 Personen zu einer Geldstrafe verurteilt. Es wurde 25 Massnahmen angeordnet. In 195 Fällen wurde der bedingte Strafvollzug gewährt. Weiter wurden 216 Bussen verhängt. 139 Personen wurden freigesprochen, 65 von ihnen haben eine Entschädigung beantragt.

Nombre d'infractions Anzahl strafbarer Handlungen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
Infractions au CP / Strafbare Handlungen gemäss StGB	182	5	77	23	6	19	8	320
Atteinte à l'intégrité corporelle / <i>Körperverletzungen</i>	37	0	20	11	0	3	3	74
Infractions contre le patrimoine / <i>Strafbare Handlungen gegen das Vermögen</i>	13	0	9	0	0	3	1	26
Atteinte à l'honneur / <i>Ehrverletzungen</i>	20	2	16	3	1	7	0	49
Infractions contre l'intégrité sexuelle / <i>Sexualdelikte</i>	14	0	6	4	3	0	0	27
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	17	0	2	2	1	0	0	22
Contravention à des dispositions du droit fédéral / <i>Übertretung von Bestimmungen des Bundesrechts</i>	1	0	1	0	0	0	0	2
Divers / <i>Verschiedenes</i>	80	3	23	3	1	6	4	120
Infractions à la LACP / Strafbare Handlungen gemäss EGStGB	24	0	1	0	0	1	0	26
Art. 8 LACP / <i>EGStGB</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
Divers / <i>Verschiedenes</i>	24	0	1	0	0	1	0	26
Infractions / Strafbare Handlungen	254	24	97	37	21	30	30	493
à la loi sur la pêche / <i>gegen das Fischereigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la chasse / <i>gegen das Jagdgesetz</i>	0	0	2	0	0	0	1	3
au code forestier / <i>gegen das Waldgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les denrées alimentaires / <i>gegen das Lebensmittelgesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la police des étrangers / <i>gegen das Fremdenpolizeigesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les étrangers / <i>gegen das Gesetz über Ausländerinnen und Ausländer</i>	42	0	22	7	3	1	7	82
à la loi sur la protection civile / <i>gegen das Zivilschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la protection des animaux / <i>gegen das Tierschutzgesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la protection des eaux / <i>gegen das Gewässerschutzgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur les transports publics / <i>gegen das Verkehrsgesetz</i>	19	0	4	0	0	2	0	25
à la loi sur les établissements publics et la danse / <i>gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten und den Tanz</i>	5	0	0	0	0	0	0	5
à la loi sur le chômage / <i>gegen das Arbeitslosenversicherungsgesetz</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
à la loi sur la navigation intérieure / <i>gegen das Binnenschiffahrtsgesetz</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
à la loi sur la circulation routière / <i>gegen das Strassenverkehrsgesetz</i>	58	17	25	24	15	16	13	168
à la loi sur les stupéfiants / <i>gegen das Betäubungsmittelgesetz</i>	41	4	18	2	2	4	2	73
Infractions à la LArm / <i>Verstösse gegen das WG</i>	7	2	0	0	0	0	2	11
Divers / <i>Verschiedenes</i>	79	1	26	4	1	7	5	123
Total	460	29	175	60	27	50	38	839

2.4.2.2.3 Récapitulation / Zusammenfassung

En 2019, le nombre de personnes ayant occupé les tribunaux pénaux du canton (1080, y compris le Tribunal pénal économique) est en hausse par rapport à l'exercice précédent (2018: ~~1045~~ 1001*, 2017: 1212, 2016: 991, 2015: 952**, 2014: 834).

* En raison d'une erreur de fusion informatique, les totaux du tableau figurant en page 190 du rapport 2018 doivent être corrigés. Le nombre de personnes ayant occupé les tribunaux pénaux s'élevait à 128, il était de 864 pour les juges de police, le total général étant de 1001 personnes, y compris les 9 du Tribunal pénal économique.

** Dans le rapport 2015 (p. 173), le total des affaires ressortant des juges de police se montait à 782 et non à 372, le total des personnes ayant occupé les tribunaux pénaux était de 952 en 2015.

2019 wurden 1080 Personen von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilt (Wirtschaftsstrafgericht mit inbegriffen), was im Vergleich zum Vorjahr eine Abnahme um 14% ergibt (2018: ~~1045~~ 1001, 2017: 1212, 2016: 991, 2015: 952**, 2014: 834).*

** Die Totale in der Tabelle auf Seite 190 des Jahresberichts 2018 müssen aufgrund eines Informatikfehlers korrigiert werden. Die Zahl der von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilten Personen betrug 128 und diejenige bei den Polizeirichtern 864. Das Gesamttotal bläuft sich also auf 1001 Personen, die 9 Fälle des Wirtschaftsstrafgerichts miteingerechnet.*

*** Im Jahresbericht 2015 hat sich ein Fehler eingeschlichen (S. 173). Da das Total der Fälle der Polizeirichter 782 und nicht 372 beträgt, beläuft sich die Zahl der im Jahr 2015 von den kantonalen Strafgerichten abgeurteilten Personen auf 952.*

	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Tribunal pénal économique Wirtschaftsstrafgericht	Total
Sarine / Saane	66	425		491
Singine / Sense	15	72		87
Gruyère / Greyerz	34	165		199
Lac / See	3	86		89
Glâne / Glane	5	45		50
Broye / Broye	13	102		115
Veveyse / Vivisbach	2	44		46
Tribunal pénal économique / Wirtschaftsstrafgericht			3	3
Total	138	939	3	1080

Nature du jugement / Art des Urteils	Tribunaux pénaux d'arrondissement Bezirksstrafgerichte	Juges de police Polizeirichter	Total
Personnes acquittées / <i>Freisprüche</i>	6	139	145
Demandes d'indemnité par des personnes acquittées/ <i>Entschädigungsbegehren freigesprochener Personen</i>	6	65	71
Personnes condamnées à des peines privatives de liberté / <i>Verurteilungen zu Freiheitsstrafen</i>	108	110	218
Personnes condamnées à des TIG / <i>Verurteilungen zu gemeinnützigen Arbeiten</i>	0	3	3
Personnes condamnées à des peines pécuniaires / <i>Verurteilungen zu Geldstrafen</i>	14	160	174
à l'amende / <i>zur Busse</i>	54	216	270
dont assorties du sursis / <i>davon unter Gewährung des bedingten Strafvollzugs</i>	40	195	235
Dont assorties du sursis partiel / <i>davon unter Gewährung der teilbedingte Strafen</i>	32	0	32
Retrait de plainte ou d'opposition / <i>Rückzug des Strafantrags oder der Einsprache</i>	1	276	277

2.4.2.2.4 Jugements concernant la révocation ou la prolongation du sursis / Urteile betreffend den Widerruf oder die Verlängerung des bedingten Strafvollzugs

	Tribunaux pénaux d'arrondissement <i>Bezirksstrafgerichte</i>	Juges de police <i>Polizeirichter</i>	Tribunal pénal économique <i>Wirtschaftsstraf- gericht</i>	Total
Sarine / Saane	21	46		67
Singine / Sense	3	2		5
Gruyère / Greyerz	10	11		21
Lac / See	0	3		3
Glâne / Glane	1	2		3
Broye / Broye	1	6		7
Veveyse / Vivisbach	1	3		4
Tribunal pénal économique / <i>Wirtschaftsstrafgericht</i>			0	
Total	37	73	0	110

2.4.2.2.5 Détention préventive / Untersuchungshaft

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	TPE WSG	Total
Nombre de prévenus en détention préventive au moment du jugement	23	0	0	0	1	2	1	0	27
<i>Anzahl der Beschuldigten in Untersuchungshaft zum Zeitpunkt des Urteils</i>									
Nombre de jours de détention depuis le renvoi	12929	3346	4510	508	219	238	212	0	21962
<i>Anzahl Tage in Untersuchungshaft seit der Überweisung</i>									

2.5 Cellule judiciaire itinérante

2.5.1 Partie générale

2.5.1.1 Compétences

Fonction instituée lors de la révision de décembre 2014 de la loi sur la justice (art. 10a LJ), la Juge itinérante est appelée à pallier les manques temporaires de personnel en cas de surcharge ou d'absence dans les autorités judiciaires de première instance (Tribunaux d'arrondissement, Justices de paix ou Ministère public). La Juge itinérante est assistée dans ses tâches par une greffière et une secrétaire et forme avec elles la Cellule judiciaire itinérante.

Depuis l'entrée en fonction de la Cellule judiciaire itinérante en été 2016, un processus d'attribution des dossiers avait été mis en place selon lequel chaque autorité qui entendait solliciter l'aide de la Juge itinérante remplissait une fiche de demande d'attribution qu'elle adressait directement à la Juge itinérante pour préavis, étant précisé que l'avance de frais et l'échange d'écritures avaient lieu au sein de l'autorité d'origine. Après préavis de la Juge itinérante, la demande était transmise au Tribunal cantonal qui prenait également position, puis au Conseil de la magistrature pour décision finale. Ce processus prenait environ un mois, de l'envoi de la fiche de transmission à la réception du dossier physique par la Cellule judiciaire itinérante.

Sous l'égide du Conseil de la magistrature, un groupe de travail a été mis en place au cours de l'année 2018 afin de faciliter le processus de transmission des dossiers à la Cellule judiciaire itinérante ; les travaux de ce groupe ont abouti à la mise en place d'un nouveau mode de transmission dès le 1^{er} semestre 2019, destiné à décharger avant tout les Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère et du Lac (section francophone). Un planning de transmission directe des dossiers à la Cellule judiciaire itinérante, où les opérations initiales telles que l'avance de frais et l'échange d'écritures seraient désormais réalisées, sans fiche, en fonction de leur date d'entrée auprès du Tribunal d'arrondissement, a été mis en place dès le 1^{er} janvier 2019. Les dossiers nécessitant une décision urgente, de faillite et de mainlevée ont été exclus du processus de transmission. Pendant le 1^{er} semestre 2019, les autres Tribunaux ne pouvaient solliciter la Cellule judiciaire itinérante en matière civile. En matière pénale le processus de transmission de dossier au cas par cas avec une fiche était maintenu, sans restriction particulière. Cette procédure a été préavisée favorablement par le Tribunal cantonal, conformément à l'art. 10a al. 2 LJ et les autorités judiciaires ont été informées de sa mise en place en décembre 2018 par le Conseil de la magistrature.

Cette nouvelle manière de procéder a rapidement démontré son efficacité en permettant de fluidifier le processus de transmission des dossiers à la Cellule judiciaire itinérante, les dossiers physiques arrivant plus rapidement et les opérations initiales étant réalisées sans difficulté par la secrétaire de la Cellule judiciaire itinérante. Avec l'accord du Conseil de la magistrature, dans le courant de l'année 2019, la méthode de transmission sans fiche a été étendue aux affaires pénales ; l'autorité aborde désormais directement la Juge itinérante en exposant le dossier qu'elle souhaite lui transmettre, avec tous les détails utiles et la Juge itinérante décide de prendre ou non le dossier. En 2019, le rôle de la Cellule judiciaire itinérante a permis d'accepter l'intégralité des demandes de transmission de dossiers en matière pénale, un cas ayant été refusé pour un motif relevant de l'art. 56 CPP. En matière civile, le planning de transmission des dossiers a été maintenu au-delà du premier semestre 2019 mais la restriction des transmissions aux seuls Tribunaux de la Gruyère et du Lac n'a pas été reconduite.

2.5.1.1.1 Composition (juge, greffe et secrétariat)

2.5.1.1.1.1 Juge professionnel

Au 31.12.2019

Nom	Prénom	EPT
Vallet	Lorraine	1

Sans être détachée auprès d'une autorité particulière au cours de l'année 2019, avec l'accord du Conseil de la magistrature, la Juge itinérante a pris en charge huit audiences civiles au Tribunal de la Sarine entre janvier et février 2019, en raison de l'absence du magistrat titulaire de ces dossiers.

2.5.1.1.1.2 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	2 EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Le Greffe est assumé par une seule greffière, employée au taux de 100%, qui assume également des tâches confiées usuellement à une greffière-chef. Une secrétaire, employée au taux de 100%, assure la tenue du secrétariat de la Cellule judiciaire itinérante, fonctionne comme greffière ad hoc lors de la plupart des audiences en matière civile et rédige les projets de décisions relatives aux mises à ban ; ses tâches ont été accrues par le nouveau processus de transmission des dossiers.

2.5.1.1.1.3 Locaux

Lorsqu'il n'est pas amené à se déplacer auprès d'une autorité pour siéger, le personnel de la Cellule judiciaire itinérante occupe des locaux situés à Fribourg, Rue Frédéric-Chaillet 6. Selon entente préalable, le Tribunal de la Sarine met à disposition de la Cellule judiciaire itinérante une salle où les avocats et les justiciables peuvent consulter les dossiers.

Les audiences assumées par la Juge itinérante ont toujours lieu au siège de l'autorité dont provient le dossier, en fonction des disponibilités de la ou des salles d'audience de ladite autorité. Au cours de l'année 2019, la Cellule judiciaire itinérante a pu compter sur la très bonne collaboration des Tribunaux d'arrondissement pour assigner ses audiences.

2.5.1.1.2 Activité juridictionnelle

2.5.1.1.2.1 En général (charge de travail globale etc.)

La Cellule judiciaire itinérante exerce son activité pour diverses autorités judiciaires du canton, selon le processus exposé au chiffre 2.5.1.1 (supra) ; la modification de ce processus en début d'année 2019 a permis d'augmenter le nombre de dossiers pris en charge par la Cellule judiciaire itinérante. Le corollaire de cet accroissement du nombre de dossiers pris en charge est l'augmentation du nombre des déplacements, la Cellule judiciaire itinérante traitant quasi-exclusivement des dossiers nécessitant la tenue d'une audience ; en 2019, la Cellule judiciaire itinérante s'est déplacée en moyenne un jour et demi par semaine. La mise place du nouveau processus et l'augmentation du nombre de dossiers traités a été rendu possible par l'engagement constant d'un personnel compétent et dévoué.

Pour l'année 2019, 224 dossiers ont été attribués à la Cellule judiciaire itinérante (Tribunal d'arrondissement de la Gruyère : 143 ; Tribunal d'arrondissement du Lac : 72 ; Tribunal d'arrondissement de la Glâne : 7 ; Tribunal d'arrondissement de la Broye : 1 ; Tribunal d'arrondissement de la Sarine : 1). S'y ajoutent 34 requêtes de mise à ban adressées à la Justice de paix de la Sarine. Un total de 258 dossiers a ainsi été confié à la Cellule judiciaire itinérante en 2019, contre 129 dossiers en 2018.

Au cours de l'année 2019, 217 dossiers ont été liquidés par la Cellule judiciaire itinérante pour les Tribunaux d'arrondissement de la Gruyère (110), du Lac (56), de la Glâne (3), de la Broye (8), de la Sarine (1), ainsi que pour la Justice de paix de la Sarine (39). En 2018, 130 dossiers avaient été liquidés par la Cellule judiciaire itinérante.

Les dossiers du Tribunal de la Sarine dont les audiences ont été assumées entre janvier et février 2019 par la Juge itinérante ne figurent pas parmi ces statistiques.

2.5.1.1.2.2 Affaires civiles

La Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 185 dossiers civils, soit 107 dossiers pour le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (104 dossiers de Président du Tribunal et 3 dossiers de Tribunal civil), 38 dossiers pour le Tribunal d'arrondissement du Lac (34 dossiers de Président du Tribunal dont 5 dossiers de prud'hommes, 4 dossiers de Tribunal civil dont un dossier de prud'hommes), 1 dossier pour le Tribunal d'arrondissement de la Sarine (Président du Tribunal) et 39 requêtes de mise à ban pour la Justice de paix de la Sarine. En 2018, 106 dossiers civils avaient été traités.

2.5.1.1.2.3 Affaires pénales

Au cours de l'année 2019, la Cellule judiciaire itinérante a traité un total de 32 dossiers pénaux, répartis entre le Tribunal d'arrondissement de la Gruyère (3 dossiers de Juge de police), le Tribunal d'arrondissement du Lac (18 dossiers de Juge de police), le Tribunal d'arrondissement de la Glâne (3 dossiers de Juge de police) et le Tribunal d'arrondissement de la Broye (8 dossiers : 7 dossiers de Juge de police et 1 dossier de Président du Tribunal pénal). En 2018, 24 dossiers pénaux avaient été traités.

2.5.1.1.2.4 Rapport avec les autorités, les avocats et autres intervenants

Le personnel de la Cellule judiciaire itinérante entretient de bons rapports avec l'ensemble des autorités, des avocats et des autres intervenants.

2.5.1.1.3 Formation

La Juge itinérante et la greffière de la Cellule judiciaire itinérante ont participé ensemble aux journées de formation suivantes :

- > La parole de l'enfant en justice, dispensée par l'ERMP à Neuchâtel, le 29 mars 2019 ;
- > Le nouveau droit de la prescription, organisée par l'Université de Fribourg, le 8 novembre 2019 ;
- > La journée de formation organisée par l'Ordre des avocats fribourgeois, à Fribourg, le 6 décembre 2019.

2.5.1.1.4 Divers (propositions de modification législatives, informatiques etc.)

Néant

2.5 Gerichtsunabhängige Richterin/gerichtsunabhängiger Richter

2.5.1 Allgemeiner Teil

2.5.1.1 Kompetenzen

Diese Funktion wurde bei der Revision des Justizgesetzes (Art. 10a JG) vom Dezember 2014 geschaffen. Die gerichtsunabhängige Richterin oder der gerichtsunabhängige Richter wird beigezogen, um temporäre Personalmängel bei Überlastung oder Abwesenheiten bei den erstinstanzlichen Gerichtsbehörden (Bezirksgerichte, Friedensgerichte oder Staatsanwaltschaft) zu überbrücken. Die gerichtsunabhängige Richterin wird in ihren Aufgaben von einer Gerichtsschreiberin und einer Sekretärin unterstützt und bildet so die gerichtsunabhängige Einheit.

Seit die gerichtsunabhängigen Einheit im Jahr 2016 ihren Betrieb aufnahm, wurde ein Verfahren zur Zuteilung der Dossiers geschaffen, gemäss dem jede Behörde, welche die Absicht hatte, die Hilfe der gerichtsunabhängigen Richterin in Anspruch zu nehmen, ein Antragsformular für die Zuordnung einer gerichtsunabhängigen Richterin/eines gerichtsunabhängigen Richters auszufüllen hatte, das direkt der gerichtsunabhängigen Richterin zur Stellungnahme zu unterbreiten war; zu präzisieren ist, dass die Kostenbevorschussung und der Schriftenaustausch direkt bei der ursprünglichen Behörde erfolgte. Nach der Stellungnahme der gerichtsunabhängigen Richterin wurde die Anfrage an das Kantonsgericht, das ebenfalls Stellung bezog, danach an den Justizrat zum endgültigen Entscheid weitergeleitet. Dieses Verfahren dauerte, von der Absendung des Antragsformulars bis zum Erhalt des physischen Dossiers durch die gerichtsunabhängige Einheit ungefähr einen Monat.

Unter der Federführung des Justizrats wurde während des Jahres 2018 eine Arbeitsgruppe zur Vereinfachung des Verfahrens zur Übermittlung der Dossiers an die gerichtsunabhängige Einheit eingerichtet; die Arbeiten der Arbeitsgruppe haben zu einem neuen Übertragungsmodus ab dem 1. Semester 2019 geführt, vor allem, um die Gerichte des Greyerzbezirks und des Seebezirks (französischsprachige Abteilung) zu entlasten. Eine direkte Planung zur Übermittlung der Dossiers an die gerichtsunabhängige Einheit, wo die die ersten Arbeitsprozesse, etwa die Kostenbevorschussung und der Schriftverkehrsaustausch, nun ohne Formular nach dem Datum ihres Eingangs beim Bezirksgericht durchgeführt werden, wurde per 1. Januar 2019 geschaffen. Die Dossiers, die Dringlichkeits-, Konkurs- und Rechtsöffnungsentscheide erfordern, wurden vom Übermittlungsverfahren ausgeschlossen. Während des 1. Semesters 2019 konnten die anderen Gerichte die gerichtsunabhängige Einheit im Bereich Zivilrecht nicht anfordern. Im Strafprozessbereich wurde das Verfahren zur Übermittlung von Akten auf Einzelfallbasis mit einem Formular ohne besondere Einschränkungen beibehalten. Das Kantonsgericht hatte zu diesem Verfahren gemäss Artikel 10a Abs. 2 JG positiv Stellung genommen, und die Gerichtsbehörden wurden im Dezember 2018 vom Justizrat über seine Schaffung informiert.

Dieses neue Vorgehen hat seine Effizienz schnell gezeigt, weil es eine Verflüssigung der Übermittlung der Dossiers an die gerichtsunabhängige Einheit ermöglicht; die physischen Dossiers kommen schneller an, und die anfänglichen Handlungen werden vom Sekretariat der gerichtsunabhängigen Einheit mühelos ausgeführt. Mit der Zustimmung des Justizrats im Laufe des Jahres 2019 konnte die Methode ohne Formular zur Überweisung auf die Strafsachen ausgedehnt werden; die Behörde wendet sich nun direkt an die gerichtsunabhängige Richterin und erläutert ihr den Fall, den sie ihr überweisen möchte, mit allen erforderlichen Einzelheiten, und die gerichtsunabhängige Richterin entscheidet, ob sie das Dossier oder den Fall übernimmt oder nicht. Im Jahr 2019 ermöglichte die gerichtsunabhängige Einheit der Behörde, die Gesamtheit der ihr überwiesenen Dossiers in der Abteilung Strafsachen zu übernehmen, ein Fall wurde wegen eines Grunds gemäss Art. 56 StPO zurückgewiesen. Im zivilen Bereich wurde die Planung der Überweisung von Dossiers über das erste Semesters 2019 hinaus beibehalten, aber die Beschränkung der Übertragungen auf die Gerichte des Greyerz- und des Seebezirks wurde nicht erneuert.

2.5.1.1.1 Zusammensetzung (Richterin, Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

2.5.1.1.1.1 Berufsrichterin

Am 31.12.2019

Name	Vorname	VZÄ
Vallet	Lorraine	1

Ohne dass die gerichtsunabhängige Richterin 2019 zu einer bestimmten Behörde entsandt gewesen wäre, führte sie aufgrund der Abwesenheit des für die Dossiers zuständigen Richters mit dem Einverständnis des Justizrats zwischen Januar und Februar 2019 acht Zivilverhandlungen vor dem Gericht des Saanebezirks durch.

2.5.1.1.1.2 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente VZÄ (am 31.12.2019)	2 VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Die Gerichtsschreiberei besteht aus einer einzigen Gerichtsschreiberin zu 100 %, die auch die Tätigkeiten übernimmt, die normalerweise einer Chefgerichtsschreiberin anvertraut sind. Eine Sekretärin, die zu 100 % angestellt ist, stellt das Sekretariat der gerichtsunabhängigen Einheit sicher, sie fungiert bei den meisten Zivilverhandlungen als Ad-hoc-Gerichtsschreiberin und redigiert die Entscheidentwürfe in Zusammenhang mit den richterlichen Verboten; ihre Aufgaben wurden durch das neue Verfahren zur Übermittlung der Dossiers erweitert.

2.5.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Personal der gerichtsunabhängigen Einheit befindet sich an den Tagen, an denen es nicht an einer Sitzung bei einer anderen Behörde ist, in den Räumlichkeiten an der Rue Frédéric-Chaillet 6 in Freiburg. Auf vorgängige Absprache hin stellt das Gericht des Saanebezirks der gerichtsunabhängigen Einheit einen Raum zur Verfügung, in dem die Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte sowie die Rechtssuchenden ihres Dossiers einsehen können.

Die Verhandlungen, welche die gerichtsunabhängige Richterin übernimmt, finden immer am Sitz der Behörde statt, von der das Dossier stammt, je nachdem, ob der Gerichtssaal oder die Gerichtssäle der besagten Behörde frei sind. 2019 konnte die gerichtsunabhängige Einheit auf die gute Zusammenarbeit mit den Bezirksgerichten zählen, um ihre Verhandlungen einzuberufen.

2.5.1.1.2 Gerichtstätigkeit

2.5.1.1.2.1 Im Allgemeinen (Arbeitslast usw.)

Die gerichtsunabhängige Einheit übt ihre Tätigkeit nach dem im Kapitel 2.5.1.1 erklärten Verfahren (siehe oben) für verschiedene kantonale Gerichtsbehörden aus. Die Änderung des Verfahrens zu Beginn des Jahres 2019 hat eine Erhöhung der Anzahl übernommener Dossiers erlaubt, die durch die gerichtsunabhängige Einheit bearbeitet wurden. Die Folge dieses Anstiegs der Anzahl übernommener Fälle ist der Anstieg der Anzahl der Reisen. Die gerichtsunabhängige Einheit bearbeitet quasi exklusiv Fälle, die eine Verhandlung erfordern; im Jahr 2019, ist die gerichtsunabhängige Einheit durchschnittlich eineinhalb Tage pro Woche auf Reisen. Die Schaffung des neuen

Verfahrens und die Erhöhung der Anzahl bearbeiteter Dossiers wurde dank dem konstanten Einsatz von kompetentem und engagiertem Personal ermöglicht.

2019 wurden der richtsunabhängigen Einheit 224 Fälle zugewiesen (Bezirksgericht Greyerz: 143; Bezirksgericht See: 72; Bezirksgericht Glane: 7; Bezirksgericht Broye: 1; Bezirksgericht Saane: 1). Dazu kommen 34 an das Friedensgericht des Saanebezirks gerichtete Gesuche für richterliche Verbote. Insgesamt 258 Fälle wurden 2019 der richtsunabhängigen Einheit übergeben, gegenüber 129 Fällen im Jahr 2018.

Im Jahr 2019 hat die richtsunabhängige Einheit 217 Fälle für die Gerichte des Greyerzbezirks (110), des Seebezirks (56), des Glanebezirks (3), des Broyebezirks (8), des Saanebezirks (1) und für das Friedensgericht des Saanebezirks (39) erledigt. Im Jahr 2018 waren von der richtsunabhängigen Einheit 130 Fälle erledigt worden.

Die Fälle des Gerichts des Saanebezirks, für welche die Anhörungen von der richtsunabhängigen Richterin zwischen Januar und Februar 2019 angesetzt wurden, sind in dieser Statistik nicht aufgeführt.

2.5.1.1.2.2 Zivilverfahren

Die richtsunabhängige Einheit hat insgesamt 185 zivile Fälle behandelt, davon 107 Fälle für das Gericht des Greyerzbezirks (104 Fälle beim Präsidenten des Gerichts und 3 Fälle beim Zivilgericht), 38 Fälle für das Gericht des Seebezirks (34 Fälle beim Präsidenten des Gerichts, davon 5 Fälle des Arbeitsgerichts, 4 Fälle des Zivilgerichts und davon ein Fall des Arbeitsgerichts), 1 Fall des Gericht des Saanebezirks (Präsident des Gerichts) und 39 Gesuche für richterliche Verbote zuhanden des Friedensgerichts des Saanebezirks. Im Jahr 2018 wurden 106 zivile Fälle bearbeitet.

2.5.1.1.2.3 Strafverfahren

Im Laufe des Jahres 2019 hat die richtsunabhängige Einheit insgesamt 32 strafrechtliche Fälle behandelt, die wie folgt auf die Gerichte aufgeteilt waren: Bezirksgericht Greyerz (3 Fälle des Polizeirichters), Bezirksgericht See (18 Fälle des Polizeirichters), Bezirksgericht Glane (3 Fälle des Polizeirichters) und Bezirksgericht Broye (8 Fälle: 7 Fälle des Polizeirichters und 1 Fall des Präsidenten des Strafgerichts). Im Jahre 2018 wurden 24 strafrechtliche Fälle bearbeitet.

2.5.1.1.2.4 Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten

Das Personal der richtsunabhängigen Einheit unterhält ein gutes Verhältnis zu den Behörden, Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten und anderen Beteiligten.

2.5.1.1.3 Ausbildung

Die richtsunabhängige Richterin und die Gerichtsschreiberin der richtsunabhängigen Einheit haben gemeinsam an den folgenden Weiterbildungstagen teilgenommen:

- > Die Anhörung des Kindes in der Justiz, angeboten vom westschweizerischen Institut der Strafverfolgungsbehörden (ERMP) in Neuenburg, am 29. März 2019;
- > Das neue Verjährungsrecht, organisiert von der Universität Freiburg, 8. November 2019;
- > Weiterbildungstag des Freiburger Anwaltsverbandes in Freiburg, am 6. Dezember 2019.

2.5.1.1.4 Verschiedenes (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Nichts zu verzeichnen.

2.6 Tribunal des mesures de contrainte

2.6.1 Partie générale

2.6.1.1 Compétences

Conformément à l'art. 18 CPP, le Tribunal des mesures de contrainte ordonne la détention provisoire et la détention pour des motifs de sûreté et en contrôle la légalité. Il lui appartient également de décider, d'autoriser ou de refuser d'autres mesures de contrainte [surveillance de la correspondance par poste et télécommunication et par d'autres mesures techniques, investigation secrète (agent infiltré), prélèvement d'échantillons (ADN) lors d'enquêtes de grande envergure, recherche de personnes condamnées, etc.].

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, il statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire, en vertu de l'art. 74 LJ.

2.6.1.2 Remarques générales

2.6.1.2.1 Juges

Au 31.12.2019

Nom	Prénom	EPT
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan	Delphine	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		1.5

Le Tribunal des mesures de contrainte se compose de trois juges ordinaires, Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras et Delphine Maradan, chacun à un taux d'activité de 50 %, ainsi que de quatre juges suppléants, Reinold Raemy, Peter Stoller et Adeline Corpataux, Présidents de première instance, ainsi que Ludovic Farine, greffier-rapporteur au Tribunal cantonal. Durant l'année 2019, Adeline Corpataux, Présidente de première instance, a remplacé Laurent Schneuwly, élu Juge cantonal, et Ludovic Farine a remplacé Alexandra Rossi-Carré, démissionnaire.

En raison du congé maternité de Géraldine Pontelli-Barras à partir de la mi-septembre 2019, Felix Baumann et Delphine Maradan ont tous deux augmenté leurs pourcentages à 75 %, assurant le service de piquet un week-end sur deux, pour une durée de 4 mois.

2.6.1.2.1.1 Greffe et secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	0.5
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	1

Depuis le 1^{er} février 2019, le Tribunal dispose d'un poste de greffière, engagée à 50 %.

Le poste de secrétaire de juge est réparti entre deux personnes, engagées à 50 %. La secrétaire présente la première partie de la semaine assure, outre le travail ordinaire de secrétariat, la tenue de la comptabilité du Tribunal. La deuxième secrétaire assure la présence durant la 2^e partie de la semaine.

Le Tribunal et la Justice de paix de la Sarine, poursuivant leur collaboration, se sont partagé les services d'un stagiaire « 3+1 », du 1^{er} septembre 2018 au 30 août 2019, engagé par contrat auprès de la Justice de paix et travaillant auprès du Tribunal en fin de semaine. Depuis le 26 août 2019, pour une durée d'une année, le Tribunal dispose d'une stagiaire « 3+1 » à un taux d'activité de 100 %. Il s'agit toutefois d'une personne en formation nécessitant un encadrement par la secrétaire en charge et étant régulièrement absente pour suivre des cours.

Un budget de greffier stagiaire cédé par le Ministère public a permis l'engagement d'une greffière stagiaire pour la période allant du 1^{er} octobre 2018 au 31 mars 2019. Son contrat a pu être prolongé de 3 mois, jusqu'au 30 juin 2019.

Durant l'été et l'automne 2019, le Tribunal a pu profiter de l'appui de deux étudiantes en droit qui ont effectué un stage universitaire non rémunéré au Tribunal pendant 2 mois. L'apport de ces étudiants est certes utile, mais dès lors qu'ils sont en formation, ils nécessitent un travail d'encadrement non négligeable.

Le Tribunal est soulagé qu'un poste de greffier à 50 % et un 20 % supplémentaire au secrétariat aient été accordés au Tribunal pour l'exercice 2019. La gestion du personnel reste toutefois complexe, en raison de la sous-dotation et du soutien additionnel en stagiaires, ce qui génère une forte rotation du personnel. Le système a atteint ses limites.

2.6.1.2.2 Locaux

Les locaux du Tribunal des mesures de contrainte sont situés Place de Notre-Dame 8, à Fribourg, dans un bâtiment qui accueille, outre le Conseil de la magistrature, six appartements privés. Il dispose actuellement de cinq pièces dont trois occupées par les trois juges ordinaires (un bureau fait également emploi de salle de conférence), la quatrième par le secrétariat/réception (deux secrétaires et une stagiaire 3+1), ainsi que d'une cuisine/bibliothèque/bureau de la greffière). Les locaux ne sont pas fonctionnels et présentent des déficiences au niveau de la sécurité. Le stagiaire universitaire en est réduit à devoir changer de place en fonction de l'absence des autres collaborateurs. Surtout, les locaux ne sont pas pourvus d'une salle d'audition, outil indispensable au fonctionnement du Tribunal. Le Tribunal de l'arrondissement de la Sarine met une salle d'audience à disposition, à raison de 4 jours par semaine. Le mercredi, celle-ci est occupée par l'Autorité de conciliation en matière des baux. Cependant, jusqu'à ce jour, le Tribunal de la Sarine, par ses huissiers, a toujours trouvé une salle si une audience devait avoir lieu un mercredi. Depuis 2017, le Tribunal a également la possibilité de siéger dans les locaux du Tribunal cantonal au cas où aucune salle ne serait disponible au Tribunal d'arrondissement. La solution actuelle assure le fonctionnement du Tribunal des mesures de contrainte dans des conditions conformes au droit, satisfait aux exigences de la Police (transport sécurisé, accès pour le fourgon cellulaire notamment), garantit sécurité et discrétion, et offre aux avocats la possibilité de s'entretenir avec leurs clients dans des locaux sécurisés. Si cette solution est conforme au droit, elle implique néanmoins le déplacement systématique du juge et du collaborateur prenant le PV, jusqu'au Tribunal de la Sarine, plusieurs fois par semaine, d'où une perte de temps et d'efficacité considérable. La grande accessibilité et la centralité des bureaux du Tribunal, ainsi que sa proximité avec le Ministère public, offrent par contre l'avantage incontestable de permettre la transmission très rapide des dossiers judiciaires entre les autorités. D'entente avec la Direction, des démarches ont été entreprises pour trouver des locaux mieux adaptés, à proximité du Ministère public. Ces démarches n'ont pas encore abouti et seront poursuivies.

2.6.1.3 Activité juridictionnelle

2.6.1.3.1 Remarques générales

Pour sa 9^e année de fonction, le Tribunal des mesures de contrainte a été saisi de 688 nouvelles affaires (2018 : 672 ; 2017 : 897 ; 2016 : 915 ; 2015 : 759 ; 2014 : 777 ; 2013 : 797 ; 2012 : 735 ; 2011 : 574), en sus des 7 affaires pendantes au 31 décembre 2018. 7 affaires étaient pendantes au 31 décembre 2019. La nature des cas et le mode de liquidation sont illustrés en détail dans la partie statistique de ce rapport.

Sur les 688 (2018 : 672) affaires liquidées, 617 (2018 : 604) ont été traitées en français et 71 (2018 : 68) en allemand, soit 90 % (2018 : 90 %) en français et 10 % (2018 : 10 %) en allemand. 8 (2018 : 9) affaires ont été liquidées par les juges suppléants, toutes en langue allemande. Le Tribunal a tenu 105 audiences (2018 : 115 ; 2017 : 129 ; 2016 : 128).

Après une forte augmentation du nombre d'affaires en 2016 et 2017 et une nette baisse en 2018, le nombre d'affaires s'est stabilisé en 2019.

Le Tribunal est néanmoins soulagé que le Conseil d'Etat ait accordé un 20 % supplémentaire au secrétariat ainsi qu'un 50 % de greffier pour l'exercice 2019. Toutefois, la charge qui pèse sur les magistrats eux-mêmes est beaucoup trop importante pour un 1.5 EPT. Compte tenu de la particularité du Tribunal, notamment de l'urgence des demandes de détention, impliquant leur traitement dans des délais légaux très courts (48 et 96 heures), les trois juges consacrent régulièrement une partie de leurs week-ends à la prise de décision et à leur rédaction, cas échéant avec tenue d'audience. Le recours aux juges suppléants n'est possible qu'à titre exceptionnel, ces magistrats étant déjà très chargés. Une élévation du taux d'activité des Juges permettra de faire face à l'accroissement des tâches constatées depuis 2011 et aux défis liés à l'augmentation des demandes de levée des scellés qui sont particulièrement complexes et peuvent occuper un Magistrat durant plusieurs semaines.

2.6.1.3.2 Affaires pénales

Le prononcé de la détention provisoire ainsi que l'autorisation des mesures de surveillance secrètes constituent les domaines d'activité principaux du Tribunal des mesures de contrainte. A l'instar du nombre d'affaires en général, après deux années avec des fortes augmentations, le nombre d'ordonnances en matière de détention s'est stabilisé, mais demeure important (2019 : 438 ; 2018 : 425 ; 2017 : 573 ; 2016 : 525 ; 2015 : 442 ; 2014 : 462). Il en va de même en ce qui concerne le nombre d'ordonnances en matière de mesures de surveillance secrètes, notamment les surveillances téléphoniques (2019 : 160 ; 2018 : 152 ; 2017 : 245 ; 2016 : 283 ; 2015 : 234 ; 2014 : 206 ; 2013 : 232 ; 2012 : 229 ; 2011 : 144).

En 2019, les ordonnances du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet de 23 recours auprès de la Chambre pénale du Tribunal cantonal. 1 recours a été admis. 5 affaires ont été déférées au Tribunal fédéral. 2 recours ont été rejetés par le Tribunal fédéral et un recours a été déclaré irrecevable. 2 recours sont pendants.

2.6.1.3.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers

Indépendamment de ses attributions en matière de procédure pénale, le Tribunal des mesures de contrainte statue sur les mesures de contrainte dans le domaine du droit des étrangers si la cause doit être jugée par une autorité judiciaire. Principalement, il s'agit de contrôler la légalité et l'adéquation des détentions administratives ordonnées par le Service de la population et des migrants (SPoMi). Le nombre de détentions administratives contrôlées par le Tribunal a légèrement diminué en 2019 (2019 : 71 ; 2018 : 81 ; 2017 : 66 ; 2016 : 83 ; 2015 : 75, 2014 : 90, 2013 : 71, 2012 : 61).

En 2019, 3 décisions du Tribunal des mesures de contrainte ont fait l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, le Cour administrative. 1 recours a été rejeté par le Tribunal cantonal et 2 recours ont été déclarés sans objet. 1 affaire a été déférée au Tribunal fédéral qui a déclaré le recours irrecevable.

2.6.1.4 Divers

Le juge Felix Baumann entretient un échange régulier avec ses collègues des autres cantons et est membre du comité de rédaction de la feuille d'information des tribunaux des mesures de contrainte. Il est également juge suppléant au Tribunal cantonal et traducteur pour la revue juridique online CPC-ZPO annoté. Le 24 mai 2019, il a donné une conférence dans le cadre de la journée de formation de l'Ecole romande de la Magistrature pénale (ERMP).

La juge Géraldine Pontelli-Barras fonctionne comme Vice-Présidente de la Commission de recours de l'Université de Fribourg. Elle représente également le Tribunal dans un groupe de travail relatif au bracelet électronique en tant que mesure de substitution à la détention provisoire.

La juge Delphine Maradan représente le Tribunal auprès du groupe de travail Dialogue Justice-Santé.

Les trois juges prennent part à tour de rôle aux réunions des Tribunaux des mesures de contrainte romands, qui se réunissent une fois par année. Aussi, une journée de formation ouverte aux juges et greffiers de tous les Tribunaux des mesures de contrainte en Suisse, est organisée chaque année.

2.6 Zwangsmassnahmengericht

2.6.1 Allgemeiner Teil

2.6.1.1 Zuständigkeit

Gemäss Art. 18 StPO ist das Zwangsmassnahmengericht zuständig für die Anordnung der Untersuchungs- und Sicherheitshaft und überprüft deren Gesetzmässigkeit. Es obliegt ihm ebenfalls, andere Zwangsmassnahmen anzuordnen, zu bewilligen oder zu verweigern (Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs sowie solche mit technischen Überwachungsgeräten, verdeckte Ermittlung, DNA-Massenuntersuchungen, Fahndung nach verurteilten Personen usw.).

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht in Anwendung von Art. 74 JG auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist.

2.6.1.2 Allgemeine Bemerkungen

2.6.1.2.1 Richter/innen

Am 31.12.2019

Name	Vorname	VZÄ
Baumann	Felix	0.5
Pontelli-Barras	Géraldine	0.5
Maradan	Delphine	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Das Zwangsmassnahmengericht setzt sich zurzeit zusammen aus drei ordentlichen Richtern mit einem Beschäftigungsgrad von je 50 %, nämlich Felix Baumann, Géraldine Pontelli-Barras und Delphine Maradan, sowie aus vier Ersatzrichtern, nämlich den Gerichtspräsidenten Reinold Raemy, Peter Stoller und Adeline Corpataux sowie Ludovic Farine, Gerichtsschreiber-Berichterstatter am Kantonsgericht. Im Laufe des Jahres 2019 hat Adeline Corpataux Laurent Schneuwly ersetzt, der zum Kantonsrichter gewählt wurde, und Ludovic Farine ist an die Stelle von Alexandra Rossi-Carré getreten, die demissioniert hat.

Aufgrund des Mutterschaftsurlaubs von Géraldine Pontelli-Barras haben Felix Baumann und Delphine Maradan ihr Arbeitspensum ab Mitte September 2019 für vier Monate auf 75 % erhöht und somit während dieses Zeitraums jedes zweite Wochenende Pikettdienst geleistet.

2.6.1.2.1.1 Gerichtsschreiberei und Sekretariat

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	0.5
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1

Seit dem 1. Februar 2019 verfügt das Gericht über eine Gerichtsschreiberin, die zu 50 % angestellt ist.

Die Sekretariatsstelle ist auf zwei Personen aufgeteilt, die zu je 50 % angestellt sind. Die während der ersten Wochenhälfte anwesende Sekretärin obliegt neben den üblichen Sekretariatsarbeiten auch die Führung der Buchhaltung des Gerichts. Die zweite Sekretärin ist während der zweiten Wochenhälfte anwesend.

In Fortsetzung ihrer Zusammenarbeit haben sich das Gericht und das Friedensgericht des Saanebezirks vom 1. September 2018 bis 30. August 2019 die Dienste eines Praktikanten des Ausbildungsganges «3+1» geteilt. Diese Person war beim Friedensgericht angestellt und arbeitete jeweils in der zweiten Wochenhälfte für das Zwangsmassnahmengericht. Seit dem 26. August 2019 verfügt das Gericht über eine Praktikantin des Ausbildungsganges «3+1» in 100%-Anstellung. Allerdings befindet sich diese Person in Ausbildung, bedarf der Betreuung durch die dafür zuständige Sekretärin und ist regelmässig abwesend, um Kurse zu besuchen.

Für den Zeitraum vom 1. Oktober 2018 bis zum 31. März 2019 hat die Staatsanwaltschaft dem Gericht das Budget für die Anstellung einer Gerichtsschreiber-Praktikantin abgetreten. Deren Vertrag konnte in der Folge um drei Monate, bis zum 30. Juni 2019, verlängert werden.

Im Sommer und im Herbst 2019 konnte das Gericht von der Unterstützung zweier Rechtsstudentinnen profitieren, die je ein unbezahltes zweimonatiges Gerichtspraktikum absolvierten. Die Unterstützung dieser Studierenden ist durchaus nützlich, aber sie befinden sich noch in Ausbildung und bedürfen einer Betreuung, die relativ aufwendig ist.

Das Gericht ist erleichtert, dass ihm für das Amtsjahr 2019 eine Gerichtsschreiberstelle (50 %) und eine Erhöhung des Pensums des Sekretariats um 20 % bewilligt worden sind. Das Personalmanagement gestaltet sich indes weiterhin komplex, dies aufgrund der Unterbesetzung und der zusätzlichen Unterstützung durch Praktikanten, was zu einer hohen Fluktuation führt. Dieses System hat seine Grenzen erreicht.

2.6.1.2.2 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten des Zwangsmassnahmengerichts befinden sich am Liebfrauenplatz 8 in Freiburg. Im gleichen Gebäude befinden sich überdies der Justizrat sowie sechs Privatwohnungen. Das Gericht verfügt über fünf Räume, wovon drei von den drei ordentlichen Richtern (ein Büro dient gleichzeitig als Besprechungsraum) und ein vierter vom Sekretariat/Empfang (2 Sekretärinnen und eine Praktikantin «3+1») belegt sind. Dazu kommt eine Küche/Bibliothek/Büro Gerichtsschreiberin. Die Räumlichkeiten sind wenig funktional und weisen Mängel im Bereich der Sicherheit auf. Der Rechtspraktikant ist gezwungen, seinen Arbeitsplatz je nach Anwesenheit der übrigen Mitarbeitenden zu wechseln. Insbesondere umfassen die Räumlichkeiten keinen Verhandlungssaal, welcher für das Funktionieren des Gerichts unabdingbar ist. Das Bezirksgericht der Saane stellt dem Gericht während vier Tagen pro Woche einen Verhandlungssaal zur Verfügung. Dieser ist jeweils mittwochs von der Schlichtungsbehörde für Mietsachen des Saanebezirks besetzt. Bis jetzt konnte allerdings das Bezirksgericht der Saane bzw. deren Weibel stets einen Saal finden, wenn Sitzungen an einem Mittwoch durchzuführen waren. Seit 2017 hat das Gericht auch die Möglichkeit, die Gerichtssäle des Kantonsgerichts zu nutzen, falls im Bezirksgericht der Saane ausnahmsweise kein Verhandlungssaal verfügbar ist. Diese Lösung erlaubt ein gesetzmässiges Funktionieren des Zwangsmassnahmengerichts. Sie entspricht auch den sicherheitspolizeilichen Anforderungen bei der Zuführung der Häftlinge (Zugang für den Gefangenentransport), gewährleistet eine gewisse Diskretion und ermöglicht den Anwälten, sich mit ihren Mandanten in einem abgetrennten Raum zu besprechen. Auch wenn diese Lösung gesetzeskonform ist, weist sie den grossen Nachteil auf, dass sich Richter und Protokollführerin mehrmals pro Woche verschieben müssen, was mit einem beträchtlichen Zeitverlust verbunden ist. Andererseits ermöglicht die gute Erreichbarkeit, die zentrale Lage und die räumliche Nähe zur Staatsanwaltschaft eine sehr rasche Aktenübermittlung zwischen den Behörden, was einen unbestreitbaren Vorteil darstellt. Im Einvernehmen mit der Direktion wurden Schritte eingeleitet, um besser geeignete Räumlichkeiten in der Nähe der Staatsanwaltschaft zu finden. Diese Bemühungen waren noch nicht von Erfolg gekrönt und werden fortgesetzt.

2.6.1.3 Gerichtstätigkeit

2.6.1.3.1 Allgemeine Bemerkungen

In seinem neunten Tätigkeitsjahr wurden beim Zwangsmassnahmengericht zusätzlich zu den am 31. Dezember 2018 hängigen 7 Dossiers 688 neue Angelegenheiten einregistriert (2018: 672; 2017: 897; 2016: 915; 2015: 759; 2014: 777; 2013: 797; 2012: 735; 2011: 574). Davon waren am 31. Dezember 2019 noch 7 hängig. Die Rechtsnatur dieser Angelegenheiten und deren Erledigungsart ergeben sich aus dem statistischen Teil dieses Berichts.

Von den 688 (2018: 672) erledigten Angelegenheiten waren 617 (2018: 604) in französischer und 71 (2018: 68) in deutscher Sprache zu behandeln, das heisst wie im Vorjahr 90 % auf Französisch und 10 % auf Deutsch. Die Ersatzrichter haben 8 Angelegenheiten behandelt (2018: 9), alle in deutscher Sprache. Das Gericht hat 105 Verhandlungen durchgeführt (2018: 115; 2017: 129; 2016: 128).

Nach einer starken Zunahme der neuen Angelegenheiten in den Jahren 2016 und 2017 und einer deutlichen Abnahme im Vorjahr ist deren Anzahl im Jahr 2019 stabil geblieben.

Das Gericht ist erleichtert, dass ihm der Staatsrat für das Jahr 2019 eine Erhöhung des Pensums des Sekretariats um 20 % sowie neu eine halbe Gerichtsschreiberstelle bewilligt hat. Trotzdem ist die Arbeitslast für die Richter im Vergleich zu ihrem Beschäftigungsgrad (1.5 VZÄ) nach wie vor viel zu hoch. Aufgrund der Besonderheiten des Gerichts, insbesondere der Dringlichkeit der Haftgesuche, die innert sehr kurzen gesetzlichen Fristen (48 bzw. 96 Stunden) behandelt werden müssen, sind die drei Richter regelmässig gezwungen, einen Teil der Wochenenden der Entscheidung und Urteilsredaktion sowie gegebenenfalls der Durchführung von Gerichtsverhandlungen zu widmen. Auf die Unterstützung der Ersatzrichter kann nur ausnahmsweise zurückgegriffen werden, da diese Magistraten bereits stark ausgelastet sind. Die Erhöhung des Beschäftigungsgrades der Richter würde erlauben, die Erhöhung der Aufgaben des Gerichts seit 2011 auszugleichen und die Herausforderungen zu meistern, welche sich aus der Zunahme von Entsieglungsgesuchen ergeben, die besonders komplex sind und einen Magistraten während mehreren Wochen beschäftigen können.

2.6.1.3.2 Strafsachen

Die Anordnung von Untersuchungshaft sowie die Genehmigung geheimer Überwachungsmassnahmen stellen die hauptsächlichen Tätigkeitsbereiche des Zwangsmassnahmengerichts dar. Wie die Gesamtzahl der Angelegenheiten hat sich auch die Anzahl der Haftentscheide nach deutlichen Zunahmen in den beiden Jahren 2016 und 2017 stabilisiert, bleibt aber hoch (2019: 438; 2018: 425; 2017: 573; 2016: 525; 2015: 442; 2014: 462). Gleich verhält es sich mit der Anzahl geheimer Überwachungsmassnahmen, insbesondere den Telefonüberwachungen (2019: 160; 2018: 152; 2017: 245; 2016: 283; 2015: 234, 2014: 206; 2013: 232, 2012: 229, 2011: 144).

Im Jahr 2019 ist gegen die Verfügungen des Zwangsmassnahmengerichts in Strafsachen in 23 Fällen Beschwerde bei der Strafkammer des Kantonsgerichts eingereicht worden. Eine Beschwerde wurde gutgeheissen. Fünf Angelegenheiten wurden an das Bundesgericht weitergezogen. Das Bundesgericht trat auf eine Beschwerde nicht ein und wies zwei weitere ab; zwei Angelegenheiten sind noch hängig.

2.6.1.3.3 Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht

Unabhängig von seinen strafprozessualen Befugnissen entscheidet das Zwangsmassnahmengericht auch über Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht, soweit hierfür die richterliche Beurteilung vorgeschrieben ist. Dabei geht es hauptsächlich darum, die Rechtmässigkeit und Angemessenheit der vom Amt für Bevölkerung und Migration (BMA) angeordneten verwaltungsrechtlichen Haft zu überprüfen. Im Jahr 2019 war die Anzahl der vom Gericht überprüften Fälle von verwaltungsrechtlicher Haft leicht rückläufig (2019: 71; 2018: 81; 2017: 66; 2016: 83, 2015: 75, 2014: 90, 2013: 71; 2012: 61).

Im Jahr 2019 ist gegen drei ausländerrechtliche Entscheide des Zwangsmassnahmengerichts Beschwerde an das Kantonsgericht, I. Verwaltungsgerichtshof, erhoben worden. Eine Beschwerde wurde abgewiesen; die beiden übrigen wurden als gegenstandslos abgeschrieben. Eine Angelegenheit wurde an das Bundesgericht weitergezogen; dieses ist auf die Beschwerde nicht eingetreten.

2.6.1.4 Verschiedenes

Der Richter Felix Baumann unterhält regelmässige Kontakte mit seinen Kollegen aus den anderen Kantonen und ist Mitglied des Redaktionskomitees des Infoblattes der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte. Er ist zudem Ersatzrichter am Kantonsgericht und Übersetzer für die juristische Online-Zeitschrift ZPO-CPC. Am 24. Mai 2019 hielt er einen Vortrag im Rahmen des Weiterbildungstages der Ecole romande de la Magistrature pénale (ERMP).

Die Richterin Géraldine Pontelli-Barras ist Vizepräsidentin der Rekurskommission der Universität Freiburg. Weiter vertritt sie das Zwangsmassnahmengericht in einer Arbeitsgruppe zum Thema elektronische Fussfessel als Ersatzmassnahme zur Untersuchungshaft.

Die Richterin Delphine Maradan vertritt das Gericht in der Arbeitsgruppe « Dialogue Justice-Santé ».

Die drei Richter nehmen abwechslungsweise an den Treffen der französischsprachigen Zwangsmassnahmengerichte teil, die einmal jährlich stattfinden. Ebenfalls findet jedes Jahr ein Weiterbildungstag statt, der allen Richtern und Gerichtsschreibern der Schweizer Zwangsmassnahmengerichte offensteht.

2.6.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.6.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	7	7
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	688	672
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	688	672
ordonnance / <i>Verfügung</i>	688	672
par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	0	0
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dezember hängige Angelegenheiten</i>	7	7

2.6.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

2.6.2.2.1 Affaires pénales / Strafsachen

	2019	2018
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	600	581
Détention pénale adultes / <i>strafprozessuale Haft Erwachsene</i>	435	402
Détention pénale mineurs / <i>strafprozessuale Haft Minderjährige</i>	3	23
Surveillance de la correspondance par poste et télécommunication / <i>Überwachung des Post- und Fernmeldeverkehrs</i>	160	152
Garantie de l'anonymat / <i>Zusicherung der Anonymität</i>	1	2
Levée des scellés / <i>Entsiegelung</i>	0	2
Prélèvement d'échantillons ADN en masse / <i>DNA-Massenuntersuchungen</i>	0	0
Investigation secrète / <i>verdeckte Ermittlung</i>	0	0
Cautionnement préventif et divers / <i>Friedensbürgschaft</i>	0	0
Divers / <i>Diverses</i>	1	0

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Admission / Gutheissung	314	316
Admission partielle / teilweise Gutheissung	85	62
Rejet / Abweisung	25	29
Irrecevabilité manifeste / offensichtliche Unzulässigkeit	1	4
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	12	13
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an die zuständige Behörde	0	0
Classé sans suite / ohne Folge klassiert	2	1
Liquidation par lettre / Erledigung durch Brief	0	0
Mesures de surveillance autorisées / Überwachungsmaßnahmen genehmigt	154	140
Mesures de surveillance pas autorisées / Überwachungsmaßnahmen nicht genehmigt	0	2
Mesures de surveillance partiellement autorisées / Überwachungsmaßnahmen teilweise genehmigt	4	2
Retrait / Rückzug	1	0
Mesures de surveillance devenues sans objet ou demande irrecevable / Überwachungsmaßnahmen gegenstandslos geworden oder Gesuch unzulässig	1	8
Garantie de l'anonymat autorisée / Zusicherung der Anonymität bewilligt	1	2
Levée des scellés autorisée / Entsiegelung bewilligt	0	1
Levée des scellés partiellement autorisée / Entsiegelung teilweise bewilligt	0	0
Levée des scellés refusée / Entsiegelung verweigert	0	1
Investigation secrète autorisée / verdeckte Ermittlung genehmigt	0	0
Cautionnement préventif ordonné ou refusé / Friedensbürgschaft angeordnet/verweigert	0	0

2.6.2.2.2 Recours à la Chambre pénale du Tribunal cantonal / Beschwerden an die Strafkammer des Kantonsgerichts

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	23	19
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	23	19
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0

Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / <i>Erledigungsweise</i>	2019	2018
Admission / <i>Gutheissung</i>	1	1
Admission partielle / teilweise <i>Gutheissung</i>	0	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	17	14
Retrait / <i>Rückzug</i>	1	0
Irrecevable / <i>Nichteintreten</i>	0	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	4	2

2.6.2.2.3 Mesures de contrainte en droit des étrangers / *Zwangsmassnahmen im Ausländerrecht*

	2019	2018
Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	88	91
Détention administrative / <i>administrativrechtliche Haft</i>	71	81
Autres mesures de contrainte administratives / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen</i>	1	3
Assistance judiciaire / <i>unentgeltliche Rechtspflege</i>	16	7
Réclamation / <i>Einsprache</i>		0

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2019	2018
Détention administrative confirmée / <i>Genehmigung der Administrativhaft</i>	35	33
Détention administrative refusée / <i>Nichtgenehmigung der Administrativhaft</i>	1	0
Détention adm. sans procédure orale confirmée / <i>Bestätigung Administrativhaft ohne mündl. Verhandlung</i>	32	46
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	3	2
Autres mesures de contrainte admin. accordées ou confirmées / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen gewährt oder bestätigt</i>	1	1
Autres mesures de contrainte admin. irrecevables ou sans objet / <i>andere verwaltungsrechtliche Zwangsmassnahmen unzulässig oder gegenstandslos</i>	0	2
Mesure partiellement admise / <i>Massnahme teilweise bestätigt</i>	0	0
AJ (avec avocat) octroyée / <i>URP (mit Anwalt) gewährt</i>	15	6
AJ (avec avocat) refusé / <i>URP (mit Anwalt) verweigert</i>	0	0
AJ (avec avocat) sans objet / <i>URP (mit Anwalt) gegenstandslos</i>	1	1
Réclamation admise ou rejetée / <i>Einsprache gutgeheissen oder abgewiesen</i>	0	0

2.6.2.2.4 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	0
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	3	3
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	3	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	0	0
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2019	2018
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	0
Rejet / Abweisung	1	2
Retrait / Rückzug	0	0
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	2	1

2.6.2.2.5 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	0	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	6	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	4	3
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	2	0
<hr/>		
Sort réservé aux recours contre les ordonnances du TMC / Erledigungsweise	2019	2018
Admission / Gutheissung	0	0
Admission partielle / teilweise Gutheissung	0	1
Rejet / Abweisung	2	1
Irrecevable ou retrait / Nichteintreten oder Rückzug	2	1

2.6.2.3 Langue des affaires liquidées / Verfahrenssprache

Sur les 688 (2018: 672) affaires liquidées, 617 (2018: 604) ont été traitées en français et 71 (2018: 68) en allemand, soit 90 % (2018: 90 %) en français et 10 % (2018: 10 %) en allemand.

Von den 688 (2018: 672) erledigten Angelegenheiten wurden 617 (2018: 604) auf Französisch und 71 (2018: 68) auf Deutsch behandelt, das heisst 90 % (2018: 90 %) auf Französisch und 10 % (2018: 10 %) auf Deutsch.

2.7 Les Justices de paix

2.7.1 Partie générale

2.7.1.1 Justice de paix de la Sarine

2.7.1.1.1 Composition et locaux

2.7.1.1.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Gobet Gaël	Juge de paix	1
Imhof Mélanie	Juge de paix (répondante administrative)	0.6
Monnerat Violaine	Juge de paix (vice-répondante administrative)	0.6
Queloz Delphine	Juge de paix	0.8
Suter Wanda	Juge de paix	0.8
Total équivalents plein-temps EPT		3.8

La Justice de paix de la Sarine est composée de cinq cellules judiciaires pour un 380% de juge de paix.

Les juges de paix exercent leur fonction à 100% pour Gaël Gobet, à 80% pour Delphine Queloz, à 80% pour Wanda Suter, à 60% pour Mélanie Imhof et 60% pour Violaine Monnerat.

La répondance administrative pour 2019 est assurée par Mélanie Imhof et la vice-répondance par Violaine Monnerat.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Ackermann Béatrice	Jordan Marine
Allemann Michel	Marthe Roger
Bapst Fabienne	Mastelli Nathalie
Bourqui Jean-Luc	Mayer Aldana Danièle
Bulliard Marcel	Merkle Madeleine
Chocomeli Lucas	Nicolet Sonia
Eggertswyler Laurent	Raemy Jacqueline
Frölicher-Güggi Stefanie	Roelli Claire
Guillet Béatrix	Schaefer Marie
Guillet Myriam	Seydoux Christian
Gumy Christian	Turchet Yves
Jacquat-Bondallaz Fabienne	Wattendorff Matthias

La Justice de paix dispose actuellement de 24 assesseurs dont les formations et qualifications répondent aux critères de pluridisciplinarité exigés par la loi.

2.7.1.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2019	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	7.20
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	8.95

- > Greffières-cheffes 1.0 EPT, greffiers 6.2 EPT
- > Cheffe de bureau 1.0 EPT, secrétaires de juge 3.7 EPT, réceptionniste 1.0 EPT, responsable du secteur comptable 0.6 EPT, employés de comptabilité 1.5 EPT, employé d'administration 1.0 EPT, secrétaire succession 0.5 EPT

Le 1er février 2019, une greffière-cheffe a repris son poste à 50% après son congé maternité. L'autre greffière-cheffe a terminé sa fonction de Juge de paix ad hoc en Veveyse le 31 mai 2019 et a repris son poste de greffière-cheffe à 50% et de greffière titulaire à 50%. Une greffière a été élue Juge de paix en Veveyse dès le 1er juin 2019 et a cessé dès lors son activité à la Justice de paix. Son poste a été repourvu par la nomination de deux greffiers à 50% chacun. Un greffier a pris sa retraite le 31 mai 2019. Son poste a été repourvu par deux greffières à 50%. Une secrétaire a choisi de réorienter sa carrière et a quitté la Justice de paix le 28 février 2019. Son poste a été repourvu le 1er avril 2019. Nous précisons que nous disposons d'un 1.5 EPT pour les employés de comptabilité jusqu'au 31 août 2019, et par la suite d'1.15 EPT dès le 1er septembre 2019.

Nous bénéficions également du soutien d'une greffière à 25% et d'une secrétaire à 20% engagées sur le crédit des invalides, de deux apprenants, d'un stagiaire MPC (maturité professionnelle commerciale) et de trois greffiers stagiaires.

A cela s'ajoute du personnel engagé avec un statut hors budget, en contrat de durée déterminée, à savoir un greffier JDE.

Comme les années précédentes, nous avons recherché du soutien additionnel au niveau du personnel (hors budget), notamment en poursuivant notre collaboration avec le Tribunal des mesures de contraintes, l'ORP et le SPO.

Au niveau de la gestion du personnel, des changements ont dû être opérés, suite aux départs de certains collaborateurs et d'une réorganisation nécessaire à l'interne.

2.7.1.1.1.3 Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement de la Sarine dispose actuellement de locaux adéquats et fonctionnels. Toutefois, la Commune de Fribourg, à qui la Justice de paix loue ses présents locaux, a résilié les contrats de baux pour 2022, respectivement 2023, afin de récupérer les locaux pour ses propres besoins à l'avenir. Le Service de la Justice en est informé et de nouveaux locaux au centre-ville et facilement accessibles en transports publics devront être trouvés.

2.7.1.1.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats, etc.)

Nous constatons une légère hausse des nouvelles affaires (+65) par rapport à l'année passée. Malgré le nombre important de dossiers liquidés au cours de l'année 2019, nous relevons que le nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2019 est nettement plus élevé que l'année précédente (+781).

Il faut relever le nombre important de décisions relatives à des changements de porteur de mandat (curateur) SEJ au cours de l'année écoulée (plus de 200). Cela s'explique par la forte rotation du personnel au SEJ.

Le nombre d'affaires pendantes, pour un juge de paix à 100%, est de 1086 au 31 décembre 2019. Ce chiffre est éloquent.

A toute fin utile, nous relevons que les juges de paix ont procédé, entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019, à 1'476 auditions. Il est relevé que les Juges de paix effectuent une part importante des auditions en externe, soit à Marsens, dans les divers hôpitaux et EMS du canton, dans les institutions ainsi qu'au domicile des personnes concernées. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, les juges de paix ont instruit 1'758 nouveaux dossiers en protection de l'enfant et de l'adulte. Sur la même période, ils ont clos 1'456 affaires. Il en ressort qu'au 31 décembre 2019, la Justice de paix comptabilise 2'542 dossiers adultes et mineurs en cours. Nous entretenons de bons rapports tant avec les autorités qu'avec les avocats. Nous relevons que les justiciables sont de plus en plus fréquemment assistés par un mandataire professionnel devant la Justice de paix. Nous relevons également qu'il est difficile de gérer certains justiciables qui présentent de forts troubles psychiques.

Enfin, il est notoirement connu que le SEJ rencontre de grosses difficultés au niveau de la charge de travail par intervenant en protection de l'enfant et manque cruellement de ressources au niveau de son personnel. Une importante rotation de personnel est observée. De plus, les nouvelles personnes engagées n'ont pas eu encore le temps d'acquérir l'expérience nécessaire à ce type de travail. Tous ces facteurs impactent négativement le travail des Justices de paix au niveau de la protection de l'enfant. Nous espérons que les nouveaux postes alloués au SEJ par le Grand Conseil permettront à ce service de retrouver un peu de stabilité. Il est essentiel pour la protection des mineurs de notre canton que le SEJ soit doté des moyens suffisants pour remplir sa tâche.

2.7.1.1.3 Formation

Une juge de paix a commencé cette année son CAS en magistrature en parallèle à sa fonction. Par ailleurs, les juges et greffiers ont suivi diverses journées de formation en lien direct avec la protection de l'adulte et de l'enfant. Nous relevons que les juges sont régulièrement sollicités pour exposer leur travail ou participer à des tables rondes.

2.7.1.1.4 Divers et remarques finales (propositions de modification législative, informatique etc.)

2.7.1.1.4.1 Contrôle et approbation des comptes

La réflexion de fond entamée en 2015 et l'appui d'une personne au bénéfice d'un programme d'emploi temporaire (PET) ont permis de rattraper en partie le retard constaté depuis de nombreuses années. A ce jour, les comptes 2017 ont tous été approuvés, à l'exception du Service des curatelles de la ville de Fribourg. Il sied de préciser que ce service a remis tardivement ses comptes, décalant ainsi leur contrôle et leur approbation par la Justice de paix. Pour ce qui concerne l'année 2018, nous avons reçu les comptes de 5 services de curatelles sur 6. Nous restons attentifs à cette situation.

2.7.1.1.4.2 Successions

Suite au départ à la retraite du greffier s'occupant majoritairement des successions, nous souhaitons moderniser ce secteur en priorisant les procédures informatisées. Un important travail de réorganisation est en cours dans ce secteur et sollicite grandement nos forces de travail. Nous relevons que fin 2017, la Justice de paix de la Sarine a soumis à la CIAJ un projet de digitalisation et suppression du dossier papier en matière de successions. Le projet a été mis en suspens par la CIAJ. Nous espérons qu'il pourra être évalué dans un proche avenir, car nous restons persuadés que les dossiers successoraux des Justices de paix se prêtent idéalement à un premier exercice de traitement digital de dossiers judiciaires.

2.7.1.1.4.3 Spécificité du district de la Sarine

Nous soulignons que sur les 1'665 requérants d'asile résidant dans le canton de Fribourg (cf. portail internet Etat de Fribourg, statistique relative à l'occupation des structures d'hébergement ainsi que des appartements par les personnes relevant de l'asile, état en juin 2019), 1'030 sont logés dans le district de la Sarine, ce qui représente 61.86% de tous les demandeurs. Cette population a une influence directe sur notre activité, tant au niveau de la protection des adultes que des mineurs. Les procédures sont en effet plus complexes en raison de la difficulté de la langue et la diversité des cultures.

Par ailleurs, il ressort du rapport annuel 2018 de la Fondation de Fribourg pour la Jeunesse (FFJ) que 45% des jeunes ayant intégré le Foyer St-Etienne proviennent du district de la Sarine. Cette affluence a une répercussion directe sur notre volume de travail et sa complexité.

Selon les statistiques COPMA 2017-2018, il s'avère que dans le district de la Sarine, un Juge de paix à 100% suit, à longueur d'année, environ 720 personnes au bénéfice de mesures de protection de l'adultes ou de l'enfants, ce qui représente, au niveau cantonal, la charge la plus lourde par Juge de paix.

Enfin, nous relevons que chaque Juge de paix a effectué un nombre important d'heures supplémentaires en 2019, ce qui indique que l'effectif des magistrats devrait être renforcé.

2.7.1.1.4.4 Informatique

Tous les collaborateurs bénéficient de nouveaux ordinateurs et en sont satisfaits. De nouvelles imprimantes viennent d'être installées à satisfaction.

La Juge de paix nommée représentante des Justices de paix à la Commission informatique des Autorités judiciaires continue d'y siéger.

2.7.1.1.4.5 Déplacements/place de parc

Les Juges de paix continuent de se déplacer toutes les semaines au Centre de soins hospitaliers de Marsens, dans les divers établissements hospitaliers du canton, dans d'autres institutions du canton, notamment les EMS, ou au domicile des personnes concernées. Ils bénéficient dorénavant d'une solution via des abonnements « Mobility » qui convient aux besoins de la Justice de paix de la Sarine.

2.7.1.1.4.6 Système de timbrage

Depuis juin 2018, nos collaborateurs utilisent un nouveau système de timbrage nommé GTA (Gestion du temps de travail et des absences). Malgré le fait que cela implique une charge de travail supplémentaire pour les Greffières-chefes et la Cheffe de bureau, ce système de badge a de nombreux avantages, notamment pour le planning des vacances et le contrôle des absences.

2.7.1.2 Justice de paix de la Singine

2.7.1.2.1 Composition et locaux

2.7.1.2.1.1 Composition de la Justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (état au 31.12.2019)

Nom, prénom	Fonction	EPT
Gerber Martina	Juge de paix	0.9
Gauch Caroline, Dr en droit	Juge de paix	0.6
Total équivalents plein temps EPT		1.5

La Justice de paix dispose de deux juges exerçant leur activité à titre principal (pour un total d'un poste et demi à plein temps.) La juge de paix Caroline Gauch, Dr en droit, a été élue présidente du Tribunal d'arrondissement de la Singine et quittera la Justice de paix en 2020.

De plus, onze assesseur-e-s exercent leur fonction à la Justice de paix. Mme Ruth Schärli a été élue nouvelle assessseure en septembre 2019.

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom, prénom	Nom, prénom
Aerschmann Gabrielle	Imstepf Therese
Gauch Brigitte	Eltschinger Michel
Riedo Yvo	Rita Raemy
Reidy Sylvia	Tinguely Bruno
Mäder Bernadette	Piller Marie-Therese
Ruth Schärli	

2.7.1.2.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2019	EPT
Total EPT collaborateurs et collaboratrices de formation juridique (sans les juges)	2.1
Total EPT collaborateur-trice-s sans formation juridique	1.4

Le greffe se compose en principe de deux greffier-ère-s et d'un greffier-chef, qui travaillent respectivement à temps partiel. Gabriela Doleschal assure un taux d'occupation de 50%; Yannick Riedo de 80% en tant que greffier-chef. Le 1er mars 2019, Catarina Romanelli a été nommée greffière à 80% pour un an, en remplacement de la greffière ordinaire Julia Jaoui, qui passe un an à l'étranger.

En plus des greffiers, la Justice de paix emploie également un greffier stagiaire au taux d'occupation de 100%, pour une période de six mois. La Justice de paix a été en mesure de pourvoir ce poste sans interruption au 1er février 2019 et au 1er août 2019.

Afin de décharger l'équipe, il a été possible d'engager Jessica Meer en qualité de greffière extraordinaire pour une période de six mois à 50% à partir du 1er juillet 2019, et à 40% à partir du 1er octobre 2019. La Justice de Paix a impérativement besoin de ce supplément de poste et se bat chaque année pour qu'il devienne permanent. Ce n'est que grâce à ces suppléments que la Justice de Paix a pu régler ses affaires quotidiennes.

Le secrétariat du greffe est assuré par deux collaboratrices de longue date, Rosemarie Kröpfl et Susanne Schmutz, les deux travaillant à temps partiel (resp. à 80% et à 50%).

2.7.1.2.1.3 Locaux

La Justice de paix de l'arrondissement est installée depuis 2008 à la Préfecture de Tavel. Elle siège dans la salle du Tribunal à la Préfecture, que partagent le Tribunal d'arrondissement et la Justice de paix. Les locaux sont fonctionnels (il n'y a cependant pas de raccordement d'eau), mais la place y est très réduite. En raison de l'exiguïté des bureaux, du travail est effectué à la cafétéria. Il manque également de l'espace aux archives, raison pour laquelle il est urgent de trouver une solution à ce problème.

En janvier 2019, la Justice de paix a contacté le Secrétaire général pour souligner la nécessité d'une extension des locaux. Aucune solution n'a encore été trouvée; les pourparlers sont toujours en cours.

2.7.1.2.2 Activité judiciaire (y c. charge de travail, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

La charge de travail a été à nouveau très lourde en 2019. Les dossiers à traiter sont exigeants, complexes et chronophages. En particulier, les avis de mise en danger concernant les enfants et les personnes souffrant de maladies psychiques exigent beaucoup de doigté et de travail. Le nombre de cas de placement à des fins d'assistance a été exceptionnellement élevé au second semestre de l'année, en particulier durant l'automne et l'hiver.

Pour faire face à une charge de travail toujours élevée, il manque encore à la Justice de paix un poste supplémentaire de greffier ordinaire (à temps partiel). Dans le même temps, pour maîtriser le flux des affaires courantes, une augmentation du taux d'occupation des juges de paix devrait être examinée ou envisagée.

La Justice de paix entretient de bonnes relations avec toutes les autorités (Service des curatelles, Clinique de Marsens, Service de la jeunesse et de l'enfance, services sociaux, etc.), tout comme avec les avocats et notaires. L'excellente collaboration, en particulier avec les services des curatelles de la Basse-, Moyenne- et Haute-Singine, facilite considérablement le travail de la Justice de paix et contribue à la décharger de manière significative.

2.7.1.2.3 Formation continue

Les deux juges de paix ainsi que tous les greffiers ordinaires ont été en mesure de suivre diverses formations continues durant l'année. Les sujets principaux abordés à ces occasions furent la protection de l'enfant, les questions de procédure et la violence.

2.7.1.2.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)

L'équipe de la Justice de paix a été mise à très forte contribution en 2019. Comme l'année précédente, la charge de travail est restée élevée. De nouveaux changements au sein du personnel du greffe et l'exiguïté de l'environnement de travail ont fait nettement ressentir leurs effets négatifs. La priorité a porté avant tout sur les affaires urgentes et quotidiennes, si bien qu'il n'y avait guère ou pas de temps du tout pour d'autres affaires.

Au cours de l'année à venir, il y aura de nouveaux changements à la Justice de paix - tant du côté des juges de paix que des greffiers - qui entraîneront une perte de savoir-faire et affecteront les activités quotidiennes. Il est à espérer que la Justice de paix se verra à nouveau accorder un pourcentage extraordinaire de poste. Hormis les changements à l'interne, la Justice de paix sera confrontée à des mutations au sein du Service de l'enfance et de la jeunesse ainsi que de l'Office de protection de la jeunesse et du Service des curatelles Singine-Mittelland, ce qui occasionnera de nombreuses décisions supplémentaires dans le cadre du changement de curateur.

2.7.1.3 Justice de paix de la Gruyère

2.7.1.3.1 Composition et locaux

2.7.1.3.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Brodard Jean-Joseph	Juge de paix	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Juge de paix	0.7
Margueron Gummy Sophie	Juge de paix	0.7
Collaud-Piller Laure-Marie	Juge de paix	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		2.6

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Barbey Mireille	Genoud Noëlle
Bovigny Daniel	Glasson Véronique
Brodard Frédéric	Jaquet René
Chiacchiari Helbling Liliana	Maradan Philippe
Christen Bloch Marie-Antoinette	Morand Pierre (dès février 2019)
Décosterd Mick	Nordmann Maria-Elvira
Delamadeleine Sara Liliana	Oberson François
Dunand Elisabeth	Pache Pascale

La présence des assesseurs est plus ou moins importante, en fonction de leurs obligations professionnelles et personnelles respectives, étant relevé que pour notre autorité il est essentiel de pouvoir compter sur des personnes ayant des disponibilités minimales et une certaine flexibilité.

2.7.1.3.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	6
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	3.65

Relevons que, sur les 5 EPT de collaborateurs juristes, 0.5 EPT est occupé par la greffière-chef, 2 EPT sont des greffiers-stagiaires et 1 EPT est un greffier JDE, lesquels, une fois formés, apportent une aide significative dans la gestion du volume des affaires et sont nécessaires au bon respect des délais de traitement des dossiers.

En outre, concernant les greffiers, notre autorité doit gérer un arrêt maladie de longue durée, avec des certificats médicaux renouvelés de mois en mois, et organiser à chaque fois, en conséquences, le remplacement.

2.7.1.3.1.3 Locaux

Depuis le mois de septembre 2014, la Justice de paix occupe de nouveaux locaux à la Rue de l'Europe 10, à Bulle. Ces locaux modernes, lumineux et fonctionnels sont appréciés de l'ensemble des collaborateurs. Nous étions d'ores et déjà à l'étroit l'année passée mais l'arrivée d'une nouvelle juge a encore accentué le problème. Des aménagements ont été réalisés au printemps 2018 afin d'aménager au mieux nos locaux mais la situation n'est de loin pas satisfaisante et ne peut durer à court et moyen terme. De nouvelles solutions doivent être trouvées, pour garantir aux collaborateurs des conditions de travail satisfaisantes (agrandissement des locaux, etc.).

2.7.1.3.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La Justice de paix de la Gruyère travaille toujours à flux tendu et toute absence est immédiatement ressentie et contraint le personnel présent à effectuer des heures supplémentaires. Les juges de paix et la greffière-cheffe demeurent surchargés et cumulent les heures supplémentaires et les vacances non prises.

Si l'arrivée d'une nouvelle juge à 50% en 2018 a, dans une certaine mesure, permis aux juges de travailler dans de meilleures conditions, il n'en est rien s'agissant du greffe et du secrétariat, qui ont vu leur charge de travail augmenter. Cette année 0.5 EPT supplémentaire a été octroyé pour le secrétariat uniquement et, pour faire face à la surcharge des greffiers, notre autorité a engagé, à partir du moins de mars 2019 et de manière temporaire, un greffier JDE, c'est-à-dire un jeune à la recherche d'une première expérience professionnelle (contrat de 6 mois, prolongeable 6 mois).

Notre autorité travaille en équipes s'agissant des juges et des secrétaires. En ce qui concerne les greffiers, pour des questions organisationnelles, ils sont désormais attachés à des dossiers et travaillent pour tous les Juges, ce qui est très enrichissant et semble fonctionner, malgré une augmentation significative de leur charge de travail.

Les quatre juges et le personnel sont présents de manière à pouvoir utiliser les locaux et la salle d'audience de manière optimale durant la semaine, chaque juge ayant un jour par semaine fixe pour ses séances dans la salle d'audience.

La Justice de paix de la Gruyère entretient de bons rapports avec les autres autorités et services, telles que les Services des Curatelles du district et le Service de l'enfance et de la jeunesse, avec lesquels elle est menée à collaborer. Il en va de même avec les avocats.

2.7.1.3.3 Formation

Monsieur le Juge de paix Jean-Joseph Brodard a débuté cette année un CAS en Magistrature.

Les collaborateurs de la Justice de paix sont encouragés à suivre des formations, proposées par le SPO ou diverses formations juridiques, et s'organisent entre eux afin que chacun puisse participer aux journées qui l'intéressent.

2.7.1.3.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

La priorité pour la Justice de paix de la Gruyère reste d'accomplir ses tâches au mieux, dans les meilleurs délais et dans un bon climat de travail. Cette année, un processus de team-building a été mis en place et grandement apprécié par les collaborateurs de notre autorité. La Justice de paix de la Gruyère remercie particulièrement ses collaborateurs pour leur engagement important et leur bonne humeur.

Enfin, comme l'an passé, notre autorité réitère ses craintes s'agissant du fonctionnement du Service de l'enfance et de la jeunesse et ose espérer que les EPT octroyés pour l'année prochaine à ce service permettront d'améliorer les conditions de travail de ses collaborateurs mais aussi de garantir aux mineurs la protection que notre canton leur doit.

2.7.1.4 Justice de paix du Lac

2.7.1.4.1 Composition et locaux

2.7.1.4.1.1 Composition de la Justice de paix (juges, y compris les assesseur-e-s)

Juges professionnels (état au 31.12.2019)

Nom, prénom	Fonction	EPT
Lerf-Vonlanthen Claudine	Juge de paix	1
Total équivalents plein temps EPT		1

Assesseur-e-s - à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom, prénom	Nom, prénom
Achermann Claudia	Haefliger Jacqueline
Aebi Nicole	Laubscher Brigitte
Andrey Jean-Daniel	Reinhard Ryser Marianne
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Simonet Olivier
De Kock Els	Spring Sabine
Egger Guido	Walser Beglinger Annakatharina

La Justice de paix compte douze assesseur-e-s qui disposent tous d'une expérience pluriannuelle acquise sur place ainsi que de qualifications répondant au profil d'exigences des membres des autorités de protection et aux critères de l'interdisciplinarité. En l'an 2019 encore, sur leur propre demande et décision, deux assesseures et l'un de leurs collègues n'ont pris part ni aux audiences de tribunal, ni aux examens des comptes.

2.7.1.4.1.2 Composition du greffe et du secrétariat

Equivalents plein temps au 31.12.2019	EPT
Total EPT collaborateur-trice-s de formation juridique	1.7
Total EPT collaborateur-trice-s sans formation juridique	2.4

A la Justice de paix de l'arrondissement du Lac, il n'y a pas eu non plus de changement au sein du personnel en 2019, et les équivalents plein temps des collaborateurs avec et sans formation juridique n'ont pas changé.

Les affaires sont réparties selon les deux langues officielles entre le greffier-chef et la greffière, les deux secrétaires du greffe et les deux employées de bureau. En 2019 encore, tout le personnel a rempli les missions confiées avec beaucoup d'engagement et grande compétence technique et sociale, à la plus grande satisfaction de la Juge de paix. Malgré une lourde charge de travail assumée souvent dans des conditions difficiles et sous énorme pression de temps, les collaborateur-trice-s ont toujours rempli fidèlement leurs tâches, dans un esprit positif.

2.7.1.4.1.3 Locaux

Depuis juillet 2017, la Justice de paix se trouve dans les nouveaux locaux de la Route de Fribourg 69 à Morat. L'immeuble est situé en zone industrielle, à la périphérie de la commune, soit à quinze minutes à pied de la gare. L'endroit est aisément accessible et facile à trouver en voiture. L'espace à disposition ainsi que le stationnement sont optimaux.

2.7.1.4.2 Activité judiciaire (y c. charge de travail, relations avec les autorités et les avocats, etc.)

Une rotation régulière a eu lieu en 2019 entre les neuf assesseur-e-s pour les audiences de la Justice de paix et les examens des comptes, ainsi que pour les inventaires d'entrée des curateur-trice-s, tout ceci dans le souci d'une composition efficace du tribunal.

Le greffe et le secrétariat sont desservis en permanence pendant les heures de bureau (lu-ve 08.00-12.00 hre et 14.00-17.00 hre). Il est répondu aux appels téléphoniques de 08.30-11.30 hre et de 14.00-16.30 hre.

Les relations avec les autres autorités et institutions peuvent être qualifiées de bonnes.

La charge de travail fut à nouveau élevée en 2019 et il a fallu effectuer un certain nombre d'heures supplémentaires.

En ce qui concerne l'activité judiciaire, renvoi est fait à la partie statistique du présent rapport annuel.

2.7.1.4.3 Formation continue

La Juge de paix, la greffière-chef et la greffière ont suivi en 2019 le séminaire intitulé «Journée de droit successoral» de l'Université de Fribourg. De plus, la Juge de paix et la greffière-chef ont participé à la conférence d'experts du 19 septembre 2019 proposée par le Service de l'action sociale. La session de formation continue proposée par l'«Institut für Forensik und Rechtsprechung IFB» sur le thème «Capacité éducative des parents atteints de maladies psychiques» n'a malheureusement pas eu lieu en raison du peu de participants et a été reportée à une date ultérieure.

2.7.1.4.4 Divers et remarques finales (propositions de modifications de lois, informatique, etc.)

En sa qualité de membre du groupe de travail Tribuna V3, la greffière-chef a, en 2019 encore, investi beaucoup de temps et d'énergie au développement et à l'amélioration du programme informatique Tribuna V3, ainsi qu'à la rédaction de projets de jugement. Il est à relever que les membres du groupe de travail Tribuna V3 ont grandement contribué, par leurs séances régulières et dans un esprit constructif, à la collaboration et à l'harmonisation des sept justices de paix du canton de Fribourg.

2.7.1.5 Justice de paix de la Glâne

2.7.1.5.1 Composition et locaux

2.7.1.5.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Butty Marc	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Outre la fonction de Juge de paix de la Glâne, le précité occupe celle de Juge suppléant du district de la Veveyse.

Les affaires de protection pour adultes et mineurs occupent le juge de paix, en tant que président de l'APEA, à raison de 80% environ (50% adultes et 30% enfants), le solde de 20% étant pour l'essentiel consacré aux successions, comme juge unique.

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Bürgi Claude-Alain	Morand-Delabays Marguerite
Carrel Alexis	Jaques Mélanie Robyr
Codourey Claudine	Sansonnens Bernard
Girard Jean-François	

Deux nouveaux assesseurs ont été élus lors de la session de décembre du Grand Conseil. Il s'agit de Monsieur Jean-Blaise Castella, de Vuisternens-devant-Romont, agriculteur indépendant et chef d'exploitation, Vice-Président du Conseil d'administration de la Landi Romont, et de Madame Laetitia Reynaud, de Lussy, technicienne en analyses biomédicales, ancienne Syndique de la Folliaz et actuelle Conseillère communale de la nouvelle commune (fusionnée) de Villaz, ainsi que Présidente de la Commission de district pour la Petite Enfance.

2.7.1.5.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1.4
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2

Cette année 2019 a vu le départ de Madame Pascale Mottet, collaboratrice administrative depuis 2012 et ancienne greffière-adjointe (de 2003 à 2011). Elle aura connu à la fois l'ancienne organisation des justices de paix, pour l'essentiel autorités de conciliation, la réunification des 3 cercles du district et la professionnalisation de la fonction, avec l'arrivée de nouvelles compétences et le changement de dispositions légales, en 2008. Qu'elle soit ici remerciée pour son engagement et sa loyauté (15 ans d'activité) envers la Justice de paix de notre district. Nos bons vœux l'accompagnent pour sa nouvelle fonction de coordinatrice (civil) dans le cadre du projet cantonal *e-justice*.

De ce fait, une nouvelle secrétaire-comptable a dû être engagée. Il s'agit de Madame Yannick Risse, 25 ans, de La Roche. Nos souhaits de bienvenue l'accompagnent, de même que Madame Sandrine Frioud, notre nouvelle greffière-stagiaire pour 6 mois, jusqu'en mai 2020.

2.7.1.5.1.3 Locaux

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Plutôt spacieux et adéquats, nos locaux n'ont qu'un seul inconvénient, celui d'être sur deux étages.

La Justice de paix dispose de la salle du Tribunal un jour fixe par semaine, soit le lundi, pour ses séances plénières.

Dans le même bâtiment se trouvent le greffe du Tribunal, l'Office des poursuites, le Registre foncier et la Gendarmerie ; proximité qui facilite grandement les contacts et l'échange d'informations entre les différents services.

2.7.1.5.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

Au 31 décembre 2019, la Justice de paix de la Glâne comptait :

470 dossiers ou mesures d'adultes ;

230 mandats ou curatelles d'enfants (tutelles de mineurs, curatelles éducatives, en paternité et/ou alimentaires, et de surveillance des relations personnelles), sans compter les naissances hors mariage.

Dans le courant de l'année 2019, 45 dossiers de placements à des fins d'assistance (PAFA) ont été ouverts par la Justice de paix de la Glâne, la plupart prononcés en urgence par des médecins (3 pour l'autorité), avec à la clé 11 prolongations judiciaires et 2 libérations ordonnées par l'APEA.

De la compétence du seul juge de paix, les successions demeurent un poste important, malgré les modifications législatives apportées en ce domaine, avec plus de 125 actes et décisions rendues en 2019 : inventaires conservatoires et fiscaux, ouvertures de testament, répudiations, certificats d'héritiers, administrations d'office et bénéfices d'inventaire.

A fin 2019, le nombre d'affaires pendantes était de 812, contre 629 l'année précédente, soit une augmentation de près de 30 % (+ 183), pour plus de 1300 décisions prises (+ 51). Toutes ne débouchent toutefois pas sur l'ouverture formelle et à moyen-long terme d'un dossier, dont le nombre reste constant (de l'ordre de 640).

L'inspection annuelle de la Justice de paix de la Glâne a été faite cette année (01.10.19) par le Conseil de la magistrature. Rien de spécial n'a été constaté, ni signalé, de même que lors de celle faite le 12 juin 2019 par l'Inspection des finances. Si ce n'est les recherches et décisions en matière successorale, concernant les comptes bancaires sans héritiers connus, dont les démarches ont débuté en 2017, qui doivent être poursuivies, voire intensifiées. Il s'agit d'une vingtaine de successions (34 comptes), dont les héritiers sont inconnus, reprises des anciens cercles de justice de paix, lesquelles demandent de nombreuses investigations, afin d'identifier les ayants-droits, et publications, à faire parfois dans plusieurs feuilles officielles (déclarations d'absence, appels aux héritiers et autres sommations), jusqu'au transfert final aux héritiers retrouvés ou aux communes.

2.7.1.5.3 Formation

Chaque collaborateur/collaboratrice de la justice de paix a suivi cette année des formations et/ou participé à des groupes de travail, selon ses domaines de compétence : formations juridiques en matière de protection de l'enfant et de l'adulte, mais aussi de successions, pour les greffières et le juge de paix ; en matière de comptabilité, personnel et informatique pour les collaboratrices administratives et secrétaires (*e-justice* via le SITEL, nouvelle procédure budgétaire via le SJ, cours de prévention des risques/gestion de la violence via le SPO et logiciel de facturation SAP pour les nouvelles venues). En outre, l'une de nos deux greffières participe régulièrement au groupe de travail

Tribuna V3 (logiciel informatique), dont la mission première est d'élaborer des modèles de décisions. Quant au juge de paix, outre les séances régulières de la Conférence des juges de paix, il participe à différentes commissions et groupes de travail, tant au niveau cantonal que du district. Membre de la Commission du barreau pour la période 2017-2022, celui-ci représente également les juges de paix du canton au sein de l'association Point Rencontre Fribourg (PRF), dont il est membre comité depuis 2019. Il a également participé, cette année, au Dialogue Santé-Justice, organisé annuellement par la DSAS (RFSM) et la DSJ.

2.7.1.5.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Malgré une charge de travail continue, il convient de souligner, une fois encore, l'engagement et la flexibilité de l'ensemble des collaborateurs/trices (personnel et assesseurs) et la très bonne ambiance régnant au sein de la Justice de paix de la Glâne. De même que la qualité du travail par tous fourni. Eléments d'ailleurs relevés par les délégués du Conseil de la magistrature, lors de leur inspection annuelle.

2.7.1.6 Justice de paix de la Broye

2.7.1.6.1 Composition et locaux

2.7.1.6.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Sauteur Sylviane	Juge de paix	1
Total équivalents plein-temps EPT		1

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/Prénom
Bise Sylvie	Renevey Jean-Bernard
Boffi Cristina	Rimaz Benoît
Castrovinci Bruno	Rodriguez Rose-Marie
Corminboeuf Marie-Claire	Uebelhart Sylvie
Corminboeuf Nathalie	

2.7.1.6.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	3.1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	2.3

2.7.1.6.1.3 Locaux

Les locaux, idéalement situés à proximité de la gare, offrent des places de parc dans les environs et bénéficient de la discrétion nécessaire quant à son accès. L'espace à disposition est totalement utilisé. Comme relevé les années précédentes, la gestion des archives est problématique. Une solution à court terme doit impérativement être trouvée.

2.7.1.6.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

La charge de travail globale, comme relevé chaque année, demeure en augmentation, eu égard notamment à la complexification des situations des personnes concernées, tant au niveau social que familial, ainsi qu'à l'accroissement de la population. La charge portée par les organismes sociaux étant elle-même en augmentation, les signalements à l'autorité de protection vont croissants. Les situations de mineurs "qui décrochent du système" lors de l'adolescence doivent être relevées ici, ces dernières devenant inquiétantes par leur nombre. De fait, chaque absence (vacances, congé maternité, maladie, formation) est toujours compliquée à absorber par les autres collaborateurs. L'ensemble du personnel est ici remercié pour son engagement et son travail au sein de l'autorité.

Concernant les mesures de protection de l'adulte ayant été transformées de par la loi au 1^{er} janvier 2013 en curatelle de portée générale, l'adaptation de celles-ci perdure afin d'être en conformité avec l'art. 14 du titre final Code civil.

Les assesseurs œuvrent activement au bon fonctionnement de la Justice de paix et siègent toujours selon leurs compétences, en conformité avec la législation, même si cela complique et alourdit la planification des séances, eu égard aux disponibilités limitées de certains assesseurs.

La Justice de paix travaille en étroite collaboration avec les deux services officiels de curatelles du district ainsi qu'avec les curateurs privés, ces derniers nécessitant toutefois un accompagnement plus soutenu sous la forme de conseils notamment. Les rapports avec les services officiels de curatelles du district sont bons. Malheureusement, une rotation importante dans les curateurs est toujours à relever, compliquant de manière marquée la gestion des mandats et l'accomplissement des tâches de l'autorité de protection. En outre, il est parfois difficile, dans ces conditions, de s'assurer de la préservation des intérêts des personnes concernées.

La problématique du Service de l'enfance et de la jeunesse, à savoir une sous-dotation chronique en personnel, a également compliqué les tâches de l'Autorité. Cela étant, les rapports avec ledit service sont excellents. Il est absolument nécessaire de renforcer les effectifs de ce service, eu égard à la protection de l'enfant.

La Justice de paix relève ici sa grande préoccupation quant aux délais d'attente pour le placement de mineurs dans une institution du Canton de Fribourg. En effet, faute de place les mineurs sont très régulièrement mis sur liste d'attente, laquelle peut durer plusieurs mois, et ce même si un placement doit intervenir en urgence. Ces temps d'attente pour un placement en institution ne sont plus supportables ni tolérables eu égard à la protection de l'enfant. Il est impératif que le Canton de Fribourg agisse sans attendre afin d'améliorer les capacités d'accueil des infrastructures pour les mineurs.

La Justice de paix entretient de bonnes relations avec les services de l'Etat, les institutions et établissements en lien avec la protection de l'enfant et de l'adulte ainsi que la santé, les autorités, les avocats et les notaires.

2.7.1.6.3 Formation

La Juge de paix et les greffier/greffières ont participé, ensemble ou de manière individuelle, à diverses journées d'étude et de formation (*FALC dans le domaine de la protection des mineurs et des adultes (COPMA) – La séparation conjugale: une histoire de famille (Astrame) - Séminaire de formation continue: l'enfant dans la procédure civile (UNIFR) – La violence, mieux la comprendre pour la transformer (UNIFR) – Symposium en droit de la famille (UNIFR) – le nouveau droit de la prescription (UNINE)*).

2.7.1.6.4 Divers et remarques finales (proposition de modification législatives, informatiques etc.)

Mme Chantal Ding, Greffière-chef, membre du groupe de travail Tribuna V3, a participé à plusieurs journées de séances consacrées au développement et à l'amélioration du programme du même nom. Les statistiques émises à l'attention du Conseil de la magistrature ont d'ailleurs occupé en partie le groupe de travail précité, afin d'en améliorer le processus informatique ainsi que d'en compléter les données produites, avec succès.

Dans un souci de coordination et pour le bon fonctionnement de l'autorité, les greffier et greffières participent à l'analyse des différentes procédures de consultation soumises à la Justice de paix.

2.7.1.7 Justice de paix de la Veveyse

2.7.1.7.1 Composition et locaux

2.7.1.7.1.1 Composition de la Justice de paix (Juges, y compris les juges-asseesseurs)

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Germond Sophie	Juge de paix	0.75
Total équivalents plein-temps EPT		0.75

Juges-asseesseurs à titre accessoire (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Nom/prénom
Chaperon Anne-Lise	Mesot Roland
Cottet Simon	Paillard Nicole
Ducrot Charles	Pollet Yves
Fluri Ruchet Isabelle	Vial Jean-Daniel
Genoud Marie-Claude	Werro Maryline
Maillard Séverine	

Après onze ans d'activité au sein de la Justice de paix de la Veveyse, le 6 février 2019, Mme Véronique Colliard a souhaité démissionner de son poste de juge assesseur. La Justice de paix tient à la remercier pour son engagement et lui exprime toute sa gratitude pour le travail accompli. Cette personne sera prochainement remplacée, éventuellement par un ou une (e) juge assesseur (e) spécialisé (e) dans le domaine de la psychiatrie.

2.7.1.7.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps (au 31.12.2019)	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	1
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	0.8

Greffe

Le poste de greffe se compose toujours d'un 1 EPT, soit 0.5 EPT de greffier-chef, occupé par Mme Sophie Terreaux, et 0.5 EPT de greffe « ordinaire », occupé par Mme Marine Delaloye. Du 27 juin au 24 novembre, Sophie Terreaux a été absente en raison de maternité. Son remplacement a été assuré par Mme Delaloye et Mme Tiffany Bolema a occupé le poste de greffier de Mme Delaloye, pendant cette période-là. Mme Bolema s'est intégrée très rapidement et a été opérationnelle dès son arrivée, étant précisé qu'elle avait déjà travaillé en Justice de paix par le passé. La Justice de paix a été ravie de l'accueillir au sein de son autorité et tient à la remercier très chaleureusement pour tout le travail accompli. A côté de cela, la Justice de paix peut toujours compter sur 1 EPT supplémentaire de greffier-stagiaire, qui, une fois formé, apporte une aide significative dans la gestion du volume des affaires.

Secrétariat

Au 1^{er} janvier 2019, Mme Stéphanie Camba a récupéré son taux d'activité à 60%, ayant achevé sa formation effectuée durant l'année 2018. Mme Elisa Gremaud effectue les 20% restant, étant seule en charge du secrétariat des successions. Elle a effectué 0.2 EPT supplémentaires, en CDD, durant toute l'année, afin de pallier à la lourde charge de travail du secrétariat général, particulièrement en période de comptes, qui ne bénéficie que de 0.8 EPT au total. La Justice de paix constate depuis de très longues années, les procès-verbaux des diverses inspections l'en attestant, que cette dotation en personnel est insuffisante, eu égard au volume des affaires et à l'augmentation de la population générale en Veveyse, et doit être revue urgemment.

2.7.1.7.1.3 Locaux

La Justice de paix est installée depuis juin 2015 au Château, lequel regroupe en ses murs trois autres services, à savoir la Police, la Préfecture et l'Etat civil. Nous continuons à être très satisfaits de nos locaux. Prochainement, les différents Chefs de service se réuniront, afin de discuter de l'organisation des places de parc de la Cour du Château, afin qu'un large et libre accès aux justiciables soit toujours garanti, particulièrement aux personnes bénéficiant d'une mobilité réduite.

2.7.1.7.2 Activité juridictionnelle (charge de travail globale, rapports avec les autorités et les avocats etc.)

L'équipe de la Justice de paix a été mise à très forte contribution durant l'année 2019, ayant été confrontée à deux changements de juge successifs (depuis septembre 2018) jusqu'à l'entrée en fonction de Mme la Juge de paix Sophie Germond, en date du 1^{er} juin 2019. Les affaires urgentes ont été largement prioritaires ainsi que la réorganisation des différentes tâches du greffe et du secrétariat. Néanmoins, l'équipe de la Justice de paix s'est montrée volontaire et s'est rapidement adaptée aux différents changements. Grâce à l'efficacité de toute l'équipe et à la rapidité de traitement des dossiers par Mmes Valentine Stucky et Sophie Germond, le flux des affaires courantes a pu être maîtrisé. En 2019, la Justice de paix a enregistré 528 nouveaux dossiers contre 498 dossiers liquidés durant l'année. Au 31 décembre 2019, le nombre de dossiers pendants s'élèvent à 527. A noter que les dossiers concernant les adultes représentent 62 % de l'activité de la Justice de paix, contre 26% des dossiers de mineurs, 10% des dossiers de successions et 2% des dossiers de mise à ban.

2.7.1.7.3 Formation

- > 17 janvier 2019 : 5^{ème} Journée de droit successoral (Mmes Sophie Terreaux et Marine Delaloye)
- > 7 novembre 2019 : L'enfant dans la procédure civile (Mme Sophie Terreaux)
- > 15 novembre 2019 : Séparation conflictuelle : accompagner les familles autrement pour protéger l'enfant (Mme Sophie Germond)
- > 6 décembre 2019 : Journée de l'Ordre des avocats fribourgeois (Mme Sophie Germond)

2.7 Friedensgerichte

2.7.1 Allgemeiner Teil

2.7.1.1 Friedensgericht des Saanebezirks

2.7.1.1.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.1.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Gobet Gaël	Friedensrichter	1
Imhof Mélanie	Friedensrichterin (administrative Vorsitzende)	0.6
Monnerat Violaine	Friedensrichterin (administrative Vizevorsitzende)	0.6
Queloz Delphine	Friedensrichterin	0,8
Suter Wanda	Friedensrichterin	0,8
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		3.8

Das Friedensgericht Saane setzt sich aus 5 Einheiten zusammen, die sich 380 % Friedensrichterstellen teilen.

Die Friedensrichter/innen haben folgende Stellenprozente: Gaël Gobet 100 %, Delphine Queloz 80 %, Wanda Suter 80 %, Mélanie Imhof 60 % und Violaine Monnerat 60 %.

2019 ist die administrative Vorsitzende Mélanie Imhof, und Violaine Monnerat ist die administrative Vizevorsitzende.

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31. 12. 2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Ackermann Béatrice	Jordan Marine
Allemann Michel	Marthe Roger
Bapst Fabienne	Mastelli Nathalie
Bourqui Jean-Luc	Mayer Aldana Danièle
Bulliard Marcel	Merkle Madeleine
Chocomeli Lucas	Nicolet Sonia
Eggertswyler Laurent	Raemy Jacqueline
Frölicher-Güggi Stefanie	Roelli Claire
Guillet Béatrix	Schaefer Marie
Guillet Myriam	Seydoux Christian
Gumy Christian	Turchet Yves
Jacquat-Bondallaz Fabienne	Wattendorff Matthias

Das Friedensgericht verfügt zurzeit über 24 Beisitzerinnen und Beisitzer, deren Ausbildungen und Qualifikationen den Kriterien der Interdisziplinarität gemäss dem Gesetz entsprechen.

2.7.1.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	7.20
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	8.95

- > Chef-Gerichtsschreiberinnen 1,0 VZÄ, Gerichtsschreiber 6,2 VZÄ
- > Bürochefin 1,0 VZÄ, Sekretärinnen der Richterinnen und Richter 3,7 VZÄ, Rezeptionistin 1,0 VZÄ, Verantwortliche Buchhaltungssektor 0,6 VZÄ, Buchhaltungsangestellte 1,5 VZÄ, Verwaltungssachbearbeiter/in 1,0 VZÄ, Sekretärin Erbschaftsangelegenheiten 0,5 VZÄ.

Nach ihrem Mutterschaftsurlaub hat eine Chef-Gerichtsschreiberin am 1. Februar 2019 ihre Stelle zu 50 % wieder eingenommen. Die andere Chef-Gerichtsschreiberin hat am 31. Mai 2019 ihre Funktion als Ad-hoc-Friedensrichterin des Vivisbachbezirks beendet und ihre Stelle als Chef-Gerichtsschreiberin zu 50 % und als ordentliche Gerichtsschreiberin zu 50 % wiederaufgenommen. Eine Gerichtsschreiberin wurde ab dem 1. Juni 2019 zur Friedensrichterin des Vivisbachbezirks gewählt und hat damit ihre Arbeit am Friedensgericht beendet. Ihre Stelle wurde mit der Ernennung von zwei Gerichtsschreibern zu je 50 % besetzt. Ein Gerichtsschreiber wurde auf den 31. Mai 2019 pensioniert. Seine Stelle wurde mit zwei Gerichtsschreiberinnen zu je 50 % besetzt. Eine Sekretärin hat sich entschieden, sich neu zu orientieren, und hat das Friedensgericht am 28. Februar verlassen. Ihre Stelle wurde auf den 1. Januar 2019 wiederbesetzt. Wir präzisieren, dass wir bis 31. August 2019 über 1,5 VZÄ für die Buchhaltungsangestellten und danach ab 1. September 2019 über 1,15 VZÄ verfügen.

Wir werden ausserdem von einer Gerichtsschreiberin zu 25 % und einer Sekretärin zu 20 %, die beide über den Invalidenkredit angestellt wurden, von 2 Lernenden, einem KBM-Praktikanten (kaufmännische Berufsmatura) und 3 Gerichtsschreiber-Praktikanten unterstützt.

Dazu kommt Personal, das einen ungesicherten Status ausserhalb des Budgets mit befristetem Vertrag hat, namentlich ein Gerichtsschreiber JAS.

Wie in den vorhergehenden Jahren suchten wir zusätzliche personelle Unterstützung (ausserhalb des Budgets), namentlich mit der Fortsetzung unserer Zusammenarbeit mit dem Zwangsmassnahmengericht, dem RAV und dem POA.

Nach dem Weggang von Mitarbeiter/innen und nach einer notwendigen internen Neuorganisation mussten bei der Personalverwaltung Änderungen vorgenommen werden.

2.7.1.1.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht des Saanebezirks verfügt derzeit über angemessene und funktionale Lokalitäten. Die Gemeinde Freiburg, welche die Räumlichkeiten derzeit dem Friedensgericht vermietet, hat die Mietverträge auf das Jahr 2022 beziehungsweise das Jahr 2023 gekündigt, damit sie über die Räumlichkeiten für ihren künftigen Eigenbedarf verfügen kann. Das Amt für Justiz ist informiert, im Stadtzentrum sollten neue Lokale, die mit dem öffentlichen Verkehr einfach zu erreichen sind, gefunden werden.

2.7.1.1.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Wir konstatieren im Vergleich zum Vorjahr eine leichte Zunahme neuer Angelegenheiten (+ 65). Trotz der bedeutenden Zahl der im Laufe des Jahres erledigten Dossiers ist zu erwähnen, dass die Anzahl hängiger Angelegenheiten am 31. Dezember 2019 deutlich höher ist als 2018 (+ 781).

Zu erwähnen ist die grosse Zahl an Entscheidungen zur Änderungen der Mandatsträgerinnen/träger (Beiständin/Beistand) JA im Laufe des abgelaufenen Jahres (mehr als 200). Dies ist durch die grosse Personalrotation im JA zu erklären.

Die Zahl der hängigen Angelegenheiten für einen Friedensrichter zu 100 % beträgt am 31. Dezember 2019 1086. Diese Zahl spricht für sich selbst.

Für alle Fälle weisen wir darauf hin, dass die Friedensrichterinnen und Friedensrichter vom 1. Januar bis 31. Dezember 2019 1476 Anhörungen durchführten. Wir weisen darauf hin, dass die Friedensrichterinnen und Friedensrichter einen erheblichen Teil der Anhörungen extern vornehmen, sei dies in Marsens, in den verschiedenen Spitälern und PflH, in anderen Einrichtungen und am Wohnort der betroffenen Personen. Von 1. Januar bis 31. Dezember 2019 instruierten die Friedensrichterinnen und Friedensrichter 1758 neue Dossiers zum Kindes- und Erwachsenenschutz. Im selben Zeitraum schlossen sie 1456 Angelegenheiten ab. Am 31. Dezember 2019 zählte das Friedensgericht 2542 laufende Massnahmen für Erwachsene und Kinder. Wir unterhalten gute Beziehungen sowohl mit den Behörden als auch mit den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten. Wir weisen darauf hin, dass die Rechtsuchenden sich vor dem Friedensgericht immer häufiger von berufsmässigen Vertreter/innen unterstützen lassen. Wir weisen ebenfalls darauf hin, dass es schwierig ist, mit bestimmten Prozessparteien, die unter starken psychischen Störungen leiden, umzugehen.

Schliesslich ist bekannt, dass das JA mit grossen Schwierigkeiten bei der Arbeitslast pro Fachperson für Kinderschutz zu kämpfen hat und ein gravierender Mangel an Personalressourcen besteht. Auch eine erhebliche Personalrotation ist zu beobachten. Des Weiteren hatten die neu eingestellten Personen noch nicht genug Zeit, um die für diese Arbeit erforderlichen Erfahrungen zu sammeln. Alle diese Faktoren beeinträchtigen die Arbeit der Friedensgerichte im Bereich des Kinderschutzes negativ. Wir hoffen, dass die neuen Stellen, die dem JA vom Grossen Rat bewilligt wurden, dazu beitragen, dass dieses Amt wieder ein wenig Stabilität gewinnt. Es ist wesentlich für den Schutz der Minderjährigen unseres Kantons, dass das JA mit den Mitteln, die es braucht, um seine Arbeit machen zu können, ausgestattet wird.

2.7.1.1.3 Ausbildung

Eine Friedensrichterin hat im Jahr 2019 parallel zu ihrer Arbeit einen CAS in Rechtsprechung begonnen. Ausserdem haben die Richter/innen und Gerichtsschreiber/innen verschiedene Ausbildungstage mit direktem Bezug zum Kindes- und Erwachsenenschutz besucht. Wir weisen darauf hin, dass die Richterinnen und Richter regelmässig gebeten werden, ihre Arbeit zu erklären oder an Diskussionsrunden teilzunehmen.

2.7.1.1.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

2.7.1.1.4.1 Prüfung und Genehmigung der Rechnungen

Die grundsätzliche Überlegung, die im Jahre 2015 begann, und die Unterstützung einer Person in einem Programm zur vorübergehenden Beschäftigung haben es ermöglicht, die Verspätung aus zahlreichen Jahren teilweise wieder aufzuholen. Bis jetzt sind mit Ausnahme der Vormundschaftsbehörde der Stadt Freiburg alle Rechnungen 2017 geprüft worden. Es gilt zu präzisieren, dass diese Behörde ihren Jahresabschluss ausserordentlich spät abgeliefert hat, sie verzögerte damit die Kontrolle und Genehmigung durch das Friedensgericht. Was das Jahr 2018 betrifft, haben wir die Jahresabschlüsse von 5 Beistandschaftsämtern von 6 erhalten. Wir beobachten diese Situation weiterhin aufmerksam.

2.7.1.1.4.2 Nachlasse

Nach der Pensionierung des Gerichtsschreibers, der sich hauptsächlich um die Nachlässe kümmerte, möchten wir die Abteilung modernisieren und der Digitalisierung der Verfahren den Vorrang geben. In dieser Abteilung ist eine bedeutende Reorganisationsarbeit am Laufen, die den Einsatz unserer Arbeitskraft stark beansprucht. Zu erwähnen ist, dass das Friedensgericht des Saanebezirks der IKGB Ende 2017 ein Digitalisierungsprojekt zur Eliminierung der Papierdossiers im Bereich Nachlässe unterbreitete. Das Projekt wurde von der IKGB aufs Eis gelegt. Wir hoffen, dass es in naher Zukunft neu beurteilt wird, da wir überzeugt sind, dass die Nachlassdossiers der Friedensgerichte ideal dafür geeignet sind, erste Erfahrungen mit der Digitalisierung von gerichtlichen Dossiers zu machen.

2.7.1.1.4.3 Besonderheit des Saanebezirks

Wir unterstreichen, dass von den 1665 Asylsuchenden, die sich im Kanton Freiburg aufhalten (s. Internetportal Staat Freiburg, Statistiken über die Belegung von Unterkünften und Wohnungen durch Personen, denen Asyl gewährt wird, Stand Juni 2019), 1030 im Saanebezirk untergebracht sind, was 61,86 % aller Asylsuchenden entspricht. Diese Bevölkerung hat einen direkten Einfluss auf unsere Arbeit, sowohl beim Erwachsenenschutz als auch beim Kinderschutz. Die Verfahren sind aufgrund sprachlicher Schwierigkeiten und kultureller Unterschiede komplexer.

Im Übrigen geht aus dem Jahresbericht der Freiburger Stiftung für die Jugend (FFJ) des Jahres 2018 hervor, dass 45 % der Jugendlichen, die in das Foyer St. Etienne gekommen sind, aus dem Saanebezirk stammen. Dieser Zustrom hat direkte Auswirkungen auf unser Arbeitsvolumen und dessen Komplexität.

Gemäss den KOKES-Statistiken 2017-2018 stellt sich heraus, dass im Saanebezirk eine Friedensrichterin/ein Friedensrichter zu 100 % im Verlaufe eines Jahres 720 Personen begleitet, die in den Genuss der Schutzmassnahmen für Erwachsene oder Kinder kommen, was auf kantonaler Ebene der höchsten Arbeitslast einer Friedensrichterin/eines Friedensrichters entspricht.

Schliesslich ist zu erwähnen, dass jede Friedensrichterin/jeder Friedensrichter im Jahr 2019 eine bedeutende Zahl von Überstunden leistete, was ein Zeichen dafür sein mag, dass die Zahl der Magistratspersonen verstärkt werden sollte.

2.7.1.1.4.4 Informatik

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter haben neue Computer erhalten und sind zufrieden damit. Neue Drucker wurden zu unserer Zufriedenheit installiert.

Die ernannte Friedensrichterin vertritt die Friedensgerichte weiterhin in der Informatikkommission für die Gerichtsbehörden.

2.7.1.1.4.5 Fahrten/Parkplätze

Die Friedensrichter/innen gehen weiterhin wöchentlich ins Stationäre Behandlungszentrum Marsens, in die verschiedenen Spitäler des Kantons, in weitere Einrichtungen des Kantons, namentlich in die Pflegeheime, und zu den betroffenen Personen nach Hause. Für diese Fahrten profitieren sie künftig von «Mobility»-Abonnementen, einer Lösung, die den Bedürfnissen des Friedensgerichts entspricht.

2.7.1.1.4.6 Stempelsystem

Seit Juni 2018 verwenden unsere Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter ein neues Stempelsystem namens VAT (Verwaltung der Arbeitszeiten und Tätigkeiten). Obwohl dieses Badge-System zusätzliche Arbeit für die Chefgerichtsschreiber/innen und die Bürochefin bedeutet, bringt es auch zahlreiche Vorteile mit sich, namentlich für die Ferienplanung und die Kontrolle der Absenzen.

2.7.1.2 Friedensgericht des Sensebezirks

2.7.1.2.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.2.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2019)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Gerber Martina	Friedensrichterin	0.9
Dr. iur. Gauch Caroline	Friedensrichterin	0.6
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1.5

Das Friedensgericht verfügt über zwei hauptamtliche Friedensrichterinnen (zu insgesamt 150 Stellenprozenten). Friedensrichterin Dr. iur. Caroline Gauch wurde zur Gerichtspräsidentin des Sensebezirks gewählt und wird das Friedensgericht im Jahr 2020 verlassen.

Weiter sind elf nebenamtliche Beisitzerinnen und Beisitzer am Friedensgericht tätig. Neu wurde Frau Ruth Schärli im September 2019 zur Besitzerin gewählt.

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2019)

Name/Vorname	Name/Vorname
Aerschmann Gabrielle	Imstepf Therese
Gauch Brigitte	Eltschinger Michel
Riedo Yvo	Rita Raemy
Reidy Sylvia	Tinguely Bruno
Mäder Bernadette	Piller Marie-Therese
Ruth Schärli	

2.7.1.2.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2019	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung (ohne Richterinnen)	2.1
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	1.4

Die Gerichtsschreiberei besteht grundsätzlich aus zwei Gerichtsschreiberinnen und einem Chef-Gerichtsschreiber, die jeweils Teilzeit arbeiten. Gabriela Doleschal bekleidet ein Pensum von 50%; Yannick Riedo als Chef-Gerichtsschreiber 80%. Per 1. März 2019 wurde Catarina Romanelli als Gerichtsschreiberin 80% für ein Jahr befristet angestellt, als Ersatz für die ordentliche Gerichtsschreiberin Julia Jaoui, welche ein Auslandsjahr absolviert.

Das Friedensgericht beschäftigt neben den Gerichtsschreibern auch jeweils einen Gerichtsschreiberpraktikanten zu einem 100%-Pensum für die Dauer von sechs Monaten. Diese Stelle konnte das Friedensgericht per 1. Februar 2019 und per 1. August 2019 jeweils lückenlos besetzen.

Zur Entlastung des Teams war es möglich, per 1. Juli 2019 für die Dauer von sechs Monaten Jessica Meer mit einem Pensum von 50% bzw. ab 1. Oktober 2019 zu 40% als ausserordentliche Gerichtsschreiberin zu engagieren. Das Friedensgericht ist auf diese zusätzlichen Stellenprozente zwingend angewiesen und kämpft jährlich darum, eine unbefristete Stelle mit diesem Pensum zu erhalten. Nur dank diesen zusätzlichen Stellenprozenten war es dem Friedensgericht möglich, das Tagesgeschäft aufrecht zu erhalten.

Das Gerichtsssekretariat wird geführt von zwei langjährigen Mitarbeiterinnen, Rosemarie Kröpfl und Susanne Schmutz, welche beide im Teilzeitpensum arbeiten (zu 80% resp. zu 50%).

2.7.1.2.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht befindet sich seit 2008 im Amtshaus Tifers. Es führt seine Verhandlungen u. a. im Gerichtssaal des Amtshauses, den sich das Bezirksgericht und das Friedensgericht teilen. Die Räumlichkeiten sind funktional (aber z. B. ohne Wasseranschluss), die Platzverhältnisse jedoch sehr eng. Aufgrund der Büroknappheit muss teilweise in der Cafeteria gearbeitet werden. Ebenso fehlt es an Platz im Archiv, weswegen auch diesbezüglich dringend eine Lösung gefunden werden muss.

Das Friedensgericht hat sich im Januar 2019 an den Generalsekretär gewendet, um der Notwendigkeit einer Erweiterung der Räumlichkeiten Nachdruck zu verleihen. Bisher wurde keine Lösung gefunden; Gespräche sind noch ausstehend.

2.7.1.2.2 Rechtsprechung (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Arbeitslast war im Jahr 2019 wiederum sehr hoch. Die zu behandelnden Dossiers sind anspruchsvoll, komplex und zeitintensiv. Insbesondere Gefährdungsmeldungen betreffend Kinder und psychisch Kranke verlangen viel Fingerspitzengefühl und Aufwand. Ausserordentlich hoch war die Anzahl Fälle an fürsorglichen Unterbringungen in der zweiten Jahreshälfte, insbesondere in den Herbst- und Wintermonaten.

Um der nach wie vor hohen Arbeitsbelastung gerecht zu werden, fehlt es dem Friedensgericht an einer zusätzlichen ordentlichen Gerichtsschreiber-Stelle (Teilzeitpensum). Gleichzeitig müsste zwecks Bewältigung des Tagesgeschäfts eine Erhöhung der Stellenprozente der Friedensrichterinnen geprüft bzw. ins Auge gefasst werden.

Das Friedensgericht unterhält ein gutes Verhältnis zu allen Behörden (Berufsbeistandschaften, Klinik Marsens, Jugendamt, Sozialdiensten etc.) sowie zu den Rechtsanwälten und Notaren. Die ausgezeichnete Zusammenarbeit insbesondere mit den Berufsbeistandschaften des Sense-Unter-, Mittel- und Oberlandes erleichtert die Arbeit des Friedensgerichts wesentlich und trägt massgeblich zur Entlastung bei.

2.7.1.2.3 Weiterbildung

Beide Friedensrichterinnen sowie alle ordentlichen Gerichtsschreiber konnten während des Jahres verschiedene Weiterbildungen besuchen. Im Zentrum standen dabei die Themen Kinderschutz, Prozessuales und Gewalt.

2.7.1.2.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Das Jahr 2019 hat das Team des Friedensgerichts ausserordentlich gefordert. Die Arbeitslast blieb wie im Vorjahr unverändert hoch. Erneute Personalwechsel in der Gerichtsschreiberei und die räumlich beengten Arbeitsplätze forderten ihren Tribut. Dringende Angelegenheiten und das Tagesgeschäft bestimmten weitgehend die Prioritäten, so dass wenig bis kein Raum blieb für andere Angelegenheiten.

Im kommenden Jahr wird es beim Friedensgericht erneut zu einigen Wechslen kommen – sowohl seitens der Friedensrichterinnen als auch seitens der Gerichtsschreiberei – was zu einem Verlust an Knowhow führen und das Tagesgeschäft beeinträchtigen wird. Es bleibt zu hoffen, dass dem Friedensgericht ein weiteres Mal ausserordentliche Stellenprozente gewährt werden. Neben dem internen Wechsel wird das Friedensgericht konfrontiert sein mit Wechslen im Jugendamt und in der Berufsbeistandschaft Sense-Mittelland, was zu vielen zusätzlichen Entscheiden im Rahmen des Beistandswechsels führen wird.

2.7.1.3 Friedensgericht des Greyerzbezirks

2.7.1.3.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.3.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Brodard Jean-Joseph	Friedensrichter	0.7
Paschoud Page Marie-Laure	Friedensrichterin	0.7
Margueron Gummy Sophie	Friedensrichterin	0.7
Collaud-Piller Laure-Marie	Friedensrichterin	0,5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.6

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Barbey Mireille	Genoud Noëlle
Bovigny Daniel	Glasson Véronique
Brodard Frédérique	Jaquet René
Chiacchiarì Helbling Liliana	Maradan Philippe
Christen Bloch Marie-Antoinette	Morand Pierre (seit Februar 2019)
Décosterd Mick	Nordmann Maria-Elvira
Delamadeleine Sara Liliana	Oberson François
Dunand Elisabeth	Pache Pascale

Wir unterstreichen, dass die Anwesenheit der Beisitzer/innen mehr oder weniger wichtig ist und von den jeweiligen beruflichen und persönlichen Verpflichtungen abhängt und dass es für unsere Behörde wichtig ist, auf eine Mindestverfügbarkeit und eine gewisse Flexibilität zählen zu können.

2.7.1.3.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	6
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	3.65

Zu erwähnen ist, dass von den 5 VZÄ der juristischen Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter 0,5 VZÄ von der Chefgerichtsschreiberin besetzt sind, 2 VZÄ Gerichtsschreiber-Praktikanten sind und 1 VZÄ ein Gerichtsschreiber (junger Arbeitssuchender) ist, die, sobald sie ausgebildet sind, eine bedeutende Hilfe in der Verwaltung der zu bearbeitenden Angelegenheiten darstellen und benötigt werden, um die Fristen bei der Bearbeitung der Dossiers einzuhalten.

Des Weiteren muss unsere Behörde bei den Gerichtsschreiberinnen und -schreibern eine krankheitsbedingte Abwesenheit von langer Dauer verzeichnen, für die von Monat zu Monat je neue Arztzeugnisse eingereicht werden, und deshalb muss jedes Mal eine Vertretung organisiert werden.

2.7.1.3.1.3 Räumlichkeiten

Seit September 2014 befindet sich das Friedensgericht in den neuen Räumlichkeiten an der Rue de l'Europe 10, in Bulle. Die modernen, hellen und praktischen Räumlichkeiten werden von allen Mitarbeitenden geschätzt. Wir waren bereits letztes Jahr eingeengt, aber die Ankunft der neuen Richterin hat das Problem nochmals verschärft. Im Frühling 2018 wurden gewisse Anpassungen vorgenommen, damit wir unsere Räumlichkeiten besser nutzen können, aber die Situation ist alles andere als zufriedenstellend und kann kurz- und mittelfristig so nicht andauern. Neue Lösungen müssen gefunden werden, um unseren Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern zufriedenstellende Arbeitsbedingungen garantieren zu können (Räumlichkeiten vergrössern usw.).

2.7.1.3.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks arbeitet immer bedarfsorientiert, jede Absenz macht sich sofort bemerkbar, so dass das anwesende Personal zu zahlreichen Überstunden gezwungen wird. Die Friedensrichterinnen und Friedensrichter und die Chefgerichtsschreiberin sind immer noch überlastet, und es häufen sich Überstunden und nicht bezogene Ferien an.

Obwohl die Einstellung einer neuen Richterin zu 50 % im Jahr 2018 in gewisser Weise bessere Arbeitsumstände für die Richterinnen und Richter schuf, trifft dies nicht auf die Gerichtsschreiberei und das Sekretariat zu; in diesen Abteilungen ist die Arbeitslast gestiegen. Dieses Jahr wurde nur das Sekretariat um 0,5 VZÄ aufgestockt und, um die Überlast der Gerichtsschreiberinnen und -schreiber zu lindern, wurde ab dem März 2019 temporär ein junger Gerichtsschreiber (junger Arbeitssuchender) eingestellt, der auf der Suche nach ersten beruflichen Erfahrungen war (Vertrag über 6 Monate, um 6 Monate verlängerbar).

In unserer Behörde arbeiten Richterinnen und Richter sowie Sekretärinnen und Sekretäre in Teams. Die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber sind aus organisatorischen Gründen an die Dossiers gebunden und arbeiten für alle Richterinnen und Richter, was, trotz einer bedeutenden Erhöhung der Arbeitslast und nötiger Überstunden, bereichernd ist und zu funktionieren scheint.

Die vier Richterinnen und Richter und das Personal gestalten ihre Anwesenheit so, dass die Räumlichkeiten und der Gerichtssaal während der Woche optimal genutzt werden können; jede Richterin/jeder Richter hat einen fixen Tag pro Woche für ihre bzw. seine Sitzungen.

Das Friedensgericht des Greyerzbezirks unterhält gute Beziehungen mit den anderen Behörden und Ämtern, etwa mit den Beistandsämtern des Bezirks und mit dem Jugendamt, mit denen es gehalten ist zusammenzuarbeiten. Das Gleiche gilt für die Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälte.

2.7.1.3.3 Ausbildung

Friedensrichter Jean-Joseph Brodard hat dieses Jahr einen CAS in Rechtsprechung begonnen.

Die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts werden dazu ermutigt, juristische Weiterbildungen oder solche des POA zu besuchen und sich untereinander so zu organisieren, dass jede und jeder an den gewünschten Weiterbildungen teilnehmen kann.

2.7.1.3.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

In erster Linie will das Friedensgericht des Greyerzbezirks seine Aufgaben so gut und schnell wie möglich und in einem guten Arbeitsklima erledigen. Dieses Jahr wurde ein Teambildungs-Prozess ins Leben gerufen, der von den Kolleginnen und Kollegen unserer Behörde sehr gut aufgenommen wurde. Das Friedensgericht des Greyerzbezirks dankt ganz besonders den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern für ihr beachtliches Engagement und ihre gute Laune.

Schliesslich wiederholt unsere Behörde wie im vergangenen Jahr ihre Befürchtungen, was das Funktionieren des Jugendamts betrifft, und wagt zu hoffen, dass die diesem Amt zusätzlich zugesprochenen VZÄ für das folgende Jahr die Arbeitsbedingungen seiner Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter verbessern werden, aber auch dazu dienen, den Jugendlichen den erforderlichen Schutz zu gewähren, so wie der Kanton dies ihnen gegenüber schuldet.

2.7.1.4 Friedensgericht des Seebezirks

2.7.1.4.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.4.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2019)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Lerf-Vonlanthen Claudine	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Beisitzer/innen - nebenberuflich (am 31.12.2019)

Name/Vorname	Name/Vorname
Achermann Claudia	Haefliger Jacqueline
Aebi Nicole	Laubscher Brigitte
Andrey Jean-Daniel	Reinhard Ryser Marianne
Bovigny Rossy Marie-Madeleine	Simonet Olivier
De Kock Els	Spring Sabine
Egger Guido	Walser Beglinger Annakatharina

Das Friedensgericht zählt zwölf Beisitzerinnen und Beisitzer, welche alle über mehrjährige Erfahrung auf dem Friedensgericht und über Qualifikationen verfügen, die dem Anforderungsprofil der Mitglieder der Schutzbehörden und den Kriterien der Interdisziplinarität entsprechen. Zwei Beisitzerinnen und ein Beisitzer haben auch im Jahr 2019 auf eigenen Wunsch und Entscheid weder an Gerichtsverhandlungen teilgenommen noch Rechnungsprüfungen vorgenommen.

2.7.1.4.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.7
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.4

Auf dem Friedensgericht des Seebezirks kam es auch im Jahre 2019 zu keinem Wechsel beim Personal, die Vollzeitäquivalente der Mitarbeiterinnen mit juristischer und derjenigen ohne juristische Ausbildung blieben unverändert.

Die Angelegenheiten werden nach den zwei Amtssprachen unter der Chefgerichtsschreiberin und der Gerichtsschreiberin, den zwei Gerichtssekretärinnen und den zwei Büroangestellten aufgeteilt. Das ganze Personal hat auch im Jahre 2019 mit viel Engagement sowie hoher Fach- und Sozialkompetenz die anfallenden Aufgaben zur vollsten Zufriedenheit der Friedensrichterin erfüllt. Trotz hoher Arbeitslast, oft schwierigen Situationen und häufig enormem Zeitdruck sind die Mitarbeiterinnen stets loyal und positiv ihrer Arbeit gegenüber eingestellt.

2.7.1.4.1.3 Räumlichkeiten

Seit Juli 2017 befindet sich das Friedensgericht an der Freiburgstrasse 69 in Murten. Die Liegenschaft ist in der Gewerbezone an der Peripherie der Gemeinde Murten, fünfzehn Gehminuten vom Bahnhof Murten entfernt. Mit dem Auto ist der Standort gut erreichbar und leicht zu finden. Die Platz- und Parkplatzverhältnisse sind optimal.

2.7.1.4.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Neun Beisitzerinnen und Beisitzer wurden im Jahre 2019 in einem regelmässigen Turnus für die Gerichtsverhandlungen und die Prüfung der Jahresabschlüsse und Eingangsinventare der Beiständinnen und Beistände aufgeboden, dies unter Beachtung der fachgerechten Zusammensetzung des Spruchkörpers.

Die Gerichtsschreiberei bzw. das Sekretariat ist während den Bürozeiten permanent besetzt (Mo-Fr 08.00-12.00 Uhr und 14.00-17.00 Uhr). Die Telefonanrufe werden jeweils von 08.30-11.30 Uhr und von 14.00-16.30 Uhr entgegengenommen.

Das Verhältnis zu anderen Behörden und Institutionen kann als gut bezeichnet werden.

Die Arbeitslast war im Jahre 2019 wiederum hoch, es mussten etliche Überstunden geleistet werden.

Betreffend Gerichtstätigkeit wird auf den statistischen Teil des vorliegenden Jahresberichts verwiesen.

2.7.1.4.3 Weiterbildung

Die Friedensrichterin, die Chefgerichtsschreiberin und die Gerichtsschreiberin haben im Jahre 2019 an der Fachtagung ‚Journée de droit successoral‘ der Universität Freiburg teilgenommen. Ferner besuchten die Friedensrichterin und die Chefgerichtsschreiberin die vom kantonalen Sozialamt angebotene Fachtagung vom 19. September 2019. Die vom Institut für Forensik und Rechtsprechung IFB angebotene Weiterbildungsveranstaltung zum Thema ‚Erziehungsfähigkeit psychisch kranker Eltern ‚wurde leider wegen zu geringer Teilnehmerzahl nicht durchgeführt und auf einen späteren Zeitpunkt verschoben.

2.7.1.4.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Die Chefgerichtsschreiberin hat als Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3 im Jahre 2019 wiederum viel Energie und Zeit in die Weiterentwicklung bzw. Verbesserung des Informatikprogramms Tribuna V3 und das Verfassen von Entscheidvorlagen investiert. Zu bemerken ist, dass die Mitglieder der Arbeitsgruppe Tribuna V3 durch die regelmässig stattfindenden Sitzungen viel zur konstruktiven Zusammenarbeit und Harmonisierung der sieben Friedensgerichte des Kantons Freiburg beitragen.

2.7.1.5 Friedensgericht des Glanebezirks

2.7.1.5.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.5.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Butty Marc	Friedensrichter	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Zusätzlich zu seiner Funktion als Friedensrichter des Glanebezirks übt Marc Butty auch diejenige des Ersatzrichters des Vivisbachbezirks aus.

Die Angelegenheiten des Kindes- und Erwachsenenschutzes beschäftigen den Friedensrichter als Vorsitzender der KESB zu ungefähr 80 % (50 % Erwachsene und 30 % Kinder), die restlichen 20 % wurden, in der Funktion als Einzelrichter, im Wesentlichen für Erbschaftsangelegenheiten aufgewendet.

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Bürgi Claude-Alain	Morand-Delabays Marguerite
Carrel Alexis	Jaques Mélanie Robyr
Codourey Claudine	Sansonnens Bernard
Girard Jean-François	

In der Dezembersession des Grossen Rates wurden eine neue Beisitzerin und ein neuer Beisitzer gewählt. Es handelt sich dabei um Jean-Blaise Castella, von Vuisternens-devant-Romont, unabhängiger Landwirt und Betriebsleiter, Vizepräsident des Verwaltungsrates der Landi Romont, und um Laetitia Reynaud, von Lussy, Biomedizinische Analytikerin, ehemalige Gemeindepräsidentin von La Folliaz und jetzige Gemeinderätin der neuen Gemeinde Villaz (Fusion) sowie Präsidentin der Bezirkskommission für das Vorschulalter.

2.7.1.5.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1.4
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2

Im Jahre 2019 verliess Pascale Mottet unsere Behörde; sie war seit 2012 Verwaltungssachbearbeiterin und ehemalige stellvertretende Gerichtsschreiberin (von 2003 bis 2011). Im Verlauf ihrer Tätigkeit hat sie sowohl die alte Organisation der Friedensgerichte kennen gelernt, im Wesentlichen waren dies Schlichtungsstellen, als auch die Zusammenlegung der 3 Kreise des Bezirks, verbunden mit der Professionalisierung der Funktion, mit dem Einzug neuer Kompetenzen und dem Wechsel der gesetzlichen Bestimmungen, 2008. Ihr sei hier für ihren Einsatz und ihre Loyalität (15 Jahre Tätigkeit) gegenüber dem Friedensgericht unseres Bezirks gedankt. Es begleiten sie unsere guten Wünsche in ihrer neuen Funktion als Koordinatorin (zivil) im Rahmen des kantonalen Projekts *E-Justice*.

Deshalb musste eine neue Sekretärin-Buchhalterin angestellt werden. Es ist dies Yannick Risse, 25 Jahre alt, von La Roche. Unsere Willkommensgrüsse begleiten sie und Sandrine Frioud, unsere neue Gerichtsschreiberin-Praktikantin für 6 Monate, bis Mai 2020.

2.7.1.5.1.3 Räumlichkeiten

Rue des Moines 58, 1680 Romont

Das Raumangebot ist gross genug und adäquat für die Behörde, der einzige Nachteil ist, dass die Räume auf zwei Etagen verteilt sind.

Das Friedensgericht verfügt an einem festen Tag, montags für die Plenarsitzungen, über den Gerichtssaal.

Im selben Gebäude befinden sich die Gerichtsschreiberei, das Betreibungsamt, das Grundbuchamt und die Gendarmerie; diese Nähe erleichtert die Kontakte und den Informationsaustausch zwischen den verschiedenen Behörden wesentlich.

2.7.1.5.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Am 31. Dezember zählte das Friedensgericht des Glanebezirks für das Jahr 2019:

470 Dossiers oder Massnahmen für Erwachsene;

230 Mandate und Beistandschaften für Kinder (Vormundschaften für Minderjährige, Erziehungsbeistandschaften, Vertretung des Kindes bei der Feststellung der Vaterschaft und/oder Geltendmachung der Unterhaltsansprüche und Beaufsichtigung des Besuchsrechts) ohne aussereheliche Geburten.

Im Verlauf des Jahres 2019 wurden vom Friedensgericht des Glanebezirks 45 Dossiers zu Fällen von fürsorgerischer Unterbringung (FU) eröffnet, die meist notfallmässig von Ärzten ausgesprochen wurden; (3 für die Behörde), in 11 Fällen gab es eine Fristerstreckung, und von der KESB wurden zwei Befreiungen angeordnet.

Für die Abwicklung der Nachlässe ist der Friedensrichter alleine zuständig, und dieser Bereich bleibt 2019 trotz einer entsprechenden Gesetzesänderung mit 125 Entscheiden zu Todesfällen im Bezirk bedeutend: Steuer- und Sicherungsinventare, Testamentseröffnungen, ausgeschlagene Erbschaften, Erbbescheinigungen, öffentliche Inventare und Pfandverwertungen.

Bis zum Ende des Jahres 2019 belief sich die Anzahl pender Angelegenheiten auf 812, gegenüber 629 im Vorjahr, was ein Anstieg von 30 % (+ 183) bedeutet, auf mehr als 1300 Entscheide (+ 51). Allerdings führen nicht alle von ihnen mittel- bis langfristig zur formellen Eröffnung eines Dossiers, für diese bleibt die Zahl konstant (Grössenordnung 640).

Die jährliche Inspektion des Friedensgerichts des Glanebezirks wurde dieses Jahr am 1. Oktober 2019 vom Justizrat durchgeführt. Es wurde nichts festgestellt oder berichtet, dies gilt auch für die Inspektion durch das Finanzinspektorat vom 12. Juni 2019; mit Ausnahme von Nachlassforschungen und -entscheiden, etwa bezüglich Bankkonten ohne bekannte Erben, deren Arbeit im Jahr 2017 begann und die fortgesetzt oder gar intensiviert werden muss. Es geht um 20 Erbschaftsangelegenheiten (34 Konten), die aus den alten Friedensgerichtskreisen übernommen wurden, bei denen die Erben unbekannt sind und die viele Untersuchungen erfordern, um die Rechteinhaberinnen und -inhaber feststellen zu können, und nötige Publikationen, teilweise in mehreren Amtsblättern (Abwesenheitserklärungen, Aufrufe an Erben und weitere Vorladungen), bis zur letztendlichen Überweisung an die aufgefundenen Erben oder an die Gemeinden.

2.7.1.5.3 Ausbildung

Alle Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter des Friedensgerichts haben im Berichtsjahr in ihren Kompetenzbereichen Aus- und Weiterbildungen absolviert und/oder an Arbeitsgruppensitzungen teilgenommen: Juristische Ausbildungen zum Thema Kindes- und Erwachsenenschutz, aber auch Ausbildungen zu Nachlässen für den Friedensrichter und die Gerichtsschreiberinnen; Finanzbuchhaltung, Personal und Informatik für die Verwaltungssachbearbeiterinnen und -bearbeiter und Sekretärinnen und Sekretäre (*E-Justice* über das ITA, neues Voranschlagsverfahren über das JA, Kurs zur Risikoprävention/Management von Gewalt über das POA und Fakturierungssoftware SAP für die neu Hinzugekommenen). Des Weiteren nimmt eine der beiden Gerichtsschreiberinnen regelmässig an der Arbeitsgruppe Tribuna V3 (Software-Lösung) teil. Das Ziel der Anwendung ist es, Entscheidvorlagen bereitzustellen. Der Friedensrichter hat ausser an den regelmässigen Sitzungen an der Konferenz der Friedensrichterinnen und Friedensrichter und auch an verschiedenen Kommissionssitzungen und Sitzungen von Arbeitsgruppen auf Kantons- und Bezirksebene teilgenommen. Er ist Mitglied der Anwaltskommission für die Periode 2017-2022 und vertritt die Friedensrichterinnen und -richter des Kantons auch im Verein Begleitete Besuchstage Freiburg (BBF), in dessen Vorstand er seit 2019 sitzt. Er nahm dieses Jahr auch am Dialog Gesundheit-Justiz teil, der jährlich von der GSD (FNPG) und der SJD organisiert wird.

2.7.1.5.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Trotz kontinuierlicher Arbeitslast gilt es noch einmal das Engagement und die Flexibilität der Gesamtheit der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter (Personal und Beisitzerinnen und Beisitzer) und die sehr gute Ambiance, die im Friedensgericht des Glanebezirks herrscht, zu unterstreichen. Ebenso gilt dies für die Qualität der Arbeit aller. Dies sind übrigens auch Elemente, die von den Beauftragten des Justizrats anlässlich ihrer Jahresinspektion hervorgehoben wurden.

2.7.1.6 Friedensgericht des Broyebezirks

2.7.1.6.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.6.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Sauteur Sylviane	Friedensrichterin	1
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		1

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Bise Sylvie	Renevey Jean-Bernard
Boffi Cristina	Rimaz Benoît
Castrovinci Bruno	Rodriguez Rose-Marie
Corminboeuf Marie-Claire	Uebelhart Sylvie
Corminboeuf Nathalie	

2.7.1.6.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3.1
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	2.3

2.7.1.6.1.3 Räumlichkeiten

Die Räumlichkeiten in der Nähe des Bahnhofs sind gut erreichbar (Parkplätze in der Umgebung) und bieten die nötige Diskretion für den Zugang. Der verfügbare Platz wird gänzlich genutzt. Wie bereits in den Vorjahren erwähnt, ist der Archivbetrieb problematisch. Dafür muss kurzfristig unbedingt eine bessere Lösung gefunden werden.

2.7.1.6.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die generelle Arbeitslast ist, wie alljährlich berichtet, steigend, was insbesondere auf die zunehmende Komplexität der Situationen der betroffenen Personen, sowohl auf sozialer als auch auf familiärer Ebene, und das Bevölkerungswachstum zurückzuführen ist. Da die Arbeitslast bei den sozialen Institutionen selber steigt, nehmen auch die Anzeigen an die Schutzbehörden zu. Die Situationen von Minderjährigen, die im Adoleszenzalter «aus dem System fallen» müssen hier erwähnt werden. Sie sind aufgrund der steigenden Fallzahl beunruhigend. Tatsächlich ist jede Absenz (Mutterschaftsurlaub, Krankheit, Aus- und Weiterbildung) von den anderen Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern schwer aufzufangen. Dem ganzen Personal sei hiermit für seinen Einsatz und seine Arbeit in der Behörde gedankt.

Von den Erwachsenenschutzmassnahmen, die im Gesetz vom 1. Januar 2013 in umfassende Beistandschaften geändert wurden, müssen einige noch angepasst werden, damit diese mit Artikel 14 des Schlusstitels des Zivilgesetzbuches übereinstimmen.

Die Beisitzer und Beisitzerinnen tragen aktiv zur guten Funktionsweise des Friedensgerichts bei und tagen immer entsprechend ihren Kompetenzen und im Einklang mit der Gesetzgebung, auch wenn dies angesichts der beschränkten Verfügbarkeiten gewisser Beisitzerinnen und Beisitzer die Planung der Sitzungen erschwert.

Das Friedensgericht arbeitet mit den zwei offiziellen Sozialdiensten des Bezirks und den privaten Beiständen, die eine intensivere Begleitung durch Ratschläge benötigen, eng zusammen. Die Beziehungen zu den beiden Berufsbeistandschaften sind gut. Unglücklicherweise ist nach wie vor eine hohe Fluktuation unter den Beiständinnen und Beiständen festzustellen, was die Betreuung der Mandate und die Aufgabenerfüllung der Schutzbehörde erheblich erschwert. Im Übrigen ist es unter diesen Bedingungen gelegentlich schwierig, die Wahrung der Interessen der betroffenen Personen zu gewährleisten.

Die Problematik des Jugendamts, das unter einer chronischen Unterbelegung leidet, hat die Aufgabenerfüllung der Behörde ebenfalls erschwert. Jedoch ist auch zu erwähnen, dass die Beziehungen zur genannten Behörde ausgezeichnet sind. Eine Personalverstärkung dieses Amtes ist angesichts des Kindesschutzes zwingend nötig.

Das Friedensgericht drückt an dieser Stelle seine tiefe Besorgnis über die Wartezeiten für die Platzierung von Minderjährigen in einer Institution des Kantons Freiburg aus. Effektiv werden Minderjährige wegen fehlender Plätze auf die Warteliste gesetzt, was für eine Platzierung mehrere Monate Wartezeit bedeuten kann, Gleiches gilt für die dringlichen Platzierungen. Diese Wartezeiten für eine Platzierung in einer Institution sind im Hinblick auf den Kinderschutz unerträglich und können nicht toleriert werden. Es ist unerlässlich, dass der Kanton Freiburg hier unverzüglich handelt, um die Empfangskapazitäten der Infrastrukturen für Minderjährige zu verbessern.

Das Friedensgericht pflegt gute Beziehungen zu den Amtsstellen des Staates, den Anstalten und Einrichtungen, die im Bereich des Kindes- und des Erwachsenenschutzes und der Gesundheit tätig sind, den sonstigen Behörden, den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten sowie den Notarinnen und Notaren.

2.7.1.6.3 Ausbildung

Die Friedensrichterin und die Gerichtsschreiberinnen und -schreiber haben gemeinsam oder individuell an diversen Studien- und Weiterbildungsstagen teilgenommen: FALC Leichte Sprache im Bereich des Kinder- und Erwachsenenschutzes (KOKES) - Die eheliche Trennung: *eine Familiengeschichte (As'Trame)* - *Weiterbildungsseminar: das Kind im Zivilprozess (UNIFR)* - *Die Gewalt, sie besser verstehen um sie transformieren zu können (UNIFR)* - *Symposium in Familienrecht (UNIFR)* - *das neue Verjährungsrecht (UNINE)*.

2.7.1.6.4 Verschiedenes und Schlussbemerkungen (Vorschläge für Gesetzesänderungen, Informatik usw.)

Chantal Ding, Chefgerichtsschreiberin, Mitglied der Arbeitsgruppe Tribuna V3, hat an mehreren Sitzungen teilgenommen, die der Weiterentwicklung und Verbesserung der entsprechenden Anwendung gewidmet waren. Die dem Justizrat vorgelegten Statistiken haben zum Teil die oben erwähnte Arbeitsgruppe betroffen, um den Informatikprozess zu verbessern und die mit Erfolg produzierten Daten zu ergänzen.

Im Bestreben nach Koordination und für das gute Funktionieren der Behörde nehmen die Gerichtsschreiberinnen und Gerichtsschreiber an der Prüfung verschiedener Vernehmlassungsverfahren, die dem Friedensgericht unterbreitet werden, teil.

2.7.1.7 Friedensgericht des Vivisbachbezirks

2.7.1.7.1 Zusammensetzung und Räumlichkeiten

2.7.1.7.1.1 Zusammensetzung des Friedensgerichts (Richter/innen, einschliesslich Richter/innen-Beisitzer/innen)

Berufsrichter/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Funktion	VZÄ
Germond Sophie	Friedensrichterin	0,75
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		0.75

Nebenamtliche Richter/innen-Beisitzer/innen (am 31.12.2019)

Name / Vorname	Name / Vorname
Chaperon Anne-Lise	Mesot Roland
Cottet Simon	Paillard Nicole
Ducrot Charles	Pollet Yves
Fluri Ruchet Isabelle	Vial Jean-Daniel
Genoud Marie-Claude	Werro Maryline
Maillard Séverine	

Nach elf Jahren aktiver Tätigkeit am Friedensgericht des Vivisbachbezirks, hat Véronique Colliard am 6. Februar 2019 um ihren Rücktritt von ihrer Stelle als Richterin-Beisitzerin ersucht. Das Friedensgericht dankt ihr für Ihren Einsatz und drückt ihr seinen ausdrücklichen Dank für die von ihr geleistete Arbeit aus. Ihre Stelle wird demnächst und eventuell mit einer spezialisierten Beisitzerin oder einem spezialisierten Beisitzer im Bereich Psychiatrie besetzt.

2.7.1.7.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente (am 31.12.2019)	VZÄ
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	1
Total VZÄ der Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	0.8

Gerichtsschreiberei

Die Gerichtsschreiberei setzt sich noch immer aus 1 VZÄ zusammen, d. h. 0,5 VZÄ, die von der Chef-Gerichtsschreiberin, Sophie Terreaux, und 0,5 VZÄ, die von der «ordentlichen» Gerichtsschreiberin, Marine Delaloye, besetzt werden. Vom 27. Juni bis zum 24. November 2019 war Sophie Terreaux im Mutterschaftsurlaub. Ihre Stellvertretung wurde von Frau Delaloye sichergestellt, und Frau Tiffany Bolema besetzte während dieser Periode die Stelle als Gerichtsschreiberin von Frau Delaloye. Frau Bolema hat sich sehr schnell integriert und war ab ihrem Einstieg sofort einsatzfähig, was auch daher kam, dass sie beruflich früher schon im Friedensgericht arbeitete. Das Friedensgericht hat sich gefreut, sie in dieser Behörde willkommen heissen zu dürfen, und dankt ihr sehr herzlich für die geleistete Arbeit. Daneben kann das Friedensgericht noch immer auf das 1 zusätzliche VZÄ für einen Gerichtsschreiber-Praktikanten zählen, der, wenn er einmal ausgebildet ist, eine signifikante Hilfe im Bereich der Bearbeitung des Geschäftsvolumens darstellen wird.

Sekretariat

Am 1. Januar 2019 hat Stéphanie Camba nach ihrem Ausbildungsabschluss im Laufe des Jahres 2018 ihren Anstellungsgrad auf 60 % erhöht. Elisa Gremaud hat die restlichen 20 % und ist alleine zuständig für das Nachlassbüro. Sie belegte 0,2 zusätzliche VZÄ während des ganzen Jahres mit einem befristeten Arbeitsvertrag, um die hohe Arbeitslast des Generalsekretariats, das insgesamt mit nur 0,8 EPT dotiert ist, insbesondere während der Abrechnungsperiode, zu bewältigen. Das Friedensgericht stellt seit vielen Jahren fest, dass die Protokolle der vielen Inspektionen ihm attestieren, dass die Personalausstattung angesichts der Entwicklung des Geschäftsvolumens und des Bevölkerungswachstums im Vivisbachbezirk ungenügend ist und dringend überprüft werden muss.

2.7.1.7.1.3 Räumlichkeiten

Das Friedensgericht befindet sich seit Juni 2015 im Schloss in dessen Mauern auch drei weitere Ämter angesiedelt sind, die Polizei, das Oberamt und das Zivilstandsamt. Wir sind mit unseren Räumlichkeiten nach wie vor sehr zufrieden. Demnächst werden die verschiedenen Amtschefs zusammenkommen, um die Organisation der Parkplätze im Hof des Schlosses zu diskutieren, damit den Rechtsuchenden jederzeit ein freier Zugang garantiert werden kann, insbesondere Personen mit eingeschränkter Mobilität.

2.7.1.7.2 Gerichtstätigkeit (gesamte Arbeitslast, Verhältnis zu den Behörden und den Rechtsanwältinnen und Rechtsanwälten usw.)

Die Belegschaft des Friedensgerichts wurde während des Jahres 2019 sehr stark beansprucht, insbesondere da es bis zum Eintritt von Sophie Germond, Friedensrichterin, in ihr Amt am 1. Juni 2019 mit zwei Richterwechseln konfrontiert war (seit September 2018). Die dringenden Geschäfte waren wie die Reorganisation der verschiedenen Aufgaben der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats hochgradig prioritär. Nichtsdestotrotz zeigte die Belegschaft des Friedensgerichts guten Willen und passte sich schnell an die verschiedenen Veränderungen an. Dank der Effizienz der Belegschaft und der schnellen Bearbeitung der Fälle durch Valentine Stucky und Sophie Germond konnte der laufende Fluss der Geschäfte gemeistert werden. Im Jahr 2019 registrierte das Friedensgericht 528 neue Fälle, gegenüber 498 Dossiers, die während des Jahres geschlossen werden konnten. Am 31. Dezember 2019 stieg die Zahl der pendenten Fälle auf 527 an. Es sei angemerkt, dass die Erwachsenendossiers 62 % der Tätigkeit des Friedensgerichts beanspruchen, gegenüber 26 % Dossiers zu Minderjährigen, 10 % betrafen Erbfolgedossiers und 2 % Verstösse gegen richterliche Verbote.

2.7.1.7.3 Ausbildung

- > 17. Januar 2019: 5. Tag zum Erbrecht (Sophie Terreaux und Marine Delaloye)
- > 7. November 2019: Das Kind im Zivilprozess (Sophie Terreaux)
- > 15. November 2019: Konflikthafte Trennung: Familien anders begleiten, um das Kind zu schützen (Sophie Germond)
- > 6. Dezember 2019: Tag des Freiburger Anwaltsverbandes (Sophie Germond)

2.7.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.7.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	3118	2953	2631	4126	5304
Singine / Sense	714	839	917	838	2436
Gruyère / Greyerz	1249	1647	1547	1726	3250
Lac / See	1063	983	917	1357	1214
Glâne / Glane	629	646	640	812	1313
Broye / Broye	830	1004	845	1133	1184
Veveyse / Vivisbach	350	528	498	527	914
Total	7953	8600	7995	10519	15615

2.7.2.2 Protection des adultes / Erwachsenenschutz

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	1968	850	694	2323	2150
Singine / Sense	525	162	177	580	1604
Gruyère / Greyerz	894	441	427	1047	1740
Lac / See	446	191	148	544	644
Glâne / Glane	410	182	187	470	746
Broye / Broye	443	215	178	515	538
Veveyse / Vivisbach	259	133	122	314	531
Total	4945	2174	1933	5793	7953

**Mesures de protection pour adultes /
Erwachsenenschutzmassnahmen**

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Grayerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Mesures personnelles anticipées et appliquées de plein droit (mandats pour cause d'inaptitude, directives anticipées en matière médicale, représentations légales diverses et mesures pour personnes résidant en EMS) (art. 363 al. 2, 364, 366, 368, 373, 374 al. 3, 376, 381 al. 2 et 3 et 385 CC) / <i>Die eigene Vorsorge und Massnahmen von Gesetzes wegen (Der Vorsorgeauftrag, Die Patientenverfügung, Vertretung und Aufenthalt in Wohn- oder Pflegeeinrichtungen) (Art. 363 Abs. 2, 364, 366, 368, 373, 374 Abs. 3, 376, 381 Abs. 2 und 3 und Art. 385 ZGB)</i>	13	6	4	2	1	7	5	38
2. Autorisations d'ouvrir le courrier ou de pénétrer dans un appartement (art. 391 al. 3 CC) / <i>Befugnis zur Öffnung der Post oder zum Betreten der Wohnräume (Art. 391 Abs. 3 ZGB)</i>	11	7	9	36	0	3	1	67
3. Mesures prises par l'autorité sans devoir instituer de curatelle (art. 392 CC) / <i>Massnahmen ohne Errichtung einer Beistandschaft: das Erforderliche vorkehren, insb. Zustimmung zu Rechtsgeschäft, Auftrag an Drittperson und Person/Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 392 ZGB)</i>	21	14	3	3	1	0	2	44
4. Curatelles d'accompagnement (art. 393 CC) / <i>Begleitbeistandschaften (Art. 393 ZGB)</i>	66	15	16	4	11	2	7	121
5. Curatelles de représentation sans limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 CC) / <i>Vertretungsbeistandschaften ohne Einschränkung der Handlungsfähigkeit (Art. 394 Abs. 1 ZGB)</i>	221	49	122	50	42	26	43	553
6. "Curatelles de représentation, avec limitation de l'exercice des droits civils (art. 394 al. 1 et 2 CC) / <i>Vertretungsbeistandschaften mit Einschränkung der Handlungsfähigkeit (Art. 394 Abs. 1 und 2 ZGB)</i> "	8	3	20	2	13	6	1	53
7. Curatelles de gestion (art. 395 al. 1 CC) / <i>Vertretungsbeistandschaften mit Vermögensverwaltung (Art. 395 Abs. 1 ZGB)</i>	189	36	118	47	35	23	40	488
8. Curatelles de gestion avec blocages (art. 395 al. 1, 3 et 4 CC) / <i>Vertretungsbeistandschaften mit Vermögensverwaltung, Entziehung Zugriff auf einzelne oder alle Vermögenswerte/Einkommensquellen oder Entziehung der Verfügung über Grundstück (Art. 395 Abs. 1, 3 und 4 ZGB)</i>	65	5	6	2	3	1	5	87
9. Curatelles de coopération (art. 396 CC) / <i>Mitwirkungsbeistandschaften (Art. 396 ZGB)</i>	24	5	5	4	2	0	3	43
10. Curatelles de portée générale (art. 398 CC) / <i>umfassende Beistandschaften (Art. 398 ZGB)</i>	33	1	24	0	3	18	8	87
11. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 403 al. 1, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Entlassung und Entlastung der Beistandin / des Beistandes (Art. 400, 403 Abs. 1, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	875	209	1058	181	197	231	148	2899

Mesures de protection pour adultes / Erwachsenenschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
12. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beistandin / des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	1305	468	1075	374	330	305	219	4076
13. Inventaires d'entrée (art. 405 CC) / <i>Eingangsinventare (Art. 405 ZGB)</i>	274	41	150	49	33	40	44	631
14. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC = OGPCT) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB = VBVV)</i>	0	0	4	85	1	0	0	90
15. Approbation des rapports et/ou des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und/oder der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	1289	619	1109	410	384	305	305	4421
16. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'adulte (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Erwachsenenschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)"</i>	112	16	74	33	27	24	66	352
17. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC) / <i>Gesuch betreffend die Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)</i>	63	14	47	10	23	11	16	184
18. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC) / <i>vorsorgliche und superprovisorische Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	19	0	27	0	4	7	6	63
19. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC) / <i>Ermittlungsmassnahmen : Abklärungen/Gutachten einer sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449 ZGB)</i>	9	2	87	0	12	33	3	146
20. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol) / <i>Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)</i>	14	0	7	0	3	0	0	24
21. Attestations diverses (dont attestations de capacité civile) / <i>verschiedene Zeugnisse unter anderem Handlungsfähigkeitszeugnis</i>	327	56	179	50	52	83	51	798
22. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle) / <i>Verzicht auf Errichtung einer Schutzmassnahme (Abgeschriebenes Verfahren)</i>	71	14	58	33	53	17	18	264

2.7.2.3 Successions / Nachlass

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	62	740	755	219	1101
Singine / Sense	4	379	434	13	30
Gruyère / Greyerz	13	407	407	40	395
Lac / See	159	233	252	184	116
Glâne / Glane	55	161	155	73	127
Broye / Broye	170	227	179	237	191
Veveyse / Vivisbach	9	159	147	55	167
Total	472	2306	2329	821	2127

Juge de paix / Friedensrichter/in	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Apposition de scellés (art. 24 LACC) / Siegelungen (Art. 24 EGZGB)	9	1	8	2	1	0	2	23
2. Consignation d'un testament oral (art. 507 CC, 14 al. 2 let. a LACC) / Entgegennahme eines mündlichen Testaments (Art. 507 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. a EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
3. Dépôt de sûretés des absents (art. 546 CC, 14 al. 2 let b LACC) / Sicherstellung bei Verschollenheit (Art. 546 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. b EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0
4. Prise d'inventaire en cas d'absence et conservatoire e (art. 546 ss CC, 23 LACC et 551 ss CC, 24 LACC) / Inventare bei Abwesenheit und als Sicherungsmassregel (Art. 546 ff. ZGB, 23 EGZGB und 551 ff. ZGB, 24 EGZGB)	4	5	7	2	2	2	3	25
5. Administration d'office de la succession ou de la part d'un héritier absent (art. 548, 554 et 556 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / Erbschaftsverwaltung (Art. 548, 554 und 556 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)	6	2	5	2	6	0	3	24
6. Décision sur revendication dans la prise d'inventaire (art. 490, 551 ss, 568 CC, 25 LACC) / Anspruchsentscheide im Verfahren der Inventaraufnahme (Art. 490, 551 ff., 568 ZGB, 25 EGZGB)	0	0	0	0	0	0	0	0

Juge de paix / Friedensrichter/in	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
7. Envoi en possession provisoire (art. 556 al. 3 CC, 14 LACC – clause générale) / <i>provisorische Besitzanweisung (Art. 556 Abs. 3 ZGB, 14 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	1	0	0	0	0	0	0	1
8. Ouverture de testaments (art. 557 CC, 18 LACC) / <i>Testamentseröffnungen (Art. 557 ZGB, 18 EGZGB)</i>	168	76	97	80	31	46	30	528
9. Approbation de certificats d'héritiers (art. 559 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Genehmigung von Erbescheinigungen (Art. 559, 14 Abs. 1 EGZGB - allgemeine Klausel)</i>	422	233	250	174	83	139	95	1396
10. Répudiation de la succession (art. 566 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Ausschlagung einer Erbschaft (Art. 566 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	94	134	192	15	13	90	31	569
Bénéfice d'inventaire (art. 581 ss CC) / <i>Öffentliches Inventar (Art. 581 ff. ZGB)</i>	6	1	0	2	1	0	1	11
7. Administration des biens de la succession (art. 581 et 585 CC, 28 LACC) / <i>Verwaltung der Erbschaftssachen (Art. 581 und 585 ZGB, 28 EGZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
8. Désignation d'un représentant de la communauté héréditaire (art. 602 al. 3 CC, 14 al. 1 LACC – clause générale) / <i>Bezeichnung eines Vertreters der Erbengemeinschaft (Art. 602 Abs. 3 ZGB, 14 Abs. 1 EGZGB – allgemeine Klausel)</i>	3	0	6	0	0	0	5	14
9. Sursis au partage et mesures conservatoires pour les héritiers d'un insolvable (art. 604 al. 2 et 3 CC, 14 al. 2 let c LACC) / <i>Verschiebung der Teilung und vorsorgliche Massregeln für zahlungsunfähige Erben (Art. 604 Abs. 2 und 3 ZGB, 14 Abs. 2 Bst. c EGZGB)</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
10. Etablissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)</i>	93	41	61	38	18	12	13	276
11. Renonciation à l'établissement de l'inventaire fiscal (LIFD, LICD) / <i>Verzicht auf die Aufnahme eines Steuerinventars (DBG, DStG)</i>	558	0	280	180	131	155	103	1407

2.7.2.4 Protection des mineurs / Kindesschutz

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	895	908	762	1282	1714
Singine / Sense	182	186	194	228	198
Gruyère / Greyerz	312	520	469	534	884
Lac / See	347	336	312	468	346
Glâne / Glane	140	237	227	230	399
Broye / Broye	189	388	334	323	380
Veveyse / Vivisbach	73	163	153	135	137
Total	2138	2738	2451	3200	4058

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décisions impliquant l'attribution de l'autorité parentale conjointe (art. 52fbis al. 3 RAVS, 134 al. 3, 296 al. 3, 297 al. 2, 298a, 298b al. 2, 3 et 4, 298d al. 1 et 2, 311 al. 1 ch. 1 et 2 et 312 ch. 1 et 2 CC) / <i>Entscheide betreffend die gemeinsame elterlichen Sorge (Art. 52fbis Abs. 3 AHVV, Art. 134 Abs. 3, 296 Abs. 3, 297 Abs. 2, 298a, 298b Abs. 2, 3 und 4, 298d Abs. 1 et 2, 311 Abs. 1 lit. 1 und 2 und 312 lit. 1 und 2 ZGB)</i>	407	85	222	101	92	142	74	1123
2. Décisions impliquant la fixation du droit de déterminer le lieu de résidence (art. 134 al. 3, 301a al. 2 et 5, 310 al. 1, 2 et 3) / <i>Entscheide betreffend des Aufenthaltsbestimmungsrechts (Art. 134 Abs. 3, 301 a Abs. 2 und 5, 310 Abs. 1, 2 und 3 ZGB)</i>	76	13	70	19	10	14	8	210
3. Relations personnelles (art. 134 al. 4, 273 al. 2 et 3 et 275 al. 1 CC) / <i>Persönlicher Verkehr (Art. 134 Abs. 4, 273 Abs. 2 und 3 und 275 Abs. 1 ZGB)</i>	77	0	111	23	16	20	14	261
4. Fixation des relations personnelles avec un tiers (art. 274a CC) / <i>Festlegung des persönlichen Verkehrs mit Dritten (Art. 274a ZGB)</i>	1	0	2	0	0	2	2	7
5. Contributions d'entretien (art. 287 CC) / <i>Unterhaltsverträge (Art. 287 ZGB)</i>	41	1	11	6	5	4	4	72

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
6. Tutelle de mineur (art. 297 al. 2, 298 al. 3, 298b al. 4 et 327a CC) / Vormundschaft bei Kind ohne elterliche Sorge (Art. 297 Abs. 2, 298 Abs. 3, 298b Abs. 4 und 327a ZGB)	3	2	3	2	1	1	0	12
7. Curatelle de représentation (art. 306 al. 2 CC) / Vertretungsbeistandschaft (Art. 306 Abs. 2 ZGB)	51	7	21	10	13	11	2	115
8. Mesures nécessaires (art. 307 al. 1 CC) / nötige Massnahmen (Art. 307 Abs. 1 ZGB)	20	1	46	9	2	9	4	91
9. Rappel ou instructions (art. 307 al. 3 CC) / Weisung oder Ermahnung (Art. 307 Abs. 3 ZGB)	47	11	62	11	7	1	12	151
10. Droit de regard et d'information (art. 307 al. 3 CC) / Erziehungsaufsicht: Person/Stelle mit Einblick und Auskunft (Art. 307 Abs. 3 ZGB)	8	1	4	1	3	4	3	24
11. Curatelle éducative (art. 308 al. 1 CC) / Erziehungsbeistandschaft: Beratung (Art. 308 Abs. 1 ZGB)	104	30	66	19	21	33	23	296
12. Curatelle de paternité (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Feststellung Vaterschaft (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	19	6	11	1	6	0	0	43
13. Curatelle alimentaire (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - Unterhalt (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	11	4	11	1	3	1	0	31
14. Curatelle de surveillance des relations personnelles (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen - persönlicher Verkehr (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	73	18	70	13	17	14	20	225
15. Curatelle avec pouvoirs particuliers notamment traitement médical, soins, école, formation professionnelle, etc. (art. 308 al. 2 CC) / Beistandschaft mit besonderen Befugnissen insbesondere- medizinische Behandlung / Betreuung, Schule, Berufslehre, usw. (Art. 308 Abs. 2 ZGB)	5	14	8	5	0	2	0	34
16. Limitation de l'autorité parentale (art. 308 al. 3 CC) / Beschränkung der elterlichen Sorge (Art. 308 Abs. 3 ZGB)	4	0	5	1	0	4	0	14
17. Médiation (art. 314 al. 2 CC) / Mediationsversuch (Art. 314 Abs. 2 ZGB)	33	3	12	2	6	0	4	60

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivsbach	Total
18. Modification d'un jugement matrimonial concernant les mesures de protection de l'enfant (art. 315b al. 2 CC) / <i>Abänderung gerichtlicher Anordnungen über die Kindeszureitung und den Kindesschutz (Art. 315b Abs. 2 ZGB)</i>	0	0	0	0	0	0	0	0
19. Biens de l'enfant : inventaire, remise périodique de comptes et rapports, autorisation de prélèvement, instructions administration, curatelle de gestion (art. 318 al. 3, 320 al. 2, 324, 325 et 408 CC) / <i>Kindesvermögen : Inventar, periodische Rechnungsstellung und Berichterstattung, Bewilligung einer Anzehung, Weisungen für die Verwaltung, Beistandschaft Vermögensverwaltung (Art. 318 Abs. 3, 320 Abs. 2, 324, 325 und 408 ZGB)</i>	10	3	5	0	3	2	1	24
20. Nomination, changement, libération et décharge du curateur (art. 400, 422, 423 et 425 al. 4 CC) / <i>Ernennung, Wechsel, Entlassung und Entlastung der Beiständin / des Beistandes (Art. 400, 422, 423 und 425 Abs. 4 ZGB)</i>	1041	73	539	184	129	151	80	2197
21. Fixation des honoraires du curateur (art. 404 CC) / <i>Festlegung der Entschädigung der Beiständin/des Beistandes (Art. 404 ZGB)</i>	63	1	29	0	20	16	0	129
22. Approbation des rapports et des comptes (art. 415 et 425 CC) / <i>Genehmigung der Rechnung und der Berichte (Art. 415 und 425 ZGB)</i>	627	143	311	121	133	106	67	1508
23. Actes nécessitant le consentement de l'autorité de protection de l'enfant (art. 416 et 417 CC) / <i>Geschäfte, die die Zustimmung der Kindesschutzbehörde erfordern (Art. 416 und 417 ZGB)</i>	6	7	31	0	4	2	6	56
24. Décisions sur le placement et la préservation des biens (art. 408 CC = OGPCT) / <i>Entscheide betreffend die Verwaltung der Vermögenswerte (Art. 408 ZGB = VBVV)</i>	0	0	0	0	1	0	0	1
25. Placement à des fins d'assistance, par l'APEA (art. 426 al. 1/428 al. a CC + 18 LPEA), médecin (art. 18 LPEA), maintien (art. 427 al. 2 CC), prolongation (art. 429 al. 2 CC), examens périodiques (art. 431 al. 1 CC), prise en charge à la sortie de l'institution (art. 437 al. 1 CC), mesures ambulatoires (art. 437 al. 2 CC), appel au juge (art. 439 al. 2 CC), placement à des fins d'expertise (art. 449 CC) / <i>Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1, 428 Abs. 1 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung im Notfall (Arzt) (Art. 18 KESG), Fürsorgerische Unterbringung - Zurückbehaltung freiwillig Eingetretener (Art. 427 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB), Fürsorgerische Unterbringung - periodische Überprüfung (Art. 431 Abs. 1 ZGB), Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB / Art. 26 KESG), ambulante Massnahmen (Art. 437 Abs. 2 ZGB / Art. 26 KESG), Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB), Begutachtung in einer Einrichtung (Art. 449 ZGB)</i>	2	1	0	0	0	0	0	3

Mesures de protection / Kindesschutzmassnahmen	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
26. Mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 LPol) / <i>Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)</i>	3	0	14	0	1	1	0	19
27. Demandes et décisions en matière de transfert de for (art. 442 CC) / <i>Gesuch betreffen die Übertragung oder die Zustimmung zur Übernahme (Art. 442 ZGB)</i>	39	6	23	5	17	9	11	110
28. Mesures superprovisionnelles et provisionnelles (art. 445 CC) / <i>Vorsorgliche Massnahmen (Art. 445 ZGB)</i>	105	4	87	16	29	58	15	314
29. Mesures d'instructions : enquêtes, rapports et expertises (art. 446 al. 2 et 449 CC) / <i>Ermittlungsmassnahmen : Abklärungen/Gutachten einer Sachverständigen Person und Begutachtungen in einer Einrichtung (Art. 446 Abs. 2 und 449 ZGB)</i>	7	0	115	0	22	7	0	151
30. Attestations diverses (dont attestations d'autorité parentale) / <i>verschiedene Zeugnisse unter anderem Zeugnis über die elterliche Sorge</i>	3	0	9	4	1	0	0	17
31. Renonciation à une mesure de protection (rayé du rôle) / <i>Verzicht auf Errichtung einer Schutzmassnahme (Abgeschriebenes Verfahren)</i>	62	19	67	108	58	37	20	371

2.7.2.5 Incompétences / Unzuständigkeit

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	10	47	37	22	41
Singine / Sense	0	6	6	0	3
Gruyère / Greyerz	0	26	25	0	24
Lac / See	67	89	83	72	0
Glâne / Glane	2	7	6	3	1
Broye / Broye	10	94	85	19	20
Veveyse / Vivisbach	0	17	17	1	18
Total	89	286	259	117	107

2.7.2.6 Irrecevabilité et classement sans suite, avec ou sans décision / Nichteintreten und Verfahrenseinstellung, mit oder ohne Entscheid

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Incompétences (art. 59 CPC) / Unzuständigkeit (Art. 59 ZPO)	37	8	22	88	8	80	18	261
2. Rayés du rôle, retraits d'action et affaires devenues sans objet / Abgeschriebenes Verfahren, Unterbrechung des Verfahrens und Gegenstands- losigkeit	10	1	8	6	1	4	1	31

2.7.2.7 Placement à des fins d'assistance / Fürsorgerische Unterbringung

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	13	276	277	34	124
Singine / Sense	0	67	74	4	30
Gruyère / Greyerz	0	143	141	15	49
Lac / See	19	60	60	30	27
Glâne / Glane	3	42	51	5	24
Broye / Broye	0	51	41	10	23
Veveyse / Vivisbach	0	38	41	4	26
Total	35	677	685	102	303

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Placement à des fins d'assistance par l'APEA (art. 18 LPEA, 426 al. 1 et 428 al. 1 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Unterbringung durch KESB (Art. 426 Abs. 1/428 Abs. 1 ZGB)	12	5	4	10	3	1	2	37
2. Libération par l'APEA (art. 426 al. 3 et 428 al. 1 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Entlassung durch KESB (Art. 426 Abs. 3/428 Abs. 1 ZGB)	2	1	0	10	4	0	1	18
3. Prolongation d'un placement ordonné par un médecin (art. 429 al. 2 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - Verlängerung ärztliche Unterbringung (Art. 429 Abs. 2 ZGB)	49	13	27	4	11	8	6	118
4. Examens périodiques après 6, 12, 36 mois, etc. (art. 431 al. 1 et 2 CC) / Fürsorgerische Unterbringung - periodische Überprüfung nach 6, 12, 36 usw. Monate nach Unterbringung (Art. 431 Abs. 1 ZGB)	6	3	1	0	2	0	0	12
5. Prise en charge à la sortie de l'institution et mesures ambulatoires en cas de non-placement (art. 437 al. 1 et 2 CC et 26 LPEA) / Nachbetreuung beim Austritt aus einer Einrichtung (Art. 437 Abs. 1 ZGB /Art. 26 KESG)	4	0	0	2	0	0	1	7

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
6. Appel au juge (art. 439 al. 2 CC et 3 al. 2 LPEA) / Anrufung des Gerichts (Art. 439 Abs. 2 ZGB)	7	0	5	2	0	1	1	16
7. Enquête/rapport d'expertise (art. 446 al. 2 CC) / Abklärungen/Gutachten einer sachverständigen Person (Art. 446 Abs. 2 ZGB)	4	2	6	1	1	1	0	15
8. Placement à des fins d'expertise (art. 449 CC) / Begutachtung in einer Einrichtung Art. 449 ZGB)	4	1	0	0	0	0	3	8
9. Requête et/ou mandat d'amener (art. 18 al. 2 et 21 al. 1 LPEA et 4 al. 2 Lpol) / Zwangsmassnahmen unter Beizug der Polizei (Art. 21 Abs. 1 und Art. 18 Abs. 2 KESG, Art. 4 Abs. 2 PolG)	2	0	9	4	2	0	0	17
10. Placement à des fins d'assistance en cas d'urgence (médecin) (art. 18 LPEA) / Fürsorgerische Unterbringung im Notfall (Arzt) (Art. 18 KESG)	240	63	135	37	45	48	32	600

2.7.2.8 Mise à ban / gerichtliches Verbot

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	31	34	39	34	32
Singine / Sense	0	10	7	1	10
Gruyère / Greyerz	1	35	29	9	35
Lac / See	3	9	20	5	18
Glâne / Glane	4	10	8	12	9
Broye / Broye	3	11	12	6	9
Veveyse / Vivisbach	0	4	9	0	6
Total	42	113	124	67	119

Juge de paix / Friedensrichter/in	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décision de mise à ban (art. 65 LACC) / Gerichtliches Verbot Entscheid (Art. 65 EGZGB)	39	7	29	17	9	8	9	118
2. Décision sur opposition (art. 65 LACC) / Einspracheentscheid (Art 65 EGZGB)	0	0	0	1	0	0	0	1

2.7.2.9 Assistance judiciaire / unentgeltliche Rechtspflege

Justices de paix Friedensgerichte	Affaires pendantes au 01.01. / Am 01.01. hängige Angelegenheiten	Dossiers enregistrés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erfasste Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Dossiers liquidés durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres erledigte Dossiers (vom 01.01. bis 31.12.)	Affaires pendantes au 31.12. Am 31.12. hängige Angelegenheiten	Décisions prises durant l'année (du 01.01. au 31.12.) / Im Verlauf des Jahres gefällte Entscheide (vom 01.01. bis 31.12.)
Sarine / Saane	137	98	67	212	143
Singine / Sense	2	29	25	12	20
Gruyère / Greyerz	29	75	49	81	121
Lac / See	22	65	42	54	63
Glâne / Glane	14	7	6	19	8
Broye / Broye	13	18	16	22	22
Veveyse / Vivisbach	9	14	9	18	28
Total	226	306	214	418	405

	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyerz	Lac See	Glâne Glane	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Décisions d'octroi de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ) / <i>Gewährung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)</i>	82	24	64	44	4	3	13	234
2. Décisions de refus de l'assistance judiciaire (art. 117 CPC et 123 LJ) / <i>Verweigerung der unentgeltlichen Rechtspflege (Art. 117 ZPO und 123 JG)</i>	3	3	7	6	2	13	2	36
3. Décisions de fixation de liste de frais (art. 57 RJ) / <i>Festlegung der Kostenliste (Art. 57 JR)</i>	41	4	41	6	3	5	11	111

2.8 Tribunal pénal des mineurs

2.8.1 Partie générale

2.8.1.1 Personnel

2.8.1.1.1 Composition du Tribunal des mineurs

Juges professionnels (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction	EPT
Dougoud Pierre-Laurent	Juge	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Juge	0.8
Lehmann Arthur	Juge	0.5
Total équivalents plein-temps EPT		2.3

Conformément à l'art. 21 al. 2 de la Loi sur la justice du 31 mai 2010, Mme Sandrine Boillat Zaugg a, en 2019, assuré la Présidence administrative du Tribunal des mineurs.

Juges-asseurs et Juges-asseurs-suppléants (au 31.12.2019)

Nom/prénom	Fonction
Pauchard Claude	Juge-asseur
Hämmerli Irène	Juge-asseure
Cotting Morf Gisèle	Juge-asseure
Claudine Perroud	Juge-asseure
Bauer Brigitte	Juge-asseure-suppléante
Bugnon Mario	Juge-asseur-suppléant
Rime Nicolas	Juge-asseur-suppléant
Gobet Sylvie	Juge-asseure-suppléante

2.8.1.1.2 Composition du Greffe et du secrétariat

Équivalents plein temps au 31.12.2019	EPT
Total EPT des collaborateurs avec formation juridique	3
Total EPT des collaborateurs sans formation juridique	5.5

2.8.1.1.2.1 Greffiers

Mme Inès Bruggisser et Mme Laure Gallay ont assumé la fonction de greffière-cheffe à leurs taux respectifs de 60% et 90%.

Mme Laure Gallay a bénéficié d'un congé maternité dès le 24 décembre 2019.

Mme Brigitte Magnin Tournon et Mme Christine Bürgisser Gaiardo ont poursuivi leur activité de greffière à 80%, respectivement 70%.

Mme Christine Bürgisser Gaiardo a bénéficié d'un congé non payé du 1^{er} février au 30 avril 2019.

Plusieurs absences (incapacités de travail liées à des problèmes de santé et un congé non payé) ont été compensées par l'engagement (CDD) de M. Christian Jungen à 30% du 1^{er} février au 30 avril 2019, de Mme Laura Dingas à 40% dès le 1^{er} février 2019 puis à 50% dès le 1^{er} mai 2019, de M. Jonas Petersen à 30% dès le 1^{er} septembre 2019 et de M. Thomas Besson à 90% dès le 1^{er} décembre 2019.

2.8.1.1.2.2 Intervenants en protection de l'enfant (IPE)

Trois intervenantes en protection de l'enfant travaillent auprès du Service social du Tribunal des mineurs, à savoir Mme Antoaneta Zadory à 80%, avec une augmentation de son taux à 90% dès le 1^{er} décembre 2019, Mme Corina Zurkinden à 60%, avec diminution correspondante de son taux à 50% dès le 1^{er} décembre 2019, et Mme Stéphanie Mancini à 50% dès le 1^{er} janvier 2019 puis à 60% dès le 1^{er} février 2019.

Dès octobre 2019, M. Théo Dafflon, jeune demandeur d'emploi, a déchargé les intervenantes en protection de l'enfant d'une partie de leurs tâches administratives (CDD, 100%).

2.8.1.1.2.3 Cheffe de bureau

Mme Chloé Zainal a démissionné avec effet au 31 août 2019.

2.8.1.1.2.4 Secrétaires

Mme Ursula Aeby, secrétaire respectivement secrétaire-comptable, a exercé son activité à 100%. Mme Monique Walther a travaillé à 100% jusqu'au 30 avril 2019, puis a repris à son taux habituel de 90% dès le 1^{er} mai 2019. Mme Maria Meyer a poursuivi son activité de secrétaire à 60%.

M. Ludovic Laguna a été engagé à 100% dès le 1^{er} mai 2019 (CDD) afin de renforcer le secrétariat dans le cadre de la mise en œuvre de nouveaux processus de travail ainsi que pour décharger les secrétaires qui ont-elles-mêmes dû pallier l'absence de la cheffe de bureau.

Mme Ludivine Monney a été engagée à 100% dès le 1^{er} février 2019 (CDD) dans le cadre du programme Jeunes demandeurs d'emploi et a renforcé le secteur financier du Tribunal des mineurs. Elle a été engagée dans le cadre d'un contrat de durée indéterminée dès le 1^{er} octobre 2019 comme collaboratrice financière à 100%.

Mme Tania Serathiuk et Mme Nicole Blaser (CDD) ont renforcé le secrétariat à 100% durant les mois de juin à septembre 2019, respectivement à 50% depuis le 1^{er} octobre 2019. Une partie des tâches de la cheffe de bureau leur a été déléguée.

Dans le cadre de programmes d'emplois temporaires ORP, M. Roberto Villani et Mme Jeannique Corminboeuf ont travaillé auprès du secrétariat du 1^{er} janvier au 7 juin 2019, respectivement du 11 au 28 juin 2019.

2.8.1.1.2.5 Stagiaires

Ont effectués un stage de greffier (6 mois) : Mme Camille Jendly (jusqu'en février 2019), Mme Tania Serathiuk (jusqu'en mai 2019), Mme Annie Kabamba (de mars à août 2019), Mme Valentine Mamboury (de juin à novembre 2019), Mme Lara Eggimann (dès septembre 2019) et M. Elson Trachsel (dès décembre 2019).

Mme Samanta Zoleo, stagiaire 3+1, a quitté le Tribunal des mineurs le 15 juillet 2019, après avoir achevé sa formation avec succès. M. Baptiste Monney est entré en fonction le 1^{er} août, en qualité de stagiaire 3+1.

Mme Laetitia Hänggeli a effectué un stage universitaire de deux mois dès le 1^{er} décembre 2019.

2.8.1.2 Commentaires de la statistique

En 2019, le Tribunal des mineurs a été saisi de 2162 nouvelles affaires (2018 : 1941), lesquelles ont concerné 1331 mineurs (2018 : 1095). Cela représente, de 2018 à 2019, une augmentation du nombre d'affaires de 11,38% et une augmentation du nombre de mineurs dénoncés de 21,55%. Entre 2015 et 2019, les affaires dénoncées ont augmenté de 42,14% et les mineurs dénoncés de 29,47%. Cette hausse a engendré une charge de travail massive pour l'ensemble des collaborateurs du Tribunal des mineurs, à tous les niveaux de fonction.

Le 31 décembre 2019, le nombre d'enquêtes en cours auprès du Tribunal des mineurs s'élevait à 740 (2018 : 1560). Un très important nombre d'affaires a ainsi été liquidé durant l'année de référence, malgré le contexte de surcharge.

2.8.1.3 Remarques générales

Mesures

La mise en œuvre de placements éducatifs en milieu fermé en Suisse romande s'est, comme durant les années précédentes, révélée très difficile, voire impossible, dans la mesure où les Juges des mineurs ne disposent que d'un seul établissement concordataire, soit le Centre éducatif fermé de Pramont à Granges/VS, qui dispose de 24 places pour l'ensemble de la Suisse latine.

Pour les jeunes filles mineures, aucune institution romande n'offre actuellement la possibilité de prononcer un placement fermé de durée indéterminée au sens de l'art. 15 al. 2 DPMin. Le projet Time Up, lequel prévoit la création de 4 places en milieu fermé pour la Suisse romande et le Tessin, ne prendra concrètement forme qu'au cours de l'année 2021.

Les institutions romandes permettant d'accueillir des mineurs pour des observations pénales en milieu semi-fermé, d'une durée de un à trois mois, présentent également des listes d'attente conséquentes, ce qui reporte voire rend impossible la mise en place de la mesure.

Des difficultés sont également constatées dans le cadre des placements en milieu institutionnel ouvert, en raison du taux d'occupation élevé des diverses institutions, des temps d'attente y relatifs et des procédures d'admission. Il sied de relever à cet égard que les placements ouverts sont en outre régulièrement mis en échec par les jeunes condamnés ; des peines disciplinaires sont alors prononcées, à savoir des transferts en milieu carcéral dont la durée est toutefois limitée légalement à sept jours ; les effets de ces sanctions disciplinaires sur la suite du placement sont variables, en ce sens qu'elles ne permettent pas toujours de maintenir la mesure.

Dans ces circonstances, les mesures éducatives ambulatoires doivent impérativement être renforcées et développées. Une décharge administrative du Service social du Tribunal des mineurs dans l'organisation des peines de prestations personnelles a notamment permis, dès octobre 2019, de renforcer l'intervention de terrain des intervenantes en protection de l'enfant du Service social du Tribunal des mineurs. D'autres projets sont régulièrement discutés, en particulier dans le cadre de la plateforme de coordination « Mise en œuvre du droit pénal des mineurs », avec, en 2019, le lancement d'un projet pilote de placement alternatif basé sur la responsabilisation, dans le cadre d'un accompagnement par deux personnes de référence en tout temps joignables, des jeunes pour lesquels les mesures de placement traditionnelles ont échoué. Deux jeunes condamnés par le Tribunal des mineurs bénéficient de cette mesure innovante depuis l'automne 2019.

Peines

Les Juges des mineurs ont rendu en 2019 1937 ordonnances pénales (2018 : 1210). Dans ce cadre, 1015.5 journées de prestations personnelles et 187 cours de prévention ont été organisés. Le nombre d'amendes infligées aux mineurs de plus de 15 ans a également connu une hausse. La création d'un service financier, encore en phase de développement, permettra de réaliser efficacement les procédures d'encaissement, de rappel et de poursuite.

35 adolescents de plus de 15 ans ont été condamnés à des peines privatives de liberté en 2019 et, de ce fait, inscrits au casier judiciaire.

Conclusions

La charge de travail massive du Tribunal des mineurs a été reconnue en 2019 et deux nouveaux postes ont été accordés en fin d'année. Le Service social sera ainsi, dès 2020, doté d'un collaborateur administratif (CDI) qui secondera également les secrétaires de Juges (taux : 90%). En outre, un nouveau poste de greffier (100%) permettra de décharger les cellules juridiques.

Des nouveaux processus de travail ont été initiés dès janvier 2019 et ont pu être en grande partie déjà mis en œuvre durant l'année de référence, avec le soutien informatique nécessaire. L'implémentation de ces nouveaux processus en question se poursuivra en 2020. Ces mesures permettront, à terme, de rationaliser et d'optimiser les tâches de l'ensemble des collaborateurs du Tribunal des mineurs, à tous les niveaux de fonction.

2.8 Jugendstrafgericht

2.8.1 Allgemeiner Teil

2.8.1.1 Personal

2.8.1.1.1 Zusammensetzung des Gerichts

Berufsrichter/innen (Stand 31.12.2019)

Name/Vorname	Funktion	VZÄ
Dougoud Pierre-Laurent	Richter	1
Boillat-Zaugg Sandrine	Richterin	0.8
Lehmann Arthur	Richter	0.5
Total Vollzeitäquivalente VZÄ		2.3

Gemäss Art. 21 Abs. 2 des Justizgesetzes, welches seit dem 31. Mai 2010 in Kraft ist, führte Sandrine Boillat Zaugg im Jahre 2019 den Vorsitz des Jugendgerichts in administrativen Angelegenheiten.

Beisitzer/innen und Ersatzbeisitzer/innen- nebenberuflich (am 31.12.2019)

Name/Vorname	Funktion
Pauchard Claude	Beisitzer
Hämmerli Irène	Beisitzerin
Cotting Morf Gisèle	Beisitzerin
Claudine Perroud	Beisitzerin
Bauer Brigitte	Ersatzbeisitzerin
Bugnon Mario	Ersatzbeisitzer
Rime Nicolas	Ersatzbeisitzer
Gobet Sylvie	Ersatzbeisitzerin

2.8.1.1.2 Zusammensetzung der Gerichtsschreiberei und des Sekretariats

Vollzeitäquivalente am 31.12.2019	VZÄ
Total VZÄ Mitarbeiter/innen mit juristischer Ausbildung	3
Total VZÄ Mitarbeiter/innen ohne juristische Ausbildung	5
	5.5

2.8.1.1.2.1 Gerichtsschreiberei

Frau Inès Bruggisser und Frau Laure Gallay haben Arbeitspensen von 60% respektive 90% und teilen sich nach wie vor die Stelle als Chef-Gerichtsschreiberin zusätzlich zu ihrer Arbeit als Gerichtsschreiberinnen.

Frau Laure Gallay ist seit dem 24. Dezember 2019 im Mutterschaftsurlaub.

Die Arbeitspensen von Frau Brigitte Magnin und Frau Christine Bürgisser Gaiardo als Gerichtsschreiberinnen betragen nach wie vor 80% respektive 70%.

Frau Christine Bürgisser Gaiardo wurde zwischen dem 1. Februar und dem 30. April 2019 ein unbezahlter Urlaub gewährt.

Mehrere Abwesenheiten (krankheitsbedingte Arbeitsunfähigkeiten und ein unbezahlter Urlaub) wurden durch befristete Arbeitsverhältnisse kompensiert. Herr Christian Jungen hatte ein Arbeitspensum von 30% zwischen dem 1. Februar und dem 30. April 2019, Frau Laura Dingas von 40% zwischen dem 1. Februar und dem 30. April 2019, beziehungsweise von 50% ab dem 1. Mai 2019, Herr Jonas Petersen von 30% ab dem 1. September 2019 und Herr Thomas Besson von 90% ab dem 1. Dezember 2019.

2.8.1.1.2.2 Fachpersonen für Kinderschutz (IPE)

Im Sozialdienst des Jugendgerichts sind drei Fachpersonen für Kinderschutz tätig, und zwar Frau Antoaneta Zadory mit einem Arbeitspensum von 80%, dieser wurde ab dem 1. Dezember auf 90% erhöht, Frau Corina Zurkinden mit einem Arbeitspensum von 60%, dieser wurde ab dem 1. Dezember 2019 auf 50% reduziert und Frau Stéphanie Mancini mit einem Arbeitspensum von 50% ab dem 1. Januar 2019, dieser wurde ab dem 1. Februar 2019 auf 60% erhöht.

Ab Oktober 2019 wurde Herr Théo Dafflon, junger Stellensuchender (befristet - 100%), angestellt, um die Fachpersonen für Kinderschutz von ihren administrativen Aufgaben zu entlasten.

2.8.1.1.2.3 Bürocheffinnen

Frau Chloé Zainal kündigte ihr Arbeitsverhältnis per 31. August 2019.

2.8.1.1.2.4 Verwaltungssachbearbeiterinnen

Frau Ursula Aeby, Verwaltungssachbearbeiterin und Buchhalterin, hat ein Arbeitspensum von 100%. Frau Monique Walther hat ein Arbeitspensum von 100% bis zum 30. April 2019 und hat ihr normales Arbeitspensum von 90% ab dem 1. Mai 2019 wieder übernommen. Frau Maria Meyer hat ihre Tätigkeit als Sekretärin zu 60% weitergeführt.

Herr Ludovic Laguna wurde ab 1. Mai 2019, befristet (100%), angestellt um die Verwaltungssachbearbeiterinnen während der Umsetzung der neuen Arbeitsprozesse zu unterstützen und ebenfalls um sie zu entlasten, denn die Verwaltungssachbearbeiterinnen waren mit der Abwesenheit der Bürocheffin konfrontiert.

Frau Ludivine Monney wurde im Rahmen des Programmes « junge Stellensuchende » ab 1. Februar 2019, befristet (100%), angestellt. Sie hat ebenfalls den Finanzsektor des Jugendgerichts verstärkt. Sie wurde auf unbefristete Dauer ab 1. Oktober 2019 als Buchhalterin zu 100% angestellt.

Frau Tania Serathiuk und Frau Nicole Blaser (befristetes Arbeitsverhältnis) haben das Sekretariat von Juni bis September mit Arbeitspensen von 100% verstärkt. Ab 1. Oktober 2019 wurde ihr Arbeitspensum auf 50% reduziert und ein Teil der Aufgaben der Bürocheffin wurden ihnen übertragen.

Im Rahmen des Programmes zur vorübergehenden Beschäftigung (RAV), haben Herr Roberto Villani und Frau Jeannique Corminboeuf zwischen dem 1. Januar und dem 7. Juni 2019, beziehungsweise zwischen dem 11. Juni und dem 28. Juni 2019, für das Sekretariat des Jugendgerichts gearbeitet.

2.8.1.1.2.5 Praktikant/innen

Haben ein Gerichtsschreiber-Praktikum (6 Monate) beim Jugendgericht absolviert: Frau Camille Jendly (bis Februar 2019), Frau Tania Serathiuk (bis Mai 2019), Frau Annie Kabamba (von März bis August 2019), Frau Valentine Mamboury (von Juni bis November 2019), Frau Lara Eggimann (ab September 2019) und Herr Elson Trachsel (ab Dezember 2019).

Frau Samanta Zoleo, Praktikantin 3+1, hat das Jugendgericht, nach erfolgreichem Abschluss ihrer Ausbildung, am 15. Juli 2019 verlassen. An ihrer Stelle trat am 1. August 2019 Herr Baptiste Monney an.

Im Rahmen ihres Rechtsstudiums absolvierte Frau Laetitia Hänggeli ein zweimonatiges Praktikum ab 1. Dezember 2019.

2.8.1.2 Kommentare zur Statistik

Im Jahre 2019 wurden beim Jugendgericht 2162 neue Angelegenheiten anhängig gemacht (2018: 1941), welche 1331 Minderjährige betrafen (2018: 1095). Insgesamt stellt dies im Vergleich zum Berichtsjahr 2018 eine Zunahme der Angelegenheiten von 11,38% dar und der Minderjährige von 21,55%. Zwischen dem Jahr 2015 und 2019 ist die Anzahl der angezeigten Fälle um 42,14% gestiegen und die Anzahl Jugendliche um 29,47%. Diese hat zu einem massiven Anstieg der Arbeitslast für alle Mitarbeiter des Jugendgerichts geführt.

Ab 31. Dezember 2019 erhöhte sich die Anzahl der laufenden Untersuchungen beim Jugendgericht auf 740 (2018: 1560). Eine grosse Anzahl der Angelegenheiten konnte also im laufenden Jahr, trotz der enormen Arbeitslast, erledigt werden.

2.8.1.3 Allgemeine Bemerkungen

Massnahmen

Der Vollzug von geschlossenen Platzierungen in der Westschweiz zeigte sich dieses Jahr, wie auch im Berichtsjahr 2018, besonders schwierig beziehungsweise fast unmöglich, denn den Jugendrichtern steht als einzige Konkordatsanstalt nur die Erziehungsanstalt Pramont in Granges/VS mit 24 Plätzen zur Verfügung.

Für minderjährige Mädchen gab es auch im Berichtsjahr 2019 nach wie vor keine Einrichtung, die die Möglichkeit einer geschlossenen Platzierung gemäss Art. 15 Abs. 2 JStG angeboten hätte. Das Projekt Time Up, welches für die Westschweiz und das Tessin vier Plätze im geschlossenen Rahmen vorsieht, wird frühestens im Jahre 2021 konkrete Formen annehmen.

Die halbgeschlossenen Einrichtungen der Westschweiz, welche die Minderjährigen zu einer Beobachtung von ein bis drei Monaten aufnehmen könnten, haben lange Wartelisten. Dies führt dazu, dass diese Massnahme nur selten oder gar nicht ausgeführt werden konnte.

Es wurden ebenfalls Schwierigkeiten bei den offenen Platzierungen festgestellt, dies auf Grund der hohen Auslastung, der langen Wartezeiten und der Aufnahmeverfahren der jeweiligen Einrichtungen. An dieser Stelle wird darauf hingewiesen, dass die offenen Platzierungen regelmässig durch die verurteilten Jugendlichen selbst zum Scheitern gebracht werden, weshalb Disziplinar massnahmen angeordnet und im Gefängnis vollzogen werden. Diese Massnahmen sind von Gesetzes wegen auf 7 Tage beschränkt. Die Auswirkungen dieser Disziplinar massnahmen sind unterschiedlich und erlauben nicht immer die Platzierung beizubehalten. Unter diesen Umständen müssen die ambulanten Erziehungsmassnahmen unbedingt verstärkt und weiterentwickelt werden.

Die Entlastung des Sozialdienstes des Jugendgerichts in der Organisation des Vollzuges der persönlichen Leistungen ab Oktober 2019, gab den Fachpersonen für Kinderschutz des Sozialdienstes des Jugendgerichts die Möglichkeit vermehrt vor Ort einzugreifen.

Es wird ebenfalls darauf hingewiesen, dass regelmässig weitere Projekte besprochen werden, dies insbesondere im Rahmen der Koordinationsplattform « Mise en œuvre du droit pénal des mineurs ». In diesem Rahmen wurde im Jahre 2019 ein Pilotprojekt eingeleitet, welcher alternative Platzierung von Jugendlichen ermöglicht, für welche die traditionellen Platzierungen gescheitert sind. Diese Art von Platzierungen appelliert an die Eigenverantwortung. Die pädagogische Präsenz ist weiterhin durch zwei Bezugspersonen, welche jederzeit erreichbar sind, gewährleistet. Seit Herbst 2019 profitieren zwei vom Jugendgericht verurteilte Jugendliche von dieser innovativen Massnahme.

Strafen

Im Jahre 2019 haben die Jugendrichter 1939 Strafbefehle erlassen (2018: 1210). In diesem Rahmen wurden 1015.5 Arbeitstage und 187 Präventionskurse organisiert. Die Anzahl ausgesprochener Bussen für Minderjährige (über 15 Jahre) sind ebenfalls gestiegen. Die Gründung des Finanzsektors, der sich noch in der Entwicklungsphase befindet, wird das Zahlungs-, Mahnungs- und Betreibungsverfahren vereinfachen und erlauben effizienter zu werden.

35 Jugendliche (über 15 Jahre) wurden im Jahre 2019 zu einer Freiheitsstrafe verurteilt und demzufolge im Strafregister eingetragen.

Schlussbemerkung

Die Arbeitslast des Jugendgerichts wurde in diesem Jahr anerkannt und zwei neue Arbeitsstellen wurden gewährt. Das Sozialamt wird somit ab 2020 über einen neuen Sachbearbeiter (unbefristet) verfügen, der auch das Sekretariat unterstützen wird (Arbeitspensum: 90%). Ferner wird das Jugendgericht über eine neue Gerichtsschreiber-Stelle (Arbeitspensum: 100%) verfügen, um die jeweiligen Einheiten zu entlasten.

Die neuen Arbeitsprozesse, welche im Januar 2019 eingeleitet wurden, sind im vollen Gange und konnten teilweise bereits im Berichtsjahre 2019, mit der nötigen informatischen Unterstützung, eingeführt werden. Die Umsetzung dieser neuen Arbeitsprozesse wird im Jahre 2020 vorgesetzt. Diese Vorkehrungen werden auf Dauer erlauben, die Aufgaben aller Mitarbeiter des Jugendgerichts zu rationalisieren und zu optimieren.

2.8.2 Partie statistique / Statistischer Teil

2.8.2.1 Dénonciations et plaintes / Anzeigen und Strafanträge

	2019	2018
Entrées / Neueingänge	2162	1941
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	1331	1095
Répartition par âge et par sexe / Aufteilung nach Alter und Geschlecht		
Enfants (10-15 ans révolus) / Kinder (10-15 Jahre)	331	321
Adolescents (15-18 ans révolus) / Jugendliche (15-18 Jahre)	1831	1620
Filles/ Mädchen	506	468
Garçons / Knaben	1656	1473
Répartition linguistique / Aufteilung nach Sprache		
Mineurs de langue allemande / Minderjährige deutscher Sprache	295	182
soit le en %/ d.h. in %	13.6%	9.4%
Mineurs de langue française / Minderjährige franz. Sprache	1867	1759
soit le en %/ d.h. in %	86.4%	90.6%
Répartition selon le domicile / Aufteilung nach Wohnsitz		
Fribourg-Ville / Stadt Freiburg	414	497
Sarine-Campagne / Saane-Land	487	400
Singine / Sense	125	85
Gruyère / Greyerz	318	250
Lac / See	189	182
Broye / Broye	197	179
Glâne / Glane	72	63
Veveyse / Vivisbach	87	81
Autres cantons / Andere Kantone	248	170
Etrangers sans domicile fixe en Suisse / Ausländer ohne festen Wohnsitz in der Schweiz	25	34
Total	2162	1941

2.8.2.2 Nombre de mineurs entendus par le Juge / Anzahl der vom Richter einvernommenen Minderjährigen

	2019	2018
Nombre des mineurs concernés / Anzahl betroffene Minderjährige	175	142

2.8.2.3 Mesures à titre provisionnel / Vorsorgliche Massnahmen

	2019	2018
Détention provisoire / Untersuchungshaft	12	33
Observation / Beobachtung	2	7
Placement à titre provisionnel / Vorsorgliche Unterbringung	16	14
Autres mesures de protection à titre provisionnel / Andere vorsorgliche Schutzmassnahmen	6	20

2.8.2.4 Enquêtes / Strafuntersuchungen

Les enquêtes en cours au 1er janvier 2019 et celles ouvertes durant l'année, ont connu le sort suivant:

Die Untersuchungen, die am 1. Januar 2019 hängig waren oder im Laufe des Jahres eröffnet worden sind, nahmen folgenden Ausgang:

	2019	2018
Non-entrée en matière / Nichtanhandnahme	161	147
Classement / Einstellung	144	113
Classement suite à une médiation / Einstellung nach Mediation	133	148
Classement suite à un retrait de plainte / Klagerückzug	48	49
Classement rendu à la place d'une exemption de peine (21 DPmin, 5 PPMin) <i>Einstellung anstatt einer Strafbefreiung</i>	10	3
Suspension / Sistierung	37	20
Dessaisissements / Abtretungen	237	197
Ordonnances pénales / Strafbefehle	1937	1210
Renvois devant le Juge unique ou devant le Tribunal / <i>Überweisung an den Einzelrichter oder an das Gericht</i>	9	9
Enquêtes en cours / Hängige Untersuchungen	740	1560
Total	3456	2729

2.8.2.5 Affaires déléguées au Bureau de la Médiation (du 01.01. au 31.12.2019) / An das Büro für Mediation übertragene Angelegenheiten (vom 01.01. bis 31.12.2019)

	2019	2018
Nombre d'affaires déléguées par les juges / <i>Anzahl der von den Richtern übertragenen Angelegenheiten:</i>	101	86
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	160	133
Processus ayant conduit à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu einer Vereinbarung geführt haben:</i>	52	72
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	89	118
Processus n'ayant pas abouti à un accord de médiation / <i>Verfahren, die zu keiner Vereinbarung geführt haben:</i>	23	23
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	25	33
Processus en cours au 31 décembre 2019 / <i>per 31. Dezember 2019 hängige Verfahren:</i>	57	35
Nombre des mineurs concernés / <i>Anzahl betroffene Minderjährige</i>	99	57

2.8.2.6 Activité du Tribunal / Tätigkeit des Gerichts

	2019	2018
Nombre des réunions du Tribunal / <i>Anzahl Tagungen des Gerichts</i>	19	17
Nombre de mineurs jugés / <i>Anzahl verurteilte Minderjährige</i>	19	17

2.8.2.7 Infractions enregistrées / Strafbare Handlungen eingetragen

2.8.2.7.1 Code pénal / Strafgesetzbuch

Contre la vie et l'intégrité corporelle / gegen Leib und Leben	2019	2018
Homicide par négligence / <i>Fahrlässige Tötung</i>	0	0
Complicité de meurtre / <i>Gehilfenschaft zu vorsätzlicher Tötung</i>	0	0
Infanticide / <i>Kindestötung</i>	0	0
Lésions corporelles simples / <i>Einfache Körperverletzung</i>	78	38
objet dangereux / <i>gefährlicher Gegenstand</i>	0	0
Lésions corporelles graves / <i>Schwere Körperverletzung</i>	0	2
tentative / <i>Versuch</i>	0	2
Lésions corporelles par négligence / <i>Fahrlässige Körperverletzung</i>	1	0
Voies de fait / <i>Tätlichkeiten</i>	61	41
Mise en danger de la vie d'autrui / <i>Gefährdung des Lebens</i>	2	1
Omission de prêter secours / <i>Unterlassung der Nothilfe</i>	0	0
Fausse alerte / <i>Falscher Alarm</i>	11	1
Rixe / <i>Raufhandel</i>	13	19
Agression / <i>Angriff</i>	16	7
Remise de substances nocives / <i>Verabreichen gesundheitsgefährdender Stoffe</i>	0	0

Contre le patrimoine / gegen das Vermögen

	2019	2018
Appropriation illégitime / <i>Unrechtmässige Aneignung</i>	16	17
Abus de confiance / <i>Veruntreuung</i>	1	0
Vol / Diebstahl	139	100
<i>simple / einfacher</i>	124	95
<i>en bande / bandenmässiger</i>	12	5
<i>par métier / gewerbsmässiger</i>	3	0
<i>au préjudice des proches / zum Nachteil eines Angehörigen</i>	0	0
Tentative de vol / Diebstahlversuch	13	8
<i>simple/ einfacher</i>	10	8
<i>en bande / bandenmässiger</i>	3	0
<i>par métier/ gewerbsmässiger</i>	0	0
Complicité de vol / Gehilfenschaft zum Diebstahl	7	3
Vol d'importance mineure / Geringfügiger Diebstahl	45	11
Brigandage / Raub	29	13
<i>avec arme / bewaffnet</i>	1	1
<i>en bande / bandenmässiger</i>	0	1
Dommages à la propriété / Sachbeschädigung	203	127
Escroquerie / Betrug	5	1
Utilisation frauduleuse d'un ordinateur / Betrügerischer Missbrauch einer Datenverarbeitungsanlage	5	1
Filouterie d'auberge / Zechprellerei	0	0
Obtention frauduleuse d'une prestation / Erschleichen einer Leistung	5	6
Extorsion / Erpressung	0	0
<i>avec violence ou menace d'un danger imminent / mit Gewalt oder Bedrohung mit einer gegenwärtigen Gefahr</i>	0	0
Extorsion – tentative / Erpressung – Versuch	4	13
Recel / Hehlerei	11	9

**Contre l'honneur et le domaine secret ou privé /
gegen die Ehre und den Geheim- oder Privatbereich**

	2019	2018
Diffamation / Üble Nachrede	2	9
Calomnie / Verleumdung	3	6
Injure / Beschimpfung	65	40
Utilisation abusive d'une installation de télécommunication / Missbrauch einer Fernmeldeanlage	11	12
Violation du domaine secret / Verletzung des Geheimbereichs	5	0

Contre la liberté / gegen die Freiheit

	2019	2018
Menaces / <i>Drohung</i>	85	36
Contrainte / <i>Nötigung</i>	15	4
dont tentative / <i>Versuch</i>	0	0
Séquestration / <i>Freiheitsberaubung</i>	4	4
Violation de domicile / <i>Hausfriedensbruch</i>	123	68
tentative / <i>Versuch</i>	2	0

Contre l'intégrité sexuelle / gegen die sexuelle Integrität

	2019	2018
Actes d'ordre sexuel avec des enfants / <i>sexuelle Handlungen mit Kindern</i>	11	7
Actes d'ordre sexuel commis sur une personne incapable de discernement ou de résistance / <i>Schändung</i>	2	2
Contrainte sexuelle / <i>Sexuelle Nötigung</i>	2	6
Viol / <i>Vergewaltigung</i>	3	4
Exhibitionnisme / <i>Exhibitionismus</i>	0	0
Pornographie / <i>Pornographie</i>	26	5
Désagrément causés par la confrontation à un acte d'ordre sexuel / <i>Unzüchtige Belästigung</i>	2	3
Inceste / <i>Inzest</i>	0	0

**Créant un danger collectif /
*Gemeingefährliche Verbrechen und Vergehen***

	2019	2018
Incendie intentionnel / <i>Brandstiftung</i>	23	6
tentative / <i>Versuch</i>	0	0
complicité / <i>Gehilfenschaft</i>	0	0
Incendie par négligence / <i>Fahrlässige Verursachung einer Feuerbrunst</i>	5	7
Explosion / <i>Verursachung einer Explosion</i>	2	0
Emploi sans dessein délictueux ou par négligence / <i>Gefährdung ohne verbrecherische Absicht oder Fahrlässige Gefährdung</i>	0	0

Fausse monnaie, falsification des timbres officiels de valeur, des marques officielles, des poids et mesures / Fälschung von Geld, amtlichen Wertzeichen, amtlichen Zeichen, Mass und Gewicht

	2019	2018
Fabrication de fausse monnaie / <i>Geldfälschung</i>	0	1
Mise en circulation de fausse monnaie / <i>In Umlaufsetzen falschen Geldes</i>	1	0
Imitation de billets de banque sans dessein de faux / <i>Nachmachen von Banknoten ohne Fälschungsabsicht</i>	0	0

Faux dans les titres / Urkundenfälschung

	2019	2018
Faux dans les titres / <i>Urkundenfälschung</i>	3	3
Faux dans les certificats / <i>Fälschung von Ausweisen</i>	12	4

Contre les communications et la paix publiques / gegen den öffentlichen Verkehr und Frieden

	2019	2018
Entrave à la circulation publique / <i>Störung des öffentlichen Verkehrs</i>	1	0
Entrave au service des chemins de fer / <i>Störung des Eisenbahnverkehrs</i>	2	0
Entrave aux services d'intérêt général / <i>Störung von Betrieben, die der Allgemeinheit dienen</i>	2	0
Actes préparatoires délictueux / <i>Strafbare Vorbereitungshandlungen</i>	1	0
Emeute / <i>Aufruhr</i>	9	0
Atteinte à la liberté de croyance et des cultes / <i>Störung der Glaubens- und Kultusfreiheit</i>	0	0
Discrimination raciale / <i>Rassendiskriminierung</i>	2	0
Atteinte à la paix des morts / <i>Störung des Totenfriedens</i>	0	0

Contre l'autorité publique / gegen die öffentliche Gewalt

	2019	2018
Violence ou menace contre les autorités et les fonctionnaires / <i>Gewalt oder Drohung gegen Behörden und Beamte</i>	34	12
Empêchement d'accomplir un acte officiel / <i>Hinderung einer Amtshandlung</i>	64	44
Insoumission à une décision de l'autorité / <i>Ungehorsam gegen amtliche Verfügungen</i>	5	0
Soustraction d'objets mis sous main de l'autorité / <i>Bruch amtlicher Beschlagnahme</i>	0	0

Contre l'administration de la justice / gegen die Rechtspflege

	2019	2019
Dénonciation calomnieuse / <i>Falsche Anschuldigung</i>	5	1
Induction de la justice en erreur / <i>Irreführung der Rechtspflege</i>	7	2
Entrave à l'action pénale / <i>Begünstigung</i>	0	0
Faux témoignage / <i>Falsches Zeugnis</i>	0	0
Faire évader des détenus / <i>Befreiung von Gefangenen</i>	0	0

2.8.2.7.2 Autres lois fédérales / Andere Bundesgesetze

Sur les stupéfiants / *Betäubungsmittel*

	2019	2018
Crimes et délits / <i>Verbrechen und Vergehen</i>	79	53
Contraventions / <i>Übertretungen</i>	504	158
Cas bénins / <i>Leichter Fall</i>	0	1
Total	583	208

Sur la circulation routière / *Strassenverkehr*

	2019	2018
Vol d'usage / <i>Entwendung zum Gebrauch</i>	39	15
dont tentative / <i>Versuch</i>	1	1
Conduite sans permis / <i>Fahren ohne Führerausweis</i>	74	19
Conduite en état d'incapacité / <i>Fahren in fahruntfähigem Zustand</i>	28	5
Violation des devoirs en cas d'accident / <i>Pflichtwidriges Verhalten bei Unfall</i>	9	1
Contraventions diverses / <i>Verschiedene Übertretungen</i>	286	89
sur les étrangers / <i>Ausländerinnen und Ausländer</i>	29	37
sur les armes / <i>Waffen</i>	70	30
sur le transport des voyageurs / <i>Gesetz über die Personenbeförderung</i>	411	261
sur la police des chemins de fer / <i>Eisenbahnpolizei</i>	13	4
sur la navigation intérieure / <i>Binnenschiffahrt</i>	2	1
sur la protection des animaux / <i>Tierschutz</i>	0	0
sur la protection des eaux / <i>Gewässerschutzgesetz</i>	0	0
sur les autres lois fédérales / <i>andere Bundesgesetze</i>	18	2

Lois cantonales / kantonale Gesetze

	2019	2018
sur les établissements publics et la danse / <i>öffentliche Gaststätten und Tanz</i>	1	1
sur la pêche et la chasse / <i>Fischerei und Jagd</i>	0	0
d'application du CP / <i>EGStGB</i>	18	41
d'application du CC / <i>EGZGB</i>	0	0
sur les appareils et les salons de jeu / <i>Spielapparate und Spielsalons</i>	0	0
autres lois cantonales / <i>andere kantonale Gesetze</i>	131	62

2.8.2.8 Décisions rendues par le Tribunal et par le Juge des mineurs / Durch das Gericht und den Jugendrichter gefällte Entscheide**2.8.2.8.1 Jugements / Urteile**

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2019	2018
Surveillance / <i>Aufsicht</i>	0	0
Assistance personnelle / <i>Persönliche Betreuung</i>	0	2
Maintien de l'assistance personnelle / <i>Beibehaltung der persönlichen Betreuung</i>	2	2
Placement familial / <i>Unterbringung in einer geeigneten Familie</i>	0	0
Placement dans un établissement d'éducation ouvert / <i>Unterbringung in einer offenen Einrichtung</i>	1	8
Placement dans un établissement d'éducation fermé / <i>Unterbringung in einer geschlossenen Einrichtung</i>	1	7
Maintien dans une maison d'éducation / <i>Beibehaltung in einem Erziehungsheim</i>	0	2
Changement de mesure / <i>Änderung der Massnahme</i>	1	1
Traitement ambulatoire / <i>Ambulante Behandlung</i>	0	7
Accompagnement / <i>Begleitung</i>	0	2

Peines / Strafen

	2019	2018
Réprimande / <i>Verweis</i>	0	0
Réprimande avec délai d'épreuve / <i>Bedingter Verweis</i>	0	0
Prestation personnelle (travail) / <i>Persönliche Leistung (Arbeit)</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis / <i>Bedingte persönliche Leistung</i>	0	0
Prestation personnelle avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte persönliche Leistung</i>	1	0
Amende avec sursis / <i>Bedingte Busse</i>	1	0
Amende avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingte Busse</i>	0	0
Amende sans sursis / <i>Unbedingte Busse</i>	3	0
Privation de liberté avec sursis / <i>Bedingter Freiheitsentzug</i>	3	0
Privation de liberté avec sursis partiel / <i>Teilweise bedingter Freiheitsentzug</i>	2	0
Privation de liberté sans sursis / <i>Unbedingter Freiheitsentzug</i>	4	0
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / <i>Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)</i>	0	0
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / <i>Persönliche Leistung (Präventionskurs)</i>	0	0

Cumuls / Verbindung

	2019	2018
Peine + peine / <i>Strafe + Strafe</i>	1	15
Peine + mesure de protection / <i>Strafe + Schutzmassnahme</i>	226	87
Mesure + mesure / <i>Massnahme + Massnahme</i>	0	0
Exemption de peine / <i>Strafbefreiung</i>	0	0
Acquittement / <i>Freispruch</i>	64	51

2.8.2.8.2 Décisions administratives et d'exécution / Administrativ- und Ausführungsentscheide

	2019	2018
Inscription au casier judiciaire / <i>Eintragung ins Strafregister</i>	32	18
Radiation du casier judiciaire / <i>Löschung im Strafregister</i>	0	0
Révocation du sursis / <i>Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	2	2
Renonciation à révoquer le sursis / <i>Verzicht auf Widerruf des bedingten Strafvollzugs</i>	0	1
Prolongation du délai d'épreuve / <i>Verlängerung der Probezeit</i>	0	0
Refus de radiation du casier judiciaire / <i>Verweigerung der Löschung im Strafregister</i>	0	0
Libération conditionnelle accordée / <i>Bedingte Freilassung gewährt</i>	0	0
Libération conditionnelle refusée ou révoquée / <i>Bedingte Freilassung verweigert oder widerrufen</i>	1	0
Fin de mesure / <i>Beendigung der Massnahme</i>	7	1
Fin d'accompagnement / <i>Beendigung der Begleitung</i>	1	0

Conversions / *Umwandlungen*

	2019	2018
Conversion d'amende en privation de liberté / <i>Umwandlung der Busse in Freiheitsentzug</i>	6	1
Conversion prestation personnelle en amende / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Busse</i>	24	20
Conversion prestation personnelle en privation de liberté / <i>Umwandlung der persönlichen Leistung in Freiheitsentzug</i>	5	1
Demande conversion privation de liberté en prestation personnelle / <i>Gesuch Umwandlung des Freiheitsentzuges in persönlicher Leistung</i>	0	0
Demande conversion amende en prestation personnelle / <i>Gesuch um Umwandlung der Busse in persönliche Leistung</i>	6	9

2.8.2.8.3 Ordonnances pénales / Strafbefehle

Mesures de protection / Schutzmassnahmen

	2019	2018
Surveillance / Aufsicht	0	0
Assistance personnelle / Persönliche Betreuung	0	2
Maintien de l'assistance personnelle / Beibehaltung der Persönlichen Betreuung	3	2
Maintien en maison d'éducation	0	0
Changement de mesure / Massnahmenwechsel	0	1
Traitement ambulatoire / Ambulante Behandlung	0	1
Accompagnement / Begleitung	8	5

Peines / Strafen

	2019	2018
Réprimande / Verweis	255	141
Amende avec sursis / Bedingte Busse	53	22
Amende avec sursis partiel / Teilweise bedingte Busse	11	9
Amende sans sursis / Unbedingte Busse	344	269
Prestation personnelle (travail) / Persönliche Leistung (Arbeit)	190	289
Prestation personnelle avec sursis / Bedingte persönliche Leistung	90	49
Prestation personnelle avec sursis partiel / Teilweise bedingte persönliche Leistung	82	100
Prestation personnelle (cours d'éducation routière) / Persönliche Leistung (Verkehrserziehungskurs)	49	44
Prestation personnelle (cours sur la drogue) / Persönliche Leistung (Präventionskurs)	138	112
Prestation personnelle (rendez-vous en bibliothèque) / Persönliche Leistung (Rendez-vous in der Bibliothek)	7	2
Privation de liberté avec sursis / Bedingter Freiheitsentzug	9	26
Privation de liberté avec sursis partiel / Teilweise bedingter Freiheitsentzug	3	7
Privation de liberté sans sursis / Unbedingter Freiheitsentzug	14	108

Cumuls / Verbindung

	2019	2018
Peine + peine / Strafe + Strafe	65	33
Peine + mesure de protection / Strafe + Schutzmassnahme	7	24
Mesure + mesure / Massnahme + Massnahme	0	1

2.9 Commissions et autres autorités / Kommissionen und andere Behörden

2.9.1 Préfectures

2.9.1.1 Partie générale

2.9.1.1.1 Préfecture de la Sarine

2.9.1.1.1.1 Personnel et organisation

Dans le courant septembre 2019, après plus de trente ans de service, M. le Lieutenant de Préfet Maurice Guillet a quitté sa fonction à la Préfecture de la Sarine pour prendre sa retraite. Au niveau pénal, M. le Lieutenant de Préfet Maurice Guillet, qui était en outre un spécialiste avisé de la législation sur la circulation routière, excellait dans l'art de la tentative de conciliation dans lequel il pouvait se targuer d'un très haut taux de réussite. Par ses compétences et l'ensemble de son travail, M. le Lieutenant de Préfet Maurice Guillet a marqué l'histoire de la Préfecture de la Sarine et, plus généralement, celle des Préfectures fribourgeoises.

A son départ, M. le Lieutenant de Préfet Guillet a été remplacé par interim par M. Patrick Nicolet, Conseiller juridique auprès de la Préfecture, qui s'est vu attribuer le titre de Lieutenant de Préfet ad hoc jusqu'au 31 décembre 2019 pour exercer sa fonction.

Pour le reste, le nombre de collaborateurs affecté au secteur pénal n'a pas évolué par rapport aux années précédentes. Outre le Lieutenant de Préfet, il y a deux collaborateurs à plein temps et une secrétaire à 60 % dont les tâches sont quasi exclusivement dédiées au secteur pénal. Deux autres collaboratrices se voient confier des tâches spécifiques en plus de leurs tâches en lien avec d'autres secteurs administratifs de la Préfecture.

2.9.1.1.1.2 Statistiques et généralités

Même si l'on enregistre une diminution par rapport à l'année 2018, le volume des affaires pénales reste important. Concernant le nombre et le détail des affaires traitées, nous renvoyons au tableau annexé.

Plaintes

Durant l'année 2019, les affaires transmises par le Ministère public en vue d'une tentative de conciliation (délits poursuivables sur plainte uniquement) ont été au nombre de 218 ; sur ce dernier chiffre, 136 affaires (62.3 %) ont été liquidées par une convention, voire par un retrait de plainte pur et simple. Comme par le passé, les infractions les plus souvent invoquées dans le cadre des diverses plaintes étaient essentiellement les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, menaces, injures, appropriation illégitime, abus de confiance au préjudice des proches, filouterie d'auberge, dommages à la propriété, violation de domicile, atteinte à l'honneur, vols à l'étalage et violation d'une obligation d'entretien.

Dans la plupart des cas, le dossier est transmis à la suite d'une enquête préliminaire menée par la police avec audition des parties, voire de personnes appelées à donner des renseignements ; dans les affaires simples d'atteinte à l'honneur, le Procureur général transmet directement la plainte au Préfet sans mesures d'instruction. Les affaires sont en principe traitées dans un délai de trois mois à compter de leur réception par la Préfecture.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	218	268
Ayant abouti	136	182
Ayant échoué, transmises au ministère public	82	86
En suspens	0	0

Dénonciations

Le nombre total de 6'222 ordonnances pénales (OP) se décompose de la manière suivante :

- > 1'742 OP ordinaires ;
- > 3'797 OP pour violation d'une mise à ban ;
- > 398 OP sanctionnant des stationnements illicites sur le domaine privé des CFF ;
- > 186 OP en matière d'accident de la circulation ;
- > 99 OP de classement prononcées après opposition à une première ordonnance pénale.

La majorité des OP ordinaires concerne le domaine de la circulation routière ; de nombreuses enquêtes ont été ouvertes afin de déterminer les auteurs de ces infractions. En matière d'excès de vitesse et d'accidents notamment, ces procédures sont sensibles dans la mesure où la sanction pénale entraîne en principe une mesure administrative (avertissement ou retrait du permis) prononcée par la Commission des mesures administratives en matière de circulation routière (CMA). Les autres affaires relèvent essentiellement de la loi sur les établissements publics, la loi scolaire, la loi sur le contrôle des habitants et la loi sur les constructions.

Concernant les violations de mises à ban, ces dénonciations entraînent un important travail administratif de vérification et de recherche ainsi qu'une correspondance nourrie entre la Préfecture et les propriétaires privés.

Sur l'ensemble de ces affaires, 20 dossiers (0.32 %) ont été transmis au Juge de police en vue d'un débat contradictoire à la suite de l'opposition de la personne condamnée ; sur ce nombre, environ la moitié des procédures aboutissent à un retrait d'opposition.

Enfin, comme à l'accoutumée, les dossiers classés (erreurs dans le rapport de dénonciation, prescription, peines subies) ont été soumis au Procureur général pour visa en juin et en décembre ; ils représentent une dizaine de classeurs fédéraux.

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	6'222	6'929
définitives	6'202	6'899
frappées d'opposition	20	30
Ordonnances de classement	99	127

2.9.1.1.1.3 Divers

Le 4 septembre 2019, une délégation du Tribunal cantonal a inspecté le secteur pénal de la Préfecture.

2.9.1.1.2 Préfecture de la Singine

2.9.1.1.2.1 Personnel et organisation

La responsabilité première en matière de plaintes et de dénonciations pénales incombait jusqu'au 31 juillet 2019 à Madame Sarah Hagi Göksu, Lieutenant de préfet. Depuis le 14 août 2019, c'est le nouveau Lieutenant de préfet Simon Bucheli qui assume cette responsabilité. La gestion administrative des plaintes et dénonciations pénales enregistrées en continu est assurée de façon autonome par l'adjointe administrative, Nadia Hayoz-Sauterel, ainsi que par Lydia Jeckelmann, employée administrative. Les oppositions sont traitées par Clarissa Frankfurt, juriste.

2.9.1.1.2.2 Statistiques et généralités

Toutes les affaires pénales sont enregistrées dès leur réception. L'évaluation des cas enregistrés figurant ci-après vous donne une idée de la différence entre les diverses infractions, le nombre des enregistrements ainsi que le statut du dossier.

Code statistique	Nature du délit
1	Accident de la circulation
2	Vitesse LCR
3	Infractions LCR (interdiction de parcage, dépassement, surcharge, conduite en état ébriété, etc.)
4	Infractions à l'OTR
5	Non-paiement d'amendes d'ordre
6	Infractions chemins alpestres et forestiers / cueillette de champignons / contravention à la protection des
7	Police des constructions
8	Plainte pénale / succès de l'audience de conciliation ou retrait de la plainte pénale
9	Plainte pénale / échec de l'audience de conciliation, transmission du dossier au MP
10	Mandat d'amener / envoi chez un médecin ordonné par le préfet aux fins d'élucidation
11	Enregistrement sans suites (personne en difficulté, accident de travail, conflit familial, informations émanant de
12	A l'attention du Ministère public ou de la Chambre pénale des mineurs en raison de la compétence
13	Police du feu
14	Divers sans attribution
15	Violation de la scolarité obligatoire
16	Esclandre dans une auberge / non-respect des heures d'ouverture / service de boissons sans autorisation
17	Audition de conciliation fixée / cas toujours en suspens au 31.12
18	Ordonnance de classement / décision de non-entrée en matière
19	Médiation
20	Ordonnances de suspension / auteur inconnu
21	Contrôle des habitants

- > Nombre de dossiers sous statut "ouvert": 68
- > Nombre de dossiers sous statut "en cours de traitement": 0
- > Nombre de dossiers sous statut "régulé": 1792

Statistique 2019

Code	Nombre d'enregistrements	Montant total des amendes	Total des émoluments	Total des coûts de la préfecture
1	59	19'506.75	2'850.00	659.00
2	620	272'415.00	39'320.00	8'182.00
3	122	18'695.00	3'860.00	1'524.00
4		-	-	-
5	892	127'060.00	26'420.00	11'666.00
6	39	3'900.00	1'170.00	507.00
7	28	38'700.00	3'630.00	338.00
8	5	-	-	-
9	15	-	-	-
10	5	-	-	-
11	13	-	-	-
12	1	-	-	-
13		-	-	-
14	2	100.00	20.00	13.00
15	12	1'700.00	310.00	136.00
16	3	1'000.00	160.00	39.00
17	2	-	-	-
18	22	500.00	120.00	52.00
19		-	-	-
20	14	100.00	30.00	13.00
21	6	900.00	170.00	52.00
Total	1'860	484'576.75	78'060.00	23'181.00

Les codes 10, 11, 12, 13, 14, 19 et 20 ne sont pas pris en considération dans la statistique annuelle officielle, qui est également adressée au Conseil de la magistrature, car il ne s'agit pas là d'audiences de conciliation, ni d'ordonnances et de décisions pénales, ni de transmissions du cas au juge compétent.

Plaintes pénales

Sarah Hagi Göksu, Lieutenant de préfet, était responsable de l'exécution des séances de conciliation prévues par la loi. Depuis le 14 août 2019, c'est Simon Bucheli, Lieutenant de préfet, qui assume principalement cette responsabilité. Le nombre de plaintes pénales a diminué de 22 par rapport à l'année précédente. Il y a toujours lieu de constater que les tentatives de conciliation deviennent manifestement plus complexes.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	22	44
Succès de la tentative	5	17
Echec de la tentative, transmise au Ministère public	15	26
Pendants	2	1

Dénonciations pénales

Le nombre de dénonciations reçues a légèrement diminué par rapport à l'année précédente, soit une baisse de 343 unités. Au total, 1781 ordonnances pénales ont été prononcées. Dont 11 ont été contestées par voie d'opposition.

L'envoi et l'encaissement des ordonnances pénales aux conducteurs domiciliés à l'étranger deviennent chaque année plus difficiles et chronophages. La plupart des excès de vitesse ont été mesurés au poste de radar fixe de l'autoroute A12 (commune de Bösinggen) et concernent très souvent des conducteurs domiciliés à l'étranger, qui voyagent principalement avec des véhicules de location. Adresses imprécises, déménagements, envois sans succès dans des régions en guerre, excès de vitesse commis par des membres des troupes de l'ONU, etc. rendent le travail plus difficile et requièrent toujours plus souvent des avis de recherche dans Ripol.

L'on constate que toujours davantage de personnes demandent un paiement par tranches. Le cas échéant, le montant minimum de la tranche mensuelle est fixé à 50.00 Fr.

L'encaissement des amendes prononcées a lieu exclusivement par l'intermédiaire du Service des finances du canton de Fribourg. Après deux tentatives d'encaissement restées vaines, l'ordonnance pénale est transformée en peine privative de liberté et transmise pour exécution contrainte au Service de l'application des sanctions pénales et des prisons. Il est rare que les demandes de réduction d'amende nous soient adressées directement. Désormais, les demandes de conversion d'amendes en travail d'intérêt général doivent être adressées directement au Service précité.

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	1781	2124
définitives	1700	2114
frappées d'opposition	11	10
décisions de libération de la poursuite pénale	22	1

2.9.1.1.2.3 Divers

Un grand merci est adressé ici, une fois encore, à tous les services impliqués dans la collaboration, qui fut agréable et excellente.

2.9.1.1.3 Préfecture de la Gruyère

2.9.1.1.3.1 Personnel et organisation

Dans le district de la Gruyère, la responsabilité en matière de dénonciations pénales incombe au Préfet. Le Lieutenant de Préfet est responsable du domaine des plaintes. Quant à la gestion administrative des plaintes et des dénonciations pénales enregistrées, celle-ci est assurée par le personnel en charge de ces secteurs.

2.9.1.1.3.2 Statistiques et généralités

Plaintes

Le nombre total des plaintes enregistrées pour notre district est en diminution. Les plaintes reçues en préfecture et devant être transmises d'office au Ministère public le sont dès leur réception. Pour 2019, elles sont au nombre de 5 et celles retirées avant l'audience au nombre de 7. Sauf problème particulier, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai de 4 à 6 semaines dès réception de la plainte.

Le nombre de personnes prévenues et plaignantes ne se présentant pas, sans excuse, à une audience de conciliation, est relativement important. Pour 7 dossiers de plaintes, nous avons eu un total de 12 personnes qui ne se sont pas présentées.

Au final, le pourcentage des conciliations ayant abouti se monte à plus de 73%, malgré 7 affaires dont le plaignant/prévenu ne s'est pas présenté à l'audience.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	71	113
Ayant abouti	52	56
Ayant échoué, transmises au Ministère public	19	39
En suspens	24	18

Dénonciations

Le nombre total des dénonciations pénales enregistrées par la Préfecture de la Gruyère est stable. La majorité des dénonciations concernent des violations de mise à ban (2019/1570 - 2018/1535). Celles-ci entraînent un travail administratif important et soulèvent de nombreuses contestations, sans parler du fait que le montant des amendes (50 francs) est sans rapport à la masse de travail nécessaire.

Dans le district de la Gruyère, le Préfet ordonne des mesures d'enquête essentiellement pour les infractions en matière d'aménagement du territoire (2019/59 - 2018/9), de la loi scolaire (2019/30 - 2018/37) et, plus récemment, pour la LCR. Les infractions diverses liées à la loi sur la circulation routière (LCR) ont légèrement diminué par rapport à l'année précédente (2019/827 - 2018/862), et le nombre d'accidents a baissé également (2019/118 - 2018/139). Les infractions à la loi sur les établissements publics (2019/16 - 2018/16) restent stables.

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	2667	2671
Définitives	2642	2656
Frappées d'opposition	25	15
Ordonnances de classement	125	143

2.9.1.1.3.3 Divers

La Préfecture de la Gruyère relève l'excellente qualité de la collaboration avec le Ministère public, la Police et les Tribunaux.

2.9.1.1.4 Préfecture du Lac

2.9.1.1.4.1 Personnel et organisation

Les affaires pénales ont été traitées jusqu'en juin 2019 par Mélanie Corminboeuf, Lieutenant de préfet. Dès juillet 2019, cette activité est assurée par Carole Schaer qui lui succède. Pour les plaintes pénales ou les séances de conciliation, le travail administratif (procès-verbaux, correspondance) est assumé par Helena Kottmann, juriste, alors que le secrétariat est en charge de l'administration des ordonnances pénales.

Depuis août 2019, Luca Kulli est engagé en qualité de stagiaire pour un an. Il a de ce fait un aperçu de toutes les tâches administratives incombant à la Préfecture.

2.9.1.1.4.2 Statistiques et généralités

Plaintes pénales

Les plaintes pénales sont traitées par Carole Schaer, Lieutenant de préfet, qui mène également les audiences de conciliation.

Au total, 40 plaintes pénales ont été enregistrées (année précédente 46). 5 d'entre elles sont parvenues directement à la Préfecture qui les a transmises au Ministère public (MP) pour ouverture d'une procédure. Jusqu'à présent, aucun de ces cas n'a été renvoyé à la Préfecture pour y être traité. Le Ministère public a annulé l'une de ces procédures en raison du retrait de la plainte.

Dans les 35 autres procédures d'action pénale (40 l'année précédente), une audience de conciliation a été prévue. Parmi celles-ci, aucune audience n'a (encore) eu lieu dans 17 procédures, car:

- > le défendeur ne l'a pas voulue (1), ce qui équivaut à un échec de la conciliation;
- > le demandeur a refusé l'audience (4), ce qui a entraîné la transmission au MP et équivaut donc à un échec;
- > le demandeur ne s'est pas présenté (1), ce qui correspond à un retrait de la plainte;
- > le défendeur ne s'est pas présenté (1), ce qui équivaut à un échec de la conciliation;
- > l'audience (10) est agendée pour le premier trimestre 2020.

Sur les 18 procédures restantes, un accord a été trouvé dans 9 cas, alors que les tentatives de conciliation ont échoué dans 7 procédures. 2 autres procédures ont fait l'objet d'une suspension à la Préfecture, ceci afin de vérifier la volonté de payer du défendeur.

En règle générale, les parties sont convoquées immédiatement pour une audience de conciliation, mais au plus tard dans le délai d'un mois à dater du mandat donné par le Ministère public. Il arrive souvent que les rendez-vous prévus doivent être reportés, surtout lorsque des avocats sont impliqués. Les plaintes déposées directement à la Préfecture sont transmises sans retard au Ministère public.

Dans la majorité des cas, les parties ne sont pas assistées par des avocats lors des audiences de conciliation. Comme celles-ci visent avant tout une discussion entre les parties adverses, leurs représentants sont - le cas échéant - priés de faire preuve de retenue; ceci est généralement bien compris par les avocats, en particulier lorsque la partie adverse comparait sans l'assistance d'un représentant.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	35	37
Succès de la tentative	9	13
Echec de la tentative (13), retrait de la plainte (1), transmission au Ministère public	14	23
Pendantes	12	1

Dénonciations pénales

Par rapport à l'année précédente, le nombre d'ordonnances pénales a connu à nouveau une augmentation en 2019, passant de 3982 à 4152 ordonnances (= + 4,26 % par rapport à 3982 en 2018, + 13,5 % par rapport à 3656 en 2017 et même + 24 % par rapport à 3346 en 2016). Au total, 12 oppositions ont été formulées contre des ordonnances pénales (= 0.3%); le pourcentage des oppositions a donc diminué (0.5% en 2018).

Une fois de plus, le nombre d'infractions à la loi sur la circulation routière a augmenté. Les autres dénonciations (en raison d'absences sans excuse dans la scolarité obligatoire [6], de défaut d'annonce d'arrivée au lieu de résidence [2]) sont de minime importance.

Au cours de l'année sous examen, il n'y a pas eu de demandes de conversion d'amendes en travaux d'intérêt général (3 au cours de chacune des deux années précédentes).

334 dossiers ont été adressés au Service de l'exécution des sanctions pénales pour des amendes impayées (453 en 2018, 616 en 2017).

361 personnes ont fait l'objet d'un avis de recherche dans Ripol (379 l'année précédente, 280 en 2017).

54 dossiers ont été classés en 2019 par voie d'ordonnance (116 l'année antérieure, 144 en 2017).

444 dossiers ont été classés sans suite parce qu'une adresse faisait défaut (336 l'année précédente, 136 en 2017).

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	4152	3982
définitives	4140	3962
frappées d'opposition	12	20
décisions de libération de la poursuite pénale	54	116

2.9.1.1.4.3 Divers

Pas de remarque.

2.9.1.1.5 Préfecture de la Glâne

2.9.1.1.5.1 Personnel et organisation

La Préfecture a mis en place une organisation dynamique pouvant en tout temps répondre à l'évolution des besoins de la population, des Communes et Associations de communes. Pour ce faire, l'ensemble des collaborateurs est ouvert aux changements et s'adapte aux nouvelles contraintes.

Chaque requête de nos partenaires a été suivie d'une réponse claire, précise afin que le demandeur soit renseigné ou dirigé vers la personne ou le service compétent. Si la confiance entre la population et ses autorités est grande, ceci est dû, en particulier, à cette présence sur le « terrain » et à la connaissance du milieu et la proximité voulue par les responsables. Le Préfet et le Lieutenant de préfet ont porté une attention particulière aux contacts avec tous les organes ou partenaires ayant sollicité une demande.

La Préfecture de la Glâne est composée de sept personnes y compris un apprenti. Comme à l'accoutumée, en 2019, la Préfecture a accueilli plusieurs jeunes pour des stages. Chaque collaborateur s'investit sans compter et assume parfaitement son travail. On peut affirmer que toutes les demandes sont prises en compte sans délai et qu'à chaque fois une réponse adaptée est apportée, même si souvent le travail fourni va bien au-delà des tâches dévolues à une préfecture.

Le système salarial de l'Etat ne permet pas de reconnaître à sa juste valeur l'engagement des collaborateurs. Nous sommes la seule préfecture n'ayant pas engagé de juriste en plus du lieutenant de préfet et nous avons pu, grâce à notre organisation, à l'implication de tous collaborateurs, maintenir l'effectif depuis plus de 20 ans, ceci malgré l'évolution des missions et la complexité de celles-ci.

Notre but en 2019 était de tout faire pour corriger les plus grandes incohérences. N'ayant pas été entendue par les services de l'Etat concernés, une collaboratrice qui s'est vu refuser une reconsidération de son poste a donné son congé. Ce qui est incompréhensible, c'est qu'elle a été engagée pour un travail identique dans une autre préfecture avec deux échelons supplémentaires. En 2020, nous devons tout mettre en œuvre afin d'éviter de telles inégalités et le ressenti d'injustice par le personnel.

2.9.1.1.5.2 Statistiques et généralités

L'année 2019 a connu une augmentation du volume des affaires pénales avec un accroissement global de 17.8%. Le nombre d'affaires transmis par le Ministère public est resté stable, tout comme les dénonciations émanant de la Gendarmerie. La différence provient des dénonciations pour violation d'une mise à ban par les régies immobilières et/ou les particuliers, lesquelles ont doublé. Le nombre total d'affaires est passé de 382 en 2018 à 455 en 2019.

Plaintes

Le Lieutenant de préfet s'occupe en principe des plaintes et des séances de conciliation y relatives.

Dans le cadre des affaires enregistrées en 2019 et traitées jusqu'ici, 13 tentatives de conciliation ont abouti contre 14 ayant échoué, celles-ci incluant les cas où les prévenus ne se sont pas présentés à l'audience. Il convient de relever que 8 séances concernant des affaires 2019 ont été agendées en début d'année 2020 (cf. suspens dans tableau).

Dans les 35 affaires transmises en 2019 par le Ministère public, 23 concernent des plaintes pour menaces, injures et voies de fait, soit les 2/3.

En principe, les parties citées à comparaître sont convoquées en audience agendée 4 à 8 semaines après la réception de la plainte. Dans la mesure du possible, les parties ne sont pas convoquées durant les vacances scolaires afin d'éviter des demandes de report. Sur justification, 6 séances ont été reportées durant l'année.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation		34
Ayant abouti		18
Ayant échoué, transmises au ministère public		12
En suspens		4

Dénonciations

Globalement, le volume des dénonciations s'est accru de 19.1% (+ 73) au vu de l'augmentation des dénonciations pour violation d'une mise à ban (+ 87) et des dénonciations pour absences scolaires (+ 10). Les infractions à la LCR ont légèrement diminué (-15 en matière d'excès de vitesse ; - 2 pour les accidents).

6 ordonnances pénales ont fait l'objet d'une opposition devant le Juge de police. Les 6 oppositions ont été retirées.

S'agissant des ordonnances de classement (+ 13), celles-ci concernent principalement des dénonciations pour violation d'une mise à ban (20) et des accidents de la circulation (9).

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	455	382
définitives	455	382
frappées d'opposition	6	2
Ordonnances de classement	31	18

2.9.1.1.5.3 Divers

Le traitement des affaires 2019 a été assuré à satisfaction de l'équipe de la Préfecture. Il n'y a pas de retard à signaler et les affaires sont traitées dans les délais, ce dont nous nous réjouissons.

L'organisation en place répond parfaitement aux besoins, de sorte que son maintien garantit assurément une bonne célérité ainsi qu'une bonne efficacité.

2.9.1.1.6 Préfecture de la Broye

2.9.1.1.6.1 Personnel et organisation

Sous la responsabilité du Préfet Nicolas Kilchoer, la Préfecture de la Broye emploie six personnes (4,6 EPT) ainsi qu'un apprenti. Le volet pénal est essentiellement l'apanage du préfet, du lieutenant de préfet et d'une secrétaire.

2.9.1.1.6.2 Statistiques et généralités

La Préfecture de la Broye enregistre une légère diminution de son activité juridictionnelle en matière pénale (893 dossiers contre 992 en 2018). Celle-ci reste toutefois dans la moyenne des années précédentes. Il est particulièrement réjouissant de constater l'efficacité d'une justice simple et rapide, la plupart des plaintes et des dénonciations transmises à la préfecture étant traitées de manière diligente et dans un délai raisonnable pour les justiciables.

Plaintes

Le nombre de plaintes transmises au préfet pour conciliation est en légère diminution avec la satisfaction de régler définitivement une bonne partie de ces dossiers (un peu plus de 43%).

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	42	65
Ayant abouti	13	33
Ayant échoué, transmises au ministère public	17	32
En suspens	12	7

Dénonciations

Quand bien même le nombre de dénonciations est en légère diminution, il reste dans la moyenne des années précédentes. Il convient de relever que la majeure partie de ces dénonciations porte sur des infractions LCR, tout en soulignant le peu de situations dans lesquelles l'ordonnance rendue est frappée d'opposition (1.6%).

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	851	927
définitives	837	911
frappées d'opposition	14	16
Ordonnances de classement	26	

2.9.1.1.6.3 Divers

Il y a lieu de souligner la qualité de la collaboration avec le Ministère public, ce tant dans le traitement des plaintes que dans le contrôle préalable des ordonnances de classement.

2.9.1.1.7 Préfecture de la Veveyse

2.9.1.1.7.1 Personnel et organisation

Les procédures et les méthodes de travail mises en place en 2017 par le préfet et la lieutenant de préfet ont été maintenues en 2019, à satisfaction.

Au niveau de l'administration, les deux collaboratrices administratives représentent 1,5 EPT. Nous avons cependant connu une année difficile, puisque la secrétaire principale à 100%, qui s'occupait entre autre du pénal, a été en arrêt maladie durant toute l'année. Nous avons donc dû pallier son absence avec une personne engagée en contrat de durée déterminée, ce qui n'a pas été sans provoquer quelques soucis au niveau de la marche du service. En effet, la remplaçante a également été malade dès septembre, et nous avons heureusement pu bénéficier d'une aide précieuse de la Préfecture de la Glâne. Nous avons mis un terme à nos relations de service avec ces deux personnes et avons engagé une nouvelle collaboratrice qui a débuté au 1^{er} janvier 2020.

Afin de compenser la charge importante de travail en lien avec de nombreux dossiers, le principe de l'engagement de juristes stagiaires en CDD (6 mois) a été maintenu en 2019, mais ne sera pas forcément renouvelé pour 2020, dans la mesure où nous avons obtenu la création d'un nouveau poste de juriste à 20% pour notre entité.

La plupart des ordonnances pénales sont rédigées par les collaboratrices administratives, d'autres par la juriste stagiaire ou la lieutenant de préfet, notamment les OP LATeC. Elles sont ensuite relues et signées par le préfet ou sa lieutenant.

Quant aux séances de conciliation, elles sont dirigées le plus souvent par le préfet et parfois par la lieutenant de préfet, selon les disponibilités ou le degré de connaissance des personnes concernées. Le procès-verbal est tenu par la juriste stagiaire ou une collaboratrice administrative.

2.9.1.1.7.2 Statistiques et généralités

De manière générale, les statistiques montrent une diminution des plaintes et une augmentation des dénonciations.

Les relations avec nos partenaires dans certaines affaires ont toujours été excellentes, qu'il s'agisse du Ministère public, du Tribunal d'arrondissement, de la Justice de paix ou de la police cantonale.

Plaintes

Sur les tentatives de conciliation réellement effectuées, on constate un taux de réussite légèrement inférieur à 60%.

A relever qu'aucune d'entre elles n'a concerné une violation des obligations d'entretien, ce qui était déjà le cas en 2018.

Les infractions les plus courantes ont été les suivantes : voies de fait, lésions corporelles simples, injures, menaces, diffamation, calomnie, utilisation abusive d'un appareil de communication, vol et violation de domicile.

Les personnes citées à comparaître sont convoquées en audience dans un délai d'un mois environ, dès réception de la plainte. Elles se présentent souvent seules, une minorité étant accompagnée d'un mandataire (avocat, assistant social, personne de confiance). La présence d'un(e) interprète a été sollicitée à une ou deux reprises.

Les dossiers sont ensuite transmis sans délai au Ministère public.

Tableau comparatif	2019	2018
Tentatives de conciliation	25	36
Ayant abouti	9	23
Ayant échoué, transmises au ministère public	7	7
En suspens	5	2
Transmises d'office au Ministère public	4	4

Dénonciations

Dans le domaine des dénonciations, la Préfecture de la Veveyse a constaté une croissance assez importante.

Celles relatives à la loi sur la circulation routière (LCR) ou aux autres bases légales s'en rapprochant représentent clairement la majorité des dénonciations reçues : 488/727.

Viennent ensuite les dénonciations pour violation de mise à ban (210), puis les travaux entrepris sans autorisation ou en violation des conditions du permis de construire (8), la fermeture tardive des établissements publics (6), et le contrôle des habitants (0).

Le nombre de cas en lien avec les absences scolaires illégitimes est de 12 pour 2019 (20 en 2018). Comme à l'accoutumée, la majorité des situations concernent vraisemblablement des départs en vacances prématurés ou des retours de vacances tardifs.

Une fois l'ordonnance pénale envoyée, vient la question de l'encaissement. Le nombre de dossiers d'ordonnances pénales impayées transmis au Service de l'application des sanctions pénales pour l'exécution de la peine privative de liberté par substitution est toujours important : 54, 31 en 2018.

Tableau comparatif	2019	2018
Ordonnances pénales	727	584
définitives	711	572
frappées d'opposition	16	12
transmises d'office au Ministère public	-	-

2.9.1.1.7.3 Divers

Vous trouverez en annexe le tableau des statistiques 2019 en matière pénale. Je vous en souhaite bonne réception et me tiens si nécessaire à votre disposition pour fournir les compléments d'information qui feraient défaut.

2.9.1 Oberämter

2.9.1.1 Allgemeiner Teil

2.9.1.1.1 Oberamt des Saanebezirks

2.9.1.1.1.1 Personal und Organisation

Im Laufe des Septembers 2019 und nach mehr als dreissig Jahren Tätigkeit hat Vizeoberamtmann Maurice Guillet seine Funktion im Oberamt der Saanebezirks aufgegeben und ist in den Ruhestand getreten. Auf der strafrechtlichen Ebene hat sich Vizeoberamtmann Maurice Guillet, der übrigens ein Spezialist der Strassenverkehrsgesetzgebung war, in der Kunst des Schlichtungsversuchs ausgezeichnet, in der er eine sehr hohe Erfolgsquote vorweisen konnte. Durch seine Kompetenzen und seine ganze Arbeit hat Vizeoberamtmann Maurice Guillet die Geschichte des Oberamts des Saanebezirks geprägt, und darüber hinaus diejenige der freiburgischen Oberämter.

Nach seinem Rücktritt wurde Vizeoberamtmann Guillet ad interim durch Patrick Nicolet, juristischer Berater beim Oberamt, ersetzt, dem bis 31. Dezember 2019 der Titel Vizeoberamtmann ad hoc verliehen wurde, damit er sein Amt ausüben konnte.

Die Zahl der Mitarbeitenden, die dem Strafsektor zugeteilt sind, ist im Vergleich mit den Vorjahren gleichgeblieben; Neben dem Vizeoberamtmann arbeiten zwei weitere Vollzeitmitarbeiter und eine Sekretärin zu 60 % ausschliesslich für den Strafsektor. Zwei weitere Mitarbeiterinnen werden zusätzlich zu ihren eigentlichen Aufgaben im Oberamt mit spezifischen weiteren administrativen Aufgaben betraut.

2.9.1.1.1.2 Statistik und Allgemeines

Auch wenn man gegenüber 2018 einen leichten Rückgang der Zahl der Straffälle feststellt, bleibt deren Volumen erheblich. Für die Zahl und die Einzelheiten der behandelten Fälle verweisen wir auf die beiliegende Tabelle.

Klagen

Während des Jahres 2019 wurden uns von der Staatsanwaltschaft 218 Fälle für einen Schlichtungsversuch (nur Antragsdelikte) überwiesen; davon wurden 136 Fälle (62,3 %) mit einer Vereinbarung oder ganz einfach mit einem Rückzug der Klage erledigt. Wie früher wird am häufigsten wegen folgender Straftaten geklagt: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Drohungen, Beschimpfungen, unrechtmässige Aneignung, Veruntreuung zum Nachteil Angehöriger, Zechprellerei, Sachbeschädigung, Hausfriedensbruch, Ehrverletzung, Ladendiebstahl und Vernachlässigung von Unterhaltspflichten.

In den meisten Fällen wird, nachdem die Polizei ermittelt und die Beteiligten angehört hat, das Dossier überwiesen. Gelegentlich werden weitere Personen um Auskunft gebeten; in einfachen Ehrverletzungsfällen überweist der Generalstaatsanwalt die Klage direkt und ohne Untersuchungsmassnahmen an den Oberamtmann. Die Angelegenheiten werden, ab ihrem Eingang beim Oberamt, grundsätzlich innert einer Frist von drei Monaten behandelt.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	218	268
erfolgreich	136	182
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	82	86
hängig	0	0

Verzeigungen

Die Gesamtzahl von 6222 Strafbefehlen (StB) lässt sich wie folgt aufgliedern:

- > 1742 ordentliche StB;
- > 3797 StB wegen Verletzung eines richterlichen Verbots;
- > 398 StB wegen unerlaubtem Parkieren auf dem Privatgrund der SBB;
- > 186 StB wegen Verkehrsunfällen;
- > 99 StB zur Einstellung des Verfahrens nach Einsprache gegen einen ersten StB.

Die Mehrheit der ordentlichen StB betrifft den Bereich des Strassenverkehrs; es wurden zahlreiche Ermittlungen eröffnet, um Straftäter zu eruieren. Bei Geschwindigkeitsüberschreitungen und Unfällen sind diese Verfahren heikel, da die strafrechtliche Sanktion eine Administrativmassnahme (Verwarnung oder Entzug des Fahrausweises), die von der Kommission für Administrativmassnahmen im Strassenverkehr (KAM) ausgesprochen wird, nach sich zieht. Die übrigen Fälle fallen im Wesentlichen unter das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten, das Schulgesetz, das Gesetz über die Einwohnerkontrolle und das Baugesetz.

Die Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots bringen einen beträchtlichen administrativen Aufwand zur Überprüfung und Nachforschung und eine rege Korrespondenz zwischen Oberamt und Privateigentümern mit sich.

Von all diesen Fällen wurden 20 Dossiers (0,32 %) nach einer Einsprache der verurteilten Person dem Polizeirichter zu einem Streitgespräch übermittelt; ungefähr die Hälfte dieser Verfahren endet mit einem Rückzug der Einsprache.

Schliesslich wurden die eingestellten Fälle (fehlerhafter Verzeigungsrapport, Verjährung, Freiheitsstrafe vollzogen) im Juni und im Dezember wie gewohnt dem Generalstaatsanwalt zur Unterschrift vorgelegt. Dabei handelt es sich um rund 10 Bundesordner.

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	6'222	6'929
endgültig	6'202	6'899
mit Einsprache belegt	20	30
Einstellungsverfügungen	99	127

2.9.1.1.1.3 Verschiedenes

Am 4. September 2019 inspizierte eine Delegation des Kantonsgerichts den Strafsektor des Oberamts.

2.9.1.1.2 Oberamt des Sensebezirks

2.9.1.1.2.1 Personal und Organisation

Die Hauptverantwortlichkeit im Bereich der Strafanträge und Strafanzeigen lag bis zum 31. Juli 2019 bei Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu. Seit dem 14. August 2019 übernimmt der neue Vize-Oberamtmann Simon Bucheli diese Verantwortung. Die Sachbearbeitung der laufend eingehenden Strafanträge und Strafanzeigen erfolgt selbstständig durch die Verwaltungsadjunktin Nadia Hayoz-Sauterel sowie durch die Verwaltungsangestellte Lydia Jeckelmann. Um die Einsprachen kümmert sich die Juristin Clarissa Frankfurt.

2.9.1.1.2.2 Statistiken und Allgemeines

Sämtliche Angelegenheiten bezüglich Strafsachen werden bei Eingang registriert. Die nachfolgende Auswertung der Registrierungen gibt Ihnen Auskunft über die Unterscheidung nach verschiedenen Vergehen, die Anzahl der Registrierungen sowie den Dossierstatus.

Statistikcode	Art des Vergehens
1	Verkehrsunfall
2	SVG-Geschwindigkeit
3	SVG-Übertretungen (Parkverbot, Ueberholen, Ueberladen, FIAZ etc.)
4	ARV-Übertretungen
5	Nichtbezahlen von Ordnungsbussen
6	Übertretungen Alp- und Forstwege / Sammeln von Pilzen / Verstoss gegen Artenschutz
7	Baupolizei
8	Strafklage / Erfolgreiche Versöhnungsverhandlung oder Rückzug der Strafklage
9	Strafklage / Versöhnungsverhandlung nicht erfolgreich, weiterleiten an Staatsanwaltschaft
10	Vorführbefehl / Zuweisung an Arzt durch Oberamt für Abklärung
11	Registrierung ohne Folgen (Person in Schwierigkeiten, Arbeitsunfall, Familienstreit,
12	An Staatsanwaltschaft oder Jugendstrafkammer infolge Zuständigkeit
13	Feuerpolizei
14	Diverses ohne Zuordnung
15	Verletzung der Schulpflicht
16	Wirtshauskandal / Ueberwirten / Getränkeausschank ohne Bewilligung
17	Angesetzte Versöhnungsverhandlung / Per 31.12 noch hängig
18	Einstellungsverfügung / Nichtanhandnahmeentscheid
19	Mediation
20	Sistierungsverfügungen / Täterschaft Unbekannt
21	Einwohnerkontrolle

> Anzahl Dossier mit Status "Offen" : 68

> Anzahl Dossier mit Status "In Bearbeitung" : 0

> Anzahl Dossier mit Status "Erledigt" : 1792

Statistik 2019

Code	Anzahl Registrierungen	Total Bussenbetrag	Total Gebühren	Total Kosten Oberamt
1	59	19'506.75	2'850.00	659.00
2	620	272'415.00	39'320.00	8'182.00
3	122	18'695.00	3'860.00	1'524.00
4		-	-	-
5	892	127'060.00	26'420.00	11'666.00
6	39	3'900.00	1'170.00	507.00
7	28	38'700.00	3'630.00	338.00
8	5	-	-	-
9	15	-	-	-
10	5	-	-	-
11	13	-	-	-
12	1	-	-	-
13		-	-	-
14	2	100.00	20.00	13.00
15	12	1'700.00	310.00	136.00
16	3	1'000.00	160.00	39.00
17	2	-	-	-
18	22	500.00	120.00	52.00
19		-	-	-
20	14	100.00	30.00	13.00
21	6	900.00	170.00	52.00
Total	1'860	484'576.75	78'060.00	23'181.00

Statistikcode 10, 11, 12, 13, 14, 19 und 20 werden in der offiziellen Jahresstatistik, welche ebenfalls dem Justizrat zugestellt wird, nicht berücksichtigt, da es sich hierbei nicht um Schlichtungsverhandlungen, Strafbefehle resp. Strafsentscheide oder Überweisungen an den zuständigen Richter handelt.

Strafanträge

Vize-Oberamtfrau Sarah Hagi Göksu war verantwortlich für die Durchführung der gesetzlich vorgeschriebenen Versöhnungsverhandlungen. Seit dem 14. August 2019 übernimmt hauptsächlich Simon Bucheli, Vize-Oberamtmann, diese Verantwortung. Die Anzahl der Strafanträge hat gegenüber dem Vorjahr um 22 abgenommen. Es muss weiterhin festgestellt werden, dass die Schlichtungsversuche zusehends komplexer werden.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	22	44
Erfolgreich	5	17
Gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	15	26
Hängig	2	1

Strafanzeigen

Die eingegangenen Strafanzeigen sind im Vergleich zum Vorjahr leicht gesunken, d. h. eine Abnahme von 343 Anzeigen. Insgesamt wurden 1781 Strafbefehle ausgestellt. Davon wurden 11 mittels Einsprache angefochten.

Die Zustellung und das Inkasso der Strafbefehle für im Ausland wohnhafte Lenker und Lenkerinnen wird jedes Jahr schwieriger und zeitaufwändiger. Die meisten Geschwindigkeitsübertretungen werden bei der fixen Radarstelle auf der Autobahn A12 (Gde. Bösinggen) gemessen und betreffen sehr oft im Ausland wohnhafte Lenker, die vorwiegend mit Mietwagen unterwegs sind. Ungenaue Adressen, Wegzüge, erfolglose Zustellungen in Kriegsgebieten, Geschwindigkeitsübertretungen durch Mitglieder von NATO-Truppen usw. erschweren die Arbeit und erfordern gegebenenfalls immer häufiger eine Ausschreibung im Ripol.

Es wird weiterhin festgestellt, dass immer mehr Personen eine Ratenzahlung beantragen. In diesen Fällen ist der Minimalbetrag pro Monatsrate auf CHF 50.00 festgelegt.

Das Inkasso der ausgesprochenen Bussen erfolgt ausschliesslich durch den Finanzdienst des Kantons Freiburg. Nach 2 erfolglosen Mahnungen wird der Strafbefehl in Haft umgewandelt und zur Vollstreckung an das Amt für Straf- und Massnahmenvollzug übermittelt. Nur selten werden direkt bei uns Anträge um Bussenreduktionen gestellt. Neu sind gewünschte Umwandlungen der Busse in gemeinnützige Arbeit direkt beim Amt einzureichen.

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	1781	2124
endgültig	1700	2114
mit Einsprache belegt	11	10
Einstellungsverfügungen	22	1

2.9.1.1.2.3 Verschiedenes

Ein grosser Dank geht wiederum an alle involvierten Ämter für die angenehme und hervorragende Zusammenarbeit.

2.9.1.1.3 Oberamt des Greyerzbezirks

2.9.1.1.3.1 Personal und Organisation

Im Greyerzbezirk ist der Oberamtmann für Strafanzeigen und der Vizeoberamtmann für den Bereich Klagen verantwortlich. Die Verwaltung der registrierten Klagen und Strafanzeigen wird vom Personal, das für diese Sektoren zuständig ist, selbständig sichergestellt.

2.9.1.1.3.2 Statistik und Allgemeines

Klagen

Die Zahl der eingetragenen Klagen in unserem Bezirk sinkt. Die Klagen, die beim Oberamt entgegengenommen werden und von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft zu übermitteln sind, werden sofort nach der Entgegennahme weitergeleitet. Im Jahr 2019 waren dies 5 Fälle; 7 wurden vor der Verhandlung zurückgezogen. Sofern keine besonderen Probleme vorliegen, werden die Parteien innerhalb von 4 bis 6 Wochen nach Eingang der Klage zur Anhörung aufgeboten.

Die Zahl der beschuldigten und der klagenden Personen, die einer Schlichtungsverhandlung unentschuldigt fernbleiben, ist relativ hoch. Für 7 Dossiers zu Strafklagen war ein Total von 12 Personen nicht anwesend.

Am Ende beläuft sich der Prozentsatz erfolgreicher Schlichtungen auf mehr als 73 %, trotz 7 Angelegenheiten bei denen der Kläger/Beklagte an der Anhörung nicht teilnahm.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	71	113
erfolgreich	52	56
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	19	39
hängig	24	18

Verzeigungen

Die Zahl der beim Oberamt des Greyerzbezirks eingegangenen Strafanzeigen ist stabil. Die meisten Strafanzeigen betreffen Verstösse im Zusammenhang mit richterlichen Verboten (2019/1570 - 2018/1535). Diese tragen zu einem erheblichen administrativen Arbeitsaufwand bei und werfen zahlreiche Herausforderungen auf, ganz zu schweigen von der Tatsache, dass die Höhe der Geldbussen (50 Franken) zur dafür erforderlichen Arbeit in keinem Verhältnis stehen.

Im Greyerzbezirk hat der Oberamtmann hauptsächlich Untersuchungen zu Widerhandlungen gegen die Raumplanungsgesetzgebung (2019/59 - 2018/9), das Schulgesetz (2019/30 - 2018/37) und seit kurzem das SVG angeordnet. Die verschiedenen Straftaten im Zusammenhang mit dem Strassenverkehrsgesetz (SVG) haben gegenüber dem Vorjahr leicht abgenommen (2019/827 - 2018/862), und die Zahl der Unfälle ist ebenfalls zurückgegangen (2019/118 - 2018/139)Die Zahl der Widerhandlungen gegen das Gesetz über die öffentlichen Gaststätten (2019/16 - 2018/16) bleibt stabil.

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	2667	2671
endgültig	2642	2656
mit Einsprache belegt	25	15
Einstellungsverfügungen	125	143

2.9.1.1.3.3 **Verschiedenes**

Das Oberamt des Greyerzbezirks weist auf die ausgezeichnete Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft, der Polizei und den Gerichtsbehörden hin.

2.9.1.1.4 Oberamt des Seebezirks

2.9.1.1.4.1 Personal und Organisation

Die Strafsachen wurden bis Juni 2019 von der Vize-Oberamtfrau Mélanie Corminboeuf behandelt. Ab Juli 2019 wurde diese Tätigkeit von ihrer Nachfolgerin Carole Schaer übernommen. Bei den Strafklagen bzw.

Versöhnungsverhandlungen wird die Administration (Protokolle, Korrespondenz) von der Juristin Helena Kottmann erledigt, während das Sekretariat für die Administration der Strafbefehle zuständig ist.

Seit August 2019 ist Luca Kulli als Praktikant für ein Jahr angestellt. Er erhält einen Einblick in sämtliche administrativen Aufgaben, welche im Oberamt anfallen.

2.9.1.1.4.2 Statistiken und Allgemeines

Strafanträge

Die Strafklagen werden von der Vize-Oberamtfrau Carole Schaer behandelt, welche auch die Versöhnungsverhandlungen durchführt.

Es sind insgesamt 40 Strafklagen eingegangen (Vorjahr 46). 5 davon sind direkt dem Oberamt zugegangen und vom Oberamt zur Eröffnung eines Verfahrens der Staatsanwaltschaft übermittelt worden. Bislang ist keines dieser Verfahren an das Oberamt zur Behandlung zurückübermittelt worden. Eines dieser Verfahren konnte bei der Staatsanwaltschaft infolge Rückzugs der Klage abgeschrieben werden.

In den übrigen 35 Klageverfahren (Vorjahr 40) wurde eine Versöhnungsverhandlung angesetzt. Davon wurde in 17 Verfahren (noch) keine Verhandlung durchgeführt, weil:

- > der Beklagte dies nicht wollte (1), was einem Scheitern der Versöhnung entspricht;
- > der Kläger die Verhandlung ablehnte (4), was die Übermittlung an die StA mit sich brachte und somit einem Scheitern entspricht;
- > der Kläger nicht erschien (1), was einem Rückzug der Klage entspricht;
- > der Beklagte nicht erschien (1), was einem Scheitern der Versöhnung entspricht;
- > die Verhandlung (10) im ersten Quartal 2020 terminiert ist.

Von den restlichen 18 Verfahren konnte in 9 Fällen eine Einigung erzielt werden, während in 7 Verfahren die Versöhnungsversuche gescheitert sind. 2 weitere Verfahren sind beim Oberamt sistiert, dies zwecks Überprüfung der Zahlungswilligkeit der beklagten Partei.

In der Regel werden die Parteien sofort, aber spätestens innerhalb Monatsfrist ab Eingang des Auftrages durch die Staatsanwaltschaft, zur Versöhnungsverhandlung vorgeladen. Es kommt oft vor, dass die angesetzten Termine verschoben werden müssen, meistens dann, wenn Rechtsanwälte involviert sind. Direkt beim Oberamt eingereichte Klagen werden ohne Verzug der Staatsanwaltschaft zur Verfahrenseröffnung weitergeleitet.

In den meisten Fällen werden die Parteien bei Versöhnungsverhandlungen nicht von Rechtsanwälten begleitet. Da bei der Versöhnungsverhandlung vor allem eine Aussprache der Kontrahenten angestrebt wird, werden Parteienvertreter gegebenenfalls gebeten, sich zurückzuhalten; dies wird in der Regel von den Rechtsanwälten auch mit Verständnis aufgenommen, insbesondere wenn die Gegenpartei nicht anwaltlich vertreten ist.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	35	37
Erfolgreich	9	13
Gescheitert (13) bzw. Klagerückzug (1), an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	14	23
Hängig	12	1

Strafanzeigen

Gegenüber dem Vorjahr hat die Anzahl Strafbefehle im Jahr 2019 erneut zugenommen von 3982 auf nun 4152 Strafbefehle (= + 4.26 % gegenüber 3982 Strafbefehlen im Jahr 2018, + 13.5 % gegenüber 3656 Strafbefehlen im Jahre 2017 und sogar + 24 % gegenüber 3346 Strafbefehlen im Jahr 2016). Insgesamt wurden 12 Einsprachen gegen Strafbefehle erhoben (= 0.3 %); der prozentuale Anteil der Einsprachen ist damit gesunken (0.5 % im 2018).

Erneut haben die Anzahl Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz zugenommen. Die übrigen Anzeigen (Anzeigen wegen unentschuldigter Absenzen vom obligatorischen Schulunterricht [6], Anzeigen wegen unterlassener Anmeldung am Wohndomizil [2]) fallen nur unwesentlich ins Gewicht.

Im Berichtsjahr gab es keine Gesuche zur Umwandlung von Bussen in gemeinnützige Arbeit (in den beiden Vorjahren je 3).

334 Dossiers mussten dem Amt für Justizvollzug wegen nicht bezahlter Busse zugestellt werden (453 im Jahr 2018, 616 im Jahr 2017).

361 Personen wurden im Ripol ausgeschrieben (379 im Vorjahr, 280 im Jahr 2017).

54 Dossiers wurden im Jahr 2019 mittels Verfügung eingestellt (116 im Vorjahr, 144 im Jahr 2017).

444 Dossiers mussten ohne Folge klassiert werden, da eine Adresse fehlte (336 im Vorjahr, 136 im Jahr 2017).

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	4152	3982
endgültig	4140	3962
mit Einsprache belegt	12	20
Einstellungsverfügungen	54	116

2.9.1.1.4.3 Verschiedenes

Keine Bemerkung.

2.9.1.1.5 Oberamt des Glanebezirks

2.9.1.1.5.1 Personal und Organisation

Das Oberamt hat sich eine dynamische Organisation gegeben, die es erlaubt, jederzeit auf die Entwicklung der Bedürfnisse der Bevölkerung, der Gemeinden und der Gemeindeverbände zu reagieren. Dazu ist die Gesamtheit der Belegschaft offen für Veränderungen und passt sich den neuen Gegebenheiten an.

Jede Anfrage unserer Partner wurde klar und präzise beantwortet, um die Fragestellenden an die richtigen Personen oder zuständigen Ämter weiterzuleiten. Dass das Vertrauen zwischen der Bevölkerung und den Behörden gross ist, ist insbesondere der Tatsache, dass die Verantwortlichen vor Ort sind, die Umgebung kennen und die Nähe suchen, geschuldet. Der Oberamtmann und der Vizeoberamtmann haben den Kontakten zu den verschiedenen Organen und Partnern, die eine Anfrage stellten, ein spezielles Augenmerk geschenkt.

Das Oberamt des Glanebezirks setzt sich aus sieben Personen zusammen, davon ein Lernender. Wie üblich haben im Jahr 2019 mehrere Jugendliche im Oberamt ein Praktikum absolviert. Jeder Mitarbeiterin und jeder Mitarbeiter engagiert sich voll und übernimmt die Verantwortung für seine Arbeit. Wir können bestätigen, dass alle Anfragen ohne Zeitverlust bearbeitet werden und in jedem Fall eine angemessene Antwort gegeben wird, auch wenn die geleistete Arbeit oft weit über die Aufgaben eines Oberamts hinausgeht.

Das Salärssystem des Staates ermöglicht es nicht den Wert der Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter richtig zu entgelten. Wir sind das einzige Oberamt, das neben dem Vizeoberamtmann keine weiteren Juristen eingestellt hat, und wir konnten dank unserer Organisation und dank dem Miteinbezug aller Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter die Belegschaft schon mehr als 20 Jahre beibehalten, obwohl sich die Aufgaben und deren Komplexität entwickelten.

Unser Ziel für das Jahr 2019 war es, alles dafür zu tun, um die grössten Inkohärenzen zu korrigieren. Eine Mitarbeiterin, der eine Neu Beurteilung ihrer Stelle verweigert wurde, kündigte, weil sie von den zuständigen staatlichen Stellen nicht angehört wurde. Das ist unverständlich, da sie für eine identische Arbeit in einem anderen Oberamt mit zwei Lohnstufen mehr eingestellt wurde. Im Jahr 2020 müssen wir alles dafür tun, um solche Ungleichheiten und ein Gefühl der Ungleichheit beim Personal zu vermeiden.

2.9.1.1.5.2 Statistik und Allgemeines

Im Jahr 2019 nahm das Volumen der Strafsachen gesamthaft um 17,8 % zu. Die Zahl der von der Staatsanwaltschaft übermittelten Angelegenheiten ist stabil geblieben, das gilt auch für die von der Gendarmerie stammenden Strafanzeigen. Der Unterschied stammt von den Strafanzeigen von Liegenschaftsverwaltungen und/oder Privatpersonen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots, die sich verdoppelt haben. Die Zahl der Angelegenheiten stieg von 382 im Jahr 2018 auf 455 im Jahr 2019.

Klagen

Der Vizeoberamtmann beschäftigt sich im Prinzip mit Klagen und den damit verbundenen Schlichtungsverhandlungen.

Im Rahmen der im Jahr 2019 registrierten und bis dato bearbeiteten Angelegenheiten waren 13 Schlichtungsversuche erfolgreich, während 14 scheiterten, letztere beinhalten auch Fälle, bei denen die Vorgeladenen nicht zur Anhörung erschienen. Zu bemerken ist, dass 8 Sitzungen, die Angelegenheiten des Jahres 2019 betrafen, auf Beginn des Jahres 2020 angesetzt wurden (s. hierzu Tabelle).

Von den 35 Angelegenheiten, die uns im Jahr 2019 von der Staatsanwaltschaft übertragen wurden, betrafen 23 Klagen Drohungen, Beleidigungen und Übergriffe, was zwei Dritteln entspricht.

In der Regel werden die Parteien nach Eingang der Strafklage in 4 bis 8 Wochen zum Erscheinen zur Verhandlung aufgeboten. Im Rahmen des Möglichen werden die Parteien nicht während der Schulferien aufgeboten, um Verschiebungsanträge zu vermeiden. Auf Begründungen hin wurden während des Jahres 6 Sitzungen verschoben.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche		34
erfolgreich		18
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet		12
hängig		4

Verzeigungen

Über Alles gesehen ist das Volumen der Anzeigen aufgrund der Anzeigen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots (+ 87) und Anzeigen wegen unentschuldigter Fernbleibens von der Schule (+ 10) um 19,1 % (+ 73) gestiegen. Die Widerhandlungen gegen das SVG sind leicht zurückgegangen (- 15 wegen Geschwindigkeitsüberschreitungen; - 2 wegen Unfällen).

6 Strafbefehle haben zu Einsprachen vor dem Polizeirichter geführt. Die 6 Einsprachen wurden zurückgezogen.

Die Einstellungsverfügungen (+ 13) betreffen hauptsächlich Anzeigen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots (20) und Verkehrsunfälle (9).

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	455	382
endgültig	455	382
mit Einsprache belegt	6	2
Einstellungsverfügungen	31	18

2.9.1.1.5.3 Verschiedenes

Die Behandlung der Angelegenheiten erfolgte im Jahr 2019 zur Zufriedenheit der Belegschaft des Oberamts. Es gibt keine Verspätungen zu vermelden, und die Angelegenheiten werden fristgerecht behandelt, worüber wir froh sind.

Die Organisation des Oberamts ist gut auf die Anforderungen der ihm übertragenen Aufgaben eingestellt, was zu einer zügigen und effektiven Abwicklung seiner Geschäfte führt.

2.9.1.1.6 Oberamt des Broyebezirks

2.9.1.1.6.1 Personal und Organisation

Unter der Verantwortung von Oberamtmann Nicolas Kilchoer beschäftigt das Oberamt des Broyebezirks sechs Personen (4,6 VZÄ) und einen Lernenden. Für Fälle aus dem Strafrecht sind im Wesentlichen der Oberamtmann, der Vizeoberamtmann und eine Sekretärin zuständig.

2.9.1.1.6.2 Statistik und Allgemeines

Das Oberamt des Broyebezirks verzeichnet eine leichte Abnahme seiner richterlichen Tätigkeit in Straffällen (893 Fälle im Vergleich zu 992 im Jahr 2018). Die Zahl der Angelegenheiten bleibt im Vergleich zum Mittel der vergangenen Jahre gleich. Es ist besonders erfreulich festzustellen, wie leistungsfähig und einfach unsere schnelle Rechtsprechung ist. Die Mehrheit der Klagen und Verzeigungen, die an das Oberamt überwiesen wurden, wurden gewissenhaft und in einer für die Rechtsuchenden angemessenen Zeit erledigt.

Klagen

Die Zahl der dem Oberamtmann zur Schlichtung zugestellten Klagen ist leicht gesunken. Wir stellen mit Befriedigung fest, dass etwas mehr als 43 % der Fälle definitiv geregelt werden konnten.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	42	65
erfolgreich	13	33
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	17	32
hängig	12	7

Verzeigungen

Die Zahl der Verzeigungen nimmt zwar leicht ab, entspricht jedoch dem Mittel der vergangenen Jahre. Man muss darauf hinweisen, dass der grösste Teil dieser Verzeigungen wegen Übertretungen des SVG eingereicht wird, wobei zu unterstreichen ist, dass in den wenigsten Fällen Einsprache gegen den Strafbefehl erhoben wird (1,6 %).

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	851	927
endgültig	837	911
mit Einsprache belegt	14	16
Einstellungsverfügungen	26	

2.9.1.1.6.3 Verschiedenes

Sowohl bei der Behandlung der Klagen als auch bei der Vorkontrolle der Einstellungsverfügungen sei noch auf die gute Zusammenarbeit mit der Staatsanwaltschaft hingewiesen.

2.9.1.1.7 Oberamt des Vivisbachbezirks

2.9.1.1.7.1 Personal und Organisation

Die Arbeitsprozesse und -methoden, die 2017 vom Oberamtmann und der Vizeoberamtfrau eingeführt wurden, wurden 2019 zur allgemeinen Zufriedenheit beibehalten.

In der Verwaltung beträgt die Anzahl VZÄ der beiden Verwaltungssachbearbeiterinnen 1,5. Wir haben jedoch ein schwieriges Jahr hinter uns, da die Hauptsekretärin zu 100 %, die sich unter anderem um den Strafbereich kümmerte, während des ganzen Jahres krankgeschrieben war. Wir mussten ihre Absenz mit einer Person mit einem befristeten Arbeitsvertrag überbrücken, was jedoch einige Probleme beim Betrieb der Behörde mit sich brachte. Tatsächlich erkrankte die Stellvertreterin ab September ebenfalls, und wir konnten glücklicherweise von der wertvollen Hilfe des Oberamts des Glanebezirks profitieren. Wir haben das Arbeitsverhältnis mit den zwei Personen beendet und eine neue Mitarbeiterin angestellt, die ihre Arbeit am 1. Januar 2020 aufnahm.

Um die bedeutende Arbeitslast im Zusammenhang mit zahlreichen Dossiers zu kompensieren, wurde das Prinzip des Engagements von Juristinnen-Praktikantinnen und Juristen-Praktikanten mit befristetem Arbeitsvertrag (6 Monate) 2019 beibehalten, wird aber im Jahre 2020 nicht unbedingt erneuert, da es uns gelang, für unsere Einheit eine 20 %-Stelle für eine Juristin/einen Juristen zu erhalten.

Die Mehrheit der Strafbefehle wird von den Verwaltungssachbearbeiterinnen verfasst, andere von der Juristin-Praktikantin oder der Vizeoberamtfrau, namentlich die Strafbefehle im Rahmen des RPBG. Sie wurden anschliessend vom Oberamtmann oder von der Oberamtfrau gegengelesen und unterzeichnet.

Die Schlichtungsverhandlungen werden je nach Verfügbarkeit oder Kenntnissen der betroffenen Person vom Oberamtmann oder von der Vizeoberamtfrau geleitet. Das Protokoll wird von der juristischen Praktikantin oder einer Sekretärin geführt.

2.9.1.1.7.2 Statistik und Allgemeines

Im Allgemeinen zeigen Statistiken eine Abnahme der Klagen und eine Erhöhung der Anzeigen.

Die Beziehungen mit unseren Partnern, sei dies die Staatsanwaltschaft, das Bezirksgericht, das Friedensgericht oder die Kantonspolizei, die uns in einigen Fällen unterstützten, waren immer ausgezeichnet.

Klagen

Bei den tatsächlich durchgeführten Schlichtungsversuchen beträgt die Erfolgsquote etwas weniger als 60 %.

Es gilt darauf hinzuweisen, dass keiner von ihnen eine Verletzung von Unterhaltsverpflichtungen betraf, was bereits im Jahr 2018 der Fall war.

Die am häufigsten auftretenden Straftaten waren: Tötlichkeiten, einfache Körperverletzungen, Beschimpfungen, Drohungen, Verleumdung, Missbrauch eines Telekommunikationsgerätes, Diebstahl und Hausfriedensbruch.

Die vorgeladenen Personen werden innert einem Monat nach Entgegennahme der Klage zu einer Verhandlung einberufen. Meist erscheinen sie alleine, eine Minderzahl wird von Bevollmächtigten begleitet (Anwältin/Anwalt, Sozialarbeiterin/Sozialarbeiter, Vertrauensperson). Die Anwesenheit einer Dolmetscherin/eines Dolmetschers war ein oder zwei Mal erforderlich.

Die Dossiers werden in der Folge unverzüglich der Staatsanwaltschaft übergeben.

Vergleichstabelle	2019	2018
Schlichtungsversuche	25	36
erfolgreich	9	23
gescheitert, an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	7	7
hängig	5	2
von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	4	4

Verzeigungen

Im Bereich der Strafanzeigen hat das Oberamt des Vivisbachbezirks eine wesentliche Erhöhung festgestellt.

Die Fälle mit Bezug zum Strassenverkehrsgesetz (SVG) oder anderen ähnlichen gesetzlichen Grundlagen stellen die deutliche Mehrheit der eingegangenen Anzeigen dar: 488/727.

Darauf folgen die Verzeigungen wegen Verletzung eines richterlichen Verbots (210), danach Bauarbeiten, die ohne Bewilligung erfolgten oder die gegen Baubewilligungen verstiesen (8), Verzeigungen wegen verspäteter Schliessung öffentlicher Gaststätten (6) und in Zusammenhang mit der Einwohnerkontrolle (0).

Die Zahl der Verzeigungen wegen unrechtmässiger Absenzen in der Schule beträgt 12 im Jahr 2019 (20 im Jahr 2018). Wie gewohnt betreffen wahrscheinlich die meisten Fälle vorzeitige Ferienabreisen oder eine verspätete Rückkehr aus den Ferien.

Wenn der Strafbefehl versendet ist, stellt sich die Frage des Inkassos. Die Zahl der Fälle, in denen Strafbefehle nicht bezahlt wurden und die dem Amt für Straf- und Massnahmenvollzug und Gefängnisse für den Vollzug der an die Stelle der Busse tretenden Freiheitsstrafe überwiesen werden, bleibt erheblich: 54 (2018: 31)

Vergleichstabelle	2019	2018
Strafbefehle	727	584
endgültig	711	572
mit Einsprache belegt	16	12
von Amtes wegen an die Staatsanwaltschaft weitergeleitet	-	-

2.9.1.1.7.3 Verschiedenes

Sie finden in der Beilage die Tabelle mit den Statistiken zu den Strafsachen im Jahr 2019. Ich stehe Ihnen für zusätzliche Informationen gerne zur Verfügung.

2.9.1.2 Partie statistique / Statistischer Teil

Activité judiciaire des préfets / Richterliche Tätigkeit der Oberamt männer

Plaintes et dénonciations / <i>Strafanträge und Strafanzeigen</i>	Sarine Saane	Singine Sense	Gruyère Greyez	Lac See	Glâne Glâne	Broye Broye	Veveyse Vivisbach	Total
1. Tentatives de conciliation / <i>Schlichtungsversuche</i>	218	22	95	35	35	42	21	468
ayant abouti / <i>erfolgreich</i>	136	5	52	9	13	13	9	237
ayant échoué, transmises au Ministère public <i>gescheitert, der Staatsanwaltschaft</i> <i>übermittelt</i>	82	15	19	14	14	17	7	168
en suspens / <i>hängig</i>	0	2	24	12	8	12	5	63
2. Transmises d'office au Ministère public / <i>von Amtes wegen der Staatsanwaltschaft</i> <i>übermittelt</i>	20	1	5	5	0	0	4	35
3. Ordonnances pénales / <i>Strafbefehle</i>	6222	1781	2667	4152	461	851	727	16861
définitive / <i>endgültige</i>	6202	1770	2642	4140	455	837	711	16757
Frappées d'opposition, dossiers transmis au juge / <i>Einsprache erhoben,</i> <i>Akten dem Richter übermittelt</i>	20	11	25	12	6	14	16	104
Total	6460	1804	2767	4192	496	893	752	17364

2.9.2 Commission de recours de l'Université / Rekurskommission der Universität

2.9.2.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	13	13
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	5	13
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	9	13
Décision de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>	9	8
Prononcé présidentiel / <i>Präsidentialverfügung</i>	--	4
Par un autre moyen / <i>auf andere Weise</i>	--	1
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	9	13

2.9.2.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2019	2018
Examens et travaux écrits / <i>Examen und schriftliche Arbeiten</i>	5	8
Admission aux études et changement d'études / <i>Zulassung zum Studium und Studienwechsel</i>	--	1
Autres / <i>andere</i>	4	4
Prolongation d'un stage pratique / <i>Verlängerung eines Praktikums</i>	--	--
Blâme / <i>Verweis</i>	--	--

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2019	2018
Décisions de la Commission / <i>Kommissionsentscheide</i>		
Admission / <i>Gutheissung</i>	--	--
Admission partielle / <i>teilweise Gutheissung</i>	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / <i>Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz</i>	--	--
Irrecevabilité / <i>Nichteintreten</i>	1	1
Rejet / <i>Abweisung</i>	7	5
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	1	1
Admission dans la mesure où recevable / <i>Gutheissung soweit Eintreten</i>	--	1
Prononcés présidentiels / <i>Präsidentialverfügungen</i>		
Irrecevabilité manifeste / <i>Offensichtliche Unzulässigkeit</i>	--	1
Retrait / <i>Rückzug</i>	--	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / <i>aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten</i>	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / <i>Abweisung soweit Eintreten</i>	--	--
Transmission à l'autorité compétente / <i>Weiterleitung an zuständige Behörde</i>	--	2

2.9.2.3 Recours au Tribunal cantonal / Beschwerden an das Kantonsgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	2
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	2	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	1
Admission / Gutheissung	1	--
Rejet / Abweisung	1	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	1
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.2.4 Commentaires / Kommentare

2.9.2.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Aucun commentaire. *Kein Kommentar.*

2.9.2.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Markus Julmy	Président / Präsident
Géraldine Pontelli-Barras	Vice-présidente / Vize-Präsidentin
Ambroise Bulambo	Assesseur / Beisitzer
Barbara Hallensleben	Assesseure / Beisitzerin
Michel Heinzmann	Assesseur / Beisitzer
Sophie Marchon Modolo	Assesseure / Beisitzerin
Sarah Riedo	Assesseure / Beisitzerin
Isabelle Théron	Assesseure / Beisitzerin
Marina Achermann-Eggelhöfer	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Sascha Bischof	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Lucas Chocomeli	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Eric Davoine	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Sébastien Schief	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Laure Zbinden	Assesseure suppléante / Ersatzbeisitzerin
Stéphanie Colella	Secrétaire juriste / Juristische Sekretärin
Elias Moussa	Secrétaire juriste / Juristischer Sekretär

2.9.3 Commission de recours en matière d'améliorations foncières / Rekurskommission für Bodenverbesserungen

2.9.3.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	2	2
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	--	1
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	2	1
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	2	1
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	--	2

2.9.3.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Améliorations foncières agricoles / landwirtschaftliche Bodenverbesserungen	1	1
Remaniement parcellaire forestier / Waldzusammenlegungen	--	--
Terrains à bâtir / Baulandumlegungen	1	--

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	1	--
Retrait de recours / Rückzug	1	1
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--

2.9.3.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.3.4 Commentaires / Kommentare

2.9.3.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Néant. *Kein Kommentar.*

2.9.3.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Jacques Menoud	Président / <i>Präsident</i>
Thomas Meyer	Vice-président / <i>Vize-Präsident</i>
Jean-Bernard Bapst	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Felix Bärtschi	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Yvan Chassot	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jacques Genoud	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
René Hirsiger	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Sylvie Mabillard	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Joseph Rhême	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Dominique Schaller	Assesseur / <i>Beisitzer</i>

Comme par le passé, la Commission siège en deux chambres séparées suivant la langue de la procédure. Selon la langue de celle-ci, la chambre est présidée par Monsieur Jacques Menoud, président, pour la langue française, et par Monsieur Thomas Meyer, vice-président, pour la langue allemande. Le secrétariat est dédoublé suivant le même principe.

Die Rekurskommission tagt in zwei verschiedenen Kammern, je nach der Prozesssprache. Je nach Prozesssprache wird die Kommission vom Präsidenten, Herrn Jacques Menoud, oder vom Vizepräsidenten, Herrn Thomas Meyer, präsiert. Die Kommission verfügt über zwei Sekretariate, je eines für die beiden Sprachgruppen.

2.9.4 Commission de recours en matière de premier relevé / Rekurskommission für die Ersterhebung

2.9.4.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	9	4
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	3	2
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	6	--
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	1	--
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	5	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	6	6

2.9.4.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Abornement / Vermarkung		--
Mensuration officielle / amtliche Vermessung	6	--

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	1	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	5	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--

2.9.4.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.4.4 Commentaires / Kommentare

2.9.4.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

La différence entre les affaires pendantes au 31.12.2018 (6) et celles pendantes au 01.01.2019 (9) est due à la communication en juin 2019 de 3 dossiers supplémentaires non répertoriés en 2018.

Die Differenz zwischen den am 31.12.2018 hängigen Angelegenheiten (6) und jenen, die am 01.01.2019 hängig waren (9), ist auf die Übergabe von zusätzlichen, nicht registrierten 3 Dossiers im Juni 2019 zurückzuführen.

2.9.4.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Alice Reichmuth Pfammatter	Présidente ad hoc / Präsidentin ad hoc
Anna Noël	Vice-présidente ad hoc / Vize-Präsidentin ad hoc
Xavier Angéloz	Assesseur / Beisitzer
Yvan Chassot	Assesseur / Beisitzer
Luc Déglise	Assesseur / Beisitzer
Daniel Kaeser	Assesseur / Beisitzer
René Sonney	Assesseur / Beisitzer
Giacinto Zucchini	Assesseur / Beisitzer

La Présidente et la Vice-Présidente ont été désignées ad hoc dès le 1^{er} juin 2019 pour une durée de six mois.

Die Präsidentin und die Vize-Präsidentin waren ab 1. Juni 2019 interimweise für sechs Monate tätig.

2.9.5 Commission d'expropriation / Enteignungskommission

2.9.5.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	15	10
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	6	9
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	9	--
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	1	1
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	3	
Par un autre moyen / auf andere Weise	5	3
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	12	15

2.9.5.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

	2019	2018
Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete		
Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise		
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Rejet / Abweisung	1	1
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	5	3
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	3	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Conciliation / Versöhnung	5	--

2.9.5.3 Recours au Tribunal / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	1	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	1	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	1	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	1
Admission / Gutheissung	1	--
Rejet / Abweisung	1	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.5.4 Commentaires / Kommentare

2.9.5.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Le Tribunal cantonal, reprenant en cela la motivation de la décision de la Commission, a confirmé au début avril 2019 - dans un second arrêt publié rejetant un recours déposé contre une décision de la Commission d'expropriation en la matière - la jurisprudence qu'il avait établie en novembre 2018 en matière d'expropriation matérielle, jurisprudence concernant l'éventuel dédommagement à verser suite au déclassement de terrains qui avaient fait l'objet d'une mise en zone conforme certes au PDCant mais ne respectant pas les principes matériels fixés dans la loi sur l'aménagement du territoire (LATeC). Cette jurisprudence a permis à la Commission d'expropriation de tenter avec succès la conciliation dans 4 affaires similaires, les demandeurs ayant préféré retirer leur demande. Le nombre de demandes d'indemnité pour expropriation matérielle en raison d'un déclassement devrait dès lors diminuer dans le futur.

En revanche, la Commission d'expropriation sera certainement saisie à l'avenir de nouvelles requêtes pour expropriation temporaire des droits de voisinage du fait de travaux de réfection entrepris par les collectivités publiques, ce, tant que les conditions d'une indemnisation n'auront pas fait l'objet d'une décision judiciaire faisant jurisprudence en la matière.

In Anlehnung an die Urteilsbegründung der Kommission hat das Kantonsgericht Anfang April 2019 seine im November 2018 im Bereich der materiellen Enteignung entwickelte Rechtsprechung bestätigt, die Beschwerde gegen den Entscheid der Enteignungskommission abgewiesen und den eigenen Entscheid publiziert. Dieser bezieht sich auf die unter Umständen zu leistende Entschädigung infolge Auszonung von Baulandparzellen, welche dem kantonalen Richtplan entsprechend eingezont wurden, den materiellen Anforderungen des RPBG jedoch nicht genügten. Diese Rechtsprechung hat es der Enteignungskommission ermöglicht, in vier ähnlich gelagerten Fällen eine Einigung durch Rückzug der Forderung herbeizuführen. Die Anzahl Forderungen wegen materieller Enteignung infolge Auszonung sollte inskünftig daher rückläufig sein.

Andererseits wird sich die Enteignungskommission in Zukunft sicherlich mit neuen Gesuchen um vorübergehende Enteignung wegen Verletzung von Nachbarrecht im Rahmen von Bauarbeiten durch öffentlich-rechtliche Körperschaften befassen müssen, solange die Bedingungen für eine solche Entschädigung nicht in der Rechtsprechung festgelegt werden.

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
José Kaelin	Président / <i>Präsident</i> (jusqu'au 31 décembre 2019)
Danielle Julmy	Vice-présidente / <i>Vize-Präsidentin</i>
Pierre-Henri Gapany	Vice-président / <i>Vize-Präsident</i>
Yves Bosson	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Gérald Cantin	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Pascal Chassot	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Olivier Chenevert	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Lorenz Fivian	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Andreas Freiburghaus	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jacqueline Giroud	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
German Imoberdorf	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Jean-Marc Sallin	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Patrik Schaller	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Noël Schneider	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Walter Schoop	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Edgar Schorderet	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Elodie Surchat	Assesseur / <i>Beisitzer</i>
Victorine Alice van Zanten	Assesseure / <i>Beisitzerin</i>
Ingo Schafer	Secrétaire / <i>Sekretär</i>
Marie-Laure Schneuwly-Karth	Secrétaire / <i>Sekretär</i> (jusqu'au 31 décembre 2019)

José Kaelin, Président de la Commission et Marie-Laure Schneuwly-Karth, Secrétaire de langue française, ont démissionné de leur fonction avec effet au 31 décembre 2019. Me Anna Noël présidera la Commission d'expropriation à partir du 1^{er} janvier 2020, tandis que le poste de secrétaire sera repourvu en début 2020.

José Kaelin, Präsident der Kommission, und Marie-Laure Schneuwly-Karth, französischsprachige Sekretärin, haben auf den 31. Dezember 2019 hin demissioniert. Rechtsanwältin Anna Noël präsidiert die Kommission ab dem 1. Januar 2020, die Sekretariatsstelle wird Anfang 2020 neu besetzt werden.

2.9.6 Autorité de surveillance du registre foncier / Aufsichtsbehörde über das Grundbuch

2.9.6.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1	--
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	6	5
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	6	4
Décision de l'Autorité / Entscheide der Behörde	6	3
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	1
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	1	1

2.9.6.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Procédure / Verfahren	1	1
Postposition de droits / Rangrücktritt	--	1
Transfert d'un immeuble agricole / Veräußerung eines landwirtschaftlichen Grundstücks	1	--
Servitude / Dienstbarkeit	1	1
Vente / Verkauf	2	1
Cession / Abtretung	1	--

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Décisions de l'Autorité / Entscheide der Behörde		
Admission / Gutheissung	3	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	1	1
Rejet / Abweisung	1	2
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	1
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--

2.9.6.3 Recours à la Cour d'appel du Tribunal cantonal / Beschwerden an den Appellationshof des Kantonsgerichts

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	1
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.6.4 Commentaires / Kommentare

2.9.6.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

L'Autorité a liquidé les affaires courantes et traité les questions juridiques. Elle a visité tous les bureaux et procédé à des contrôles par sondages. L'Autorité a été saisie de 6 recours (5 en 2018). Elle a rendu 6 décisions (2 en français, 4 en allemand); 4 recours ont été admis, dont 1 partiellement, 1 recours a été déclaré irrecevable et 1 recours rejeté. Le traitement d'un recours est reporté en 2020.

Die Behörde hat die laufenden Geschäfte erledigt und die sich stellenden juristischen Fragen behandelt. Sie hat alle Grundbuchämter besucht und Stichkontrollen vorgenommen. Bei der Behörde wurden 6 Beschwerden eingereicht (5 im Jahr 2018). Es wurden 6 Entscheide gefällt (2 auf Französisch, 4 auf Deutsch): 4 Beschwerden wurden gutgeheissen, davon 1 teilweise, auf 1 Beschwerde konnte nicht eingetreten werden und 1 Beschwerde wurde abgewiesen. Die Behandlung einer Beschwerde wird in das Jahr 2020 übertragen.

2.9.6.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Bettina Hürlimann-Kaup	Présidente / Präsidentin
Pierre-Henri Gapany	Vice-Président / Vizepräsident
Catherine Overney	Membre / Mitglied
Jérôme Delabays	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Alexandra Jungo	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Maryse Pradervand-Kernen	Membre suppléant / Ersatzmitglied
Séverine Zehnder	Secrétaire-juriste / Sekretärin

En 2019, l'Autorité de surveillance du registre foncier a été présidée par Mme Bettina Hürlimann-Kaup, professeure à l'Université de Fribourg. M. Pierre-Henri Gapany, avocat, et Mme Catherine Overney, juge au Tribunal cantonal, ont siégé comme membres. Mme Alexandra Jungo et Mme Maryse Pradervand-Kernen, toutes deux professeures à l'Université de Fribourg, de même que M. Jérôme Delabays, juge cantonal, ont fonctionné comme membres suppléants.

La fonction de secrétaire-juriste de l'Autorité a été exercée par Mme Séverine Zehnder, greffière-rapporteuse auprès du Tribunal cantonal.

2019 wurde die Aufsichtsbehörde über das Grundbuch präsiert von Frau Bettina Hürlimann-Kaup, Professorin an der Universität Freiburg. Als Mitglieder gehörten der Behörde an Herr Pierre-Henri Gapany, Anwalt und Vizepräsident der Aufsichtsbehörde, sowie Frau Catherine Overney, Richterin am Kantonsgericht. Frau Alexandra Jungo und Frau Maryse Pradervand-Kernen, Professorinnen an der Universität Freiburg, sowie Herr Jérôme Delabays, Kantonsrichter, gehörten der Behörde als Ersatzmitglieder an.

Das Sekretariat der Behörde wurde von Frau Séverine Zehnder, Gerichtsschreiberin-Berichterstatterin am Kantonsgericht, geführt.

2.9.7 Tribunal arbitral en matière d'assurance maladie et accidents / Schiedsgericht in Sachen Kranken- und Unfallversicherung

2.9.7.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

<i>Affaires enregistrées / eingetragene Angelegenheiten</i>	2019	2018
pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängig	7	3
nouvelles affaires / neue Angelegenheiten	7	7
pendantes au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	8	7

<i>Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten</i>	2019	2018
par arrêt de cour / durch Gerichtshofentscheid	1	1
par décision présidentielle / durch Präsidialverfügung	5	2
par arrêt présidentiel / durch Präsidialentscheid	--	--

2.9.7.2 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	1
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	1
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--

2.9.7.3 Mode de liquidation / Erledigungsart

<i>Assurance-maladie / Krankenversicherung</i>	2019	2018
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	1	--
Rejet / Abweisung	--	1
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	2	--
Retrait / Rückzug	1	--
Nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
Accord / Einigung	--	--
Transaction / Vergleich	1	--

Assurance-accidents / Unfallversicherung	2019	2018
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	1	--
Nouvelle décision / neuer Entscheid	--	--
Accord / Einigung	--	--

2.9.7.4 Commentaires / Bemerkungen

2.9.7.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Bemerkungen zur Statistik

Le Tribunal arbitral a enregistré à nouveau sept nouvelles affaires en 2019, dont cinq portent sur des affaires de polypragmasie, parmi lesquelles quatre visent des psychiatres recherchés par les assureurs en restitution de sommes versées en trop au titre de prestations LAMal en comparaison avec leurs confrères, selon les statistiques RSS de santésuisse. Ces dossiers, à la valeur litigieuse très élevée, nécessitent souvent un long échange d'écritures et un travail de rédaction conséquent que la Présidente ne saurait mener sans l'appui de la Greffière, Stéphanie Morel, en fonction depuis un an.

Das Schiedsgericht verzeichnete 2019 erneut sieben neue Angelegenheiten. Fünf davon betreffen Überarztung (Polypragmasie). Bei vier davon geht es um Psychiater, die von den Versicherern auf Rückzahlungen von zu viel bezahlten KVG-Leistungen belangt wurden, gemäss Rechnungssteller-Statistik (RSS) der santésuisse im Vergleich zu ihren Berufskollegen. Diese Dossiers, die einen sehr hohen Streitwert aufweisen, erfordern oftmals lange Schriftenwechsel und eine aufwendige Redaktionsarbeit der Urteile, welche die Präsidentin ohne die Unterstützung ihrer Gerichtsschreiberin, Stéphanie Morel, die seit einem Jahr im Amt ist, nicht leisten könnte.

2.9.8 Commission de conciliation en matière d'égalité entre les sexes dans les rapports de travail / Schlichtungskommission für Gleichstellung der Geschlechter im Erwerbsleben

2.9.8.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	1	--
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	2	1
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	3	--
Décision de la Commission / Kommissionsentscheide	3	--
Prononcé présidentiel / Präsidialverfügung	--	--
Par un autre moyen / auf andere Weise	--	--
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	--	--

2.9.8.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Décisions de la Commission / Kommissionsentscheide		
Admission / Gutheissung	--	--
Admission partielle / teilweise Gutheissung	--	--
Admission avec renvoi à l'autorité inférieure / Gutheissung mit Rückweisung an die Vorinstanz	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Délivrance d'une autorisation de procéder / Erteilen einer Klagebewilligung	2	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Prononcés présidentiels / Präsidialverfügungen		
Irrecevabilité manifeste / Offensichtliche Unzulässigkeit	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Causes devenues sans objet pour d'autres motifs / aus anderen Gründen gegenstandslos gewordene Angelegenheiten	--	--
Rejet dans la mesure où recevable / Abweisung soweit Eintreten	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--
Admission / Zulassung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Retrait de recours / Rückzug	--	--
Conciliation / Versöhnung	--	--

2.9.8.3 Recours au Tribunal fédéral / Beschwerden an das Bundesgericht

	2019	2018
Pendants au 1er janvier / am 1. Januar hängig	--	--
Recours introduits / eingereichte Beschwerden	--	--
Jugements notifiés / zugestellte Entscheide	--	--
Pendants au 31 décembre / am 31. Dezember hängig	--	--
Admission / Gutheissung	--	--
Rejet / Abweisung	--	--
Irrecevabilité / Nichteintreten	--	--
Retrait / Rückzug	--	--
Transmission à l'autorité compétente / Weiterleitung an zuständige Behörde	--	--

2.9.8.4 Commentaires / Kommentare

2.9.8.4.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Au 1^{er} janvier 2019, une cause était pendante devant la Commission. Deux nouvelles causes sont entrées en 2019. La Commission a liquidé trois causes en 2019, une a fait l'objet d'une transaction judiciaire et les deux autres ont donné lieu à une autorisation de procéder.

Zum 1. Januar 2019 war ein Verfahren bei der Kommission hängig. 2019 wurden zwei neue Angelegenheiten eingeführt. Die Kommission hat 2019 drei Angelegenheiten erledigt. Eine wurde im Wege eines gerichtlichen Vergleichs beigelegt, die zwei anderen haben zu Klagebewilligungen geführt.

2.9.8.4.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Christian Esseiva	Président / <i>Präsident</i>
Anastasia Zacharatos	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Viviane Collaud	Assesseure (employeur-e-s) / <i>Beisitzerin (Arbeitgeber / -innen)</i>
Reto Julmy	Assesseur (employeur-e-s) / <i>Beisitzer (Arbeitgeber / -innen)</i>
Daniel Bürdel	Assesseur suppl. (employeur-e-s) / <i>Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber / -innen)</i>
Jean-Daniel Wicht	Assesseur suppl. (employeur-e-s) / <i>Ersatzbeisitzer (Arbeitgeber / -innen)</i>
René Nicolet	Assesseur (travailleurs / -euses) / <i>Beisitzer (Arbeitnehmer / -innen)</i>
Chantal Hayoz Clément	Assesseure (travailleurs / -euses) / <i>Beisitzerin (Arbeitnehmer / -innen)</i>
Luftey Kaya	Assesseure suppl. (travailleurs / -euses) / <i>Ersatzbeisitzer (Arbeitnehmer / -innen)</i>
Nicole Schmutz Larequi	Assesseure (organisations féminines) / <i>Beisitzerin (Frauenorganisationen)</i>
Isabelle Brunner Wicht	Assesseure suppl. (org. féminines) / <i>Ersatzbeisitzerin (Frauenorg.)</i>
Anouchka Chardonnens	Secrétaire / <i>Sekretärin</i>

En 2019, la composition de la Commission n'a subi aucun changement.

Die Zusammensetzung der Kommission hat sich im Jahr 2019 nicht verändert.

2.9.9 Commission de conciliation en matière de bail de la Sarine / Schlichtungskommission für Mietsachen des Saanebezirks

2.9.9.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	33	79
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	315	345
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	222	290
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	104	54

2.9.9.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2019	2018
Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	28	16
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	24	58
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	21	45
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	10	10
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	34	60
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	20	8
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	--	3
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	36	34
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	38	33
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	11	23

Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2019	2018
Décisions de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>	--	--
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	71	93
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	37	59
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	--

2.9.9.3 Commentaires / Kommentare

2.9.9.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

En 2019, la Commission a traité 222 dossiers (contre 290 dossiers en 2018), en 22 séances par la Présidente et 6 séances par le vice-président. J'observe une diminution constante des affaires.

Die Kommission behandelte im Jahr 2019 in 22 Sitzungen unter der Leitung der Präsidentin und 6 Sitzungen unter der Leitung des Vizepräsidenten 222 Dossiers (gegenüber 290 Dossiers im Jahr 2018). Ich stelle einen konstanten Rückgang an Angelegenheiten fest.

Taux moyen de conciliation en 2019 (2018: 86 %) / *Schlichtungsgrad 2019 (2018: 86 %).*

83.5% (222 cas traités dont seulement 37 ont été transmis au Tribunal des baux).

83,5 % (222 behandelte Fälle, von denen nur 37 ans Mietgericht überwiesen wurden).

2.9.9.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

En juin 2019, il y a eu le départ de Madame Pascale Grisanti, secrétaire de la Commission. Dès le 1^{er} juillet 2019, c'est Madame Sylvie Perroud qui a repris la fonction de secrétaire.

Il y a également eu la démission au du président suppléant, Monsieur Yann Hofmann, à fin août 2019. Mandat qui a été repourvu en octobre 2019 par la suppléance de Madame Sophie Sarah Dumartheray.

Deux nouveaux assesseurs ont rejoint la Commission : Monsieur Sébastien Thorimbert, assesseur propriétaire, en remplacement de Monsieur Jean-Marc Maradan, et Monsieur Ricardo Ramos, assesseur locataire, en remplacement de Madame Laure Gallay-Christ.

Im Juni 2019 erfolgte der Weggang von Pascale Grisanti, Kommissionssekretärin. Ab dem 1. Juli 2019 übernahm Sylvie Perroud die Funktion als Sekretärin.

Im Weiteren ist der stellvertretende Präsident, Yann Hofmann, per Ende August 2019 zurückgetreten. Dessen Amt hat im Oktober 2019 stellvertretend Sophie Sarah Dumartheray übernommen.

Zwei neue Beisitzer wurden in die Kommission aufgenommen: Sébastien Thorimbert, Beisitzer Eigentümer, kam für Jean-Marc Maradan, und Ricardo Ramos, Beisitzer Mieter kam für Laure Gallay-Christ.

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Jacqueline Passaplan	Présidente / <i>Präsidentin</i>
Sophie Sarah Dumartheray	Suppléante de la Présidente / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Valentin Aebischer	Assesseeur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Jean-Marc Boechat	Assesseeur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Ricardo Ramos	Assesseeur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Amalia Echegoyen	Assesseeure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Christine Maillard	Assesseeure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
François Chenaux	Assesseeur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Sébastien Thorimbert	Assesseeur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Françoise Marchon	Assesseeure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Olivier Ragonesi	Assesseeur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Richard Wolf	Assesseeur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>

2.9.10 Commission de conciliation en matière de bail de la Singine et du Lac / Schlichtungskommission für Mietsachen des Sense- und Seebezirks

2.9.10.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / <i>am 1. Januar hängige Angelegenheiten</i>	17	5
Affaires introduites / <i>eingereichte Angelegenheiten</i>	81	85
Affaires liquidées / <i>erledigte Angelegenheiten</i>	84	73
Affaires pendantes au 31 décembre / <i>am 31. Dez. hängige Angelegenheiten</i>	14	17

2.9.10.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / <i>behandelte Rechtsgebiete</i>	2019	2018
Loyer initial / <i>Anfangsmietzins</i>	5	1
Augmentation de loyer / <i>Mietzinserhöhung</i>	8	10
Baisse de loyer / <i>Mietzinssenkung</i>	5	8
Frais accessoires / <i>Nebenkosten</i>	3	2
Résiliation ordinaire / <i>ordentliche Vertragskündigung</i>	4	--
Résiliation extraordinaire / <i>ausserordentliche Vertragskündigung</i>	7	1
Prolongation de bail / <i>Erstreckung Mietverhältnis</i>	15	22
Créance de paiement / <i>Forderung auf Zahlung</i>	25	18
Défaut / <i>Mietzinshinterlegung</i>	8	6
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	4	5
Sort réservé aux affaires / <i>Erledigungsweise</i>	2019	2018
Décisions de constatation de la Commission / <i>Feststellungsverfügungen der Kommission</i>	46	42
Irrecevabilité, retrait de recours / <i>Nichteintreten, Rückzug</i>	10	8
Transmission au Tribunal arbitral / <i>Weiterleitung ans Schiedsgericht</i>	28	23
Autres raisons / <i>andere Gründe</i>	--	--

2.9.10.3 Commentaires / Kommentare

2.9.10.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Der nun schon seit ein paar Jahren anhaltende Trend einer unterdurchschnittlichen Anzahl an Schlichtungsgesuchen hielt auch im 2019 an. Dies kann sich aber sehr schnell ändern, wenn eine Anpassung der einschlägigen Gesetzgebung erfolgt oder der Referenzzinssatz angepasst wird. Unsere flexiblen Strukturen lassen ohne grössere Anpassungen beides zu.

La tendance à un nombre de requêtes de conciliation inférieur à la moyenne, manifeste depuis quelques années, s'est poursuivie en 2019. Mais ceci peut changer très rapidement si la législation déterminante est modifiée ou si le taux d'intérêt de référence est ajusté. Nos structures flexibles permettent de faire face à ces deux facteurs sans adaptations majeures.

Schlichtungsgrad 2019 / Taux de conciliation 2019

Auch im 2019 konnte ein hoher Anteil der eingegangenen Schlichtungsgesuche im Rahmen der Schlichtungskommission abschliessend erledigt werden. Dies vor allem auch Dank der Kompetenz und dem Engagement der Kommissionsmitglieder und der beteiligten Rechtsvertreter.

En 2019 encore, la Commission de conciliation a réglé définitivement une grande partie des requêtes de conciliation enregistrées. Ceci grâce avant tout à la compétence et à l'engagement des membres de la commission et des représentants légaux concernés.

2.9.10.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Marius Schneuwly	Président / <i>Präsident</i>
Sarah Reitze	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Cornelia Thalmann El Bachary	Suppléante du Président ad hoc / <i>Stellvertretende Präsidentin ad hoc (sechs Monate)</i>
Susanne Heiniger	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Beatrix Franziska Vogl Ott	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Gabriella Weber Morf	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Hanspeter Bellorini	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Marianne Isler-Raemy	Assesseure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Edgar Jenny	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Cornelia Boschung	Secrétaire / <i>Sekretärin</i>

2.9.11 Commission de conciliation en matière de bail de la Gruyère, de la Glâne, de la Broye et de la Veveyse / Schlichtungskommission für Mietsachen des Greyerz-, Glâne-, Broye- und Vivisbachbezirks

2.9.11.1 Statistique générale / Allgemeine Statistik

	2019	2018
Affaires pendantes au 1er janvier / am 1. Januar hängige Angelegenheiten	105	102
Affaires introduites / eingereichte Angelegenheiten	266	405
Affaires liquidées / erledigte Angelegenheiten	302	355
Affaires pendantes au 31 décembre / am 31. Dez. hängige Angelegenheiten	69	152

2.9.11.2 Affaires liquidées / Erledigte Angelegenheiten

Matières traitées / behandelte Rechtsgebiete	2019	2018
Loyer initial / Anfangsmietzins	10	21
Augmentation de loyer / Mietzinserhöhung	36	28
Baisse de loyer / Mietzinssenkung	12	51
Frais accessoires / Nebenkosten	14	9
Résiliation ordinaire / ordentliche Vertragskündigung	55	69
Résiliation extraordinaire / ausserordentliche Vertragskündigung	26	13
Prolongation de bail / Erstreckung Mietverhältnis	16	29
Créance de paiement / Forderung auf Zahlung	77	61
Défaut / Mietzinshinterlegung	37	45
Autres raisons / andere Gründe	19	29

Sort réservé aux affaires / Erledigungsweise	2019	2018
Décisions de constatation de la Commission / Feststellungsverfügungen der Kommission		
Irrecevabilité, retrait de recours / Nichteintreten, Rückzug	28	31
Transmission au Tribunal arbitral / Weiterleitung ans Schiedsgericht	51	--
Autres raisons / andere Gründe	7	--

2.9.11.3 Commentaires / Kommentare

2.9.11.3.1 Appréciation générale et commentaire au sujet du tableau des statistiques / Allgemeine Beurteilung und Kommentare bezüglich der Statistik

Les statistiques ont été adaptées par la prise en compte du nombre de « Dossiers » et non plus par le nombre de « Parties » et ce afin d'avoir une pratique homogène d'avec notamment la Commission de conciliation de la Sarine, d'où la différence du nombre d'affaires pendantes au 31 décembre 2018 (152 parties) et le nombre des affaires pendantes au 1^{er} janvier 2019 (105 dossiers).

En 2019, on constate une légère baisse du nombre de requêtes déposées (une quarantaine de dossiers en moins).

Die Statistiken wurden angepasst, es werden neu die Anzahl «Dossiers» und nicht mehr die Anzahl «Parteien» aufgeführt, um so eine homogene Praxis insbesondere mit der Schlichtungskommission des Saanebezirks gewährleisten zu können, deshalb der Unterschied zwischen den pendenten Angelegenheiten am 1. Januar 2018 (152 Parteien) und der Zahl der hängigen Angelegenheiten, die sich am 1. Januar 2019 auf 105 Dossiers belief.

Im Jahr 2019 stellten wir einen leichten Rückgang der Anzahl Gesuche fest (ca. 40 Dossiers weniger).

Taux moyen de conciliation en 2019 / Schlichtungsgrad im Jahr 2019

Sur les 302 cas liquidés en 2019, 216 affaires (2018 : 235) se sont conclues par un accord et 6 propositions de jugement acceptées (2018 : 9) et 1 décision, ce qui représente un taux de conciliation de 73.84 % (2018 : 68.75%).

Von den 302 abgeschlossenen Fällen im Jahr 2019 konnten 216 Fälle (2018: 235) mit einer Einigung und 6 mit akzeptierte Urteilen (2018: 9) sowie 1 mit Entscheid erledigt werden, was einem Schlichtungsgrad von 73,84 % (2018: 68.75%).

2.9.11.3.2 Organisation interne (indications relatives à la composition de la Commission, commentaires) / Interne Organisation der Kommission (Angaben betr. Zusammensetzung, Kommentare)

A noter la démission de Monsieur Yann Hofmann, président suppléant nommé en automne 2018 pour les cas alémaniques pouvant ressortir de l'art. 116 al. 2 LJ. A ce jour, il n'y a pas eu de mise au concours pour son remplacement car il n'y a pas eu de nécessité d'avoir un magistrat de langue allemande.

Madame Laure Gallay-Christ a été nommée assesseure locataire suite à la démission de Madame Franziska Waser.

Il n'y a pas eu d'autres changements durant l'année 2019.

Zu erwähnen ist der Rücktritt von Yann Hofmann, stellvertretender Präsident, der im Herbst 2018 für die deutschsprachigen Fälle ernannt wurde, die sich aus Artikel 116 Abs. 2 JG ergeben können. Bis heute wurde die Stelle nicht ausgeschrieben, da eine deutschsprachige Magistratsperson nicht nötig war.

Laure Gallay-Christ wurde nach dem Rücktritt von Franziska Waser zur Beisitzerin Mieter ernannt.

Während des Jahres 2019 kam es zu keinen weiteren Veränderungen.

Composition de la Commission (au 31.12.19) / Zusammensetzung der Kommission (am 31.12.19)

Prénom/nom	Fonction
Jean-Christophe Oberson	Président / <i>Präsident</i>
Séverine Zehnder	Suppléante du Président / <i>Stellvertretende Präsidentin</i>
Cristina Beaud	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Simon Chatagny	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Florian Demierre	Assesseur (locataires) / <i>Beisitzer (Mietervertreter)</i>
Délia Charrière-Gonzalez	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Laure Gallay-Christ	Assesseure (locataires) / <i>Beisitzerin (Mietervertreterin)</i>
Alain Charrière	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Josiane-Marie Galley	Assesseure (propriétaires) / <i>Beisitzerin (Eigentümerversreterin)</i>
Xavier Guanter	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Andéol Jordan	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>
Daniel Massardi	Assesseur (propriétaires) / <i>Beisitzer (Eigentümerversreter)</i>

Conseil de la magistrature CM

Justizrat JR

Place Notre-Dame 8, CH-1701 Fribourg

T +41 26 305 90 20, cm@fr.ch

www.fr.ch/cmag

–

© Mai 2020

–

Imprimé sur papier 100% recyclé
gedruckt auf 100% Recyclingpapier